

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI

***LE DÉVELOPPEMENT LOCAL AU RISQUE DE L'UTOPIE:
VERS UNE INTERPRÉTATION DES ENJEUX
DU DÉVELOPPEMENT LOCAL AU 21^E SIÈCLE***

PRÉSENTÉ À
L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À RIMOUSKI
comme exigence partielle
du programme de doctorat en Développement régional

PAR

MARCEL MÉTHOT

Mars 2003



Mise en garde/Advice

Afin de rendre accessible au plus grand nombre le résultat des travaux de recherche menés par ses étudiants gradués et dans l'esprit des règles qui régissent le dépôt et la diffusion des mémoires et thèses produits dans cette Institution, **l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** est fière de rendre accessible une version complète et gratuite de cette œuvre.

Motivated by a desire to make the results of its graduate students' research accessible to all, and in accordance with the rules governing the acceptance and diffusion of dissertations and theses in this Institution, the **Université du Québec à Chicoutimi (UQAC)** is proud to make a complete version of this work available at no cost to the reader.

L'auteur conserve néanmoins la propriété du droit d'auteur qui protège ce mémoire ou cette thèse. Ni le mémoire ou la thèse ni des extraits substantiels de ceux-ci ne peuvent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

The author retains ownership of the copyright of this dissertation or thesis. Neither the dissertation or thesis, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

Remerciements

Je tiens à remercier formellement Monsieur Michel Fortier, co-directeur, pour sa présence indispensable et la confiance manifestée tout au long de cette aventure. Je remercie également Monsieur Jules Dufour, directeur, qui a bien voulu, malgré des conditions difficiles, apporter un soutien essentiel à la réalisation de mon travail.

Mes remerciements vont également à mes collègues et amies, Mesdames Cécile Angot et Estelle Delay, Doctorantes-chercheures. Sans les échanges, les débats, les confrontations d'idées que nous avons eus tout au long du processus, le texte qui suit ne comporterait que de vagues intuitions, qu'une recension de références sans originalité.

Je remercie finalement tous ceux et celles que j'ai eu la chance de voir s'engager avec passion et souci de l'autre dans leur travail, de quelque nature qu'il soit.

Je dédie cette thèse à ma fille, Jeanne Chapados-Méthot.

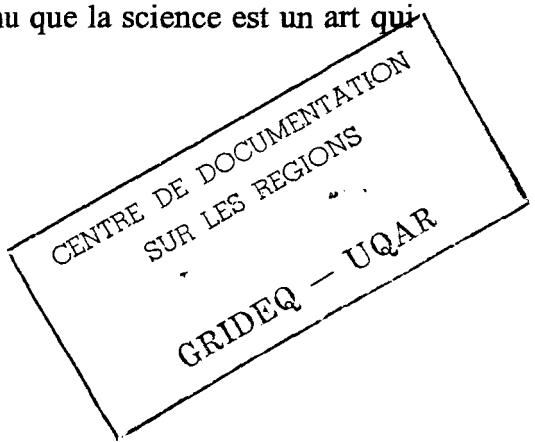


Prologue

Voici une thèse. Un ensemble de propositions pour la lecture d'un monde en mutation, en transition, en crise. Un essai d'articulation d'imaginaires sociaux en émergence. Une démarche d'exploration de formes inédites, de la réalité en train de se faire, de l'instituant. Une tentative d'explicitation de la *globalitude* des enjeux locaux, de la *localitude* des enjeux globaux.

Cette thèse n'a pas d'objet. Elle n'a de sujet que ce qu'elle voudrait laisser être en le nommant. Son essence réside dans le projet qu'elle porte. Elle constitue le projet de son propre sujet, en éternel devenir. Elle est son propre sujet, sujet par ailleurs irréductible à ce qu'elle peut en dire.

Aussi l'auteur n'est-il que le porteur d'une certaine idée du monde qui le porte davantage. C'est l'idée même qui nomme le sujet énonçant, l'essence de ce dernier prenant sa source dans le silence qu'il n'a pas su ne pas taire. Car il est connu que la science est un art qui s'ignore dans la célébration des vérités qu'elle imagine.



Résumé

Cette thèse propose une interprétation des enjeux du développement local au 21^e siècle, interprétation caractérisée par l'intégration d'éléments de la pensée utopique contemporaine. Il s'agit en fait d'une lecture des enjeux du développement local qui prend substantiellement en considération le contexte social-historique à l'intérieur duquel ces enjeux apparaissent.

La pensée utopique et les sciences sociales ayant émergé à la même époque, dans le mouvement de la modernité occidentale, elles ont partagé depuis certains éléments, tant en ce qui a trait aux imaginaires sociaux qu'elles mettent en travail et qui les fondent en retour, qu'en ce qui concerne leur démarche respective. La pensée utopique comporterait ainsi une certaine valeur heuristique pour les sciences sociales actuelles, et partant pour les études sur le développement local.

Une fois relevées les fonctions heuristiques de la pensée utopique, une lecture interprétative des principaux enjeux du développement local pouvait s'effectuer. Or, c'est notamment par l'intégration d'éléments de la pensée utopique à l'analyse des enjeux du développement local qu'il était possible d'en proposer une lecture à la fois originale et critique. Lecture originale, parce que reposant sur une démarche peu conventionnelle (grille de lecture interprétative inspirée essentiellement de la pensée utopique) et critique

parce que formulant des interrogations quant au rôle des sciences sociales dans le contexte social-historique actuel (pensée critique opposée ici à «pensée unique»).

De nature plutôt épistémologique, la présente thèse se veut contribution au développement d'approches transdisciplinaires permettant d'aborder la réalité du développement local dans toute sa complexité, dans l'appréhension de la complexité du monde lui-même, dans lequel cette réalité se crée, se transforme.

Table des matières

	Page
Introduction générale	2
Éléments de problématique	5
Thème général de la recherche	5
L'avènement du développement local: quelle utopie?	10
Pensée utopique, sciences sociales, développement local: quelle utopie?	16
Pensée utopique et sciences sociales	17
Pensée utopique et développement local	18
Principaux concepts, hypothèses et objectifs	21
Principaux concepts	21
Utopie	21
Pensée utopique	22
Pensée des sciences sociales	22
Pensée du développement local	23
Enjeux	24
Articulation des concepts	24
Principales hypothèses	25
Objectifs	26
Objectifs centraux	26
Objectifs spécifiques	26
Éléments de la démarche	29
Bref aperçu méthodologique	29
Plan de la thèse	31

Chapitre 1

Propositions épistémologiques	35
Introduction	35
1.1. Une approche interprétative	39
Introduction	39
1.1.1. Quelques arguments herméneutiques	40
1.1.1.1. Le <i>texte</i> de la réalité sociale	41
1.1.1.2. De l'explication à la compréhension	44
1.1.1.3. Herméneutique et phénoménologique	47
1.1.2. L'application de l'approche interprétative	49
1.1.2.1. L'interprétation et la figure	50
1.1.2.2. L'utopie comme figure	52
Conclusion	55
1.2. Implications épistémologiques	56
Introduction	56
1.2.1. La question de l'objectivité	56
1.2.1.1. L'«illusion» de l'objectivité	57
<i>La réalité subjective. La présence de l'idéologie. L'impossible objectivité.</i>	
1.2.1.2. L'«objectivation de la subjectivité»	63
<i>Objectiver sa subjectivité. Application à ma recherche.</i>	
1.2.2. Une pensée sur la société	68

1.2.2.1. De la société au social	68
<i>Les transformations de l'université. Le fonctionnement du social. Le temps du social.</i>	
1.2.2.2. Du social à la société	75
1.2.3. Une pensée critique	79
1.2.3.1. La réalité «consensuelle»	79
1.2.3.2. Une science sociale critique	83
<i>Un choix de posture. Une science des finalités.</i>	
1.2.4. Une pensée transdisciplinaire	89
1.2.4.1. Une connaissance fragmentée	89
1.2.4.2. Une réalité complexe	92
1.2.4.3. L'«essai» scientifique	94
Conclusion	97
Conclusion du chapitre 1	98

Chapitre 2

La pensée utopique comme lecture du monde social-historique

Introduction	101
2.1. Petite histoire de l'utopie	104
<i>Introduction</i>	
2.1.1. Qu'est-ce que l'utopie?	104
2.1.1.1. L'invention du mot	105
2.1.1.2. L'utopie, les utopies	107
2.1.1.3. L'utopie et ses dérivés	111
2.1.2. L'utopie à travers l'Histoire	112
2.1.2.1. L'utopie à la Renaissance	113
2.1.2.2. L'utopie au 18 ^e siècle	114
2.1.2.3. L'utopie au 19 ^e siècle	116
2.1.2.4. L'utopie au 20 ^e siècle	118
Conclusion	121
2.2. De l'utopie à la pensée utopique	122
<i>Introduction</i>	
2.2.1. L'univers de la pensée utopique	122
2.2.1.1. Le «passage»	123
2.2.1.2. L'«élargissement»	124
2.2.2. Pensée utopique, idéologie, imaginaire	127
2.2.2.1. Pensée utopique et idéologie	127
2.2.2.2. Pensée utopique et imaginaire	131
2.2.3. Fonctions et critiques de la pensée utopique	135
2.2.3.1. Fonctions de la pensée utopique	135
<i>Une fonction propédeutique. Une fonction projective. Une fonction critique. Une fonction défatalisante. Une fonction d'espérance. Et d'autres encore...</i>	
2.2.3.2. Critiques de la pensée utopique	140
<i>Une sortie de la liberté. Une sortie de la complexité. Une sortie de l'Histoire. Une sortie de la réalité. Une sortie du livre.</i>	
Conclusion	145

2.3. La pensée utopique aujourd'hui.....	146
Introduction	146
2.3.1. Bonne et mauvaise utopie.....	147
2.3.1.1. Quelques formulations et distinctions	147
2.3.1.2. Quelques critères de la bonne utopie.....	151
<i>Des utopies de libertés. Des utopies modestes. Des utopies alternatives. Des utopies réalistes</i>	
2.3.2. Actualité de la pensée utopique	154
2.3.2.1. Les <i>retours</i> de la pensée utopique	155
2.3.2.2. Les utopies actuelles.....	158
2.3.2.3. Actualité de l'utopie.....	163
2.3.3. Une pensée utopique contemporaine.....	166
2.3.3.1. La pensée utopique et la pensée critique	167
<i>Résurgence de la pensée critique. Une réalité insatisfaisante. La volonté de changement.</i>	
2.3.3.2. Une pensée utopique contemporaine: ma définition	174
<i>Une sortie de la liberté. Une sortie de la complexité. Une sortie de l'Histoire. Une sortie de la réalité. Une sortie du livre.</i>	
Conclusion	178
Conclusion du chapitre 2	180

Chapitre 3

La pensée utopique, les sciences sociales et le développement local.....

Introduction	182
3.1. La pensée utopique et les sciences sociales	185
Introduction	185
3.1.1. La pensée utopique et le développement des sciences sociales.....	186
3.1.1.1. L'avènement des sciences sociales	186
3.1.1.2. L'utopie des sciences sociales.....	189
<i>Rupture et fondations: Descartes et More. Des utopies scientifiques. Des sciences sociales utopiques.</i>	
3.1.1.3. Apports respectifs.....	196
<i>Apports des sciences sociales à la pensée utopique. Apports de la pensée utopique aux sciences sociales.</i>	
3.1.2. La pensée utopique et les sciences sociales aujourd'hui	199
3.1.2.1. Utopie et sciences sociales actuelles.	200
<i>État actuel des sciences sociales. Des sciences sociales utopiques.</i>	
3.1.2.2. Fonction heuristique de la pensée utopique en sciences sociales	205
<i>Une fonction schématique. Une fonction représentative-hypothétique. Une fonction analytique-réflexive. Une fonction praxéologique. Une fonction socio-politique.</i>	
3.1.2.3. Aspects épistémologiques	211
<i>La nature de la réalité. Les questions de l'objectivité et de la transdisciplinarité.</i>	
Conclusion	217
3.2. Le développement local sous le regard utopique.....	218
Introduction	218
3.2.1. Le développement local et le contexte social-historique.....	219
3.2.1.1. L'avènement du développement local	219
<i>L'avènement du local. L'avènement du global. La glocalisation.</i>	
3.2.1.2. Développement local, mondialisation, démocratie.....	229
<i>La démocratie. La mondialisation. Une mondialisation contre la démocratie. Un État sous pression.</i>	

3.2.2. Quelques réflexions autour des enjeux du développement local	237
3.2.2.1. Le mythe de l'autonomie locale.....	238
<i>L'autonomie locale. Esquisse d'élucidation: les trois sphères.</i>	
3.2.2.2. Une localisation des enjeux	248
<i>Tout part du local. Des enjeux occultés.</i>	
3.2.2.3. Des enjeux de société	252
3.2.3. La pensée utopique et la pensée du développement local	255
3.2.3.1. Charge utopique du développement local	256
3.2.3.2. Fonction heuristique de la pensée utopique pour les études sur le développement local	269
<i>Pensée utopique et prospective territoriale. Fonction heuristique de la pensée utopique et développement local.</i>	
Conclusion	267
Conclusion du chapitre 3	268

Chapitre 4

La pensée utopique et l'interprétation des enjeux du développement local.....

Introduction	271
4.1. Pensée utopique et enjeux du développement local.....	274
Introduction	274
4.1.1. Notes méthodologiques.....	275
4.1.1.1. Pensée utopique et interprétation.....	275
<i>Interpréter le monde. Interpréter les enjeux du développement local.</i>	
4.1.1.2. Présentation de l'approche	282
4.1.2. Essai d'illustration des vertus heuristiques de la pensée utopique	286
4.1.2.1. Dimensions politiques	287
<i>Le développement local et la réalité instituée. Le développement local entre démocratie et mondialisation.</i>	
4.1.2.2. Dimensions anthropo-philosophiques	293
<i>Le développement local et la conception de l'individu. Le développement local et la conception de la communauté</i>	
4.1.2.3. Dimensions épistémologiques	298
<i>Le rôle de la science et des chercheurs. Connaissances «savantes» et connaissances «ordinaires».</i>	
4.1.2.4. Les tableaux des fonctions	304
Conclusion	311
4.2. Essai d'interprétation des enjeux du développement local.....	312
Introduction	312
4.2.1. Les enjeux politiques	312
4.2.1.1. Le développement local et la réalité instituée	313
4.2.1.2. Le développement local entre mondialisation et démocratie.....	317
4.2.2. Les enjeux anthropo-philosophiques	321
4.2.2.1. Le développement local et la conception de l'individu.....	321
4.2.2.2. Le développement local et la conception de la communauté	326
4.2.3. Les enjeux épistémologiques	329
4.2.3.1. Le rôle de la science et des chercheurs	330
4.2.3.2. Connaissances «savantes» et connaissances «ordinaires».....	334
Conclusion	338
Conclusion du chapitre 4	340

Conclusion générale	343
Qu'est-ce que j'ai voulu démontrer?	345
Pertinence d'un renouveau épistémologique pour le développement local	345
Pour les sciences sociales	346
Pour les études sur le développement local	346
Pertinence de la pensée utopique pour l'interprétation du social-historique	347
Une question d'actualité	347
Pensée utopique et sciences sociales	348
Pensée utopique et développement local	349
Dans quoi une telle démarche s'inscrit-elle?	351
Repères socio-politiques	351
Développement local et enjeux de société	351
Développement local et alternatives à la mondialisation néolibérale	352
Repères épistémologiques	253
L'interprétation des incertitudes	253
Le chercheur comme intellectuel	254
Quelques auteurs clefs	355
Cornelius Castoriadis	355
Et quelques autres	356
Quels apports pour les études sur le développement local?	358
Une lecture parmi d'autres	358
Une inscription dans le contexte global	359
L'humain comme enjeu du développement local	360
L'utopie du développement local	360
Bibliographie	363
Liste des tableaux	
Tableau 1 Utopie et idéologie	130
Tableau 2 Liens entre l'utopie et l'imaginaire	134
Tableau 3 Fonctions de la pensée utopique	139
Tableau 4 Critiques de l'utopie: les «sorties»	144
Tableau 5 Bonne et mauvaise utopie	150
Tableau 6 Critères de la bonne utopie	154
Tableau 7 Fonction heuristique de la pensée utopique en sciences sociales	210
Tableau 8 Fonction heuristique de la pensée utopique pour le développement local	266
Tableau 9 Vertus heuristiques de la fonction schématique	304
Tableau 10 Vertus heuristiques de la fonction représentative-hypothétique	305
Tableau 11 Vertus heuristiques de la fonction analytique-réflexive	307
Tableau 12 Vertus heuristiques de la fonction praxéologique	308
Tableau 13 Vertus heuristiques de la fonction socio-politique	309

Introduction générale

Introduction générale

Un grand décalage entre les mentalités des acteurs et les nécessités internes de développement d'un type de société, accompagne toujours la chute d'une civilisation.

Basarab Nicolescu

Nous avons aujourd'hui encore le droit – nous en avons même le devoir – de rêver, d'imaginer des mondes meilleurs, de donner un contour concret à la conviction que notre monde, notre société ne sont pas les meilleurs que nous puissions construire.

Philippe Van Parijs

Lorsqu'une personne s'aventure, de nos jours, à rêver tout haut à la possibilité d'apporter des changements significatifs dans une institution, une communauté, ou la société prise globalement, elle doit s'attendre à être soupçonnée d'utopiste. Ainsi, considérant la force du réalisme politique qui caractérise notre époque, cette personne risque fortement d'être perçue comme naïve et rêveuse. L'utopie, pour le sens commun, correspond à un dessein désirable mais irréalisable, incompatible avec la réalité.

Comme beaucoup d'autres notions introduites dans le langage courant, la notion d'utopie s'est trouvée à perdre de sa profondeur, à se voir réduite presque exclusivement à sa dimension d'impossibilité. Or, le concept en soi est d'une richesse inouïe, et la «pensée» qui s'en réclame, la pensée utopique, peut même se révéler être une clé, une parmi bien d'autres certes, pour appréhender l'histoire de la construction de la pensée occidentale, d'hier à aujourd'hui, de *La République* de Platon aux utopies du 20^e siècle en passant par les socialismes utopiques du 19^e siècle.

La pensée utopique exprime cet élan par lequel l'Homme tente d'assumer une certaine maîtrise de sa destinée, afin de favoriser l'institution d'une communauté idéale, où il pourra enfin vivre comme un humain¹. Le projet qu'elle porte correspond quant à lui à la quête incessante et nécessaire du bonheur individuel et collectif. Je peux par ailleurs ajouter que la pensée utopique transcende les genres littéraires, accompagnant et nourrissant les interrogations philosophiques, l'action politique, les mouvements de réforme sociale, et partageant même jusqu'à un certain point ses vues et sa démarche avec les sciences sociales².

Dans cette recherche, je tenterai de savoir en quoi la pensée utopique peut contribuer à enrichir la compréhension des enjeux du développement local. Plus fondamentalement, c'est l'implacable questionnement sur les capacités-possibilités d'auto-institution des individus et de la société³ qui m'a poussé à m'interroger sur l'existence de liens entre la pensée utopique et ce que je nommerai la «pensée du développement local»⁴. Questionnement qui m'apparaît en outre des plus actuels en regard de ce mouvement de concentration des pouvoirs «économico-politiques» au niveau mondial, que d'aucuns, spécialistes ou non, sont à même d'observer. Questionnement des plus actuels, enfin et

¹ Les hommes vivent comme des humains, suggère François Chirpaz, lorsqu'ils ont «la possibilité de vivre leur vie sans avoir à souffrir l'injustice». Voir CHIRPAZ, François, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, p.126.

² Je développerai ce postulat au chapitre 3, point 3.1. «La pensée utopique et les sciences sociales».

³ Questionnement dont les formulations les plus inspirantes pour moi sont celles de Cornelius Castoriadis. J'y reviendrai.

⁴ La notion de «pensée du développement local» sera définie plus loin dans l'introduction générale. Voir la section «Principaux concepts».

surtout, pour ceux qui sont attentifs aux imaginaires sociaux qui s'expriment de plus en plus nettement en opposition à ce mouvement⁵.

Puisque pour nombre d'observateurs et d'analystes de la réalité social-historique contemporaine, c'est localement que l'on peut agir et à partir du «local»⁶ que l'on peut espérer changer le cours du monde, le développement local se voit d'entrée de jeu porteur d'une *charge utopique* certaine. Dans cette recherche, je veux en quelque sorte savoir comment le développement local, par les initiatives qu'il suscite, peut participer à l'expression d'une utopie contemporaine et, de là, proposer une interprétation des enjeux qu'il soulève.

⁵ Je pense ici au mouvement de contestation de la mondialisation néolibérale (incorrectement identifié comme mouvement *anti-mondialisation*), ainsi qu'aux remises en question plus ou moins radicales du nouveau désordre économico-politique mondial qui s'expriment un peu partout, notamment depuis les événements du 11 septembre 2001.

⁶ Je présenterai différentes approches et interprétations de la notion du «local» au chapitre 3, section 3.2.1. «Le développement local et le contexte social-historique».

Éléments de problématique

Le développement local apparaît donc dans une phase de prise de conscience durant laquelle la crise se durcit et fait passer des illusions aux désillusions.

Philippe Duez

Thème général de la recherche

C'est au début des années 1970 qu'ont émergé, au Québec⁷, les premières expériences de développement local telles qu'on les aborde encore aujourd'hui⁸. Favreau et Lévesque, qui y associent les expériences du JAL⁹, expliquent ainsi cette émergence :

Déçus devant l'incapacité de l'État et de la grande entreprise à enclencher le développement économique, les citoyens des zones les moins prospères ont décidé de «se prendre en main» en se donnant une gouverne locale regroupant les forces vives du territoire et donc capable de coordonner et de soutenir les initiatives locales avec le souci d'un développement plus intégré et attentif à l'amélioration de la qualité de vie de tous les résidants¹⁰.

⁷ Cette section sera essentiellement structurée autour du cas québécois, afin de permettre une description claire du thème de recherche. Pour la suite de la recherche, il sera question du développement local tel qu'il se pratique et est étudié particulièrement au Québec et en France. Sans prétendre qu'une telle délimitation comporte des vertus généralisantes, il m'est permis de penser que compte tenu de la nature des enjeux qui seront abordés, il n'est pas impossible d'oser certaines extrapolations au cas occidental, et même parfois au-delà.

⁸ Bien sûr, il y eut des expériences de développement local avant que les chercheurs ne commencent à s'y intéresser plus formellement. J'y reviendrai au chapitre 3, sous-section 3.2.1.1. «L'avènement du développement local».

⁹ Il s'agit de trois paroisses du Témiscouata (Saint-Juste, Auclair, Lejeune), dans le Bas-Saint-Laurent, qui se sont ralliées pour former la Coopérative de développement agro-forestier du Témiscouata («JAL»). Le JAL, qui constitue depuis un symbole pour les promoteurs du développement local, a été décrit de cette façon par Bruno Jean: «...ce fut la première manifestation organisée de la volonté populaire de prendre en main son propre développement face à une logique de développement monopoliste et aux actions étatiques qui vouaient ce territoire à la fermeture pure et simple à tout habitat humain», JEAN, Bruno, *Agriculture et développement dans l'Est du Québec*, Sillery, PUQ, 1985, p.298. Plusieurs études en développement régional ont été réalisées sur le cas du JAL.

¹⁰ FAVREAU, Louis et Benoit LÉVESQUE, *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*, Sainte-Foy, PUQ, 1996, p.166.

Mais l'avènement du local comme référent incontournable se situerait davantage au début des années 1980, en réponse, notamment, à la perte de légitimité de l'État-nation. Klein soulignait en ce sens, au début des années 1990, que les référents nationaux «*ne constituent plus les meilleurs cadres pour une gestion efficace des pressions économiques*»¹¹, vu la dynamique de plus en plus internationalisée de ces dernières. Ce qui faisait constater à l'auteur que, «*en ce qui concerne la gestion du social, le référent local devient plus mobilisateur et plus efficace que le référent national*» et que «*même les problèmes d'envergure nationale sont approchés à partir de points de vue définis localement*»¹².

Le développement local, depuis lors, s'avère porteur de grands espoirs pour les spécialistes comme pour les acteurs du développement régional et local. En outre, le «paradigme du local» participe d'un phénomène de pensée plus global, transcendant évidemment le contexte québécois ainsi que la question particulière du développement des communautés. Ainsi se serait répandue, dans l'univers intellectuel de la fin du 20^e siècle occidental, l'idée selon laquelle les grandes questions contemporaines se comprendraient désormais à partir du local. C'est ce que j'identifie à la rhétorique localiste¹³.

¹¹ KLEIN, Juan-Luis, «Le partenariat : une réponse à l'exclusion?», dans GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN, (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, GRIR, 1992, p.9.

¹² Idem.

¹³ Pour des éléments de réflexion sur la rhétorique localiste, voir BOURDIN, Alain, *La question locale*, Paris, PUF, 2000; MABILEAU, Albert, «Les perspectives d'action publique. Autour d'un local reconstruit», dans BALME, Richard et al. (dir.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999. Je traiterai de cette question au chapitre 3, section 3.2.2. «Quelques réflexions autour des enjeux du développement local».

Dans les études sur le développement régional et local, cette rhétorique fait dire à François Plassard, par exemple, que «*le développement local s'inscrit dans un [...] changement lent et en profondeur des mentalités, des modes de raisonnement, des représentations du monde au niveau de l'ensemble de la société*»¹⁴. C'est la même rhétorique qui invite Duez à affirmer que «*la lame de fond, qui porte le développement local, est donc celle qui risque d'emporter la praxis et les institutions propres au mode de développement économique et donner naissance à une nouvelle utopie, à un nouveau développement*»¹⁵.

Il m'apparaît pertinent, considérant ce qui vient d'être posé, d'interroger le caractère utopique de la pensée du développement local depuis son avènement. Une pensée qui a émergé il y a plus d'une vingtaine d'années, au Québec comme ailleurs, en réaction tant face aux visées centralisatrices de l'État qu'aux tendances fonctionnelles et trop économistes d'un néolibéralisme qui commençait à triompher¹⁶. Chercher les façons de permettre aux communautés locales de se développer de façon optimale dans l'intérêt de l'ensemble de leurs membres, ne serait-ce pas, un tant soit peu, participer de la pensée utopique?

¹⁴ Cité par DUEZ, Philippe, «La place du développement local dans la dialectique du développement économique», dans KHERDJEMIL, Boukhalfa *et al.* (dir.), *Territoires et dynamiques économiques. Au-delà de la pensée unique*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.189-190.

¹⁵ DUEZ, Philippe, *op.cit.*, p.190. Souligné par moi.

¹⁶ Pour certains observateurs critiques, cette pensée aurait été accompagnée, paradoxalement, d'une stratégie plus ou moins volontaire de dépolitisation («localisation») de la question sociale. J'y reviendrai au chapitre 3, section 3.2.2. «Quelques réflexions autour des enjeux du développement local».

Pour aborder ces interrogations, il faudra bien sûr développer la notion de «pensée utopique»¹⁷. D'emblée, il importe de rappeler que le mot «utopie» a été inventé par l'Anglais Thomas More, dans un roman d'anticipation paru en 1516. Il s'agissait du nom de l'île imaginaire où l'auteur avait situé sa cité idéale. Son utopie, son «lieu de nulle part» ou «lieu du bonheur»¹⁸, présentait une description détaillée de ce que devait être une organisation sociale parfaite, le tout précédé d'une critique rigoureuse de la situation sociale et politique de la société à laquelle il appartenait. Un genre littéraire était né, qui fut repris sans cesse depuis lors. À l'époque des Lumières et à l'aube des grandes révolutions qui allaient bouleverser le monde occidental, l'utopie déborde du genre littéraire qu'elle désigne et nourrit des théories sociales de l'action, des écrits politiques, des programmes révolutionnaires, et ainsi de suite. La pensée utopique participe alors du bouillonnement intellectuel et social particulièrement intense et bien caractéristique des 18^e et 19^e siècles européens.

La pensée utopique, qui se veut d'abord une critique de *ce qui est* et une proposition de *ce qui devrait être*, accompagne notamment la naissance et le développement des sciences sociales¹⁹. Tour à tour, les spécialistes de la société puisent des informations dans les critiques et projections des utopistes pour élaborer leurs analyses, et les utopistes s'appuient sur les analyses des chercheurs pour élaborer leurs critiques et donner forme à

¹⁷ La notion de «pensée utopique» sera sommairement définie plus loin dans l'introduction générale (voir la section «Principaux concepts») et développée plus largement au chapitre 2, partie 2.2. «De l'utopie à la pensée utopique».

¹⁸ L'utopie renferme ce paradoxe depuis son origine, et peut être associée étymologiquement à l'une ou l'autre désignations du lieu. Ainsi l'utopie serait «le lieu du bonheur qui n'existe nulle part» (!). Plusieurs prétendent que More aurait inventé le mot en toute conscience de l'ambiguïté sémantique qu'il contenait. J'y reviendrai au chapitre 2, sous-section 2.1.1.1. «L'invention du mot».

¹⁹ Voir chapitre 3, section 3.1.1. «La pensée utopique et le développement des sciences sociales».

leurs projections. Ainsi, pensée utopique et «pensée des sciences sociales»²⁰ seraient filles d'un même mouvement social-historique, vaste mouvement qui n'est rien d'autre que celui de la modernité. La pensée utopique et la pensée des sciences sociales exprimeraient donc, bien que selon des registres différents, les «imaginaires sociaux»²¹ d'une époque donnée. Les discours utopiques et scientifiques des 18^e et 19^e siècles reflétaient les idées-forces de progrès, de maîtrise de la nature et d'autonomie de la raison. Les deux champs de pensée évoquaient donc en parallèle, tout en influençant leur déploiement réciproque, en correspondance avec les imaginaires sociaux qui leur étaient contemporains.

Et aujourd'hui, en cette époque où plusieurs soupçonnent une certaine «pensée unique» de dissimuler une bonne partie de ce que notre présent recèle en devenir, qu'est-ce que peut véhiculer la pensée utopique, si l'on considère que cette dernière a pour fonction de révéler les imaginaires sociaux qui présentent «autre chose»? Aussi, et surtout, quels sont les liens entre les imaginaires sociaux utopiques et la pensée des sciences sociales, particulièrement celle du développement local?

Il s'agira ici de tenter de repérer et de formuler les imaginaires sociaux qui grouillent actuellement sous la réalité telle que donnée, c'est-à-dire d'identifier les éléments

²⁰ Je définirai ce que j'entends par «pensée des sciences sociales» à la section «Principaux concepts» de la présente introduction générale.

²¹ Les imaginaires sociaux sont, pour les sociétés, des «représentations globales, autant d'idées-images au travers desquelles elles se donnent une identité, perçoivent leurs divisions, légitiment leur pouvoir, élaborent des modèles formateurs pour leurs membres...», BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, p.8.

constitutifs d'une «pensée utopique contemporaine»²², et d'envisager la pensée du développement local dans son rapport avec ces imaginaires sociaux utopiques. En d'autres mots, l'exercice consistera à appréhender les principaux enjeux du développement local en les «interprétant»²³ à la lumière de la pensée utopique contemporaine, aspirant ainsi à produire un regard nouveau sur certaines problématiques reliées au développement local.

L'avènement du développement local : quelle utopie?

Le contexte social-historique à l'intérieur duquel ont émergé les expériences de développement local depuis la fin des années 70 peut s'interpréter ainsi : suite à la crise de l'État-providence et au déclin des prétentions centralisatrices nationales de définir à la place des acteurs régionaux et locaux le type de développement censé leur convenir, il est temps de remettre aux principaux concernés les pouvoirs et instances qu'ils revendiquent et, par là, de leur permettre de «*se prendre en main*». Les communautés locales, mues par leurs forces vives endogènes, pourront alors prendre leur place dans le nouveau contexte de l'économie mondialisée, la voie étant libre, désormais, pour optimaliser leurs potentialités.

²² Je procéderai, au chapitre 2, section 2.3.3. «Une pensée utopique contemporaine», à l'élaboration de la notion de «pensée utopique contemporaine».

²³ Sur l'approche interprétative, voir chapitre 1, partie 1.1. «Une approche interprétative».

Car nous voici, en ce début de troisième millénaire, dans ce cadre local/global²⁴, où l'on nous invite à «penser globalement, agir localement». D'un côté, un monde de plus en plus globalisé, aux frontières souples, dont les interactions entre les différentes composantes sont de plus en plus directes et instantanées; de l'autre, des entités locales singularisées, relativement homogènes, plus responsables et solidaires, autonomes dans une situation d'interdépendance. Entre les deux, des États qui cherchent à redéfinir leurs prérogatives à l'intérieur de cette immense mutation.

Pour les uns, le local pourrait y gagner, soulagé de l'emprise tentaculaire de l'État planificateur des destinées régionales, avec l'émergence d'un nouvel espace démocratique local où le citoyen s'approprie progressivement le pouvoir²⁵. Pour les autres, le local risquerait plutôt d'y perdre, soumis à l'emprise «globalitaire» des «nouveaux maîtres du monde»²⁶, avec l'émergence d'un nouvel espace de domination mondial où le citoyen se voit progressivement dépossédé de toute autonomie²⁷. Qu'en est-il vraiment?

Selon Ricardo Petrella, les citoyens d'aujourd'hui sont transformés en «suiveurs», réagissant «à l'ordre du jour que la mondialisation des dominants établit». Ainsi répète-t-il souvent qu'il nous faut nous demander si «des syndicats, des universités, des groupes

²⁴ Je proposerai une interprétation de ce «cadre» au chapitre 3, sous-section 3.2.1.1. «L'avènement du développement local».

²⁵ De là l'intérêt récent pour le thème de la gouvernance locale. Voir notamment CARRIER, Mario *et al.* (dir.), *Gouvernance et territoires ruraux : éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Sainte-Foy, PUQ, 2000. J'y reviendrai au chapitre 3, sous-section 3.2.2.1. «Le mythe de l'autonomie locale».

²⁶ Expressions de Ignacio Ramonet, directeur du *Monde Diplomatique*.

²⁷ J'y reviendrai au chapitre 3, sous-section 3.2.2.1. «Le mythe de l'autonomie locale».

de citoyens, des communautés locales sont capables de fixer un autre ordre du jour?»²⁸.

Jean-Pierre Garnier, plus caustique, observe qu'alors que le capital a «renoué avec la sauvagerie de ses débuts, il incombe aux instances locales de donner à la barbarie qu'elle génère «sur le terrain» une allure civilisée»²⁹. L'auteur ajoute que «cette «gestion du social» censée humaniser au plan local les effets de la globalisation économique semble elle-même contaminée par le mal auquel elle prétend remédier»³⁰.

Pourtant, nombre de chercheurs, d'intervenants, de décideurs politiques semblent partager l'idée que, en contexte de mondialisation, c'est sur le terrain du local, de la communauté, que peuvent émerger les «solutions» aux problèmes «locaux». Ce paradigme du local se construit notamment sur la base de la constatation que l'État-nation, comme entité territoriale, ne constitue plus le cadre de référence idéal pour assurer adéquatement la régulation des rapports sociaux. Aussi, dans un argumentaire plus positif, plusieurs s'entendent pour affirmer que c'est la «société civile locale» (les citoyens, les communautés) qui est la mieux placée pour identifier ses besoins et mettre en œuvre les initiatives visant à les satisfaire, avec ses propres ressources, et que c'est là la meilleure façon de pallier à l'allégement des politiques sociales nationales³¹.

²⁸ PETRELLA, Ricardo, [Sans titre], Texte d'une conférence prononcée à un séminaire organisée par la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), 19 octobre 2000.

²⁹ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, p.91.

³⁰ Idem.

³¹ Les recherches traitant de la question de l'économie sociale, en France et au Québec notamment, s'appuient sensiblement sur ce type d'arguments.

Ainsi remarque-t-on, surtout depuis la fin des années 80, au Québec (et ailleurs), une certaine similitude entre les discours de chercheurs s'intéressant au développement local, des acteurs du développement et des gouvernements. Cette conformité relative se situe dans l'affirmation partagée par plusieurs que le local s'avère désormais être le lieu privilégié d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies de développement.

Le gouvernement du Québec, dans sa *Politique de soutien au développement local et régional* déposée en 1997, constate que «*c'est au niveau local que se développent les entreprises et les activités utiles au développement économique, social et culturel de la collectivité en fonction de la capacité du milieu de se prendre en main*»³². En 1989, le chercheur Bruno Jean anticipait que «*ce qui se nomme «développement local» pourrait se révéler une importante lame de fond capable de transformer les rivages sur lesquels elle va déferler*»³³. On sait qu'une majorité de chercheurs étudiant le développement régional au Québec ont, de différentes façons, procédé au même acte de foi, c'est-à-dire qu'ils ont manifesté un certain engouement à l'égard des nouvelles perspectives que pouvaient offrir les pratiques émergentes associées au développement local³⁴.

C'est le cas, par exemple, de Marc-Urbain Proulx qui soulignait, en 1996, que «*dans le contexte actuel du désengagement de l'État, la culture de la solidarité qui se déploie déjà à un bon degré dans les collectivités locales et régionales, représente une voie*

³² Gouvernement du Québec, *Politique de soutien au développement local et régional*, Québec, 1997, p.10.

³³ JEAN, Bruno, «Le développement régional à l'heure du développement local : «le temps des incertitudes»», *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. XII, n°1, Printemps 1989, p.22.

³⁴ Voir POLÈSE, Mario, «Le développement local revu et corrigé : récit d'une douce illusion dangereuse», dans CÔTÉ, Serge et Juan-Louis KLEIN (dir.), *Le Québec des régions : vers quel développement?*, Rimouski-Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, 1996, p. 321-335.

incontournable pour la politique régionale québécoise»³⁵, et aussi de Hugues Dionne qui, quelques années plus tôt, observait que «la conscience populaire des localités compromises dans leur développement et menacées de fermeture a ravivé cette sensibilité à l'importance du maintien des milieux de vie et à la nécessité de solidarités construites sur la prise en charge locale obligée»³⁶. Quant aux acteurs du développement, il suffit de les côtoyer un peu pour observer qu'il y a présence, au sujet de la pertinence du développement local, de ce qui ressemble à un partage de représentations³⁷.

Les acteurs du développement local, suivant ces assertions, seraient donc en mesure de participer activement à la définition de leur destinée. Ceci implique qu'ils disposeraient des outils et structures nécessaires pour ce faire, de la légitimité et plus substantiellement d'une certaine autonomie, c'est-à-dire de la capacité de «faire eux-mêmes leurs lois» (*auto nomos*). Or, rejoignant les propos de Petrella et Garnier, Michel Bassand, pourtant reconnu comme un grand promoteur du développement local, soutenait, dans le contexte socio-politique des années 90, que l'action des forces endogènes ne concernait que des aspects peu déterminants pour le développement de la communauté³⁸.

³⁵ PROULX, Marc-Urbain, «La politique régionale au Québec», *L'action nationale*, Vol. LXXXVI, n° 2, février 1996, p.93.

³⁶ DIONNE, Hugues, «De la région-ressources à la région qualité de vie», dans Christine Gagnon et Juan-Luis Klein (dir.), *Les partenaires...*, *op.cit.*, p.394.

³⁷ Au 10^e Grand Rendez-vous Rural de la Coalition Urgence Rurale du Bas-Saint-Laurent, le 11 novembre 2000, les participants (une soixantaine d'acteurs et citoyens de la région) étaient invités, à partir du thème «Du rêve à la ruralité», à anticiper la nature de la ruralité idéale pour le Bas-Saint-Laurent. Dans la très grande majorité des cas, les énoncés retenus concernaient des aspects très «locaux» (activités sociales dans la communauté, solidarité villageoise, communication avec ses voisins, etc.), tandis que seulement deux ou trois énoncés (sur plus de soixante-dix) traitaient d'aspects qui transcendaient le local.

³⁸ BASSAND, Michel, «Développement local et processus identitaires», Gagnon et Klein (dir.), *Les partenaires...*, *op.cit.*

C'est ici qu'apparaît la pertinence d'aborder la question du développement local en référant à la pensée utopique. Au regard de ce qui vient d'être brièvement décrit, se pose de façon radicale la question du pouvoir réel des communautés locales, qu'il s'agisse des municipalités ou de toute autre entité désignée par le local. Est-il possible, sur la base d'actions locales, d'envisager l'institution d'une communauté plus autonome? Comment penser l'*auto-institution*³⁹ de cette communauté sans envisager une remise en question de l'ordre institué si, comme certains l'entendent⁴⁰, il y a effectivement déclin de l'autonomie des instances nationales au profit d'instances supranationales? Comment travailler localement à l'amélioration substantielle de la qualité de vie dans les communautés alors que cette localisation de la gestion du social est associée, pour certains⁴¹, au désengagement volontaire de l'État et au renforcement du pouvoir de l'élite financière *intra* et *supranationale*?

La pertinence de cette recherche réside alors dans l'intérêt de chercher à mieux «comprendre» le contexte social-historique à l'intérieur duquel se jouent les enjeux du développement local (et se construit le discours scientifique qui s'y rapporte). Autrement dit, il s'agit de tenter d'intégrer des éléments de la pensée utopique dans une démarche d'analyse interprétative⁴² des enjeux du développement local.

³⁹ L'auto-institution consiste dans la capacité, pour une société (ou une communauté!), de se créer elle-même, c'est-à-dire de participer activement à la création des institutions qui la font «tenir ensemble» (Castoriadis).

⁴⁰ Je fais référence ici à de nombreux ouvrages et articles qui associent la mondialisation néolibérale à une perte significative de pouvoir pour les États nationaux.

⁴¹ Voir notamment, sur ce point, les travaux de Jean-Pierre Garnier. J'y reviendrai au chapitre 3, section 3.2.2. «Quelques réflexions autour des enjeux du développement local».

⁴² J'aborderai très brièvement la description de ma démarche à la section «Bref aperçu méthodologique» de la présente introduction générale. Elle sera décrite plus en profondeur tout au long du chapitre 1.

Pensée utopique, sciences sociales, développement local : quels liens ?

J'aborderai ici, dans un premier temps, la question de la pertinence d'intégrer des éléments de la pensée utopique dans une démarche de recherche en sciences sociales. Dans un deuxième temps, il s'agira de voir dans quelle mesure une analyse interprétative des enjeux du développement local à la lumière de la pensée utopique peut favoriser l'avancement des connaissances pour les études sur le développement local.

Avant de développer ces points, je rappelle la nature du cinquième chantier du Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement de l'Est du Québec (GRIDEQ)⁴³ portant sur l'*Épistémologie des théories et méthodes de construction des connaissances portant sur le développement régional*. Ce chantier de recherche s'intéresse notamment à [...] *la nature des connaissances ou des schèmes de représentations, le rôle des acteurs ou agents humains qui les produisent, la correspondance entre les connaissances ainsi élaborées, les modèles, les théories, et le monde «réel» que l'on cherche à comprendre, les phénomènes que l'on voudrait expliquer, changer, prédire*⁴⁴.

Je peux ainsi souligner que ma recherche s'inscrit dans l'une des problématiques privilégiées du groupe de recherche uqarien.

⁴³ Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement de l'Est du Québec (GRIDEQ), *Développement régional. Problématique et programmation de recherche du GRIDEQ*, 1993, 69 p.

⁴⁴ *Ibid.*, p.52.

Pensée utopique et sciences sociales

Le développement de la pensée utopique est contemporain de la naissance des sciences sociales, en particulier de la sociologie. Raymond Trousson, par exemple, rappelle que

[...] *l'utopie propose une rédemption de l'homme par l'homme, née d'un sentiment tragique de l'histoire et de la volonté d'en diriger le cours. Recherche d'un bonheur actif, elle vise à donner une finalité terrestre à l'aventure humaine et témoigne d'une conscience sociologique en éveil*⁴⁵.

La pensée utopique se constitue et se renforce avec la pertinence «positive», dans le sillon des événements entourant la Révolution française, d'une réflexion sur la meilleure société à instaurer, pendant que «*la science sociale dans sa constitution à partir de la fin du 18^e siècle et au début du 19^e siècle ne sépare pas sa démarche d'une interrogation normative et synthétique sur les formes et les finalités de la sociétés*

⁴⁶.

C'est donc dans un contexte social-historique singulier que se développent les sciences sociales, comme Boireau-Rouillé le souligne en disant que

[...] *l'horizon de création d'une science des sociétés et d'une science de l'histoire intervient comme élément de construction de la question politique, parce qu'elle joue une fonction «critique», et qu'elle est le véhicule qui rend possible, qui permet une approche politique du présent, c'est-à-dire non reproductive du passé*⁴⁷.

⁴⁵ TROUSSON, , Raymond, *D'Utopie et d'Utopistes*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p.24. Souligné par moi.

⁴⁶ BOIREAU-ROUILLÉ, Monique, «Enjeux utopiques d'une science des sociétés dans *Le producteur*, Journal philosophique de l'Industrie, des Sciences et des Beaux-Arts, 1825-1826», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., Paris, L'Harmattan, 1998, p.15. Souligné par moi.

⁴⁷ *Ibid.*, p.16.

Des sciences sociales qui, participant de la construction de la question politique, contribuent à ouvrir des possibles, comme la pensée des utopistes.

Qu'en est-il aujourd'hui? Selon Jean Préposiet, les apports de l'utopie pour les sciences sociales sont encore perceptibles en ce sens qu'*«en tant que «négatif» de la réalité objective, l'imaginaire utopique peut contribuer à une meilleure compréhension de la société où elle est apparue et qu'elle exprime à sa manière. Par conséquent, l'utopie peut fournir un apport positif à la science sociale»*⁴⁸. Eve Brenel ne contredit pas Préposiet quand, parlant de l'utopie comme contre-modèle de la réalité, elle relève ceci : *«que la critique qu'elle exprime soit explicite, ou qu'elle découle simplement du projet «positif» qui ainsi révèle le «négatif» de la réalité, elle constitue un outil d'analyse possible pour les sciences sociales»*⁴⁹. Aussi suis-je convaincu, ne citant que ces exemples, que la pensée utopique a sa pertinence comme outil heuristique en sciences sociales.

Pensée utopique et développement local

Jean-Pierre Garnier, étudiant ce qu'il nomme *le nouvel ordre local* (en France), s'en prend vigoureusement à ce que l'on pourrait désigner, suivant la critique qu'il en fait, comme la nouvelle utopie locale (*«utopie»* pris ici dans le sens négatif courant), c'est-à-dire selon cette idée qui voudrait qu'il soit possible d'assumer une régulation efficiente des rapports sociaux à l'échelle de l'agglomération. Pour l'auteur, il s'agit là d'un leurre,

⁴⁸ PRÉPOSIET, Jean, «Sur l'apport positif des utopies», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales, op.cit.*, p.255.

⁴⁹ BRENEL, Eve, «Utopies et sciences sociales : entre rupture et continuité», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales, op.cit.*, p.155. Souligné par l'auteure.

car il s'avérerait impossible de contrecarrer, au niveau local, ce qui se détruit au niveau global⁵⁰. Considérant ce type d'interprétation, un développement local ne pourrait être envisagé que sur la base d'une posture de dénonciation et de contestation globales du libéralisme économique (ou du moins minimalement d'une prise en compte de ...), critique sans laquelle toute initiative ne consisterait qu'à *localiser*, c'est-à-dire dépolitiser, la question sociale⁵¹.

Un autre type d'interprétation, exprimé cette fois-ci par Fernando Ainsa, amène à percevoir dans les initiatives de développement local une dimension utopique à caractère positif. Le local constituerait un «*espace pour un imaginaire utopique*» à partir duquel pourraient s'instituer de nouveaux modes d'articulation entre l'État et les citoyens⁵². Le développement local, associé à une utopie positive mais relativement modérée dans sa fonction critique, pourrait correspondre non pas à une adaptation bête au nouvel ordre économique, mais à la création de nouveaux espaces (et instances) de régulation qui viendraient tempérer, humaniser cet ordre.

Il m'apparaît alors pertinent d'effectuer, m'appuyant sur une grille de lecture substantiellement inspirée de la pensée utopique contemporaine, une analyse interprétative des enjeux du développement local. Ceci me permettrait de fournir une lecture originale d'enjeux déjà considérés par la pensée du développement local, et aussi d'en dégager de nouveaux. L'identification et l'interprétation de ces enjeux pourraient

⁵⁰ GARNIER, Jean-Pierre, *op.cit.*

⁵¹ J'y reviendrai au chapitre 3, sous-section 3.2.2.2. «Une localisation des enjeux».

⁵² AINSA, Fernando, *op.cit.*

contribuer à enrichir la compréhension de cet objet complexe qu'est le développement local, si ce n'est que par une prise en considération plus formelle du contexte social-historique à l'intérieur duquel s'élaborent les pratiques de développement local, et à l'intérieur duquel aussi se construisent et se diffusent les discours (le discours scientifique) qui étudient ces mêmes pratiques.

Je pense rejoindre ici au moins partiellement l'esprit des suggestions apportées par Antoine Bailly en ce qui concerne les voies de recherche à explorer pour les études sur le développement régional et local. Bailly indique que «*tout d'abord, en s'éloignant du paradigme positiviste dominant, la science régionale peut s'ouvrir à de nouvelles questions de société*», ces dernières touchant aux thèmes du travail, de la lutte à l'exclusion, de l'éducation à la citoyenneté, de la qualité de vie, et ainsi de suite, et qu'elle «*se doit d'aborder ces problèmes si elle souhaite donner des réponses aux grandes questions de cette fin de siècle, même si ces questions sont en évolution permanente*»⁵³.

⁵³ BAILLY, Antoine, «Quelle science régionale pour le 21^e siècle?», *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°1, Février 1999, p.9.

Principaux concepts, hypothèses et objectifs

J'ai eu des idées nouvelles; il a bien fallu trouver des nouveaux mots, ou donner aux anciens de nouvelles acceptations.

Montesquieu

Principaux concepts

Je m'appliquerai ici à présenter brièvement les principaux concepts sur lesquels est axée la recherche. Il faut bien sûr considérer que ces concepts ou notions seront développés plus rigoureusement au cours de la démarche, leur élaboration constituant une partie du cœur de la recherche même⁵⁴.

Utopie

L'utopie, qui signifie étymologiquement «*lieu de nulle part*» ou «*lieu du bonheur*», correspond d'abord à un genre littéraire inventé par Thomas More au 16^e siècle. L'ouvrage de More, *Utopia*, était constitué d'une critique radicale de sa société et d'une description détaillée d'une société idéale. L'utopie, ici, représente donc ce monde parfait qui n'existe pas dans la réalité de l'ici-maintenant. C'est pourquoi, dans le langage courant, l'utopie est d'emblée associée à un projet irréalisable.

⁵⁴ Voir plus loin, partie «Éléments de la démarche».

Pensée utopique

À partir du 18^e siècle, avec le contexte social-historique «révolutionnaire» qui caractérise cette période (particulièrement en Europe), l'utopie déborde le genre littéraire et donne naissance à la pensée utopique. De description d'un lieu de nulle part, imaginaire, l'utopie devient mode de pensée. La démarche de la pensée utopique est alors constituée de ces trois éléments :

1. Critique de la société
2. Projection d'une société idéale
3. Réflexions sur les moyens d'atteindre cet idéal

La pensée utopique accompagne ainsi les grands bouleversements de la modernité occidentale, offrant à l'Homme désormais maître potentiel de son destin un espace (*imaginaire*) d'élaboration de ses idéaux sociaux et politiques. Je précise qu'il existe, en fait, «des pensées utopiques», la pensée utopique désignant un ensemble de *pensées sur le social-historique*⁵⁵ procédant de la démarche utopique.

Pensée des sciences sociales

La pensée des sciences sociales, dans le cadre de cette recherche, est abordée comme *pensée sur le social-historique* spécifique aux sciences sociales, comme pensée singulière des chercheurs et théoriciens sur la société. Ainsi, mon attention sera portée non pas sur

⁵⁵ Par *pensée sur le social-historique*, j'entends un ensemble plutôt articulé d'imaginaires sociaux (ou significations imaginaires sociales) qui constituent, pour un individu (ou un groupe d'individus), sa conception conscientisée du monde social-historique.

les sciences sociales en tant que disciplines scientifiques, mais en tant que mode de pensée singulier sur les réalités social-historiques. Aussi, la pensée des sciences sociales ne constitue pas un tout homogène, mais intègre en fait «des pensées» sur le social-historique participant fondamentalement de la même démarche, la démarche scientifique⁵⁶.

Pensée du développement local

Comme en ce qui concerne la pensée des sciences sociales, la pensée du développement local sera abordée ici du point de vue du mode singulier de *pensée sur le social-historique* qu'expriment particulièrement les chercheurs et théoriciens produisant des discours scientifiques sur la question du développement local, mais également les acteurs, les politiques, les journalistes, etc. Ainsi, il ne sera pas question ici du développement local comme *champ scientifique*, mais plutôt de la *pensée sur le social-historique* véhiculée par le discours correspondant à ce champ. Ici encore, ce sont «des pensées» sur le social-historique qui constituent ce que je désigne par pensée du développement local, cette dernière ne correspondant pas à un tout homogène.

⁵⁶ Il importe de souligner ici que ma lecture des sciences sociales sera caractérisée par une présence prépondérante de la sociologie. Cela est dû, d'une part, au fait que cette dernière occupe une place particulièrement importante dans la littérature touchant l'histoire des sciences sociales et, d'autre part, au fait que j'ai une formation de sociologue. Je tiens donc à préciser que lorsque je parle de la pensée des sciences sociales, il s'agit parfois plus substantiellement de la pensée sociologique.

Enjeux (du développement local)

Par *enjeux*, j'entends la relation dynamique entre les opportunités et les obstacles de diverses natures (politiques, anthropologiques, épistémologiques, etc.) qui favorisent ou contraignent la réalisation d'objectifs, de projets, d'idéaux (rêves sociaux). Dans le cas qui m'intéresse, il s'agit de traiter ce qu'il faudrait «réaliser» ou accomplir pour, partant de *ce qui est* (la communauté dans son état actuel), parvenir à *ce qui devrait être* (la communauté *développée*).

Articulation des concepts

Cette recherche s'articule en quelque sorte autour de deux étapes. Il s'agira d'abord, dans un premier temps, de procéder à une genèse croisée de la pensée utopique avec la pensée des sciences sociales⁵⁷. Partant *grossost modo* du début du 19^e siècle, je tenterai de tracer l'itinéraire de ces deux modes de pensée en relevant leur inscription dans le mouvement social-historique de la Modernité. Ceci devrait me permettre d'identifier les liens existants actuellement entre la pensée utopique et la pensée des sciences sociales, pour enfin relever ce qui relie cette pensée utopique à la pensée du développement local. Je m'inspirerai *librement*, pour réaliser cet exercice, de la généalogie herméneutique de Ricoeur dans son travail sur l'utopie et l'idéologie⁵⁸, des travaux de Baczkó sur les

⁵⁷ En mettant plus substantiellement l'accent sur la pensée utopique. C'est-à-dire que je procéderai effectivement à une analyse de la genèse de la pensée des sciences sociales, mais plutôt par le biais de travaux traitant plus spécifiquement de la pensée utopique. Autrement dit, il ne s'agira pas de genèses élaborées parallèlement qui seront croisées après coup, mais d'une genèse croisée construite du point de vue de la pensée utopique. Voir chapitre 1, sous-section 1.1.1.2. «L'utopie comme figure».

⁵⁸ RICOEUR, Paul, *op.cit.*

imaginaires sociaux⁵⁹, et finalement de la sociologie interprétative (figurative) de Tacussel⁶⁰. Ce long travail, qui débouchera sur l'élaboration d'une grille de lecture, sera suivie d'un exercice d'interprétation des enjeux du développement local.

Principales hypothèses

Ma principale hypothèse, sur laquelle repose l'essence de la recherche, consiste dans l'idée qu'une intégration relativement substantielle d'éléments de la pensée utopique dans une démarche interprétative en sciences sociales favoriserait une meilleure compréhension de la réalité social-historique contemporaine. Pour le développement local, une telle intégration permettrait de mieux saisir la complexité du contexte social-historique à l'intérieur duquel il se pratique et se pense (théories) et ainsi d'en enrichir la compréhension des enjeux. Une seconde hypothèse voudrait que le développement local, comme champ des études sur le développement régional et comme pratique sociale, apparaît comme un objet qui, de par sa nature, se prête aisément à une analyse interprétative inspirée de la pensée utopique contemporaine (idée de communauté *idéale*, de planification de cette dernière, d'aspirations collectives, et ainsi de suite).

⁵⁹ BACZKO, Bronislaw, *op.cit.*

⁶⁰ TACUSSEL, Patrick, *Mythologie des formes sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1995.

Objectifs⁶¹

Objectifs centraux

- 1) Démontrer la pertinence d'intégrer des éléments de la pensée utopique dans une démarche scientifique d'appréhension de la *réalité* du développement local

Quelles sont les vertus heuristiques de la pensée utopique pour les sciences sociales?

Quelles sont les vertus heuristiques de la pensée utopique pour les études sur le développement local?

- 2) Interpréter, à la lumière de la pensée utopique contemporaine, les principaux enjeux du développement local

Quels sont les principaux enjeux «social-historiques» du développement local?

Quelle est la nature de ces enjeux?

Comment ces enjeux s'inscrivent-ils dans des problématiques social-historiques plus globales?

Quelle est l'interprétation que l'on peut effectuer des ces enjeux à la lumière de la pensée utopique contemporaine?

Objectifs spécifiques

- 1) Identifier et décrire les principales caractéristiques de la pensée utopique contemporaine

⁶¹ J'indique, en italique, les questions qui sous-tendent ces objectifs.

Quelles sont les principales caractéristiques (fondements, thèmes, fonctions, etc.) de la pensée utopique contemporaine?

Comment ces caractéristiques ont-elles évolué depuis le début du 19^e siècle?

- 2) Identifier et décrire les liens actuels entre la pensée utopique et la pensée des sciences sociales

Comment la pensée utopique et la pensée des sciences sociales s'inscrivent-elles dans le mouvement social-historique de la modernité?

Quelles sont les dimensions qu'ont eues en commun la pensée utopique et la pensée des sciences sociales depuis le début du 19^e siècle?

Quelles sont les dimensions qu'ont en commun la pensée utopique et la pensée des sciences sociales contemporaines?

- 3) Identifier et décrire les liens actuels entre la pensée utopique et la pensée du développement local

Quelles sont les dimensions qu'ont en commun la pensée utopique contemporaine et la pensée du développement local?

Quelle est, à la lumière de la pensée utopique, la nature des enjeux du développement local?

Peut-on identifier, dans la pensée du développement local, les éléments d'une utopie du développement local?

J'aspire, par cette recherche, à apporter un regard critique et constructif sur l'inscription de la pensée des sciences sociales (à partir de l'exemple de la pensée du développement local) dans un cadre plus global de pensée sur le social-historique. Je pense qu'un tel exercice pourrait aider les chercheurs à mieux évaluer, au delà des considérations

purement méthodologiques, la portée de leur discours (leur «pensée») sur la compréhension générale de la société. Peut-être ce travail pourrait-il contribuer à faire en sorte que les chercheurs prennent davantage conscience, entre autres, que «*les usages des mêmes mots dissimulent parfois des significations et des réalités profondément distinctes et que les non-dits produisent souvent autant de sens que les assertions explicitement proposées*»⁶².

⁶² GRIDEQ, *op.cit.*, p.54.

Éléments de la démarche

Pas moins d'effets possibles de connaissance en effet dans les variations imaginaires sur le réel que dans les variations observées en lui. Car l'on ne saurait constater l'écart des sociétés réelles entre elles sans s'interroger sur les conditions de l'écart. Mais on ne saurait construire l'écart des sociétés possibles aux sociétés réelles, sans s'interroger sur les conditions de possibilité de toute société possible.

Michel Verret

Je présenterai ici, dans un premier temps, un bref aperçu de la démarche qui sera appliquée tout au long de cette recherche. Dans un deuxième temps, il s'agira de dresser un rapide survol de plan général de la thèse.

Bref aperçu méthodologique

Comme je l'ai mentionné plus haut⁶³, cette recherche comporte deux étapes relativement distinctes mais évidemment interreliées. La première étape ayant été sommairement décrite à la même sous-section, je traiterai davantage ici de la deuxième étape qui concerne plus formellement le thème de la thèse. Il s'agit bien sûr de l'analyse interprétative des enjeux du développement local.

Je rappelle tout de même que la *première étape* consiste en une démarche herméneutique de mise en lien de deux modes de pensée sur le social-historique, la pensée utopique et la pensée des sciences sociales⁶⁴. Il s'agira ensuite, pour terminer ce travail d'élaboration

⁶³ Voir sous-section «Articulation des concepts».

⁶⁴ Voir chapitre 3, point 3.1. «La pensée utopique et les sciences sociales».

conceptuelle, de dégager des liens entre la pensée utopique et ce que je présente comme la pensée du développement local⁶⁵. Ce travail débouchera sur l'élaboration d'une *grille de lecture* qui inspirera l'analyse interprétative de la deuxième étape⁶⁶.

La *deuxième étape* consistera d'abord dans un exercice d'illustration des vertus heuristiques de la grille de lecture en confrontant cette dernière à un ensemble de dimensions relatives aux enjeux actuels du développement local. Il s'agira ensuite de procéder à un bref essai d'interprétation des enjeux du développement local sur la base des mêmes dimensions. La pertinence d'appliquer, pour ces enjeux, une grille de lecture inspirée de dimensions de la pensée utopique contemporaine, se justifie notamment dans la considération de diverses caractéristiques de la période actuelle quant au contexte social-historique qui lui est associé. Je pense notamment à la fin du millénaire qui suscite bilans et prospectives dans l'ensemble des domaines de la société et de la vie, et à l'avènement d'un mouvement global⁶⁷ relativement articulé remettant en question une certaine idéologie néolibérale⁶⁸. Ces deux aspects de la réalité social-historique actuelle, il va sans dire, ne sont pas étrangers à un certain renouveau de la pensée utopique⁶⁹.

Les dimensions qui seront sujets à l'analyse interprétative, divisées en trois groupes, seront les suivantes:

⁶⁵ Voir chapitre 3, point 3.2. «Le développement local sous le regard utopique».

⁶⁶ Voir chapitre 3, sous-section 3.2.3.2. «Fonction heuristique de la pensée utopique dans l'étude du développement local».

⁶⁷ Du moins en Occident.

⁶⁸ Depuis le soulèvement des zapatistes au Chiapas en janvier 1994, en passant par la contestation de l'AMI en 1997, les événements de Seattle en 1999 et ainsi de suite.

⁶⁹ Sur ce point, voir chapitre 2, section 2.3.2. «Actualité de la pensée utopique».

Dimensions politiques

- le développement local et la réalité instituée
- le développement local entre démocratie et mondialisation

Dimensions anthropo-philosophiques

- le développement local et la conception de l'individu
- le développement local et la conception de la communauté

Dimensions épistémologiques

- le rôle de la science et des chercheurs
- connaissances «savantes» et connaissances «ordinaires»

La description et la justification du choix de ces dimensions feront l'objet d'une sous-section du chapitre 4⁷⁰.

Plan de la thèse

Présenter le plan de la thèse, c'est déjà en quelque sorte décrire la démarche qui sera mise en œuvre pour mener cette recherche à terme. Je présenterai donc ici, pour terminer cette introduction générale, une brève description de chacun des quatre chapitres qui composent le corps du document.

Le chapitre 1. «Propositions épistémologiques» me permettra de justifier mon approche, ma posture. Il s'agira en fait, dans une première partie, de traiter de la pertinence de la science de l'interprétation (herméneutique) pour appréhender la réalité social-historique

⁷⁰ Voir chapitre 4, sous-section 4.1.1.2. «Présentation de l'approche».

contemporaine (1.1. «Une approche interprétative»). Dans une seconde partie, je me pencherai sur certaines questions épistémologiques que soulèvent le choix de l'approche interprétative (1.2. «Implications épistémologiques»). De la question de l'objectivité en passant par celle de l'objet *société* et celle de la posture critique en sciences sociales, je terminerai avec la question de la transdisciplinarité.

Quant au chapitre 2. («La pensée utopique comme lecture du monde social-historique»), il portera globalement sur l'élaboration de la notion de pensée utopique contemporaine . Il s'agira, dans un premier temps, de bien définir ce qu'est l'utopie (2.1. «Petite histoire de l'utopie»). Il s'agira par la suite de définir ce qu'est la pensée utopique, de son avènement à ses différentes expressions actuelles, et de décrire ses principales fonctions (2.2. «De l'utopie à la pensée utopique»). Finalement, je tenterai de définir ce que peut être une pensée utopique contemporaine (2.3. «La pensée utopique aujourd'hui»).

Au chapitre 3. («La pensée utopique, les sciences sociales et le développement local»), je procéderai à une mise en lien de la pensée utopique avec la pensée des sciences sociales et celle du développement local. Dans une première partie (3.1. «La pensée utopique et les sciences sociales»), remontant au développement des sciences sociales, j'effectuerai une genèse croisée des deux champs de pensée pour identifier les liens qui existent actuellement entre eux. Je tenterai de démontrer que les sciences sociales gagneraient à intégrer des éléments de la pensée utopique dans leurs démarches. Pour la deuxième partie (3.2. «Le développement local sous le regard utopique»), je procéderai à une interprétation du contexte social-historique ayant accompagné l'avènement du

développement local. Par la suite, après avoir relevé quelques enjeux actuels du développement local, je tenterai de démontrer la pertinence d'appréhender ces derniers à la lumière de la pensée utopique contemporaine. C'est à cette étape que seront identifiés les éléments qui serviront à l'élaboration de la grille interprétative.

Le chapitre 4. («La pensée utopique et l'interprétation des enjeux du développement local»), consistera en fait dans la démonstration de la pertinence d'intégrer certains éléments de la pensée utopique contemporaine dans une démarche d'analyse interprétative des enjeux du développement local. Dans une première partie (4.1. «Pensée utopique et enjeux du développement local»), après avoir apporté quelques précisions méthodologiques, je procéderai à un essai d'illustration des vertus heuristiques de la pensée utopique contemporaine pour les études sur le développement local. La deuxième et dernière partie (4.2. «Une interprétation des enjeux du développement local») sera consacrée à un essai d'interprétation des enjeux du développement local, interprétation découlant de l'analyse de la partie précédente, ce qui devrait renforcer l'exercice d'illustration qui aura précédé.

Le tout se terminera par une conclusion générale présentant quelques remarques et clarifications sur les démonstrations effectuées au cours de la démarche et sur l'inscription d'une telle recherche dans le contexte social-historique et scientifique actuel. Enfin, je terminerai en identifiant brièvement les apports de mon travail pour les études sur le développement local.

Chapitre 1

Propositions épistémologiques

Chapitre 1

Propositions épistémologiques

Nous devons comprendre aussi qu'il y a vérité – et qu'elle est à faire, que pour l'atteindre, nous devons la créer, ce qui veut dire, d'abord et avant tout, l'imaginer.

Cornelius Castoriadis

Quand le système-monde entre en crise, cette crise concerne aussi [...] ces structures d'analyse et de réflexion que forment les sciences.

Immanuel Wallerstien

Introduction

Ce premier chapitre s'avère le plus important de la thèse. Parce que c'est essentiellement sur la solidité des propositions qui y sont formulées que repose la crédibilité de l'ensemble de ma démarche. Aussi, l'élaboration de cette démarche constitue en soi une partie de l'*objet* même de la thèse: conduire une analyse interprétative des enjeux du développement local en intégrant des éléments de la pensée utopique nécessite que l'on justifie au préalable la validité de l'exercice. Cette validité ne peut être justifiable de travaux antérieurs, ou d'une quelconque école de pensée spécifique, dans la mesure où la démarche que j'entends mettre en œuvre se caractérise par sa singularité et sa dimension exploratoire. Autrement dit, la justification (le présent chapitre) et l'élaboration (les chapitres 2 et 3) de l'instrument de recherche (la grille de lecture) sont déjà, au même titre que l'analyse interprétative elle-même, réalisation de la recherche.

Ainsi, on ne retrouvera pas dans le présent chapitre un exposé descriptif de la méthode utilisée pour la recherche, mais plutôt un essai d'argumentation visant à légitimer la posture épistémologique qui la fonde. Cela dit, cet argumentaire de nature épistémologique permettra tout de même aux lecteurs d'identifier les principaux traits méthodologiques de la recherche. En d'autres mots, je m'appliquerai ici à présenter les différents éléments qui serviront d'appui à la démarche élaborée progressivement au cours de ce travail.

Il importe par ailleurs de rappeler que ma recherche s'articule autour de deux étapes distinctes mais interreliées, la première, plus théorique, consistant dans la mise en lien de la pensée utopique avec la pensée des sciences sociales en général⁷¹ et avec la pensée du développement local en particulier⁷², la seconde, plus empirique, consistant dans l'analyse interprétative des enjeux du développement local⁷³, analyse dont la teneur découlera de l'élaboration théorique réalisée à la première étape.

Le choix de cette démarche, peu commune aux sciences sociales et surtout aux études sur le développement régional, implique également l'adhésion à une approche singulière. Avant de traiter de l'approche en tant que telle, je peux d'abord préciser qu'elle prendra corps suivant une méthode que je désignerai, reprenant les propos de Philippe Corcuff, comme étant *programmatique* et *synthétique* :

⁷¹ Voir chapitre 2 «La pensée utopique comme lecture du monde social-historique» pour l'élaboration de la notion de pensée utopique et le chapitre 3, point 3.1. «La pensée utopique et les sciences sociales» pour la mise en lien des deux modalités de pensée.

⁷² Voir chapitre 3, point 3.2. «Le développement local sous le regard utopique».

⁷³ Voir chapitre 4 «La pensée utopique et l'interprétation des enjeux du développement local au Québec».

Programmatique, elle [l'approche] explorera, sur un mode conjectural, un domaine d'investigation et des relations entre des auteurs variés, qui n'ont pas forcément l'habitude d'être rapprochés. Synthétique, elle se contentera de saisir la dynamique des relations entre des auteurs et des concepts, en travaillant en extensif (sur les effets cognitifs produits par ces mises en relation) et non en intensif (en délaissant, ainsi, les spécificités de chaque auteur)⁷⁴.

Car il est clair qu'en choisissant d'aborder des thèmes comme l'utopie, les sciences sociales et le développement local, j'aurai à mettre en lien des auteurs d'époques, de disciplines et d'intérêts parfois sensiblement différents, sinon divergents. Aussi, que ce soit pour l'un ou l'autre de ces trois thèmes, il s'avère que la lecture que je ferai des positions qui s'y expriment ne se caractérisera pas par l'intensité, l'intérêt, pour moi, résidant plutôt dans l'effet du rapprochement inédit des discours en cause.

La démarche proposée s'inscrit dans (ou s'inspire de) une posture épistémologique qui, bien que connue de la communauté scientifique, demeure encore relativement controversée et, de là, relativement ardue à légitimer. Ceci compte tenu non seulement des remises en question qu'elle suscite en ce qui concerne les réflexes épistémologiques courants, mais également de son caractère émergent sinon marginal en sciences sociales.

Il s'agit de l'approche interprétative ou herméneutique.

⁷⁴ CORCUFF, Philippe, «Nouvelles sociologies, anthropologies et éthique de l'émancipation. Pistes programmatiques», dans *L'Homme et la Société (Figures de l'«auto-émancipation» sociale II)*, n°136-137, avril-septembre 2000, p.159.

Dans une première section de ce chapitre, je présenterai donc quelques grands traits de l'approche interprétative en sciences sociales. Une deuxième section sera consacrée aux implications épistémologiques découlant du choix d'une telle approche.

1.1. Une approche interprétative

Il ne faut pas nous imaginer que le monde se présente à nous avec un visage lisible... il faut concevoir le discours comme une violence que nous faisons aux choses.

Michel Foucault

On ne peut étudier que ce qu'on a d'abord rêvé, la science se porte plutôt sur une rêverie que sur une expérience.

Gaston Bachelard

Introduction

Qu'il s'agisse d'aborder les liens entre la pensée utopique et celles des sciences sociales et du développement local, ou bien qu'il s'agisse d'analyser les enjeux du développement local en intégrant des éléments de la pensée utopique contemporaine, il est toujours question ici d'«imaginaires sociaux» (Baczko) ou de «significations imaginaires sociales» (Castoriadis). Ma recherche, en quelque sorte, porte sur le *sens*. Je pourrais ainsi proposer que mon objet en est un *culturel* et dire avec Geertz que l'analyse de la culture est «*non pas une science expérimentale à la recherche de lois, mais une discipline interprétative à la recherche de sens*»⁷⁵.

C'est pourquoi je m'inspirerai de la science de l'interprétation, c'est-à-dire l'herméneutique, pour dessiner les contours de mon approche. Les approches interprétatives ont émergé, dans les années 70, dans ce que Patrick Tacussel identifie comme un «*tournant postempiriste*» dans les sciences sociales :

⁷⁵ Cité par CARDON, Phillippe, «L'utopie, support d'imagination : fonction positive, fonction négative?», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales, op.cit.*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.219.

L'établissement de la preuve à travers l'enquête sociographique n'apparaît plus dans ce contexte comme un objectif essentiel, l'étude du sens vécu des relations intersubjectives dessine un cadre interprétatif qui fait souvent appel à la phénoménologie et à l'herméneutique contemporaines, voire à des notions délocalisées, issues de domaines culturels variés (esthétique, genre littéraire, fiction, etc.)⁷⁶.

Je présenterai donc ici, dans un premier temps, quelques-uns des principes ou fondements de l'approche interprétative en sciences sociales. Dans un deuxième temps, j'exposerai très brièvement un exemple d'application de l'approche interprétative en sciences sociales.

1.1.1. Quelques arguments herméneutiques

L'«explication», ce n'est pas autre chose que cette compréhension d'un certain genre, à laquelle on cherche à accéder lorsqu'on veut prévoir ou contrôler.

Richard Rorty

Voici, pour introduire mon propos, une longue citation où Jean-Michel Berthelot présente et commente l'approche herméneutique en sciences sociales :

Sur le plan épistémologique, elle est susceptible de s'opposer frontalement à l'objectivisme et constitue le pôle de référence de nombreux mouvements critiques contemporains, tant en sociologie qu'en ethnologie et en psychologie sociale. Sur le plan opératoire, elle est à la fois claire dans son principe et floue dans ses modalités. Sa thèse rectrice est que si l'image mécaniste ou organiciste est applicable à la nature et n'y pose aucun problème, elle ne peut en revanche l'être à la société et à la culture. Cette dernière est d'abord l'expression d'un sens, celui des valeurs qui

⁷⁶ TACUSSEL, Patrick, «La sociologie interprétative. Un tournant postempiriste dans les sciences humaines en France», dans BERTHELOT, Jean-Michel (dir.), *La sociologie française contemporaine*, Paris, PUF, 2000, p.118.

l'organisent et se donnent à voir aussi bien dans les actes des hommes que dans leurs œuvres. Le modèle, l'image rectrice, est ici le texte, et avec lui la discipline née de l'interprétation sur les textes sacrés, l'herméneutique [...]. Le monde humain, la société, la culture, ne sont pas à expliquer mais à interpréter. Ils ne relèvent pas de la raison expérimentale, mais de la raison interprétative, voire de la raison dialectique [...]】⁷⁷.

Ce commentaire a le mérite d'exposer, en quelques mots, la pertinence de l'approche interprétative en sciences sociales, mais également une de ses caractéristiques moins heureuse, c'est-à-dire le *flou* de ses modalités opératoires. C'est dire que la liberté que confère ce type d'approche pour le chercheur aventureux a aussi son revers : la fluidité des méthodes s'y rattachant. Le flou résiderait, nous dit Berthelot, dans l'absence de méthodes stabilisées et dans «la surdétermination philosophique ou littéraire des développements», ces méthodes n'ayant comme seul point commun que «de constituer les phénomènes comme des symptômes, comme des manifestations d'un sens caché – sociétal, historique, idéologique – à interpréter et à restituer»⁷⁸.

1.1.1.1. Le *texte* de la réalité sociale

Louis Quéré, parlant de l'«épreuve» que l'herméneutique fait vivre aux sciences sociales, et particulièrement à la sociologie, décrit, s'inspirant de Giddens, le statut «*doublement herméneutique*» de cette dernière :

D'une part, elle a affaire à l'interprétation en tant que composante interne de son domaine d'objet; d'autre part, elle doit recourir à l'interprétation comme

⁷⁷ BERTHELOT, Jean-Michel, «Les sciences du social», dans BERTHELOT, Jean-Michel (dir.), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, p.241. Souligné par l'auteur.

⁷⁸ *Ibid.*, p.241-242. Souligné par l'auteur.

*médiation pour accéder à ce domaine, c'est-à-dire aussi bien pour acquérir ses données que pour en dériver des propositions descriptives*⁷⁹.

Soulignant que ce fait s'avère souvent occulté par les modèles dominants en sciences sociales (notamment l'empirisme), l'auteur tente de démontrer comment les chercheurs parviennent à contourner l'interprétation. D'abord dans la constitution même de l'objet, par la conversion de la dimension auto-interprétative de ce dernier, «*en fait de la réalité objective*»; puis dans la production et la description des données, en tablant «*sur l'existence de faits bruts, séparables des interprétations dont ils sont l'objet*»; finalement dans le traitement des données, en privilégiant «*les procédures de vérification empirique comme moyen de conférer une validité intersubjective à leurs analyses*», leur permettant ainsi d'«*éviter des interprétations divergentes d'un même phénomène*»⁸⁰.

Pourtant, rappelle Quéré, «*la réalité sociale ne se livre que dans et par l'interprétation*», de même que «*l'activité et les institutions sociales s'organisent et se stabilisent à travers les interprétations que les acteurs en font*»⁸¹. Patrick Tacussel, dans son travail sur la mythologie des formes sociales, s'inscrit dans une posture similaire lorsqu'il se propose «*de découvrir la genèse et le tissage des représentations et images sous-jacentes à toute manifestation de la culture, et de retrouver derrière la trompeuse familiarité des thèmes, la singularité qui se fait jour dans une lisibilité*»⁸².

⁷⁹ QUÉRÉ, Louis, *La sociologie à l'épreuve de l'herméneutique. Essais d'épistémologie des sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, p.17.

⁸⁰ *Ibid.*, p.14

⁸¹ *Ibid.*, p.16.

⁸² TACUSSEL, Patrick, *Mythologie des formes sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1995, p.260.

Ainsi, dans l'approche interprétative, «la société est appréhendée comme un texte sans cesse alimenté par les significations véhiculées par l'expérience collective»⁸³. Que la réalité sociale soit *interprétable*, cela peut presque relever de l'évidence. En ce sens, Quéré estime que la sociologie «ne produit quasiment que des interprétations : les œuvres qui y comptent sont des interprétations singulières qui portent la marque d'un questionnement personnel soutenu à travers une série d'investigations»⁸⁴. Mais qui dit interprétations singulières, questionnements personnels dit également, cela va sans dire, risque de divergence. Le statut doublement herméneutique de la sociologie fait que les interprétations qu'elle propose, «du fait qu'elles sont des interprétations, elles-mêmes soumises à interprétation, [...] ne peuvent qu'engendrer le dissensus»⁸⁵. C'est en ce sens qu'on peut entendre Tacussel souligner que la lisibilité que fournit l'interprétation «met en relief des oppositions de points de vue et des conflits»⁸⁶.

Voilà donc une caractéristique de l'approche avec laquelle je composerai, conscient que les critères de scientificité actuels n'admettent que très difficilement ce type de posture, conscient aussi que c'est là l'une des richesses de ce type d'approche⁸⁷. J'assumerai l'interprétation d'un *texte*, pour paraphraser Bensaïd, dont je sais qu'il ne livrera jamais son dernier mot :

Principe d'ouverture, l'interprétation est le corollaire logique d'une histoire et d'un texte ouverts, d'un récit et d'une phrase qui ne révèlent leur sens qu'au tout dernier mot, mais dont ce dernier mot n'est jamais dit. Elle

⁸³ TACUSSEL, Patrick, «La sociologie interprétative...», *op.cit.*, p.118.

⁸⁴ QUÉRÉ, Louis, *op.cit.*, p.13.

⁸⁵ Idem.

⁸⁶ TACUSSEL, Patrick, *Mythologie...*, *op.cit.*, p.260.

⁸⁷ Voir section 1.2.3. «Une approche critique».

*propose donc une recherche plurielle et contradictoire [...]. Car, à moins de leur attribuer à tous deux un sens unique quelque peu totalitaire, l'événement n'est pas plus évident que le texte*⁸⁸.

Pas de sens unique, de sens univoque. Je propose donc davantage un exercice d'élucidation ou de compréhension qu'un travail d'explication sur une réalité «qui s'interprète elle-même, mieux, qui s'organise et se maintient dans et par l'interprétation d'elle-même»⁸⁹.

1.1.1.2. De l'explication à la compréhension

Jean Préposiet, traitant du débat toujours actuel sur la légitimité des approches qualitatives en sciences sociales, affirme qu'à trop privilégier l'attitude quantitative (mesure exacte, formulation abstraite chiffrée) dans le but d'«aboutir à des connaissances générales et à des certitudes objectives», les chercheurs ne tiennent pas compte «de tout ce que la réalité humaine contient de purement qualitatif» et que ce faisant, ils dénaturent cette réalité. Le comportement humain, précise-t-il, demande «à être interprété en termes de significations internes vécues, et non pas simplement sous l'angle des relations d'extériorité»⁹⁰. C'est ainsi qu'il distingue la compréhension de l'explication.

⁸⁸ BENSAÏD, Daniel, *Le pari mélancolique*, Paris, Fayard, 1997, p.296.

⁸⁹ QUÉRÉ, Louis, *op.cit.*, p.13.

⁹⁰ PRÉPOSIET, Jean, «Sur l'apport positif des utopies», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.247.

C'est le même débat qui perdure depuis au moins un siècle, celui qui opposait par exemple l'école française de sociologie durkheimienne (objectiviste) à l'école allemande où des Weber et des Simmel cherchaient à développer respectivement des sociologies compréhensives et interactionnistes. Berthelot parle en ce sens de l'opposition entre deux types d'*«engagement épistémologique»*. D'un côté, une sociologie objectiviste, qui *«postule l'existence d'un ordre sous-jacent aux phénomènes»* et où le sens *«envisagé comme valeurs, visions du monde, normes d'action fait partie de cet ordre préexistant»*; les acteurs individuels, ici, *«intériorisent des modèles de comportement et des schèmes d'action définis en dehors d'eux»*⁹¹. D'un autre côté, une sociologie compréhensive qui s'attarde au *«sens accordé à leurs actes par les acteurs»*⁹².

Le débat perdure, ce qui n'est pas sans enrichir la réflexion sociologique; et je n'ai bien évidemment ni l'intention ni la prétention de le clore de quelque façon que ce soit. Par contre, tout en reconnaissant la pertinence épistémologique de voir subsister une pluralité d'approches ou d'attitudes en sciences sociales, je ne tiens pas moins à expliciter mes préférences sur la question.

Aussi est-il clair, compte tenu de ce qui a été posé plus haut, que je privilégie la quête compréhensive plutôt que la quête explicative. Il ne peut en être autrement s'agissant de procéder d'une démarche inspirée de l'herméneutique sociale. Comme le souligne Tacussel, *«l'interprétation ne découle pas du souci de décrire»* mais tend plutôt à

⁹¹ BERTHELOT, Jean-Michel, *La construction de la sociologie*, Paris, PUF, 2001, p.95.

⁹² Idem.

privilégier une «sensibilité sociale» qui défie «une quelconque autodétermination rivée à une mobilisation logique de facteurs socio-historiques»⁹³.

Ainsi l'auteur nous invite-t-il à demeurer «attentif à la métamorphose des formes du vécu social»⁹⁴. Michel Maffesoli nous appellerait à être sensible à la malléabilité du social, Castoriadis à appréhender la réalité social-historique comme création permanente, et ainsi de suite. Jean-Claude Passeron, quant à lui, parle même de l'«intelligibilité mythique» de la réalité sociale, la considérant comme étant «*le carburant de l'histoire des sciences de l'homme*», lesquelles «*n'avancent qu'en le brûlant, mais seulement tant qu'elles en disposent pour alimenter leur moteur théorique*»⁹⁵. Le travail du chercheur, ainsi, en est un de «refondation scientifique de la pensée du cours du monde» où le raisonnement permet de transformer «en «faits» les «données» du récit mythique»⁹⁶. Un travail d'interprétation, encore, qui permet davantage de comprendre plutôt que d'expliquer, qui cherche à atteindre cette réalité sociale qui est «à la fois assise dans la matérialité des faits sociaux et projetée dans un ciel encombré de représentations, de mythes et de symboles»⁹⁷.

Et cet exercice de compréhension n'est pas moins valable qu'un autre, si l'on considère, à l'instar du philosophe américain Richard Rorty, qu'«au même titre que les lois et les

⁹³ TACUSSEL, Patrick, *Mythologie...*, op.cit., p.259.

⁹⁴ Ibid., p.260.

⁹⁵ PASSERON, Jean-Claude, «Statique et dynamique. Caractériser, expliquer, comprendre le changement», *Revue européenne des sciences sociales (Le changement dans les sciences de la société)*, Tome XXXVI, n°110, 1998, p.235.

⁹⁶ Idem.

⁹⁷ TACUSSEL, Partrick, «La sociologie interprétative...», op.cit., p.124.

prédictions, les récits et re-descriptions servent à traiter les problèmes de la société»⁹⁸.

Rorty, prenant fermement position en faveur de l'herméneutique, souligne que «se montrer «interprétif» ou «herméneutique», ce n'est aucunement posséder une méthode spéciale : c'est simplement s'évertuer à chercher par tous les moyens un vocabulaire qui puisse rendre service»⁹⁹.

1.1.1.3. Herméneutique et phénoménologie

Quelques mots, ici, pour souligner que l'approche interprétative (ou herméneutique) comporte, de par sa démarche, certaines dimensions proches de la phénoménologie. En effet, impossible de prétendre emprunter la voie herméneutique sans assumer d'entrée de jeu que le *sens* qui se révélera par notre analyse, peu importe la rigueur qui la caractérise, sera d'abord et avant tout celui qu'on aura construit sur la base de nos propres représentations de la réalité sociale.

Impossible donc, ici, de me réclamer d'une quelconque posture d'extériorité par rapport à mon objet, mon principal outil d'analyse s'avérant être constitué par mon rapport existentiel à la réalité sociale. Patrick Tacussel, par exemple, prend en considération cette parenté inéluctable entre l'herméneutique et la phénoménologie lorsqu'il mentionne que:

[...] il faut trouver, construire un espace théorique de convergence entre l'application herméneutique – la réception des œuvres et de la société elle-même comme textes vivants – et les données fondamentales de la

⁹⁸ RORTY, Richard, «Méthode, science sociale et espoir sociale», dans *Critique (Michel Foucault : du monde entier)*, n°471-472, août-septembre 1986, p.883.

⁹⁹ *Ibid.*, p.884.

*phénoménologie contemporaine, car le sens construit par chacun de nous, en tant qu'ego expérimental, organise notre accès à l'interprétation globale de la vie en commun*¹⁰⁰.

Cet espace théorique à construire devrait s'étayer, à mon avis, sur la base d'une tentative d'explicitation de nos préférences valorielles et sur un souci constant de questionner, tout au long de la démarche de recherche, l'influence de nos propres représentations dans les assertions «objectivées» présentes dans nos propos et analyses¹⁰¹.

Il peut être mentionné, en terminant, que pour Tacussel, l'esthétique, considérée comme «une dimension de la connaissance de la société», combine de façon opportune, dans la visée compréhensive de l'interprétation du fait social, l'herméneutique et la phénoménologie. C'est que, nous dit l'auteur, l'esthétique «instaure les transitions symbolisatrices entre le sens approprié et interprété dans l'histoire, texte vivant de l'humanité, et les significations correspondant aux «états-vécus», à la conscience individuelle et partagée de la réalité sociale»¹⁰². Tacussel fait même de cette idée un des principes de sa sociologie figurative, sur laquelle je reviendrai dans la prochaine section.

¹⁰⁰ TACUSSEL, Patrick, *Mythologie*, op.cit., p.261.

¹⁰¹ J'y reviendrai à la sous-section 1.2.1.2. «L'«objectivation de la subjectivité»».

¹⁰² *Ibid.*, p.31.

1.1.2. L'application de l'approche interprétative

L'imaginaire constitue le champ privilégié de l'application pratique-théorique de la sociologie figurative.

Patrick Tacussel

Je soumets, d'entrée de jeu, que je conçois le travail de l'interprétation en le rapprochant de ce que Duvignaud nomme la *reconstruction utopique* (proposer un ensemble cohérent constituant une proposition hypothétique dont la véracité demeure problématique) et de ce que C.W. Mills nomme l'*imagination sociologique*, ce travail «*d'imagination selon le vrai*» qui constitue un «*pari sur le sens*»¹⁰³. Bessette y associe les idéaux-types de Weber, ces systèmes de pensée qui, bien qu'ils nous permettent de saisir des éléments significatifs de la réalité, ne sont rien d'autre, selon Weber lui-même, «*que des essais pour mettre de l'ordre dans le chaos des faits que nous avons fait entrer dans le cercle de notre intérêt, sur la base chaque fois de l'état de notre connaissance et des structures conceptuelles qui sont chaque fois à notre disposition*»¹⁰⁴.

Le recours à l'interprétation par les sciences sociales, suivant ce qui vient d'être posé, ne s'avère aucunement un phénomène récent. D'ailleurs, il est reconnu que des disciplines comme l'anthropologie ou l'ethnologie participent substantiellement de l'approche interprétative. En sociologie, bien que l'utilisation de telles approches soient moins fréquentes, les dernières années ont vu une certaine croissance de l'intérêt pour ce type d'attitude épistémologique.

¹⁰³ Voir BESSETTE, Jean-Michel, «L'utopie au cœur des sciences sociales : imagination sociologique et reconstruction utopique», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., p.180.

¹⁰⁴ Cité par BESSETTE, Jean-Michel, *ibid.*, p.181. Souligné par l'auteur.

1.1.2.1. L'interprétation et la figure

Pour exposer sommairement la pertinence de l'approche interprétative dans le cas précis de la recherche que je mène, je présenterai d'abord un exemple de son application, la sociologie figurative de Tacussel. Bien que je n'entends pas reproduire systématiquement la démarche de l'auteur, je ne vais pas moins m'en inspirer car elle présente des caractéristiques la rapprochant du travail que je veux accomplir.

Tacussel, dans sa *Mythologie des formes sociales*, tente de démontrer qu'au 19^e siècle, «*le romantisme, en tant que figure de l'esprit collectif européen, englob[ait] visiblement plus que la somme de ses parties (ou créations personnelles et empreintes nationales)*» et que «*son mouvement s'affirmara dans tous les secteurs de la création et de la connaissance...*»¹⁰⁵. La notion importante ici est bien sûr celle de figure, que l'auteur présente comme étant l'*«épiphanie, l'apparition d'une totalité ouverte à l'intérieur d'un phénomène»*¹⁰⁶. Il importe de préciser comment l'auteur la définit :

*Pour moi, la figure est une forme «documentaire», une source qui mène du monde interprété au monde vécu et inversement, une modalité intermédiaire, médiatrice, qui ménage un pont heuristique entre la loi et l'exception, une porte entre le général et le particulier et invite ainsi à contourner l'insuffisance méthodologique procédant de la radicalisation de ces catégories*¹⁰⁷.

¹⁰⁵ TACUSSEL, Patrick, *Mythologie...*, op.cit., p.34.

¹⁰⁶ *Ibid.*, p.19.

¹⁰⁷ *Ibid.*, p.262.

La figure du romantisme, dans le cas présent, permet au chercheur de fournir une lecture interprétative originale qui apporte un éclairage nouveau sur une époque donnée.

La figure du romantisme constitue ici une clé significative pour analyser les «rêves éveillés» (nous pourrions dire les «*imaginaires sociaux*») de l'époque concernée, révélant ainsi «*la quintessence des motifs à l'œuvre dans la somme des idéologies sociales qui devient objet de connaissances par l'interprétation*»¹⁰⁸. Et l'auteur d'ajouter que ces rêves éveillés,

[...] en tant qu'expressions de tendances du temps, [...] ne constituent pas un témoignage «objectif» de la structure complexe d'une société, mais [...] nous garantissent un accès au contenu des phénomènes vécus, aux séquences mentales collectives qui aident à appréhender les processus sociaux avec plus de certitude que les jugements que donnent sur eux les sujets diversement impliqués dans les événements¹⁰⁹.

La figure permet donc de «penser la sociologie comme une phénoménologie herméneutique du vécu en société»¹¹⁰ et se révèle être un outil méthodologique ponctuel qui, de par sa teneur phénoménologique, ne peut revendiquer, prévient l'auteur, une validité éternelle puisque qu'«*elle reste elle-même le produit de circonstances historiques précises*»¹¹¹.

La sociologie figurative invite donc à appréhender la réalité sociale comme «*métaphorique ou emblématique d'une figure-schème de la pensée*» et incite le

¹⁰⁸ *Ibid.*, p.257.

¹⁰⁹ Idem.

¹¹⁰ *Ibid.*, p.31. Souligné par l'auteur.

¹¹¹ Idem.

chercheur, sur la base d'une figure-schème donnée, à «partir à la découverte des homologies figuratives entre le social perçu et le sociologiquement conçu»¹¹².

C'est à une approche du même type que se réfère par exemple Michel Maffesoli quand, par la figure du tragique, il tente d'interpréter certaines pratiques sociales contemporaines : «*C'est, certainement, si l'on sait voir toutes les caractéristiques du tragique, que l'on sera à même de comprendre nombre de pratiques sociales, en particulier juvéniles, qui sans cela paraissent dépourvues de sens*»¹¹³.

1.1.2.2. L'utopie comme figure

Tacussel a utilisé la figure du romantisme pour interpréter la société européenne du 19^e siècle. Je propose en quelque sorte d'utiliser la figure de l'utopie pour appréhender certains aspects de la réalité social-historique de ce début de 21^e siècle. Ciblée sur l'objet très précis qu'est celui des enjeux du développement local, ma *lecture* n'en touchera pas moins des réalités qui débordent largement la problématique spécifique du développement local. Ainsi, je pose que la figure utopique est une figure-schème significative pour éclairer ma compréhension de la réalité sociale actuelle, pour l'*interpréter*.

¹¹² Idem.

¹¹³ MAFFESOLI, Michel, *Le retour du tragique. L'instant éternel*, Paris, Denoël, 2000, p.10.

Zaiki Laïdi, dans son remarquable ouvrage *Un monde privé de sens*, estime qu'il s'avère aujourd'hui plus nécessaire que jamais de nous projeter dans l'avenir, «alors que nous n'avons jamais été aussi peu armés sur le plan conceptuel pour penser cet avenir». Cela expliquerait, selon l'auteur, «l'ampleur du décalage entre la rupture historique à laquelle nous sommes confrontés et notre difficulté à l'interpréter»¹¹⁴. Je pense que l'utopie, comme figure, peut nous aider à «penser cet avenir», en considérant, à l'instar de Daniel Bensaïd, qu' «il ne s'agit pas de calculer des trajectoires, mais de déterminer le champ des possibles qui constituent la part cachée du réel, que l'action et la volonté peuvent actualiser»¹¹⁵. Déterminer le champ des possibles, pour Bensaïd, c'est notamment chercher à déchiffrer, à rendre intelligibles «les tendances du présent déchiré, lacéré de contradictions et blessé de sourdes menaces»¹¹⁶.

D'autres auteurs, comme nous le verrons de façon plus détaillée au chapitre 2, ont reconnu plus ou moins directement la pertinence de la figure de l'utopie pour appréhender notre monde contemporain. Je pense particulièrement à Paul Ricoeur qui y a récemment consacré un ouvrage fort intéressant, *Utopie et idéologie*. Ricoeur fonde la légitimité de son travail notamment sur l'idée qu'il nous faut reconnaître la structure symbolique de la vie sociale. Sans cette reconnaissance, il n'y aurait, selon l'auteur,

[...] aucun moyen de comprendre comment nous vivons, faisons des choses et projetons ces activités dans des idées, pas moyen de comprendre comment la réalité peut devenir une idée ou comment la vie réelle peut produire des

¹¹⁴ LAÏDI, Zaiki, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1996, p.15-16.

¹¹⁵ BENSAÏD, Daniel, *op.cit.*, p.295.

¹¹⁶ *Ibid.*, p.296.

*illusions; elles ne seront toutes que des événements mystiques et incompréhensibles.*¹¹⁷

Disant cela, il rejoint les propos d'Eduardo Colombo qui affirmait au début des années 1980 que «*le monde humain se construit à travers la médiation symbolique*» et que c'est la production de sens qui rend possible et organise ce monde. La société, précisait-il, c'est «*la réalisation d'un projet, c'est-à-dire une organisation particulière de la réalité face à d'autres formes possibles*»¹¹⁸.

J'estime donc que la valeur heuristique de la figure de l'utopie apparaît assez clairement, notamment en ce qui concerne les deux grandes étapes de ma recherche. Pour la première étape d'abord, parce que, comme je l'ai souligné dans l'introduction générale, la généalogie croisée de la pensée utopique avec la pensée des sciences sociales s'élaborera du point de vue de la première; autrement dit, je procéderai en quelque sorte à une lecture utopique de l'évolution des sciences sociales. Ensuite parce que la mise en lien de la pensée utopique avec la pensée du développement local consistera essentiellement à relever de cette dernière des éléments correspondant à la première; autrement dit il s'agira, partant de la figure utopique, d'effectuer une lecture singulière de la pensée du développement local. En ce qui a trait à la deuxième étape, celle de l'analyse des enjeux du développement local, il suffit de rappeler que je propose de l'élaborer selon un angle interprétatif à partir d'une grille de lecture strictement constituée d'éléments de la pensée utopique contemporaine.

¹¹⁷ RICOEUR, Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997, p.25.

¹¹⁸ COLOMBO, Eduardo, «L'utopie contre l'eschatologie», », dans COLLECTIF, *L'imaginaire subversif. Interrogations sur l'utopie*, Lyon-Genève, Atelier de Crédit libertaire – Édition Noir, 1982, p.34.

Conclusion

Voilà donc exposées les principales bases de l'approche que je tenterai d'incarner au cours de cette recherche. Bien qu'elle soit peu représentée dans le champ des études en développement régional, je suis convaincu que l'approche interprétative (ou herméneutique) peut contribuer à enrichir la compréhension des problématiques reliées au développement local. Il reste maintenant à prendre en considération quelques implications épistémologiques découlant de l'utilisation d'une telle approche, ce à quoi je m'appliquerai à la partie suivante.

1.2. Implications épistémologiques

Une critique qui se donne pour tâche de comprendre comment le monde se transforme pour déterminer les conditions de transformation du monde n'abuse pas du titre de science quand elle pose comme normes les conditions de cette transformation et mesure à cette norme la société existante.

Henri Maler

Introduction

Faire le choix d'utiliser une approche interprétative en sciences sociales doit s'accompagner d'une prise en considération de diverses implications épistémologiques.

Sans prétendre pouvoir prévoir toute critique qui pourrait m'être adressée en regard de ma posture singulière, j'aborderai ici quelques dimensions que je juge important de relever avant que de poursuivre la recherche. Il s'agit respectivement de questions concernant l'objectivité, la *société* comme objet, la pensée critique en sciences sociales, et finalement, la transdisciplinarité.

1.2.1. La question de l'objectivité

Aujourd'hui surtout, qui oserait soutenir que la passion du pouvoir, de la renommée coûte que coûte, de l'argent même, ne sont pas des stimulants puissants de la recherche scientifique – comme le montre abondamment la véritable rage contemporaine de la priorité?

Cornelius Castoriadis

Il est clair que l'approche interprétative ou herméneutique, de par sa nature, soulève de nombreuses questions en ce qui concerne les risques de glissements subjectifs dans son application. La question principale qui se pose consiste à savoir si l'on peut *interpréter*

tout en respectant les critères d'objectivité inhérents à toute démarche scientifique. Je me pencherai brièvement sur cette problématique en traitant, dans un premier temps, de l'«illusion» de l'objectivité. Dans un deuxième temps, j'exposerai comment je conçois l'exercice nécessaire, dans une démarche comme celle que je propose, d'une «objectivation de la subjectivité».

1.2.1.1. L'«illusion» de l'objectivité

La réalité subjective

J'ai associé, plus haut, l'approche interprétative avec le paradigme compréhensif en sciences sociales. Ce dernier, inspiré notamment de la phénoménologie, est souvent questionné pour l'espace qu'il laisse à la subjectivité du chercheur. Ainsi oppose-t-on souvent la compréhension à l'explication, leur assignant respectivement les corollaires *normatif* et *objectif*. Or, pour Rorty, affirmer que l'explication et la compréhension constituent deux façons antagonistes d'effectuer des recherches en sciences sociales, «*c'est se fourvoyer tout autant que de dire que la description macroscopique et la description microscopique des organismes sont des façons antagonistes de faire de la biologie*»¹¹⁹.

Ainsi, même si l'on peut reconnaître le caractère subjectif de l'approche interprétative, cela n'implique aucunement que des approches davantage explicatives parviennent à

¹¹⁹ RORTY, Richard, *op.cit.*, p.881.

La présence de l'idéologie

Edgar Morin, puisant apparemment dans l'héritage épistémologique kantien, affirme que la connaissance de la réalité (humaine, sociale et historique) se développe notamment sur la base d'une «*projection des structures mentales du connaissant sur l'objet*», lesdites structures mentales «*qui lui sont propres en tant qu'individu singulier, propres au groupe de pensée ou d'idéologie dont il fait partie, propres à sa culture*»¹²⁴.

Aussi la question de la subjectivité, pour les approches interprétatives ou autres, touche-t-elle aux dimensions idéologiques ou politiques dans la pratique du chercheur. Considérant que ces questions d'«*engagement*», c'est-à-dire la présence de ces «*dimensions non scientifiques au beau milieu du travail scientifique*»¹²⁵, sont des questions théoriques difficiles mais dont on doit tenir compte, Frederik Mispelblom Beyer estime qu'une telle prise en compte pourrait faire en sorte que l'objectivité et la subjectivité se renforcent mutuellement.

Autrement dit pourrais-je proposer qu'il vaut mieux assumer, pour le chercheur, cette situation d'engagement et l'intégrer à la réflexion épistémologique, c'est-à-dire tenter une «*objectivation de la subjectivité*», plutôt que de nier cette dernière¹²⁶. Mispelblom Beyer, en ce sens, reprend la dialectique wéberienne du savant et du politique en proposant ceci :

¹²⁴ MORIN, Edgar, «Pour une réforme de la pensée», dans Rencontres de châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*. Paris, Arléa, 1996, p.109.

¹²⁵ MISPELBLOM BEYER, Frederik, «Le savant est aussi un politique», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n° 131, janvier-mars 1999, p.6.

¹²⁶ J'y reviendrai à la sous-section 1.2.1.2. «L'«objectivation de la subjectivité»».

«Que le savant soit aussi un politique n'est pas d'abord un problème, c'est un fait, à propos duquel il faut avant tout émettre des jugements de fait et non des jugements de valeur»¹²⁷.

Je peux alors dire avec Wallerstein qu'«il n'y a pas de neutralité scientifique, pas plus chez les savants que dans le savoir produit»¹²⁸, et ce, peu importe le caractère plus ou moins objectivant de la démarche. Traitant aussi du thème de l'engagement, l'auteur parle de la nécessité, compte tenu de cette non neutralité de la parole scientifique, de «s'engager dans la voie de la raison», cet engagement étant dicté par «l'exigence et la difficulté d'un choix»¹²⁹.

Cela rejoint le thème de l'imprégnation des valeurs cher à Myrdal, thème auquel s'est intéressé Jacques Peltier. Soulignant que toute recherche théorique comporte plus ou moins implicitement «nos idées sur ce qu'est la réalité et des évaluations exprimant ce que devrait être cette même réalité», Peltier soutient que ce sont pour une bonne part nos croyances et nos valeurs qui déterminent notre conception du monde. Et c'est cette conception du monde qui «détermine l'approche poursuivie, la définition des concepts employés, la sélection des faits observés, la façon de tirer les inférences et la manière de présenter les conclusions auxquelles nous sommes arrivés»¹³⁰.

¹²⁷ MISPELBLOM BEYER, Frederik, *op.cit.*, p.6.

¹²⁸ WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIXe siècle*, Paris, PUF, 1995, p.89.

¹²⁹ *Ibid.*, p.90.

¹³⁰ PELTIER, Jacques, «Myrdal et les concepts imprégnés de valeurs», dans DOSTALER, Gilles *et al.* (dir), *Gymar Myrdal et son œuvre*, Paris-Sainte-Foy, Économica-PUL, 1990, p.73.

Je pose ainsi que prétendre atteindre un degré parfait d'objectivité relève d'une impossibilité fondamentale. À l'instar de Ricoeur, j'estime que nos réflexions ne peuvent éviter d'être idéologiques : «*Celui qui prétend avancer en étant exempt de jugements de valeur ne trouvera rien. (...) celui qui n'a ni projets ni objectifs n'a rien à décrire : il n'a pas non plus de science à laquelle il puisse faire appel*»¹³¹.

L'impossible objectivité

Louis Quéré estime que «*quiconque aborderait la réalité sociale dans une posture d'observateur extérieur ne percevrait que des mouvements physiques; il serait incapable de déterminer ce qu'il a devant lui*»¹³². Pour Wallerstein, toutes données résultent en fait de sélections de la réalité, sélections socialement (ou historiquement) construites et fondées sur des conceptions particulières du monde, ce qui lui fait dire que «*si l'on entend par objectivité des chercheurs non-impliqués reproduisant le monde social hors d'eux-mêmes, alors nous ne pensons pas qu'un tel phénomène existe*»¹³³.

Dans un autre ouvrage, le même auteur, traitant de la nécessité de construire de nouveaux «*consensus heuristiques*» pour permettre des avancées considérables pour la connaissance, affirmait ce qui suit :

*Aucun scientifique ne peut être extrait de son contexte physique et social.
Toute mesure modifie la réalité dans sa volonté de l'enregistrer. Toute*

¹³¹ RICOEUR, Paul, *op.cit.*, p.409.

¹³² QUÉRÉ, Louis, *op.cit.*, p.13.

¹³³ WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *Ouvrir les sciences sociales*, Rapport de la Commission Gubenkian, Paris, Descartes et Cie, 1996, p.96.

*conceptualisation est basée sur des engagements philosophiques. Avec le temps, la croyance partagée en une neutralité fictive est devenue elle-même un obstacle majeur pour accroître la validité de nos découvertes*¹³⁴.

Disant cela, l'auteur défend l'idée de la nécessité de développer des approches méthodologiques qui permettent de prendre en considération les constructions sociales dont il était question plus haut, de les placer au centre des analyses. Ainsi invite-t-il à «sortir du XIXe siècle», c'est-à-dire à dépasser les séparations artificielles entre les domaines «supposés autonomes» du politique, de l'économique et du social¹³⁵.

D'autres vont même jusqu'à affirmer que l'«objectivité en soi n'existe pas». C'est entre autres le cas de Edgar Morin, qui suggère de concevoir l'objectivité non pas comme une fin en soi, non plus comme un critère de scientificité, mais comme une «conquête» :

*L'objectivité est une conquête; nos interprétations ne sont pas objectives. Nos interprétations portent sur des données qui peuvent être objectivement repérées. Mais en soi, une théorie n'est pas objective. C'est une construction de l'esprit qui s'adapte plus ou moins – parfois avec des forceps – sur la réalité*¹³⁶.

Et si l'objectivité n'existe pas en soi, force est de constater que tous ne partagent pas ce point de vue. Les postures dominantes en sciences sociales préconisent toujours l'adoption d'une attitude d'extériorité, de distanciation presque absolue du sujet par rapport à l'objet. Ce pourquoi Jean-Michel Bessette en appelle à une «désobjectivation» de la science, «non pas pour la rendre subjective, mais pour la libérer de l'obsession de

¹³⁴ WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser...*, op.cit., p.80.

¹³⁵ Idem.

¹³⁶ MORIN, Edgar, «Pour une réforme...», op.cit., p.109.

la subjectivité»¹³⁷. L'auteur ajoute que «la non-interférence de l'observateur et de l'observé ne sont pas les conditions de l'objectivité, mais celles de son illusion»¹³⁸.

Faisant mienne la conception de Morin s'agissant d'appréhender l'objectivité comme une conquête et prenant garde, dans la foulée de Bessette, de ne pas participer de l'illusion de l'objectivité, je crois qu'il s'avère tout aussi important, considérant le caractère interprétatif de ma démarche, de ne pas non plus glisser dans une dérive subjectiviste. C'est pourquoi je tenterai, au cours de cette recherche, de procéder à un exercice constant d'«objectivation de la subjectivité».

1.2.1.2. L'«objectivation de la subjectivité»

Objectiver sa subjectivité

Une des conclusions que Jacques Peltier tire des travaux de Myrdal, c'est que «*la seule solution acceptable à l'imprégnation par les valeurs est de les rendre explicites*»¹³⁹. Cette position est à rapprocher de celle de Corcuff, lui-même inspiré de Bourdieu, à savoir qu'il importe de mettre en œuvre ce qu'il nomme la «*réflexivité sociologique*», cette dernière consistant à «*intégrer dans [la] construction de l'objet une réflexion sur la relation à l'objet*»¹⁴⁰. Bessette parle quant à lui de la «*rentrée du sujet*», c'est-à-dire la prise en

¹³⁷ BESSETTE, Jean-Michel, *op.cit.*, p.184.

¹³⁸ Idem.

¹³⁹ PELTIER, Jacques, *op.cit.*, p.74.

¹⁴⁰ Cité dans GOTTRAUX, Philippe, «Démarche sociologique et appartenance politique : réflexions à partir de *Socialisme ou Barbarie*», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.99.

considération du rapport sujet/objet qu'il est désormais nécessaire d'insérer dans la démarche scientifique parce que «*l'approche objective ne réside pas dans l'absence du sujet, mais dans l'analyse de la relation qu'il entretient avec son objet*»¹⁴¹.

Encore selon Corcuff, il serait possible d'envisager ce qu'il nomme la «neutralité axiologique», non pas en niant les dimensions axiologiques inhérentes à toutes recherches, mais en en faisant un «*horizon régulateur*» qui «*engag[e] à une réflexivité qui, en contribuant à expliciter ces dimensions, permette de mieux délimiter le domaine de validité des énoncés scientifiques ainsi produits*»¹⁴². Éviter cette démarche fait courir le risque, selon Gottraux, «*de suivre une pente objectiviste étroite qui confine au scientisme, ou de prendre parti dans le jeu lui-même, sans même s'en apercevoir et sous couvert d'analyse*»¹⁴³. C'est dans ce dernier sens que Mauger parle de l'objectivation du sociologue comme faisant partie des conditions de l'objectivité et qu'il avertit que «*faute d'objectiver ce rapport primitif à l'objet, il resurgit sans cesse, en effet, dans le discours tenu par le sociologue. Alors même qu'il croit parler de son objet, il ne parle en fait que de son rapport à l'objet et en définitive de lui-même*»¹⁴⁴.

Parlant de l'identité composite du chercheur, à la fois «*proche*» comme un militant et «*distant*» comme un scientifique, Gottraux perçoit la situation comme «*autant problématique qu'enrichissante*» car elle est «*susceptible d'induire des biais normatifs*,

¹⁴¹ BESSETTE, Jean-Michel, *op.cit.*, p.184.

¹⁴² CORCUFF, Philippe, «Nouvelles sociologies...», *op.cit.*, p.157-158.

¹⁴³ GOTTRAUX, Philippe, *op.cit.*, p.99.

¹⁴⁴ MAUGER, Gérard, «Pour une sociologie de la sociologie. Notes pour une recherche», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n° 131, janvier-mars 1999, p.101.

*comme d'ouvrir paradoxalement des possibles en matière de connaissance»¹⁴⁵. C'est cette double identité du chercheur que Norbert Elias a analysée dans ses célèbres travaux sur l'engagement et la distanciation¹⁴⁶. Pour le sociologue allemand, la spécificité des sciences sociales repose sur les deux aspects suivants : d'abord sur le fait que les *objets* étudiés par les chercheurs sont en même temps des *sujets*, ces derniers portant des représentations de la vie en société; ensuite parce que les chercheurs font partie eux aussi de leur objet d'étude, ce qui leur confère une position dialectique entre «distanciation» et «engagement».*

Distanciation d'abord, car le chercheur, pour être rigoureux scientifiquement, doit se détacher de ses propres idées préconçues, de celles des acteurs concernés par la recherche ainsi que des idées couramment partagées en ce qui concerne l'objet analysé. Engagement ensuite, car s'il veut comprendre le mode de fonctionnement des individus et des groupes, le chercheur doit accéder de l'intérieur à l'expérience que ces derniers ont d'eux-mêmes et des autres.

Contraint de travailler dans cette posture dialectique, le chercheur ne peut donc ni espérer ni prétendre faire de la recherche en se détachant «méthodiquement» de sa subjectivité. Il est alors placé devant une alternative. Ou il tente en vain de nier la dimension subjective de sa position par quelque subterfuge épistémologique ou méthodologique que ce soit, au

¹⁴⁵ GOTTRAUX, Philippe, *op.cit.*, p.100.

¹⁴⁶ ELIAS, Norbert, *Engagement et distanciation. Contributions à une sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993. Voir également CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995.

risque d'en éprouver de la tristesse : «vous reconnaîtrez à la tristesse ceux qui travaillent dans des sciences (...) qui mutilent ce à quoi elles s'adressent au nom de l'objectivité scientifique. Ceux-là sont aussi mutilés que leurs objets. Ils ne vivent que du pouvoir de se proclamer scientifiques»¹⁴⁷. Ou bien il procède, comme j'y consens, à une objectivation de sa subjectivité.

Application à ma recherche

Ainsi devrais-je, suivant les propos que je viens d'énoncer, procéder à une objectivation de ma subjectivité. Exercice non systématique et spontanée, car il s'agit en fait d'un travail continual de retour sur soi, d'interprétation de nos propres représentations.

Or, il m'est possible, d'ores et déjà, de dire quelques mots sur mon rapport à l'objet de recherche ainsi que sur mon rapport à l'approche choisie. En ce qui concerne l'objet de recherche, c'est-à-dire les dimensions utopiques des enjeux du développement local, il est assez aisé de constater, à la lecture de ma problématique, que je *crois* que le développement local n'est pas *ce qu'il pourrait être*, c'est-à-dire qu'il pourrait davantage désigner une pratique porteuse de changement social¹⁴⁸. Je *crois* également que le discours scientifique sur le développement local ne se préoccupe pas suffisamment de ce que ce dernier *pourrait être*.

¹⁴⁷ STENGERS, Isabelle, «Les exigences de la réalité», dans *Rencontres de Châteauvallon, Pour une utopie...*, *op.cit.*, p.77.

¹⁴⁸ Cet aspect sera formellement abordé tout au long du chapitre 4.

En ce qui concerne l'approche, je peux signaler que tout au long de la démarche j'aurai à justifier mes choix et que je tenterai dans la mesure du possible à expliciter ce qui, en moi, fonde ces choix. Le présent chapitre, notamment dans les points qui suivront, expose les grandes lignes de ma posture épistémologique, et il va sans dire que cette dernière, de par sa nature, en dit gros sur mes conceptions de la réalité sociale, sur ce que je *crois* être le rôle des sciences sociales, sur ma façon d'appréhender la recherche disciplinaire, et ainsi de suite.

En un mot, je puis dire que je suis identifiable au concept clé de ma recherche, l'utopie. Parce que je suis plutôt dans un rapport critique avec *ce qui est* (l'état du monde actuel, le rôle de la science, etc.); parce que je suis plutôt optimiste pour l'avenir en ce qui concerne la possibilité de réaliser, même partiellement, *ce qui devrait être*; parce que je crois fortement qu'il est temps (comme toujours) de réfléchir et d'agir dans le but de faire émerger d'autres possibles. La réaction occidentale (je devrais dire *américano-occidentale*) aux événements du 11 septembre 2001¹⁴⁹ ne fait que renforcer, chez moi, cette disposition d'abord humaine avant que d'être épistémologique ou autres.

¹⁴⁹ Car on aurait pu s'attendre, comme Zaki Laïdi l'a exprimé un mois après le choc, que cet événement ouvre à une rupture dans l'ordre mondial et nous fasse comprendre, par exemple, que «désormais, ce n'est plus d'un système international qu'il faut parler mais bien d'un système social mondial» (LAÏDI, Zaki, «Le sens d'un événement : une rupture dans l'ordre mondial», *Le Devoir*, Jeudi 11 octobre 2001)). Or, près de trois mois plus tard, Laïdi déclare sur la même tribune qu' «après un moment de panique et de désarroi, la politique américaine est revenue à une gestion très impériale des récents événements» et que donc, la «rupture» anticipée de l'ordre mondial n'aura pas lieu (LAÏDI, Zaki, «Le nouvel équilibre mondial espéré n'émergera pas des ruines du 11 septembre», *Le Devoir*, vendredi 4 janvier 2002). C'est davantage la «pensée unique» qui en sort renforcée, toute remise en question de la politique guerrière et marchande étant suspectée de sympathie terroriste. C'est là, pour moi, une question prioritaire et fondamentale pour les sciences sociales, car elle détermine le cadre à l'intérieur duquel il nous est permis de penser le monde.

1.2.2. Une pensée sur la société

Il est vrai aussi que les procédures les plus prétendument neutres et qui se déclarent les plus scientifiques, sont en réalité souvent assujetties à une demande sociale, à des impératifs sociaux, économiques, et institutionnels, voire trivialement commerciaux.

Francis Farrugia

La recherche que j'entreprends, bien qu'elle ait pour thème central les enjeux du développement local, se veut une recherche sur la *société*. Non pas une recherche sur des problèmes sociaux particuliers, localisés, délimités. Je veux analyser les enjeux du développement local, notamment afin de relever ce que ces derniers *disent* sur ma société, et par analogie sur la société occidentale, sur la société mondiale(!). Bref, je m'intéresse moins au *social* qu'à la *société*.

1.2.2.1. De la *société* au *social*

Les transformations de l'université

Les sciences sociales semblent, depuis quelques décennies, prendre davantage comme objet certaines dimensions du social que la *société* elle-même, nouvellement dépourvue d'intérêt. Avec la fin de l'Histoire, la fin de l'Idéologie, la fin des Grands Récits, les sciences sociales ont marqué une certaine distance par rapport aux grandes théories générales sur la société. Passage obligé, peut-être, si l'on considère les dangers de réductionnisme associés à des vues à prétention généralisante qui peuvent parfois occulter le caractère pluriel de la réalité sociale.

Or, cette transition déborde du cadre des sciences sociales, car c'est la mission universitaire elle-même qui s'est vue particulièrement transformée, surtout depuis la deuxième moitié du 20^e siècle. C'est cette transformation que Michel Freitag a analysée et interprétée comme étant le «*naufrage de l'université*». L'auteur observe qu'on a progressivement assigné à l'Université nord-américaine, depuis l'après-guerre, des tâches de formations particulières «*plutôt qu'une fonction de synthèse critique à portée idéologique*»¹⁵⁰. Ainsi, c'est la science elle-même qui change de fonction à l'intérieur de l'institution, car elle

[...] ne s'y définit plus tellement à partir de la fonction épistémologique de la constitution d'une connaissance objective, à caractère universaliste et à fondement rationnel-critique, que par la capacité sur laquelle elle débouche de guider la résolution technique de problèmes pratiques envisagés pragmatiquement¹⁵¹.

L'auteur perçoit donc dans ce phénomène un changement radical dans la finalité de l'Université, suscité par l'avènement de l'âge technologique. La recherche universitaire, dans ce nouveau contexte, ne se donne plus comme mission «*de connaître ce qui est, de juger de ce qui doit être, ni même de pourvoir à la satisfaction des besoins justifiés*»¹⁵², mais se concentre surtout sur les effets des diverses interventions qu'il est désormais possible d'effectuer sur la société et la nature. De l'âge idéaliste de la Science et des Lumières, l'Université serait entrée dans un «nouvel âge» où trônent la technologie et la technocratie et dont la valeur prioritaire est celle de l'efficacité.

¹⁵⁰ FREITAG, Michel, «La recherche dans l'université et la société : le bateau ne coule pas encore, mais l'eau monte...», *Société*, n° 11, été 1993, p.17.

¹⁵¹ Idem.

¹⁵² *Ibid.*, p.25. Souligné par l'auteur.

Ainsi, partant d'une mission universaliste et communautaire, l'Université serait passée, dans son rapport à la société, d'abord par une «*adaptation fonctionnelle aux besoins de la société*» sur le modèle économiste (associée à la Modernité), pour ensuite, dans un contexte dit «postmoderne», se caractériser par une «*autofinalisation organisationnelle, statutaire et budgétaire*»¹⁵³. Alors que l'Université devait jadis répondre aux besoins de la société, nous aurions assisté, selon Freitag, à un renversement de la situation, car tout se passe

[...] comme si l'ensemble de la société et de la vie collective ne devait plus consister dans tous les domaines qu'en un immense chantier de recherche et d'intervention, mis au service d'une gigantesque et tentaculaire activité de gestion, avec laquelle la société viendrait à se confondre substantiellement¹⁵⁴.

C'est ce qui expliquerait en partie pourquoi, dans le cadre de l'*organisation universitaire* actuelle, les sciences sociales semblaient privilégier des recherches portant davantage sur des dimensions fragmentées du *social* plutôt que sur des questions de *société*.

Le fonctionnement du social

La situation analysée par Freitag pour l'Université américaine n'est pas étrangère, il va de soi, pour l'Université européenne. En ce sens, il apparaît intéressant de s'attarder un peu à la critique que Georges Gurvitch adressait, dans les années 50, à la «nouvelle» sociologie française. Francis Farrugia trace un bref résumé de la critique de Gurvitch selon qui, notamment, la sociologie se détachait «déjà» trop de la philosophie :

¹⁵³ *Ibid.*, p.29-30.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p.30.

Elle est empirico-pragmatique dans son esprit, elle est, de plus, parcellarisée et parcellarisante. Trouvant son inspiration dans les pratiques américaines d'enquête, elle privilégie le détail, répugne aux larges synthèses qu'elle juge souvent métaphysiques, et ne recourt à la définition de ses objets que dans un contexte opérationnalisateur. Une telle sociologie ne veut manifestement pas comprendre «l'ensemble social»; elle n'est pas à la recherche d'un sens global, mais plutôt d'explications singulières¹⁵⁵.

On retrouve ainsi des éléments analogues à ceux identifiés par Freitag, c'est-à-dire la tendance à compartimenter la réalité sociale, à se méfier des synthèses, à ne plus interroger la *société* prise globalement, à privilégier le détails au détriment de la totalité.

Pierre Bourdieu a dit un jour que l'*«on a quelque chance de comprendre justement les enjeux des jeux scientifiques du passé que si l'on a conscience que le passé de la science est un enjeu des luttes scientifiques d'aujourd'hui»*¹⁵⁶. Dans un livre récent¹⁵⁷, Jean-Pierre Garnier adresse une critique aux sciences sociales actuelles, critique dont la teneur n'est pas sans rapport avec ce que craignait Gurvitch un demi-siècle plus tôt. Aujourd'hui encore, on s'en prend au caractère trop «fonctionnel» de la recherche en sciences sociales.

De fait, pour Garnier, les chercheurs en sciences sociales seraient incités, par des commanditaires divers, à produire des analyses plutôt fonctionnelles de la réalité sociale.

¹⁵⁵ FARRUGIA, Francis, «Généalogie d'une professionnalisation : la sociologie française de 1945 à 1960», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n° 131, janvier-mars 1999, p.38.

¹⁵⁶ Cité dans FARRUGIA, Francis, *ibid.*, p.23.

¹⁵⁷ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999.

Il déplore radicalement cette situation lorsqu'il dépeint le rôle actuel de plusieurs chercheurs en sciences sociales :

Recrutés et rétribués pour fournir une analyse scientifique du fonctionnement de la société - ou plutôt, en l'occurrence, de ses «dysfonctionnements» -, les chercheurs savent que les autorités qui les financent souhaitent avant tout que ladite analyse puisse être mise, directement ou indirectement, au service de ce fonctionnement¹⁵⁸.

Les sciences sociales sont donc ainsi poussées, mentionne Garnier, «à «gérer les conflits» à défaut de surmonter les contradictions»¹⁵⁹. Un autre chercheur français, Gérald Berthoud, observe quant à lui que «les sciences sociales sont englobées dans une culture utilitaire qui décrète que seul ce qui est utile est vrai, bien et juste et qui permet ainsi d'établir un clivage clair entre ce qui doit être étudié et ce qui ne doit pas l'être»¹⁶⁰, et il ajoute plus loin, parlant des chercheurs, que «le plus souvent ils ne produisent que des rapports conformes à l'opinion commune ou si spécialisés qu'ils en perdent toute signification et toute pertinence»¹⁶¹.

Cela se traduirait, suggèrent Garnier et Portis, par une «éclipse des intellectuels critiques»¹⁶², ce qui générerait une nouvelle vision du monde :

Les contradictions qui le [le monde] traversent, productrices de tensions irréconciliables sur le long terme, ne sont plus la préoccupation majeure. La société paraît être décrite comme un corps plus ou moins intégré en proie à

¹⁵⁸ GARNIER, Jean-Pierre, *ibid.*, p.102.

¹⁵⁹ Idem.

¹⁶⁰ BERTHOUD, Gérald, «L'impératif marchand» (propos recueillis par Yvonne PREISWERK), dans COMELIAU, Christian, *L'économie à la recherche du développement. Crise d'une théorie, violence d'une pratique*, Nouveaux cahiers de l'IUED, Paris, PUF, 1996, p.183.

¹⁶¹ *Ibid.*, p.184.

¹⁶² GARNIER, Jean-Pierre et Larry PORTIS, «Existe-t-il un horizon indépassable en sciences sociales?», *L'Homme et la société*, n°135, janvier-mars 2000, p.4.

des «maux» ou des «dysfonctionnements». Les problèmes sociaux sont désormais à traiter en termes d'ajustements techniques : décelés par des experts («chercheurs»), ils sont réglés - ou, à défaut, «régulés» - par des spécialistes («décideurs»)¹⁶³.

Cette critique sévère ne rend sûrement pas justice à l'éventail varié de recherches effectuées ces dernières années dans le vaste domaine des sciences sociales. Or, bien qu'on ne puisse réduire la réalité totale des sciences sociales à ce type de propos, il serait tout à fait impossible de démontrer qu'ils ne correspondent à aucune réalité. De même qu'il serait difficile de contredire totalement Barillon et Luzy lorsqu'ils dénoncent le «réalisme grossier» de certains chercheurs en affirmant qu'*«à la quête du bien-vivre et de l'auto-accomplissement, ils substituent le fétichisme des moyens techniques et économiques appelés à réformer la société, à la soulager de ses maux»¹⁶⁴.*

Le temps du social

La recherche en sciences sociales serait donc devenue opérationnelle, fonctionnelle, préoccupée par le détail, le singulier. Pour Freitag, *«c'est la société en tant que telle qui se dissout dans le système du social et de ses innombrables variantes et composantes»¹⁶⁵.*

C'est ainsi que la recherche universitaire perdrat *«toutes les capacités de synthèse cognitive, d'orientation normative et d'harmonisation expressive»¹⁶⁶,* en accompagnant,

¹⁶³ Idem.

¹⁶⁴ BARRILLON, Michel et Jacques LUZI, «Utopie économique vs idéologie économique», *Agone*, n°20, 1998, p.13.

¹⁶⁵ FREITAG, Michel, *op.cit.*, p.26. Souligné par l'auteur.

¹⁶⁶ Idem.

dans l'émergence du *social*, «la dissolution progressive des régulations politiques et institutionnelles fondées sur le principe d'une raison transcendante»¹⁶⁷.

Par son analyse, Freitag insère ces transformations dans une dynamique de mutation globale où, progressivement, au fil du temps, nous nous serions intéressés d'abord à la *civilisation*, ensuite à la *société* et finalement au *social* : la société étant ici associée à la Modernité, le social à une certaine «postmodernité». De même, précise l'auteur, de notre préoccupation pour le *monde*, en passant par la *nature*, nous en serions aujourd'hui à nous attarder aux problèmes de l'*environnement*.

C'est là une *interprétation* qui peut être discutée. Mais il n'en demeure pas moins que dans les faits, l'on ne peut nier que beaucoup de recherches, au Québec comme ailleurs, n'appréhendent que rarement la question de la *société* en termes synthétiques, ou globaux, ou normatifs. Il s'agit surtout souvent, prétend encore Jean-Pierre Garnier, de parler de «problèmes de société» : «Les seuls qui, si l'on en croit une rumeur devenue clameur, suscitent de vrais enjeux, puisque les débats de fond et, à plus forte raison, les combats à propos des grandes orientations économiques n'ont plus de raison d'être»¹⁶⁸.

Et s'il n'y a plus de débat sur les grandes orientations économiques, c'est parce qu'il pourrait y avoir danger, avance Garnier, qu'à tisser des liens entre ces questions et les «problèmes de société» qui préoccupent la recherche, «on pourrait être amené à se

¹⁶⁷ *Ibid.*, p.33.

¹⁶⁸ GARNIER, Jean-Pierre, *Des barbares dans la cité. De la tyrannie du marché à la violence urbaine*, Paris, Flammarion, 1996, p.156.

demander si, en fin de compte, ce n'est pas ce type de société qui pose problème»¹⁶⁹.

Mais, les sciences sociales tendant de plus en plus vers le consensus¹⁷⁰, s'interroger sur le type de société à se donner risquerait plutôt de créer des dissensus.

Pourtant, certains pensent qu'il devrait revenir aux sciences sociales d'attaquer de tels questionnements. Garnier, encore, estime que les «problèmes de société» qui préoccupent les chercheurs risquent peu d'être résolus «*tant que l'on n'aura pas admis que c'est d'abord ce type de société qui pose problème et devrait, par conséquent, être bouleversé»*¹⁷¹. C'est en ce sens qu'il s'interroge, avec Portis, sur le rôle des chercheurs en sciences sociales : «*Ne leur revient-il pas, tout d'abord, de problématiser dans une perspective théorique des questions dites «de société» thématisées d'ordinaire dans l'idéologie?*»¹⁷². Voilà un des rôles qu'a à assumer une véritable «science de la société».

1.2.2.2. Du social à la société

Zaki Laïdi, observant que les sociétés actuelles «*manifestent toutes un besoin profond de changement et de renouvellement»*¹⁷³, dit ne pas croire que la tendance actuelle au «*bricolage social*» (vers lequel nous allons «*faute de mieux*») puisse faire en sorte que les sociétés soient pour autant dispensées d'un quelconque paradigme de la transformation.

La crise du sens de nos sociétés s'exprime alors, commente-t-il, «*dans le décalage*

¹⁶⁹ Idem.

¹⁷⁰ Voir point 1.2.3. «Une pensée critique».

¹⁷¹ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre...*, op.cit., p.122. Souligné par l'auteur.

¹⁷² GARNIER, Jean-Pierre et Larry Portis, op.cit., p.3.

¹⁷³ LAÏDI, Zaki, op.cit., p.25.

*préoccupant entre l'attente de changement («il faut partir sur de nouvelles bases») et le discrédit idéologique des grands schémas de la transformation sociale consécutif à la fin de la guerre froide («personne ne croit plus aux grandes idées»))*¹⁷⁴. Plus loin, réagissant à une idée répandue voulant que ce soit l'*«urgence des problèmes»* qui empêche les sociétés de définir un *projet*, il réplique que c'est justement l'absence de projet qui fait que les sociétés demeurent «esclaves de l'urgence», en rappelant que «l'*urgence* ne constitue pas la première étape d'un projet de sens : [qu'] elle en représente plutôt la négation active»¹⁷⁵.

Je pense, à l'instar de Michel Freitag, qu'il revient aux universités, notamment, de réfléchir à ce *projet*. Selon le sociologue, «les premiers besoins qu'éprouvent les sociétés actuelles sont des exigences de vue synthétique et d'orientation normative»¹⁷⁶. Puisqu'il devrait être de leur mission de tenter de répondre à ces besoins, les universités, qui apparemment s'éloignent de ce mandat, auraient à apporter des changements dans leur conception de la recherche. Freitag émet en ce sens les propositions suivantes :

- les recherches à caractère pragmatique et utilitaire, visant à répondre à des besoins ponctuels, devraient être confiées à des instances extra-universitaires;
- on devrait favoriser, dans l'embauche, des enseignants qui sont en mesure de maîtriser, développer et transmettre des connaissances disciplinaires plutôt que des chercheurs qui travaillent à des programmes ponctuels;
- on devrait valoriser davantage la connaissance synthétique;

¹⁷⁴ Idem.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p.30.

¹⁷⁶ FREITAG, Michel, *op.cit.*, p.33.

-
- on devrait renforcer l'équilibre entre formation générale et formations spécialisées (*«toute formation et toute recherche intellectuelle sont de niveau universitaire lorsqu'elles impliquent non seulement la maîtrise et l'application d'une technique, mais aussi l'acquisition d'une capacité de jugement»*¹⁷⁷).

Retenons de ces propositions, d'une part la distance prise par rapport aux recherches utilitaires et, d'autre part, la valorisation des visées synthétiques. De telles propositions, il va sans dire, touchent à la nature même de l'objet étudié. On pourrait ainsi procéder à une association qui lierait la recherche utilitaire aux problèmes *sociaux* et la recherche à visée synthétique et normative aux problèmes de *société*. Aussi pourrait-on associer la capacité de jugement chère à Freitag à ce que Farrugia nomme, suivant la critique de la sociologie française émise par Gurvitch et Aron à la fin des années 50, cette *«urgence de toujours penser»* qui découle de l'expérience de la philosophie, et qui représentait, pour ces grands sociologues, *«ce qui est le meilleur rempart contre l'instrumentalisation potentielle d'un savoir qui tend de plus en plus, dans un contexte d'industrialisation et de technicisation croissantes, à répondre à la demande sociale, donc à devenir techno-science»*¹⁷⁸.

Un autre sociologue québécois, Jean-Guy Lacroix, va même jusqu'à identifier la sociologie comme étant la *«science de la totalité sociale»*, affirmant que c'est surtout de nos jours, avec les transformations que vivent nos sociétés, que la notion de société globale prend tout son sens. Le rôle attendu de la sociologie, en ce temps de grande transition, serait selon Lacroix,

¹⁷⁷ *Ibid.*, p.41.

¹⁷⁸ FARRUGIA, Francis, *op.cit.*, p.40.

[...] de contribuer au mouvement visant à contraindre le Capital à réintégrer son rôle d'instrument, à abandonner sa prétention irraisonnable d'être toute la raison, à favoriser un retour à une économie politique où la société civile et le sujet seraient en position d'orienter la totalité sociale, en position de faire l'historicité, plutôt que ce soit le Capital¹⁷⁹.

La sociologie, dans cette perspective, serait liée, comme au moment de l'avènement de la Modernité, «au surgissement et au développement de la conscientivité», ce qui l'appellerait à «contribuer à une interprétation des conditions de possibilité par le sujet comme possibilité de son auto-réalisation»¹⁸⁰ et d'ainsi favoriser «la constitution du sujet historique dans l'actuelle transition et, par la suite, dans l'historisation sociétale dans le mouvement sociohistorique»¹⁸¹.

La recherche en sciences sociales, si elle pouvait, suivant des orientations comme celles proposées plus haut, prendre une certaine distance avec sa fonction opératoire, pourrait peut-être cesser, de par son mode de fonctionnement, d'accompagner, comme le suggère Freitag, «le mode de dissolution de toutes les références, culturelles et politiques, idéologiques et juridiques, qui permettaient à l'action humaine de s'orienter significativement dans un monde commun, connaissable a priori, et du même coup aussi, critiquable»¹⁸².

¹⁷⁹ LACROIX, Jean-Guy, «Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité», *Cahiers de recherche sociologique*, n°30, 1998, p.144.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p.145.

¹⁸¹ *Ibid.*, p.146.

¹⁸² FREITAG, Michel, *op.cit.*, p.26. Souligné par l'auteur.

1.2.3. Une pensée critique

Il n'y a pas nécessité que les sociologies soient associées à un horizon d'émancipation, mais celles qui assument cette relation ne sont pas a priori moins rigoureuses, moins scientifiques que celles qui ne le font pas.

Philippe Corcuff

Partageant les conceptions sur le rôle des sciences sociales et de l'université telles que présentées à la section précédente, je sais être en présence d'une recherche qui participe d'un certain état d'esprit qui ambitionne de maintenir dans la recherche universitaire et particulièrement dans les sciences sociales une fonction critique nécessaire. Cette posture critique repose substantiellement sur l'idée que, devant ce que certains nomment la «pensée unique», les sciences sociales ont un rôle des plus significatifs à jouer, si ce n'est que pour chercher à démontrer qu'il y a d'autres possibles *possibles*. Les liens, ici, avec une recherche s'attardant à interpréter les enjeux du développement local en intégrant des éléments de la pensée utopique font sens d'emblée.

1.2.3.1. La réalité «consensuelle»

Francis Farrugia nous rappelle que Raymond Aron, dans sa critique de la sociologie française de l'après-guerre, entrevoyait le risque, à constater chez cette dernière sa perte de distance critique, de la voir «avaliser une situation sociale et politique au lieu de prendre ses distances avec l'idéologie officielle»¹⁸³. C'était bien avant l'avènement, dans l'univers intellectuel, de cette pensée unique que De Martelare définit comme un courant de pensée se singularisant

¹⁸³ FARUGIA, Francis, *op.cit.*, p.38.

[...] par sa capacité, d'une part à entériner l'actuelle situation socio-économique, laquelle est occasionnellement conçue comme indépassable, et, d'autre part, à canaliser, dans un cadre théorique relativement précis, ce qui relèverait alors d'une critique recevable ou non¹⁸⁴.

Cette pensée unique, portée par les institutions politiques et dont la teneur idéologique est notamment mise en œuvre, selon l'auteur, «par leurs pendants scientifiques», se constituerait sur la base d'une «adhésion aux perspectives visant à prendre acte, comme fait irréductible, des transformations du monde contemporain et par suite, de sans cesse s'engager plus avant dans l'adaptation (affirmée comme nécessaire) à cette même situation»¹⁸⁵.

Si l'on admet ces propos de De Martelare, on ne peut que constater que Aron avait vu juste. D'autres encore pourraient renforcer ce point de vue, comme par exemple Garnier et Portis, lorsqu'ils disent ceci :

Dans la «communauté scientifique», où la philosophie sociale cède la place aux hypothèses limitées de la recherche opérationnelle, le politiquement incorrect devient le scientifiquement non pertinent. Depuis une vingtaine d'années, une nouvelle orthodoxie idéologique règne ainsi dans les milieux universitaires et médiatiques. Avec en surplomb un discours moralisant qui, même s'il critique parfois les orientations ou les conséquences des politiques adoptées par les gouvernants, évite de mettre en cause les fondements de l'ordre social¹⁸⁶.

Utilisant d'autres termes, Jean-Marc Fontan va toutefois dans le même sens. Selon ce chercheur québécois, l'hégémonie de la rationalité et de la nécessité économiques

¹⁸⁴ DE MARTELARE, Jean, «Idéologie et rhétorique dans l'histoire. Sur la réitération des discours de l'ordre», *L'Homme et la société*, n°135, janvier-mars 2000, p.106. Souligné par l'auteur

¹⁸⁵ *Ibid.*, p.107.

¹⁸⁶ GARNIER, Jean-Pierre et Larry PORTIS, *op.cit.*, p.5.

traverse «l'ensemble des différents espaces civilisationnels de la planète»¹⁸⁷ et les universités, avec les autres institutions dominantes, favorisent cette situation, même si cette hégémonie est contestée par quelques universitaires.

Fontan observe en ce sens que «la pensée unique de la technoscience règne sur un paysage intellectuel désertique» et que cette conjoncture fait que «l'exercice d'une science critique, en ce qui concerne tant l'actualisation des anciens paradigmes ou l'émergence de nouveaux que leur transposition dans la pratique, demeure difficile, parce que peu valorisé et non soutenu financièrement»¹⁸⁸.

Cette situation susciterait, selon Garnier et Portis, une absence de véritables débats chez les spécialistes de la société et une transformation du rôle du «savant» car, observent-ils, «plus la contestation s'affaiblit, plus les intellectuels se détournent de la critique sociale au profit de l'expertise, comme si le savant-militant de naguère s'était transmué en savant-consultant»¹⁸⁹. Les auteurs ajoutent abruptement plus loin qu'«aujourd'hui, il est difficile d'ignorer qu'en l'absence de projet alternatif de société, la plupart des intellectuels n'ont plus en vue que leur plan de carrière»¹⁹⁰.

Sur un plan plus épistémologique, la situation décrite ici remettrait en jeu, toujours selon Garnier et Portis, «ce qu'une certaine conception de la scientificité tend à mettre hors

¹⁸⁷ FONTAN, Jean-Marc, «De l'intellectuel critique au professionnel de service, radioscopie de l'universitaire engagé», *Cahiers de recherche sociologique*, n°34, 2000, p.85.

¹⁸⁸ Idem.

¹⁸⁹ GARNIER, Jean-Pierre et Larry Portis, *op.cit.*, p.4.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p.6.

jeu; la légitimité d'une pensée critique radicale»¹⁹¹. L'absence de cette pensée critique, qui constitue *aussi* un enjeu idéologique, entraînerait également des répercussions sur la nature même de l'intérêt sociologique. Le sociologue québécois Roberto Miguelez souligne en ce sens que des chercheurs en viennent à croire que «*la disparition d'un concept de la scène sociologique signifie la disparition de ce que le concept dénote dans la scène sociale»¹⁹².* L'auteur mentionne notamment que pour plusieurs, il n'y a plus de classes sociales, de phénomènes d'aliénation, d'échange inégal, «*tout simplement parce que ces concepts de la sociologie critique – sinon la sociologie critique elle-même, au moins dans sa variante économique – ont quitté la scène sociologique»¹⁹³.* Et l'auteur d'exprimer cette confession : «*J'ai observé, et je continue d'observer, avec quel mépris sont traités par certains collègues ces rares recherches qui ne suivent pas la mode du jour, qui utilisent encore des concepts et des hypothèses que la mode, plutôt que l'analyse critique, a mis au rancart»¹⁹⁴.*

Ainsi pourrait-on aller jusqu'à prétendre que, parallèlement à la présence d'une pensée unique dans le monde global des idées économiques et politiques, existerait en quelque sorte une «pensée scientifique unique» qui oublie que «*c'est le dissensus, la contestation de la science établie, qui a toujours rythmé à travers l'Histoire avec ce que l'on désigne par progrès scientifique»¹⁹⁵.*

¹⁹¹ *Ibid.*, p.3.

¹⁹² MIGUELEZ, Roberto, «Les sociologues sont-ils trop sensibles aux enjeux idéologiques? Quelques questions épistémologiques et institutionnelles», *Sociologie et sociétés*, vol.XXIX, n°2, automne 1997, p.168.

¹⁹³ Idem.

¹⁹⁴ Idem.

¹⁹⁵ MILACIC, Slobodan, «La démocratie malade du consensus. Utopie consensuelle et réalité conflictuelle», dans *Rencontres de Châteauvallon*, *op.cit.*, p.97.

Mais la réalité étant ce qu'elle est, c'est-à-dire plurielle, il s'avère que s'il y a effectivement une forte tendance consensuelle dans les sciences sociales en général et dans la sociologie en particulier, il n'en demeure pas moins que la pensée critique n'a pas totalement disparu de la scène. Se référant à Bourdieu, Philippe Corcuff, par exemple, rappelle qu'*«en historisant et en dénaturalisant ce qui apparaît «naturel», «nécessaire», posé là «de toute éternité», la sociologie défatalise»* et peut donc ainsi *«contribuer à ouvrir de nouveaux espaces de possibles à l'action humaine»*¹⁹⁶.

1.2.3.2. Une science sociale critique

Ainsi, le contexte décrit plus haut, celui de la «pensée unique scientifique», bien qu'il le rende relativement difficile, n'interdit pas systématiquement l'exercice d'une science sociale critique. D'ailleurs, les écrits des auteurs auxquels j'ai référé dans la section précédente en font foi. Paradoxalement, même s'ils s'attachent à déplorer le manque de pensée critique dans les sciences sociales, ces auteurs démontrent, par leur geste même, que la critique y est tout de même présente et qu'elle y circule. Il y a donc un espace pour une science sociale critique, et c'est dans cet espace que j'entends déployer ma recherche.

Un choix de posture

Le fait de choisir une posture critique n'implique aucunement un quelconque jugement de valeur quant à celles d'autres types de posture. Ce choix repose d'abord sur une certaine

¹⁹⁶ CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995, p.118. Souligné par l'auteur. Il importe de souligner ici que l'auteur parlait plus spécifiquement de la sociologie constructiviste.

Jean-Marc Fontan distingue lui aussi deux groupes de chercheurs, mais sur des bases différentes que celles qu'adopte Baudry. Pour Fontan, même si, comme on l'a vu plus haut, la majorité des chercheurs «opte[nt] pour une approche réflexive positive non engagée, en se parant des habits de l'objectivité scientifique pour afficher une neutralité face au devenir de l'humanité»²⁰⁰, il s'en trouve tout de même quelques-uns qui, plutôt critiques, s'engagent différemment dans la recherche, ces derniers se rapportant à deux groupes différents.

Ceux qui proposent des solutions théoriques pour tenter de répondre à l'urgence d'agir et qui «se placent en position de retrait par rapport à l'action directe. Ils dressent un portrait de la réalité, analysent les problèmes et terminent leur réflexion en identifiant une solution utopique ou un plan d'action pragmatique»²⁰¹.

Ceux qui privilégient un engagement social concret et qui préfèrent lier cette implication «à celle d'acteurs généralement proches de mouvements sociaux et de leurs organisations. Ils explorent l'univers du rapprochement entre l'université et les milieux sociaux selon une démarche unissant étroitement la recherche et l'action»²⁰².

Deux groupes donc, qui intègrent des dimensions critiques à leur travail, mais selon des modalités différentes. Ici, c'est davantage dans la lignée du premier groupe que je me situe (en excluant par contre l'idée de solution), ma recherche s'inscrivant dans une avenue résolument critique, si ce n'est que par le fait qu'elle présentera des éléments de réflexion sur une «réalité autre» (utopique) que celle qui est «donnée». Critique et

²⁰⁰ FONTAN, Jean-Marc, *op.cit.*, p.79.

²⁰¹ *Ibid.*, p.80.

²⁰² Idem.

«théorique», car elle ne comporte, dans sa démarche, aucune dimension d'action directe avec le milieu.

Une science des finalités

Une science sociale critique, pour moi, c'en est une qui ne répugne pas à aborder la question des finalités, qui se permet d'intégrer des dimensions normatives dans ses analyses. Il ne s'agit pas, cependant, de chercher à imposer une quelconque finalité pré-définie, une quelconque norme qui serait présentée comme la seule valable. Je pense rejoindre ici le vœu de Fernando Ainsa qui, dans *La reconstruction de l'utopie*, suggère de «revenir aux sources du rationalisme séculaire et critique d'origine universaliste, et [de] l'adapter aux besoins de nos réalités plurielles, en évitant de réincarner la déesse Raison»²⁰³.

C'est pourquoi aussi j'adhère à la conception que propose Immanuel Wallerstein en ce qui concerne le rôle critique des sciences sociales. Pour le grand historien, une des tâches importantes de notre époque consiste «à replacer les activités des organisations politiques, comme celles de l'intelligentsia – c'est-à-dire la science sociale – dans un cadre où, en opposition comme en association, elles puissent éclairer les choix politiques au lieu de prétendre en disposer»²⁰⁴. Éclairer les choix plutôt que les imposer, favoriser une prise de conscience quant à la possibilité d'imaginer et d'instituer d'autres «possibles» plutôt que de défendre la «meilleure» politique, porter des jugements sur les

²⁰³ AINSA, Fernando, *La reconstruction de l'utopie*, Paris, Arcaneteres-Unesco, 1997, p.89.

²⁰⁴ WALLERTSTEIN, Immanuel, *op.cit.*, p.211.

finalités de la société sans préjuger de celles à adopter nécessairement, voilà la posture critique à laquelle je prétends.

Je peux donc suivre aussi Freitag, lorsqu'il assigne comme tâche majeure à l'Université celle «*d'être le lieu dans lequel peuvent être élaborées les conditions d'un tel jugement de valeur sur les finalités de la société*»²⁰⁵, puisqu'elle demeure peut-être l'unique espace où les connaissances et les savoir-faire «*peuvent encore être orientés par une réflexion qui reste engagée dans la «recherche» d'une vue d'ensemble critique à caractère toujours dynamique*»²⁰⁶. Dynamique, cela est de toute première importance, car la seule vraie critique est celle qui se retourne contre elle-même, qui est par essence auto-réflexive.

Ma conception d'une science sociale critique se rapproche aussi de ce que Jean-Guy Lacroix nomme la «conscientivité» ou la «conscience claire». Lacroix définit sa notion comme suit :

*La conscience claire, adéquate sur le plan de l'histoire, serait donc constituée, d'une part, de la saisie de la situation d'aliénation à laquelle le réel constraint de façon relative et, d'autre part, de la saisie du réel au-delà de ce réel, c'est-à-dire le réel transformé subjectivement dans une représentation, une vision du monde et du devenir, par la volonté refusant le confinement à la situation présente [...]*²⁰⁷.

²⁰⁵ FREITAG, Michel, *op.cit.*, p.9.

²⁰⁶ *Ibid.*, p.10. Souligné par moi.

²⁰⁷ LACROIX, Jean-Guy, *op.cit.*, p.100.

Ma conception d'une science sociale critique se rapproche, enfin, de celle de Corcuff lorsqu'il suggère que «ce serait alors dans une dialectique de la tradition et de l'horizon que les sciences sociales pourraient contribuer à étendre le domaine du pensable et de l'agir»²⁰⁸, en se basant «sur une vision de l'humain, comme un processus historique, un à faire à partir du déjà fait»²⁰⁹. Castoriadis dirait que l'individu «est à la fois le résultat et la condition de la mise en question des institutions établies»²¹⁰.

Ainsi, pour revenir à Lacroix, une science sociale de la conscience claire, étant «compréhension des caractéristiques fondamentales en émergence dans la société et des conditions de progrès accumulées dans la totalité sociale», pourrait contribuer à faire en sorte que le sujet devienne «actif, imaginatif, créateur» et qu'il constate «la nécessité du changement sociétal afin d'assurer le progrès, le devenir souhaités»²¹¹. L'auteur précise, ce qui m'apparaît fondamental²¹², que «ce progrès, ce devenir valorisés restent à définir»²¹³.

²⁰⁸ CORCUFF, Philippe, «Le sociologue et les acteurs : épistémologie, éthique et nouvelle forme d'engagement», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n° 131, janvier-mars 1999, p.148. Souligné par l'auteur.

²⁰⁹ CORCUFF, Philippe, «Nouvelles sociologies...», *op.cit.*, p.162. Souligné par l'auteur.

²¹⁰ CASTORIADIS, Cornelius, «Anthropologie, philosophie, politique», dans *La montée de l'insignifiance* (Carrefours du labyrinthe IV), Paris, Seuil, 1996, p.120. Aussi peut-on faire remarquer ici que le cinquième tome des Carrefours du labyrinthe à pour titre *Fait et à faire*.

²¹¹ LACROIX, Jean-Guy, *op.cit.*, p.100.

²¹² Mon approche implique le refus de considérer *ce qui est* comme un donné immuable, et surtout le refus de prétendre disposer de *ce qui devrait être*.

²¹³ Idem.

1.2.4. Une pensée transdisciplinaire

Plus les faits nous donnent tort, plus nous sommes tentés de donner raison à nos théories, ou, plus simplement, à notre façon de penser. Nous nous y accrochons bien souvent avec désespoir, intérêt, conformisme, imbécillité ou vanité, mais toujours avec un sérieux désopilant.

Philippe Engelhard

L'approche interprétative, en plus de soulever des questions en ce qui concerne l'objectivité et la fonction critique en sciences sociales, m'amène également à m'interroger sur la question de la connaissance disciplinaire. Je pense qu'il ne relève pas du fruit du hasard que les approches s'inspirant de l'herméneutique semblent s'insérer de plus en plus dans le domaine des sciences sociales et ce, au moment même où les promoteurs de la transdisciplinarité commencent à se faire un peu plus entendre.

1.2.4.1. Une connaissance fragmentée

Immanuel Wallerstein, parlant du devoir d'«*impenser*» les sciences sociales, lance un appel virulent en faveur de l'interdisciplinarité. Je m'autorise à reproduire l'extrait suivant, malgré sa longueur, car il permet de saisir la nature de l'appel lancé par le grand historien:

C'est pour nous un devoir si nous voulons pouvoir poursuivre le bouleversement en cours, reprendre nos théories, nos méthodes, et dans cette voie nous donner les moyens d'affronter les bifurcations sociales et intellectuelles qui nous attendent. C'est pourquoi, de l'économie, de la sociologie, à l'anthropologie, aux sciences politiques, à la géographie et à l'histoire, j'appelle de mes vœux la dissolution des actuels départements et leur fusion au sein d'un unique département de sciences sociales historiques.

Cet appel, bien sûr, je le lance symboliquement. En effet, comme toutes ces «disciplines» ne peuvent plus défendre, dans leur existence séparée, leur légitimité intellectuelle, elles se rempardonent dans des structures d'institution comme derrière des tranchées. Pourtant, sans nul doute, on finira par entendre l'appel : dans les cinquante années qui viennent, émergeront quantité de nouvelles sous-disciplines, avec leurs propres programmes de formation pour l'apprentissage de la recherche. Mais une telle refonte, aussi complexe, a pour condition essentielle la création d'un unique domaine théorique, qui fonde sur un seul et même débat les théorisations heuristiques appropriées, dans l'étude holistique d'un seul et même objet théorique : les modes de fonctionnement des systèmes sociaux historiques – celui où nous vivons, ceux qui ont existé à des périodes antérieures, et ceux qu'on peut envisager comme possibles²¹⁴.

Sans prétendre répondre à cet appel, je peux tout de même souligner que je me sens interpellé et que je tenterai de m'engager, dans le cadre de cette recherche, dans une démarche *inter-* et même *transdisciplinaire*.

Inspiré aussi par les travaux de Cornelius Castoriadis qui invitent, en créant des *brèches* dans les barrières disciplinaires, à la construction d'une science du social-historique, et par les travaux désormais célèbres d'Edgar Morin sur la pensée complexe, je tenterai de développer et d'appliquer une approche qui, au lieu de seulement intégrer diverses disciplines (notamment la sociologie, la philosophie, l'histoire, la science politique, l'économie politique, la littérature), aspire à contribuer à ce que Basarab Nicolescu appelle le «*big bang*» disciplinaire. La transdisciplinarité concerne, nous dit Nicolescu dans son manifeste, «*ce qui est à la fois entre les disciplines, à travers les disciplines et*

²¹⁴ WALLERSTEIN, Immanuel, *op.cit.*, p.118.

au-delà de toute discipline. Sa finalité est la compréhension du monde présent, dont un des impératifs est l'unité de la connaissance»²¹⁵.

Eve Brenel, dans un article portant sur les liens entre l'utopie et les sciences sociales, tente d'identifier deux des principales difficultés que rencontrent les sciences sociales dans leur tentative de «comprendre» la réalité. Il leur serait d'abord difficile de saisir la réalité dans sa dimension dynamique car «la réalité se recrée sans cesse et un des risques de l'analyse en sciences sociales réside dans le fait, par le processus même de tentative pour «saisir» cette réalité, de la «figer»»²¹⁶. Elles auraient du mal, ainsi, à saisir la complexité du réel, car procédant d'une vision simplifiée de la réalité qui l'appréhende par catégorisation, fragmentation.

Ces difficultés découlent également du fait que les sciences sociales fonctionnent encore souvent aujourd'hui sur la base des modèles hérités. Cornelius Castoriadis a fortement tenté de démontrer que les sciences sociales modernes n'avaient pas réussi à dépasser la pensée gréco-occidentale qui, depuis vingt-cinq siècles, «se constitue, s'élabore, s'amplifie et s'affine sur cette thèse : être, c'est être quelque chose de déterminé (linai ti), dire, c'est dire quelque chose de déterminé (ti leigein)»²¹⁷. Prétendre que cette logique épouse la vie ou la réalité sociale, c'est commettre un «assassinat de l'objet»²¹⁸, car la

²¹⁵ NICOLESCU, Basarab, *La transdisciplinarité. Manifeste*, Monaco, Éditions du Rocher, 1996, p.66. Souligné par l'auteur.

²¹⁶ BRENEL, Eve, «Utopies et sciences sociales : entre rupture et continuité», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., p.153.

²¹⁷ CASTORIADIS, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, p.303.

²¹⁸ *Ibid.*, p.311.

société, *magma de significations*, «*n'est ni ensemble, ni système ou hiérarchie d'ensembles (ou de structures)*»²¹⁹.

1.2.4.2. Une réalité complexe

Pour Edgar Morin, cela relève de l'évidence que le mode de pensée classique, trop compartimenté, rende impossible la «*contextualisation*» des connaissances. Ce mode de pensée, nous dit le grand défenseur de la pensée complexe, «*transformait les spécialistes en idiots culturels, ignares pour tout ce qui touchait à des problèmes globaux et généraux, qui sont du reste très concrets*»²²⁰. Parce que «*le réel est énorme, hors norme par rapport à notre intelligence*», Morin estime qu'il n'y a pensée que «*dans le dialogue avec l'incroyable et l'indicible, dans le jeu entre le clair et l'obscur*», rajoutant que «*la pensée – comme la vie – ne peut vivre qu'à la température de sa propre destruction. Elle meurt dès qu'elle s'enferme dans le système qu'elle construit, dans l'idée non biodégradable*»²²¹.

Ainsi aurais-je à déterminer, suivant Morin, quel type de connaissance je veux construire, celui-ci découlant du modèle que j'aurai adopté pour étudier la réalité :

Si nous voulons une connaissance segmentaire, refermée sur un objet, à seule fin de le manipuler, nous pouvons éliminer toute préoccupation de relier, contextualiser, globaliser. Mais si nous voulons une connaissance pertinente,

²¹⁹ Idem.

²²⁰ MORIN, Edgar, «Les défis de la complexité», dans MORIN, Edgar (dir.), *Relier les connaissances. Le défi du XXIe siècle*, Paris, Seuil, 1999, p.457.

²²¹ Cité dans BEAUD, Michel, *Le basculement du monde*, Paris, La Découverte, 1997, p.42.

nous avons besoin de lier, contextualiser, globaliser nos informations et nos savoirs, donc de chercher une connaissance complexe²²².

Et cette connaissance pertinente découlant du deuxième choix, Morin l'associe à la notion d'*«idée générale»*, qu'il oppose au savoir hyper-spécialisé produit par les sciences sociales. L'auteur s'étonne, d'ailleurs, que ce *«monde»* hyper-spécialisé soutenait qu'il fallait éviter d'avoir ces idées creuses que sont les idées générales, *«alors qu'il se nourrissait d'idées générales creuses sur le monde, la vie, l'humanité, la société, et nourrissait la plus creuse des idées générales : qu'il ne faut pas avoir d'idées générales»*²²³.

Considérant le thème de ma recherche et la référence constante à la pensée utopique dans son élaboration, il est clair que j'aurai à traiter avec quelques idées générales, et que j'aurai à me mouvoir, si ce n'est modestement, dans l'univers de la pensée complexe. En gardant en tête, cependant, l'appel à la prudence lancé par Jean-Pierre Garnier lorsqu'il déplore que

[...] sous couvert de mettre l'accent sur la «complexité» du problème - autre mot fétiche en vogue, typique de notre entrée dans une ère «post-idéologique» -, la relativisation autorise à noyer le poisson de la domination sous un déluge d'«interactions» et de «médiations» dont l'élucidation fournit un inépuisable grain à moudre aux chercheurs²²⁴.

Ainsi, la *«complexité du réel»* serait une notion à la mode utilisée par certains chercheurs pour les autoriser à ne pas tirer de conclusions abruptes et définitives sur les problèmes sociaux qui les intéressent. Et si ces chercheurs apportent parfois des conclusions,

²²² MORIN, Edgar, «Les défis...», *op.cit.*, p.456-457.

²²³ *Ibid.*, p.457.

²²⁴ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre...*, *op.cit.*, p.102.

soutient Garnier, ces dernières resteront «toujours «partielles», «provisoires» et «révisables». Simples «étapes de recherche», elles permettront à leurs auteurs – ou à leurs collègues – de «relancer le débat». C'est-à-dire la mécanique d'appels d'offre et la poursuite des plans de carrière»²²⁵.

1.2.4.3. L'«essai» scientifique

Pour terminer ce chapitre de propositions épistémologiques, je soumettrai quelques réflexions sur un type d'interrogation qui peut être soulevé lorsqu'il est question de la transdisciplinarité, d'autant plus lorsqu'il s'agit d'une approche interprétative essentiellement nourrie par la pensée utopique. Il s'agit ici du rapport entre la science et la littérature. Plus clairement, je veux défendre l'idée que les œuvres littéraires peuvent constituer des outils intéressants pour la recherche et qu'il peut être pertinent d'emprunter à la forme de l'essai lorsque vient le temps de rédiger un écrit scientifique.

Bourdieu, par exemple, affirme que dans les œuvres littéraires, les chercheurs peuvent trouver «des indications ou des orientations de recherche qui leur sont interdites ou dissimulées par les censures propres au champ scientifique – surtout lorsqu'ils restent dominés, comme aujourd'hui en sciences sociales, par une philosophie positiviste»²²⁶.

Richard Rorty, quant à lui, dit espérer qu'«une fois débarrassés des notions classiques de l'«objectivité» et de la «méthode scientifique», nous ne verrons plus aucun inconvénient

²²⁵ Idem.

²²⁶ BOURDIEU, Pierre (avec Loïc J.D. Wacquant), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, p.178.

à envisager les sciences sociales comme un prolongement de la littérature»²²⁷, rajoutant à cela, ce qui n'est pas sans rapport avec le caractère interprétatif de ma recherche, que le but des sciences sociales «est de se faire l'interprète de nos semblables auprès de nous, éveillant et approfondissant notre sens de la communauté»²²⁸. Pour Rorty, bien que ce ne soit pas là la seule tâche des sciences sociales, il n'en demeure pas moins que c'est probablement leur rôle essentiel.

Jean Préposiet rejoint Bourdieu et Rorty lorsqu'il avance qu'*«une recherche sociale rigoureuse, désormais majeure, sûre d'elle-même et parfaitement outillée, n'a rien à perdre et tout à gagner dans l'utilisation de la documentation imagée fournie par les romanciers»*²²⁹ et qu'il est donc souhaitable de susciter un rapprochement entre la littérature et la démarche scientifique. Et ce rapprochement, pour certains, pourrait se concrétiser jusque dans la forme même du travail d'écriture scientifique.

On peut se rapporter, en ce sens, à Edgar Morin qui estime que *«comme la scientificité est partielle et inachevée en toute sociologie, tout sociologue est partiellement un scientifique, partiellement un essayiste»*²³⁰. Et s'assumer comme essayiste, c'est notamment assumer de s'engager personnellement dans ses écrits, c'est assumer de prendre des risques intellectuels, et encore plus :

Le sociologue doit accepter la limitation inhérente au terme d'auteur mais en même temps assumer la mission qu'il comporte : s'engager personnellement

²²⁷ RORTY, Richard, *op.cit.*, p.889.

²²⁸ Idem.

²²⁹ PRÉPOSIET, Jean, *op.cit.*, p.248.

²³⁰ MORIN, Edgar, «La réforme de la pensée sociologique», dans XIBERRAS, Martine (dir.), *Cahiers de l'imaginaire (Épistémologie, éthique, politique)*, Paris, L'Harmattan, n° 14-15, 1997, p.18.

dans son interrogation des phénomènes et des événements; s'aventurer dans son diagnostic et son pronostic; problématiser de façon critique ce qui semble évident et naturel, mobiliser sa conscience et sa réflexion d'humain et de citoyen, élucider ses paris intellectuels. Autant il doit rechercher et utiliser des données fiables et vérifiables, autant il doit développer une pensée personnelle. Au lieu de se réfugier dans un jargon anonyme qu'il croit scientifique, il doit s'engager dans son écriture singulière et ainsi s'affirmer pleinement auteur²³¹.

Morin souligne, disant cela, que des scientifiques comme Marx, Weber, Aron, Crozier, Touraine, pour ne nommer que ceux-là, sont (ou ont été) tout autant des essayistes.

Aussi le scientifique qui assume sa dimension d'essayiste fait-il partie, selon Jean-Michel Berthelot, d'une communauté «*se définissant par une sensibilité esthétique et herméneutique, une disponibilité à suivre un parcours, une liberté d'interprétation et de référence*» et de surcroît «*imperméable aux préventions et aux intérêts «pusillanimes» des institutions scientifiques et mue par le seul goût de l'aventure intellectuelle*»²³². Berthelot précise que l'auteur, par ce type d'exercice, «*se construit non plus en spécialiste ou en dispensateur de savoir, mais en être de pensée dont le «je» s'ouvre en médiation à d'autres «je» invités à suivre le fil des significations qu'il dévide*»²³³.

L'«essai scientifique», l'aventure intellectuelle à laquelle il invite, permettrait donc ici de rejoindre une préoccupation chère à la philosophe des sciences Isabelle Stengers, laquelle souligne que «*chacun a à apprendre la signification de ce qu'il sait, c'est-à-dire ce que*

²³¹ Idem.

²³² Cité par GARDIN, Jean-Claude, «Modèles et récits», dans BERTHELOT, Jean-Michel (dir), *Épistémologie..., op.cit.*, p.443.

²³³ *Ibid.*, p.444. Souligné par l'auteur.

signifie pour d'autres ce savoir, les conséquences qu'ils en tirent (...). Bref, ce que ce savoir fait aux autres, comment il s'adresse aux autres»²³⁴.

Conclusion

Cette brève présentation des différentes implications épistémologiques de l'approche interprétative ne visait pas à justifier des modalités spécifiques et délimitées de ma démarche. Il s'agissait plutôt de dessiner à grands traits l'«esprit» de la posture dans laquelle je tente de m'inscrire. Aussi pensais-je qu'il s'avérait pertinent, considérant la nature de mon approche mais également du fait que je m'inspire fortement de la pensée utopique, d'expliciter ce que Castoriadis nomme les «préférences», c'est-à-dire ici mes préférences idéologiques, politiques et donc épistémologiques. Cela devrait permettre aux lecteurs de mieux juger de la légitimité de mes interprétations puisque les principaux biais, inhérents à toute recherche scientifique, auront été mis en surface d'entrée de jeu.

²³⁴ STENGERS, Isabelle, *op.cit.*, p.76.

Conclusion du chapitre 1

Le choix d'appliquer une approche interprétative s'accompagne de l'exigence d'aborder différentes questions de nature épistémologique. La présentation de l'approche elle-même, compte tenu de ses caractéristiques particulières, constitue en soi un exercice de réflexion sur la science. Ce sont différentes conceptions de la nature même de la réalité qui sont questionnées lorsqu'on interroge la pertinence du regard herméneutique (*la réalité objective ou la réalité comme un texte*), et de l'identification d'une préférence de conception découle nécessairement l'adoption d'une modalité particulière de rapport à la connaissance du réel (*explication ou compréhension*).

Du choix d'une approche interprétative ou herméneutique, encore, découlent une série d'implications épistémologiques. Ainsi en est-il du rapport du chercheur à son objet, quand l'interprétation, faisant appel aux représentations propres au chercheur, doit prendre en considération les critères d'objectivité nécessaires à toute démarche qui se réclame de la scientificité (*objectivitation de la subjectivité*). Aussi, lorsque l'interprétation repose sur une figure comme celle de l'utopie, laquelle concerne la société comme totalité, il est impossible de ne pas traiter de la nature de l'objet (*le social ou la société*).

L'approche interprétative, toujours considérée comme un peu *rebelle* dans le monde des sciences sociales, couplée à la pensée utopique, par essence foncièrement critique, amène celui qui la défend à interroger la fonction critique de ladite science et à justifier la

pertinence de cette fonction. Enfin, il est clair qu'il s'avère impossible de proposer une interprétation *utopique* d'enjeux comme ceux du développement local sans aspirer à se défaire de barrières disciplinaires, alors que la pensée utopique (comme objet et comme démarche) est foncièrement irréductible à quelque discipline que ce soit (*transdisciplinarité*).

**Chapitre 2
La pensée utopique comme lecture
du monde social-historique**

Chapitre 2

La pensée utopique comme lecture du monde social-historique

L'ensemble des doctrines réalistes ou raisonnables professe des vérités impuissantes à imaginer le bonheur de la planète.

Patrick Tacussel

Introduction

Le passage au troisième millénaire a donné lieu à de nombreuses réflexions qui se sont orientées soit sur un bilan des dernières années ou des derniers siècles (modernité), soit sur des éléments de prospective pour les années et les siècles à venir. Dans l'un ou l'autre de ces types de réflexion, la question de l'utopie a souvent été abordée : l'utopie pouvait alors être associée à la terreur²³⁵ ou à une certaine amélioration de la condition humaine²³⁶ (bilan); elle pouvait aussi être présentée comme un besoin de plus en plus prégnant compte tenu des défis qui nous attendent²³⁷ ou comme l'une des plus dangereuses postures à adopter pour engendrer la désillusion²³⁸ (prospective).

²³⁵ Voir notamment REVEL, Jean-François, *La grande parade. Essai sur la survie de l'utopie socialiste*, Plon, Paris, 2000 et DILAS-ROCHEREAUX, Yolène, *L'utopie ou la mémoire du futur. De Thomas More à Lénine, le rêve éternel d'une autre société*, Paris, Robert Laffont, 2000.

²³⁶ Voir notamment CHIRPAZ, François, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999 et PESSIN, Alain, *L'imaginaire utopique aujourd'hui*, Paris, PUF, 2001.

²³⁷ Voir notamment BENSAÏD, Daniel, *Le pari mélancolique*, Paris, Fayard, 1997 et MALER, Henri, *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Paris, Bibliothèque Albin Michel, 1995.

²³⁸ Voir notamment BERNARD, Philippe J., *De l'utopie moderne et de ses perversions*, Paris, PUF, 1997 et, oserais-je dire, tout le discours dominant tant en science qu'en politique.

Il n'est pas étonnant que l'utopie soit «à la mode» à notre époque où le changement s'avère singulièrement accéléré, où les perspectives d'avenir, après tant de promesses déchues, sont plutôt teintées d'incertitude voire de passivité ou de sentiments d'impuissance. Plusieurs auteurs font remarquer que l'utopie a toujours été sujette à un regain d'intérêt dans les périodes de grands bouleversements sociaux. Qu'on la pourfende ou qu'on en fasse l'éloge, l'utopie accompagne substantiellement les réflexions sur l'état actuel du monde social-historique. Mais l'utopie, en fait, c'est quoi?

La grande majorité des auteurs qui traitent de l'utopie résistent à la tentation de circonscrire cette notion à l'intérieur d'une définition qui trahirait nécessairement le caractère fondamentalement ouvert des multiples manifestations qu'elle a inspirées et inspire toujours. L'utopie est par essence une notion insaisissable; elle est en quelque sorte l'expression de l'imaginaire en action, irréductible à quelque conceptualisation que ce soit. La pensée utopique, en ce sens, désignant la position de ceux qui soutiennent cette expression, s'avère tout autant indéfinissable de façon catégorielle. Pour reprendre une métaphore chère à Castoriadis, je dirais que la pensée utopique est une entité magmatique, un tout qui ne peut se réduire à une somme d'éléments identifiables.

Je ne tenterai donc pas ici de définir formellement la notion de pensée utopique. Je m'appliquerai par contre à décrire et à présenter divers éléments et dimensions de cette dernière pour parvenir, à terme, à justifier le recours à ce regard singulier sur le monde social-historique quant à l'apprehension des enjeux du développement local. En d'autres

mots, cet exercice consistera à identifier des éléments fondamentaux de ce que pourrait être une pensée utopique contemporaine.

Pour ce faire je présenterai, dans une première partie du chapitre, un bref historique du mot utopie et procéderai, dans un deuxième temps, à une tentative d'élaboration conceptuelle de la notion de pensée utopique, considérant les limites incontournables que comporte tel dessein. Il s'agira par la suite d'élaborer et de présenter ce que pourrait être une pensée utopique contemporaine.

2.1. Petite histoire de l'utopie

L'utopie est l'enjeu d'un débat, parce que la distinction entre le possible et l'impossible est l'enjeu d'un combat. Cela suffirait à indiquer que l'utopie n'est pas seulement un concept, ou du moins que, prise dans son meilleur sens, elle ne peut être que le concept d'un bon combat.

Henri Maler

Introduction

Pour cerner le plus possible ce qu'est la pensée utopique, il importe d'abord de revoir l'histoire de l'utopie, ce à quoi je m'appliquerai dans cette première partie de chapitre. Il s'agira d'abord de retracer l'origine du mot et de décrire son évolution jusqu'à aujourd'hui. Par la suite, je tenterai de relever les principaux traits de l'encrage historique de l'utopie, de l'Antiquité à nos jours.

2.1.1. Qu'est-ce que l'utopie?

L'utopie remplace Dieu par l'avenir.
Albert Camus

De l'utopie, la majorité ne retient, de nos jours, que sa dimension irréaliste. À titre d'exemple, *Le Petit Robert I* la définit comme «*idéal, vue politique ou sociale qui ne tient pas compte de la réalité*» ou «*conception ou projet qui paraît irréalisable*», et l'associe à la chimère, à l'illusion, au mirage²³⁹. Mais ce n'est n'est là qu'une dimension infime de l'utopie. Un rapide survol de différentes acceptations du mot devrait suffire à délégitimer le regard réducteur trop souvent porté sur lui. Je présenterai donc ici

²³⁹ ROBERT, Paul, *Le Petit Robert I*, Paris, Dictionnaires Le Robert, 1990, p.2056.

comment le mot utopie a été créé, les différents genres qui l'ont exprimé ainsi que les concepts qui en ont été dérivés.

2.1.1.1. L'invention du mot

Le mot «utopie» a été inventé par l'Anglais Thomas More en 1516. S'appliquant à rédiger un *Court traité sur la meilleure forme de gouvernement*, l'ami d'Érasme décida de situer sa cité idéale sur une île imaginaire qu'il nomma *Utopia*. En inventant le mot, le grand humaniste fonde du même coup un genre littéraire nouveau.

Le terme utopie revêt, dès son origine, une ambiguïté qui l'aura poursuivi depuis lors et qui lui aura fait subir diverses distorsions dans la succession des définitions. *Utopia*, chez More, est homonyme à la fois de *ou-topia*, c'est-à-dire le pays de nulle part et de *eu-topia*, qui signifie lieu du bonheur (ou de la cité idéale, de la perfection), d'où qu'il contienne «simultanément, sur le plan sémantique, à la fois [ce] caractère d'irréalité et de félicité de l'État modèle»²⁴⁰. Comme le souligne Georges Jean, le mot même traduit sa propre contradiction : «*L'utopie à l'origine serait le lieu du bonheur mais ce lieu n'existe pas!*»²⁴¹.

Bien que le mot ait fait son apparition à la Renaissance, le concept est beaucoup plus ancien puisque

²⁴⁰ TROUSSON, Raymond, *D'Utopie et d'Utopistes*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p.18.

²⁴¹ JEAN, Georges, «Notes sur les discours comparés de l'utopie et des sciences sociales», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.239.

[...]l'homme, face à sa condition sur terre, s'est toujours plu à imaginer des mondes meilleurs : dans un lointain passé, un lointain avenir ou un ailleurs plus ou moins accessible. Qu'il s'agisse de l'âge d'or, du pays de cocagne, de la "cité idéale" élaborée par Platon dans *La République*, du paradis terrestre ou des prédictions millénaristes...²⁴².

En effet, l'idée derrière l'utopie remonte à certains motifs de la mythologie antique, de la philosophie grecque et de la doctrine chrétienne. Le «rêve» d'utopie, nous dit Chirpaz, «porte la marque grecque du souci de l'ordre et du rôle reconnu de la raison. Et il porte la marque juive et chrétienne de l'espérance du salut»²⁴³.

Dans sa première version, le mot renvoyait, selon Guertin²⁴⁴, au terme latin *nusquama* qui signifie «nulle part». S'y ajoutent par la suite les préfixes grec «*ou*» et latin «*u*» qui lui assignent une forme négative. Le mot est ensuite associé au grec «*topos*», qui constitue le lieu où construire l'utopie. Ce dernier terme, le *topos*, renvoie à un sens encore plus archaïque, *topoi*, en grec, signifiant le sexe de la femme et *topos*, l'urne funéraire, l'utopie relevant ainsi «du lieu d'où l'on sort au lieu d'où l'on va...»²⁴⁵.

Des équivalents linguistiques du mot *Utopia*, dans d'autres langues que l'anglais ou le français, ont été relevés dans l'*Oxford English Dictionary* datant de 1551. Il s'agit de :

²⁴² GALlica, «Les sources de l'utopie», *La bibliothèque utopique Gallica*, Site internet (<http://gallica.bnf.fr>).

²⁴³ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.21.

²⁴⁴ GUERTIN, Michel, *La contestation dystopique (étude sur les rapports entre l'utopie, l'idéologie et la dystopie)*, Thèse du doctorat en Philosophie, UQTR, p.17.

²⁴⁵ VERRET, Michel, «L'utopie intérieure», », PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.264.

Arabe : ulm (*rêve*) et wahm (*chimère*).

Chinois : hayl (*imaginaire*), utopiyya (*philosophiquement*), w tu bng (*utopie*), lixing guó (*pays idéal*).

Persan : pardez = *paradis, jardin entouré de murs, ce que le judaïsme va reprendre, et qu'on retrouve un peu dans l'islam et le christianisme.*²⁴⁶

Il peut être souligné également que la langue allemande a scindé l'utopie en deux vocables différents : *utopish*, pour désigner l'utopie au sens objectif et *utopistich*, qui présente l'utopie au sens péjoratif, comme synonyme de recherche de l'impossible²⁴⁷.

2.1.1.2. L'utopie, les utopies

L'ambiguïté étymologique de l'utopie s'accompagne nécessairement de la difficulté à définir le terme de façon univoque. La grande majorité des auteurs s'attardant au concept partagent ce constat qu'il est impossible de saisir formellement sa signification, tellement l'utopie réfère à des univers de sens variés.

Fernando Ainsa, par exemple, rappelle que même si l'utopie rêvendique surtout le futur, «*elle se nourrit toujours de la nostalgie*»²⁴⁸, s'enracinant sensiblement dans le paradis perdu. Ainsi est-elle révolutionnaire lorsqu'elle se projette dans le futur, conservatrice lorsqu'elle se réfère au passé, a-historique dans son appel à un monde qui existe ailleurs. L'auteur souligne également que l'«utopisme» se manifeste selon différents véhicules. Il

²⁴⁶ Académie de Besançon, *Ressources sur l'utopie*, Site internet (<http://artic.ac-besancon.fr>).

²⁴⁷ AINSA, Fernando, *La reconstruction de l'utopie*, Paris, Arcanteres-Unesco, 1997, p. 21.

²⁴⁸ *Ibid.*, p.42.

peut s'agir d'essais philosophiques, de plates-formes politiques, d'articles de journaux, de pamphlets, d'œuvres littéraires, et ainsi de suite²⁴⁹.

L'utopie, aussi, peut embrasser plusieurs significations différentes. Capdevila en distingue quatre. L'*utopie-illusion* suggérant qu'il n'y a pas d'autres possibles que celui reproduisant les structures fondamentales du réel; l'*utopie-rêve* s'opposant au réalisme; l'*utopie-négativité* postulant le dépassement toujours recommencé de la réalité; et l'*utopie-projet* s'identifiant à des pratiques. L'utopie, dit-il, «ne renvoie à aucun objet, mais à un espace conflictuel de prises de positions»²⁵⁰. À cela pourrait s'ajouter la distinction que Ainsa propose entre les utopies d'évasion (fuite de la réalité) et les utopies de reconstruction qui réfèrent à une «critique politique et sociale du modèle existant débouchant sur une proposition alternative»²⁵¹.

Henri Maler, quant à lui, propose de diviser les utopies selon les aspects suivants. D'abord selon l'*objet de leur convoitise*, où il distingue les utopies de restauration (autoritaires) des utopies d'émancipation (libertaires); selon la *méthode*, avec les utopies abstraites (rompant avec la réalité) et les utopies concrètes (fondées sur une réalité latente); selon leur *fonction et rôle*, où l'on distingue les utopies projetées des utopies pratiquées, les utopies oniriques des utopies héroïques, enfin les utopies doctrinaires des utopies révolutionnaires; finalement, selon la nature de l'*espérance*, où sont distinguées

²⁴⁹ *Ibid.*, p.21.

²⁵⁰ CAPDEVILA, Nestor, «Utopie ou idéologie?», dans *L'Homme et la Société (Figures de l'«auto-émancipation» sociale II)*, n°136-137, avril-septembre 2000, p.89.

²⁵¹ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.53-54. Je reviendrai sur ce type de distinction à la section 2.3.1. «Bonne et mauvaise utopie».

les utopies optatives (souhaits) des utopies prédictives (promesses)²⁵². Maler indique alors que «*toutes les utopies chevauchent ces partages sans parvenir jamais à les résorber*»²⁵³.

Une autre façon d'aborder le caractère pluriel de l'utopie est proposée par Bronislaw Baczko. Cette fois-ci, il s'agit de considérer cinq types de travaux portant sur l'utopie. L'auteur énumère ainsi les travaux sur le *genre littéraire utopique* (Trousson), sur la *pensée utopique* (Abensour), sur les *utopies pratiquées* (Hayden), sur les *matériaux symboliques* des utopies (Desroches) et finalement, dans ses propres travaux, sur ce qu'il nomme les utopies en «*périodes chaudes*», c'est-à-dire «*quand la créativité utopique s'intensifie et que les utopies entretiennent des rapports particulièrement intense avec les mouvements sociaux, les courants idéologiques, l'imaginaire collectif*»²⁵⁴.

Le philosophe québécois Guy Bouchard a pour sa part relevé vingt variations sur le thème de l'utopie. Ainsi énumère-t-il ces différentes acceptations de la notion qui présentent l'utopie comme: le désir; l'idéal; l'irréalisable; le socialisme irréalisable; l'État, la société ou la communauté idéals, parfaits; un monde meilleur; le bonheur humain parfait; l'imaginaire hypothético-déductif; l'imaginaire socialement actif; une cité idéale imaginaire ou anticipée; une société imaginaire meilleure, sinon parfaite; une société idéale fictive; une société humaine parfaite; la société idéale future; une société imaginaire humaine parfaite; une société humaine parfaite fictive; une société imaginaire

²⁵² MALER, Henri, *Convoiter l'impossible l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Paris, Bibliothèque Albin Michel, 1995, p.17-18.

²⁵³ *Ibid.*, p.18.

²⁵⁴ BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, p.91.

parfaite future; une société fictive idéale du futur; une société imaginaire humaine idéale du futur; une société humaine fictive idéale du futur²⁵⁵.

En plus du caractère intrinsèquement pluriel de la notion tel que décrit ci-haut, toute réflexion sur l'utopie doit prendre garde au risque de confondre le genre utopique avec des genres apparentés et avec lesquels il lui arrive d'être confondu. Les plus souvent cités sont le mythe de l'âge d'or, les récits de voyages imaginaires, certains traités philosophiques (par exemple *La République* de Platon), les visions paradisiaques, les œuvres définissant un gouvernement idéal. À cela s'ajoute bien sûr la science-fiction, dont Lehman dit ceci : «*Il y a donc de l'utopie dans les entrailles de la science-fiction. Mais dispersée, impure, parfois à l'état de traces seules – et jamais dans des proportions telles qu'on puisse en déceler la présence à l'œil nu*»²⁵⁶.

Loin d'être exhaustif, ce bref survol de différentes significations ou acceptations de l'utopie permet à tout le moins de saisir la fluidité intrinsèque de la notion. La très grande majorité des auteurs traitant de l'utopie introduisent leurs travaux en signalant le caractère singulièrement polysémique et plutôt flou de cette dernière.

²⁵⁵ BOUCHARD, Guy, «Eutopie, dystopie, para-utopie et péri-utopie», dans BOUCHARD, Guy *et al.*, *L'utopie aujourd'hui*, Montréal-Sherbrooke, PUM-Éditions de l'université de Sherbrooke, p.133-227.

²⁵⁶ LEHMAN, Serge, «Utopie et science-fiction», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°387, mai 2000, p.31.

2.1.1.3. L'utopie et ses dérivés

Que ce soit pour critiquer l'utopie, pour enrichir sa signification, ou pour approfondir certaines de ses dimensions, divers concepts ont été inventés depuis l'apparition du mot. Je présenterai donc ici sommairement quelques-uns des différents concepts dérivés du mot utopie, souhaitant ainsi contribuer à mieux circonscrire son champ spécifique.

C'est le concept de *dystopie* qui apparaît comme le dérivé le plus connu. La dystopie, dont l'origine remonterait, selon Guertin²⁵⁷, à John Stuard Mill, est souvent associée à l'*anti-utopie*. La première se définit comme une «*utopie dans laquelle l'élément positif (le principe le plus parfait) a été remplacé par l'élément négatif*»²⁵⁸, la seconde désignant une «*imagination sceptique qui s'oppose aux éléments communs des utopies*»²⁵⁹. Peut y être associée également la notion de *contre-utopie*, qui réfère à des «*critiques libertaires de mondes totalitaires ou contraignants*»²⁶⁰. Guertin, en conclusion de sa thèse, définit la dystopie comme étant «*une sérieuse mise en garde contre une logique idéologique qui tente d'abolir ou de réconcilier les forces antagonistes de l'imaginaire collectif*»²⁶¹. L'exemple le plus célèbre de dystopie est sans doute *Le meilleur des mondes* de Huxley.

²⁵⁷ GUERTIN, Michel, *op.cit.*

²⁵⁸ *Ibid.*, p.46.

²⁵⁹ HUNTINGTON, John, cité dans GUERTIN, Michel, *Idem*.

²⁶⁰ Académie de Besançon, *op.cit.*

²⁶¹ GUERTIN, Michel, *op.cit.*, p.370.

Il existe une panoplie d'autres dérivés du mot utopie. Il y a d'abord l'*uchronie*, désignant une utopie futuriste décrite par Fabre comme l'«*art de jouer avec les «si»*»²⁶². Un dérivé parraissant plus récent, la *pantopie*, est présenté par Ainsa comme étant l'utopie de «*tous les lieux possibles*»²⁶³ et par Michel Serres, en référence à la mondialisation culturelle, comme ce qui arrive «*quand tous les lieux sont en chaque lieu et chaque lieu en tous les lieux*»²⁶⁴. Il y a finalement des notions moins courantes comme la *kakotopie*, qui réfère à une utopie de l'enfer.

2.1.2. L'utopie à travers l'Histoire

Il y a une histoire de l'utopie qui pourrait être l'histoire des problèmes et contradictions de la modernité.

Francis De Chassey

Pour plusieurs auteurs, retracer l'histoire de l'utopie implique de remonter bien avant l'invention du mot en 1516. Car avant que le mot ne fasse son apparition, l'*esprit* qui a suscité sa naissance s'était déjà exprimé et ce, au moins depuis l'Antiquité occidentale. On ne peut pas ne pas penser ici à Platon qui, cherchant à remédier aux désordres socio-politiques de sa cité, imagina une organisation sociale fondée sur une certaine conception de la justice et de l'ordre. Ainsi naquit la *République*, que Jean Préposiet désigne comme une «*utopie d'esprit dogmatique*»²⁶⁵.

²⁶² FABRE, Cédric, «Les uchronies. L'Histoire recréée par l'imaginaire», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *op.cit.*, p.29.

²⁶³ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.192.

²⁶⁴ SERRES, Michel, *Atlas*, Paris, Julliard, 1994, p.130.

²⁶⁵ PRÉPOSIET, Jean, «Sur l'apport positif des utopies», PÉQUIGNOT, dans Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.249.

2.1.2.1. L'utopie à la Renaissance

C'est bien sûr à la Renaissance que l'on situe véritablement la naissance de l'utopie, avec la parution du célèbre ouvrage de More. Et ce n'est pas un hasard si c'est à cette époque que naquit l'utopie, car elle s'inscrivait dans la manière de pensée propre à l'humanisme :

Chez More comme chez la plupart de ses successeurs, la société idéale peut être une construction humaine, sans qu'il faille compter sur la Providence divine ou sur un changement surnaturel. C'est sur terre que l'utopie peut être envisagée, en prenant les hommes comme ils sont²⁶⁶.

De Chassey souligne en ce sens que l'utopie «ne prend vraiment son essor qu'à l'aube de la société moderne, quand vient à se déliter ce qui constitue le socle unifié de croyances et de certitudes du moyen-âge chrétien reposant tout entier sur l'interprétation de la Révélation»²⁶⁷. Yolène Dilas-Rochereux, quant à elle, rappelle que c'est à cette époque que «pour la première fois depuis l'Antiquité, la promesse est descendue sur terre, portée par les hommes par les écrits utopiques, ces nouveaux outils du politique qui permettent de confronter la société réelle à son envers parfait»²⁶⁸.

Ce qui commence également à prévaloir à la Renaissance, rappelle Préposiet, c'est la réflexion critique, celle-là même qui permit à More d'introduire «une nouvelle manière de penser le politique»²⁶⁹. Baczko va dans le même sens lorsqu'il souligne que «les conditions de possibilité de l'invention du paradigme utopique sont définies par

²⁶⁶ GALLICA, *op.cit.*

²⁶⁷ DE CHASSEY, Francis, «L'utopie : miroir inversé de la modernité», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.324..

²⁶⁸ DILAS-ROCHEREUX, Yolène, *L'utopie ou la mémoire du futur. De Thomas More à Lénine, le rêve éternel d'une autre société*, Paris, Robert Laffont, 2000, p.7.

²⁶⁹ PRÉPOSIET, Jean, *op.cit.*, p.250.

l'émergence d'un lieu spécifique où s'installe l'intellectuel qui revendique son droit de penser, imaginer et critiquer le social, et notamment le politique»²⁷⁰.

Aussi faut-il considérer le fait que les Occidentaux avaient alors commencé à parcourir le monde, découvrant des cultures et des organisations sociales différentes des leurs, ce qui pouvait favoriser la démarche d'élaboration *imaginaire* d'une société *autre*. Le développement des sciences y est bien sûr aussi pour quelque chose, avec la méthode expérimentale, l'ambition de connaître les lois de la nature, l'émergence de la pensée rationnelle moderne. De ce contexte naquirent *La nouvelle Atlantide* de Francis Bacon et *La Cité du soleil* de Campanella, ces utopies de l'*«ère préscientifique»* occidentale qui «ne quittent guère le terrain de la fiction, de la pure idéalité [et qui] répondaient plus au principe de plaisir qu'au principe de réalité»²⁷¹.

2.1.2.2. L'utopie au 18^e siècle

L'utopie, suggère le philosophe François Chirpaz, subit à l'époque des temps modernes une inflexion décisive, «lorsque la conscience de soi de la raison prend son plein essor, s'affirmant capable d'explorer le monde de la nature dans son intégralité, d'affirmer sur lui son emprise. Et d'affirmer enfin son emprise sur le cours du devenir»²⁷². Il rejoint ainsi Baczko quand il pose que le texte de More répond à l'une des grandes questions de la modernité «qui est de penser la société comme auto-instituée, ne reposant sur aucun

²⁷⁰ BACZKO, Bronislaw, *op.cit.*, p.81.

²⁷¹ PRÉPOSIET, Jean, *op.cit.*, p.251.

²⁷² CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.16.

ordre extérieur au monde, comme une réunion des individus formant une communauté détentrice de tout pouvoir sur elle-même»²⁷³.

Pour Raymond Trousson, le 18^e siècle aurait été l'âge d'or de l'utopie²⁷⁴. Parce que l'utopie s'avérait «*un commode instrument d'investigation des «possibles» économiques et politiques*» (même si ce fut sous le couvert de la fiction) pour une époque qui «*s'était lancée dans la quête du bonheur*»²⁷⁵. Aussi les utopistes exprimaient-ils un optimisme sensiblement partagé par leurs contemporains. Des thèmes comme la perfectibilité de l'homme, le progrès des institutions, les possibilités de bonheur définitif inspiraient ces hommes qui rêvaient de «*paradis laïques, institués par la raison, où le bonheur procéder[ait] du souverain législateur et de l'harmonie des institutions*»²⁷⁶.

L'utopie qui, au 18^e siècle, devient plus réaliste et plus «*scientifique*»²⁷⁷, s'attarde moins aux changements imprévisibles des événements historiques qu'à celui annoncé par les «*progrès de la raison dans l'histoire*» :

Les récits utopiques de la fin du siècle des Lumières s'ouvrent de plus en plus à l'histoire; rompant avec l'insularité traditionnelle de l'utopie et projetant une société radicalement autre dans un avenir déterminé appartenant au temps historique, les auteurs d'utopie expriment leur foi dans le progrès universel de l'humanité; surtout, ils en affirment les lois, déclarées

²⁷³ BACZKO, Bronislaw, *op.cit.*, p.81. Souligné par l'auteur.

²⁷⁴ Michel Winock a relevé que de 1700 à 1789, environ 150 ouvrages de genre utopique ont été publiés en France. Voir WINOCK, Michel, «Le grand rêve des utopistes. Le bonheur pour tous!», *L'histoire*, n°237, novembre 1999, p.77.

²⁷⁵ TROUSSON, Raymond, *op.cit.*, p.147.

²⁷⁶ *Ibid.*, p.148.

²⁷⁷ JEAN, Georges, *Voyages en utopie*, Paris, Gallimard, 1994, p.55.

« constantes et nécessaires » (*Condorcet*), suivant lesquelles se réaliseront leurs utopies²⁷⁸.

Le temps devient ainsi « le lieu d'investissement maximal de l'utopie »²⁷⁹, les rêves de la *société autre* étant désormais projetés dans l'avenir plutôt que sur des îles imaginaires.

Portant les mythes politiques modernes comme ceux de l'État-Nation, du Progrès et de la Révolution, les frontières de l'utopie « deviennent d'autant plus mouvantes que celles-ci prennent en charge toute une dynamique sociale et culturelle », offrant ainsi « des structures d'accueil aux espoirs collectifs à la recherche d'un idéal moral et social »²⁸⁰.

2.1.2.3. L'utopie au 19^e siècle

L'utopie prend encore une autre tournure au 19^e siècle, suite, notamment, à cet immense événement historique que représente la Révolution française (1789). La Révolution « lève le rideau sur le possible », favorisant, pour l'utopie, « le passage de la fiction à l'action »²⁸¹. Cet événement fait qu'« un champ illimité de possibles s'ouvr[e] alors aux spéculations socio-politiques »²⁸², et à la création de nouvelles formes d'organisations sociales perçues comme désormais envisageables.

Les utopies ne s'expriment alors plus dans des récits ou romans, mais dans des essais et des pamphlets, s'appuyant désormais sur des analyses économiques et politiques. Le

²⁷⁸ *Ibid.*, p.69.

²⁷⁹ BACZKO, Bronislaw, *op.cit.*, p.7.

²⁸⁰ *Ibid.*, p.83.

²⁸¹ WINOCK, Michel, *op.cit.*, p.79.

²⁸² PRÉPOSIET, Jean, *op.cit.*, p.251.

terme gagne ainsi une expansion plus large, concernant désormais «toute vision qui propose une alternative sociale, politique ou économique à la société contemporaine de l'auteur»²⁸³. Le 19^e siècle, «grande période des utopies sociales»²⁸⁴, voit naître les œuvres de Saint-Simon, Fourier, Cabet, pour n'en nommer que quelques-uns.

L'utopie nourrit ainsi les divers socialismes qui se constituent à la même période et, avec Saint-Simon, prend un certain essor dans l'anarchisme. Aussi, certaines utopies s'inspirent des théories de l'évolution et des philosophies de l'histoire, dans une posture déterministe qui les envisage comme «l'aboutissement d'un processus historique, d'une mécanique quasi-inéluctable qui pourrait passer en quelque sorte comme la fin de l'histoire, en mettant en place un avenir radieux, paradisiaque»²⁸⁵.

C'est une double préoccupation qui donne son élan à l'utopiste du 19^e siècle. Préoccupation scientifique d'une part, dans la recherche des lois de l'organisation qui permettrait aux hommes de vivre en harmonie²⁸⁶; préoccupation pratique d'autre part, dans la volonté de concrétiser cette organisation. Georges Jean souligne qu'à la fin du siècle, «la reconnaissance de la pertinence de la critique sociale sous-jacente à toute utopie, comme celle du bien-fondé des idéaux utopiques, ne suffisent plus à satisfaire le rêve ancien d'une société idéale qui garantirait le bonheur de chacun»²⁸⁷. Les utopistes

²⁸³ Académie de Besançon, *op.cit.*..

²⁸⁴ Idem.

²⁸⁵ Idem.

²⁸⁶ Voir, dans la première partie du chapitre 3, les liens entre la pensée utopique et les sciences sociales.

²⁸⁷ JEAN, Georges, *op.cit.*, p.80.

s'appliquent alors à imaginer des programmes d'action fondés sur la justice sociale et visant notamment à remédier à la misère croissante du prolétariat.

Les utopistes partagent également leurs imaginaires sociaux avec les «enfants du siècle».

Patrick Taccussel rappelle en ce sens que les romantiques rêvent aussi d'une société autre, qu'ils sont «des êtres insatisfaits et volontaires, déchirés et violents, [qui] refusent les limites et aspirent à réveiller dans chaque individu une force primitive : le sentiment, le sentir, le désir de communion, les mystères du sacré ou du religieux»²⁸⁸. Ils portent ainsi «une fièvre utopique qui aspire à la différence absolue»²⁸⁹.

2.1.2.4. L'utopie au 20^e siècle

Au début du 20^e siècle, tout s'annonçait bien pour les utopies. Les progrès dans les connaissances et les techniques leur ouvraient de nouveaux horizons. Et voici que les utopistes ont «l'occasion de mettre en chantier les utopies, non plus à l'échelle expérimentale d'un phalanstère mais à celle de nations immenses»²⁹⁰. Or, le 20^e siècle est sans contredit celui où l'utopie a été le plus dramatiquement éprouvée. D'abord et surtout dans la déroute de sa version communiste. Car au début du siècle, utopie et marxisme sont associés (notamment par Manneim), l'utopie étant considérée comme «un moteur essentiel de la transformation sociale»²⁹¹. Il est clair que le destin du rêve utopique a été largement bouleversé lorsque l'une de ses tentatives d'expression concrète s'est

²⁸⁸ TACUSSEL, Patrick, *Mythologie des formes sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1995, p.38.

²⁸⁹ *Ibid.*, p.39.

²⁹⁰ FAYE, Éric, «Les contre-utopies», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *op.cit.*, p.26.

²⁹¹ Académie de Besançon, *op.cit.*.

transformée en expérience d’oppression et de terreur. Les pourfendeurs de l’utopie ont d’ailleurs trouvé là l’argument par excellence pour délégitimer tout nouvel élan utopique²⁹².

C’est autour de la première moitié de ce siècle, et ce n’est pas un hasard, que parurent de célèbres anti-utopies, notamment *Le meilleur des mondes* de Huxley et *1984* de Orwell. Le premier présente un monde où des dirigeants, prétextant de rechercher le bien des hommes, s’ingénient essentiellement à exercer leur domination en s’assurant de maintenir une stabilité sociale basée sur l’amour et la servitude. Le second présente encore une classe dirigeante qui, cette fois-ci, «invente» une «réalité» à laquelle il faut «croire» et où le passé comme l’avenir sont niés. Ces deux œuvres ont en commun, relève François Brune²⁹³, la suppression de l’histoire.

On saisit assez clairement ici la critique qui est ainsi adressée à la dimension potentiellement totalitaire et aliénantes de l’utopie. Dans les deux cas, le combat contre l’oppression passe nécessairement par un travail de lucidité sur soi-même (désaliénation) : «*Le citoyen qui médite sur ces ouvrages apprend ainsi qu'il n'y a pas de libération collective sans reconquête de la liberté intérieure*»²⁹⁴. Comme le décrit tristement bien Faye , «*le XXe siècle s'est mis à retourner les médailles; après un dernier feu d'artifice d'utopies au début de l'ère industrielle se sont développées les anti-utopies, ou contre-utopies*», ces utopies inversées dans lesquelles «*les «cités radieuses», sont*

²⁹² Je reviendrai sur cette question au point 2.2.3. «Fonctions et critiques de la pensée utopique».

²⁹³ BRUNE, François, «Petit parallèle entre deux utopies complémentaires», *Le monde diplomatique*, Octobre 2000, p.28-29.

²⁹⁴ *Ibid.*, p.29.

tombées en ruine, et l'écrivain, où qu'il soit dans le monde, se fait fort d'en montrer la laideur ordinaire, ou la face cachée»²⁹⁵.

Pendant, donc, que certains constatent la fin de l'utopie, d'autres s'attristent de sa disparition. Fernando Ainsa, par exemple, observe que «*le présent paraît triste et morose, tant sur le plan artistique que sur le plan spirituel et politique, domaines qui ont été les espaces mêmes de l'utopie*» et il appréhende qu'«*avec la disparition de l'action insurrectionnelle et la diminution de la capacité de mobilisation des idéologies alternatives à l'intérieur des systèmes établis, toute une période de l'histoire de l'utopie semble en passe de se clore*»²⁹⁶. Mais l'auteur remarque tout de même qu'en Europe comme dans les Amériques, notamment, se développent des projets d'«*utopie à petite échelle*» (expériences alternatives autogestionnaires).

Qu'en était-il alors de l'utopie à la fin du 20^e siècle? Critiquée de toute part, comme je le montrerai plus loin, à cause de son potentiel totalitaire, elle ne conserve pas moins qu'autrefois son caractère polysémique, et suscite encore nombre de débats sur sa portée réelle. Ainsi, pendant que certains continuent à faire le procès de l'utopie, que d'autres déplorent son absence, d'autres encore se disent qu'il vaut peut-être mieux tenter «*de vivre au mieux dans la finitude*» et se dire que «*le bonheur n'est plus en Icarie, il est descendu dans le pré*»²⁹⁷.

²⁹⁵ FAYE, Éric, *op.cit.*, p.26.

²⁹⁶ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.77.

²⁹⁷ WINOCK, Michel, *op.cit.*, p.83.

Conclusion

Pour ma part, je ne peux m'empêcher de douter, considérant l'écrasante puissance du réalisme politique qui assaille la pensée actuelle, que l'on puisse ne plus avoir besoin du rêve d'utopie. Conscients des dangers que nous courrons à vouloir imposer ce rêve à la réalité, nous pouvons, je pense, nous nourrir de la pensée utopique pour explorer les espaces de possibles qui nous sont impartis, pour refuser d'habiter servilement le lieu qui nous est subtilement imposé.

2.2. De l'utopie à la pensée utopique

L'utopie, ce n'est ni le chemin ni la destination, mais la démarche.

Fernando Aguirre et Octavio Alberola

Introduction

On a déjà pu voir un peu, dans le rapide survol de l'histoire de l'utopie, que cette dernière correspond à quelque chose de plus vaste qu'un récit littéraire, qu'une fantaisie de rêveurs déçus de la réalité sociale. L'utopie, c'est aussi une *pensée*, une manière d'appréhender le monde, de le comprendre. C'est une pensée qui imagine, mais toujours dans le but avoué de susciter l'action; c'est une pensée pratique, une *praxis*.

Pour décrire le plus convenablement possible ce qu'est la pensée utopique, je tenterai d'abord de présenter brièvement ses principales caractéristiques, de visiter son univers. Il s'agira, par la suite, d'identifier les liens qu'elle entretient avec l'idéologie et l'imaginaire. Je compléterai la présente partie en identifiant ses fonctions et en relevant les principales critiques qui lui sont adressées.

2.2.1. L'univers de la pensée utopique

On appellera utopie la distance qu'une société est capable de prendre avec elle-même, pour feindre ce qu'elle pourrait devenir.

Roland Schaer

La pensée utopique, c'est plus et même autre chose que l'utopie. C'est une pensée qui invite à penser le monde social-historique autrement, dans le désir avoué de transformer

celui-ci en un monde «meilleur» où la justice et l'égalité, notamment, seraient des principes respectés dans leur intégralité. C'est une pensée qui pense un «ailleurs» purgé des misères de l'«ici-maintenant», aspirant à mettre les hommes en mouvement vers ce que Bloch nommait le «*non encore être*».

2.2.1.1. Le «passage»

Il serait difficile d'identifier clairement un passage daté de l'utopie à la pensée utopique. La pensée utopique, c'est en quelque sorte l'ensemble des *pensées* (traités, récits, discours, programmes, théories, attitudes, plans de réforme, et ainsi de suite) qui s'inspirent de l'œuvre maîtresse de More et en constituent ainsi un prolongement qui prend des formes variées au cours de l'Histoire. Ce sont des pensées variées qui, cependant, partagent fondamentalement l'idée selon laquelle il n'est pas vain de rêver d'un monde meilleur.

Selon Eve Brenel, c'est à la période de la Révolution industrielle et de la Révolution française que l'utopie aurait transcendé le genre littéraire, se radicalisant alors dans l'expression d'une pensée critique sur la société et le capitalisme²⁹⁸. Trousson parle en ce sens d'une distinction entre *utopie*, c'est-à-dire un genre littéraire narratif et descriptif, et *utopisme*, c'est-à-dire un imaginaire social au sens large, une mentalité²⁹⁹. Avec l'adjectif «utopique», l'utopie serait devenue, suggère pour sa part Fernando Ainsa, un «état

²⁹⁸ BRENEL, Eve, «Utopies et sciences sociales : entre rupture et continuité», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., p.146.

²⁹⁹ TROUSSON, Raymond, op.cit., p.10.

d'esprit», ce dernier étant «synonyme d'attitude mentale rebelle, d'opposition ou de résistance à l'ordre établi, s'accompagnant de la proposition d'un ordre radicalement différent»³⁰⁰. L'auteur souligne que cette vision alternative de la réalité peut s'exprimer autrement que dans un récit, que «la mise en question de l'ordre établi, ou le simple espoir d'un monde meilleur, sont déjà en soi les signes d'une pensée utopique»³⁰¹.

Raymond Ruyer, dans les années 1950, parlait du *mode utopique*, qu'il désignait comme «faculté d'imaginer et de modifier le réel par l'hypothèse, et de créer un ordre différent», de là sa célèbre formule où il désigne la pensée utopique comme étant «un exercice mental sur les possibles latéraux»³⁰². Ainsa distingue alors la pensée utopique du genre utopique qui supposerait, quant à lui, «la représentation rationnelle d'un monde organisé, spécifique, prévu dans ses moindres détails»³⁰³.

2.2.1.2. L'«élargissement»

Cet élargissement du mot utopie à la pensée utopique découlerait notamment, propose Guertin, d'un rapprochement, au 18^e siècle, entre les idées contenues dans les utopies littéraires d'une part et, d'autre part, les grandes philosophies de l'histoire, donc les projets socio-politiques de l'époque. Autrement dit, la pensée utopique résulte de la tentative de rapprocher «l'idée du bonheur irréalisable du bonheur réalisable»³⁰⁴.

³⁰⁰ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.21.

³⁰¹ *Ibid.*, p.22.

³⁰² Cité par AINSA, Fernando, *ibid.*, p.36.

³⁰³ *Ibid.*, p.36-37.

³⁰⁴ GUERTIN, Michel, *op.cit.*, p.22.

Guertin rappelle que pour Julien Freund, c'est l'avènement du socialisme qui aurait suscité cet élargissement, en favorisant, «*le passage d'une «pensée spéculative» à «une pensée d'action»*» dont la tâche «*n'est plus de décrire la cité idéale, mais d'organiser la vie réelle»*³⁰⁵.

La pensée utopique serait, pour d'autres, une pensée des Lumières. C'est du moins l'avis de François Chirpaz pour qui le penseur utopique est «*un homme capable d'une foi inéluctable dans la raison et en son pouvoir*»³⁰⁶. Raison utopique et raison des Lumières seraient ainsi de même nature, c'est-à-dire une raison «*qui juge le cours du monde (...) et ouvre les perspectives d'une forme de la relation sociale capable de délivrer les hommes de leur fardeau immémorial*»³⁰⁷. Une raison qui aspire à changer l'Histoire et à changer l'homme. Une raison qui déclare que les hommes, les sociétés, l'humanité sont capables «*quoi qu'il en soit de leur égarement dans les errances des temps anciens et présents, de reprendre place en eux-mêmes, de réinstituer immédiatement en eux leur liberté, leur autonomie, leur intégrité*»³⁰⁸.

Ainsi, même s'il existe plusieurs interprétations et formulations des distinctions entre utopie et pensée utopique, même s'il s'avère ardu de tenter de situer précisément le moment historique du passage de l'une à l'autre, on peut poser que la pensée utopique, plus que l'utopie, s'inscrit dans une praxis historique, dans l'expérience de la

³⁰⁵ *Ibid.*, p.35.

³⁰⁶ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.135.

³⁰⁷ Idem.

³⁰⁸ PESSIN, Alain, «Approche critique de la notion d'utopie», *Économie et Humanisme*, n°354, octobre 2000, p.15.

transformation sociale, dans la tentative d'application concrète d'idées émancipatrices. Non plus seulement portrait narratif ou description imaginaire, mais, comme dirait Manheim, pensée «*rattachée à une force sociale*».

Mais la pensée utopique, pour plusieurs auteurs, déborderait de la sphère de la transformation sociétale, de la question socio-politique. Pour Guy Bouchard, par exemple, elle ne se limite ni au domaine littéraire ni même au domaine socio-politique car «*elle englobe l'art en général, toute espèce d'anticipation culturelle, tous les domaines du travail humain*»³⁰⁹. Baczko va dans le même sens quand, s'inspirant de Bloch pour qui la pensée utopique est «*une philosophie à la recherche de l'Espoir comme principe fondateur de l'Être*», il la conçoit comme

[...] *une sorte de constante culturelle se manifestant dans les œuvres d'art, les mouvements sociaux, les aspirations religieuses, le savoir critique, etc., partout où dans des formes-esquisses l'imagination fait ressortir du présent, toujours provisoire et instable, ce qu'il contient d'avenir*³¹⁰.

C'est ainsi que la pensée utopique peut même être abordée métaphysiquement et être présentée, comme le fait Raymond Trousson, comme «*le domaine où s'expriment le mieux la conscience que l'homme a de son destin et sa volonté souvent pathétique de le modifier et de l'orienter*»³¹¹. C'est pourquoi elle nous invite à «*prendre un peu confiance en soi, et risquer que ce qui n'a pas de lieu n'est pas condamné à n'exister jamais, qu'une place imaginaire n'est pas nécessairement une place vide, qu'une place inoccupée n'est peut-être pas destinée à le rester toujours*»³¹².

³⁰⁹ BOUCHARD, Guy, *op.cit.*, p.170.

³¹⁰ BACZKO, Bronislaw, *op.cit.*, p.91.

³¹¹ TROUSSON, Raymond, *op.cit.*, p.11.

³¹² MALER, Henri, *op.cit.*, p.13.

2.2.2. Pensée utopique, idéologie, imaginaire

L'utopie est un des bancs d'essai de l'imaginaire en action.
Marie-Dominique Perrot

Pour mieux saisir la nature de la pensée utopique, il m'apparaît nécessaire de la mettre en lien (et en opposition) d'abord avec l'idéologie, ensuite avec l'imaginaire. Car, comme on a déjà pu le percevoir dans ce qui a été dit jusqu'à présent, la pensée utopique comporte, d'une part, des caractéristiques qui la rapproche substantiellement de l'idéologie et, d'autre part, des éléments explicitement rattachés à l'imaginaire.

2.2.2.1. Pensée utopique et idéologie

Bien que Marx ait abordé la question avant lui, il en revient plus formellement à Karl Mannheim d'avoir pour la première fois entrepris de lier systématiquement l'utopie et l'idéologie. Dans son célèbre ouvrage publié en 1929³¹³, l'auteur distingue l'utopie et l'idéologie en ces termes³¹⁴ : l'utopie correspond à des représentations, des aspirations s'orientant vers la rupture de l'ordre établi et exerçant une *fonction subversive*; l'idéologie correspond à un système de représentations s'orientant vers la stabilité et la reproduction et exerçant une *fonction conservatrice*. C'est en se référant à la distinction proposée par Mannheim que Raymond Trousson, par exemple, dit de la pensée utopique qu'elle est «*nécessairement dynamique et progressiste, elle est espoir, signe d'une mutation née du diagnostic posé sur la situation sociale et économique*»³¹⁵.

³¹³ MANNHEIM, Karl, *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, Paris, 1956.

³¹⁴ Sur les rapports entre utopie et idéologie selon Mannheim, voir notamment LÖWY, Michel, «Utopie, idéologie et croyance religieuse», *Projet (Le déplacement des utopies)*, 253, 1998, p.41-47.

³¹⁵ TROUSSON, Raymond, *op.cit.*, p.19.

Réactualisant la distinction proposée par Mannheim, Paul Ricoeur produit, en 1997, un remarquable ouvrage consacré à la relation entre l'utopie et l'idéologie³¹⁶. Pour Ricoeur, la distinction entre l'utopie et l'idéologie s'interprète comme suit : l'utopie cherche à imaginer quelque chose d'autre, elle agit comme *imagination inventive*; l'idéologie cherche à garantir la stabilité du système, elle agit comme *imagination conservatrice*.

L'auteur explique que l'utopie comme l'idéologie, qui partagent une fonction de non-congruence avec la réalité, ont un côté négatif et un côté positif, un rôle constructif et un rôle destructeur, une dimension constitutive et une dimension pathologique. Aussi, les deux fonctionnent à trois niveaux³¹⁷. L'idéologie par *distorsion* du réel, *légitimation* et *préservation de l'identité*; l'utopie par *fantasmagorie* (l'autre part), *alternative* au pouvoir en place et *exploration des possibles*. Ce qui fait dire à Ricoeur

[qu'] il n'y a pas de réponse au paradoxe de Mannheim, sauf à dire que nous devons essayer de guérir la maladie de l'utopie à l'aide de ce qui est sain dans l'idéologie – son élément d'identité qui est, encore une fois, une fonction essentielle de l'existence – et tenter de guérir la rigidité, la pétrification des idéologies par l'élément utopique³¹⁸.

Révélant ces deux «versants de l'imagination», l'idéologie correspondant ici à des tableaux («modèles de [...]»), l'utopie se rapportant davantage à des fictions («modèles pour [...]»), Ricoeur prévient que «seule l'amplitude de notre vision nous affranchit de

³¹⁶ RICOEUR, Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997.

³¹⁷ Sur ce point, voir LÖWY, Michel, *op.cit.*, p.41-47.

³¹⁸ RICOEUR, Paul, *op.cit.*, p.409.

l'étroitesse de l'idéologie»³¹⁹, tout en rappelant que «les utopies ne sont salutaires uniquement dans la mesure où elles contribuent à l'intériorisation des changements»³²⁰.

Pour Gilbert Larocheille, il peut y avoir «sédimentation» de l'utopie dans l'idéologie lorsque la première se transforme en stratégie de persuasion, lorsqu'elle cherche à devenir vraisemblable³²¹. Ainsa, quant à lui, pose que c'est l'idée de transformation qui distingue l'utopie de l'idéologie³²². Pour Perrot, idéologie et utopie sont inséparables dans l'activité humaine, en ce sens que «l'idéologie formalise les moyens, l'utopie esquisse la finalité»³²³. L'auteur ajoute que l'idéologie fait appel à l'utopie pour assumer la fonction mobilisatrice qui lui manque. Michel Barrillon et Jacques Luzi conçoivent l'utopie et l'idéologie comme deux produits du même imaginaire social renvoyant respectivement et conflictuellement aux dimensions diachronique et synchronique de la réalité sociale, les porteurs de l'idéologie invitant à patienter, soulignent-ils, pour «conforter leur position dominantes»³²⁴.

Bref, on peut retenir, ici, que la pensée utopique, bien qu'apparentée sous certains aspects à l'idéologie, s'en distingue fondamentalement par le fait qu'elle ne cherche pas à imposer sa vision, ses représentations, mais seulement à garder ouvertes des brèches sur

³¹⁹ *Ibid.*, p.409.

³²⁰ *Ibid.*, p.411.

³²¹ LAROCHELLE, Gilbert, *Philosophie de l'idéologie. Théorie de l'intersubjectivité*, Paris, PUF, 1995, p.90-91.

³²² AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.57.

³²³ PERROT, Etienne, *op.cit.*, p.63.

³²⁴ BARRILLON, Michel et Jacques LUZI, «Utopie économique vs idéologie économique», *Agone*, n°20, 1998, p.10.

d'autres mondes possibles. Lorsqu'elle tente de plier le réel à ses exigences, elle n'est déjà plus pensée utopique mais idéologie.

Tableau 1

Utopie et idéologie

Utopie	Idéologie
Mannheim	
- <i>Représentaions, aspirations s'orientant vers la rupture de l'ordre établi et exerçant une fonction subversive.</i>	- <i>Système de représentations s'orientant vers la stabilité et la reproduction et exerçant une fonction conservatrice.</i>
Ricoeur	
- <i>Cherche à imaginer quelque chose d'autre et agit comme imagination inventive.</i>	- <i>Cherche à garantir la stabilité du système et agit comme imagination conservatrice.</i>
- <i>Modèles pour...</i>	- <i>Modèles de...</i>
Perrot	
- <i>Esquisse la finalité</i>	- <i>Formalise les moyens</i>
Barillon et Luzy	
- <i>Renvoie aux dimensions diachroniques de la réalité sociale.</i>	- <i>Renvoie aux dimensions synchroniques de la réalité sociale.</i>

2.2.2.2. Pensée utopique et imaginaire

Impossible de traiter de la pensée utopique sans traiter de la question de l'imaginaire. Tout comme en ce qui concerne l'idéologie, les liens entre la pensée utopique et l'imaginaire sont interprétés différemment selon les auteurs. D'abord, on verra que l'utopie peut être envisagée comme lieu d'expression de l'imaginaire social. Il est possible aussi d'aborder l'imaginaire comme une fonction de la pensée utopique. Finalement, je montrerai très brièvement qu'il peut exister différentes façons de traiter des liens entre la pensée utopique et l'imaginaire, selon la conception que l'on a de l'utopie.

Parler de l'utopie, selon Bruno Péquignot, c'est s'attarder à la question de l'imagination appliquée au désir de transformer la réalité sociale et politique³²⁵. L'utopie, ici, est donc considérée comme une forme d'expression de l'imaginaire social. Bronislaw Baczko parle de l'utopie comme d'un «*lieu d'exercice de l'imaginaire*», où «*les représentations d'une Cité autre et heureuse relèvent d'une manière spécifique d'imaginer le social; les utopies sont un des lieux privilégiés où s'exerce l'imagination sociale, où sont accueillis, travaillés et produits les rêves sociaux individuels et collectifs*»³²⁶. Ailleurs, Baczko soutient que «*les idées-images utopiques servent [...] de relais aux autres formes d'imaginaires collectifs*»³²⁷. Ainsi, une des fonctions de l'utopie, «*c'est d'être un lieu et un mode spécifique d'exercice de l'imagination sociale*», permettant de ce fait à

³²⁵ PÉQUIGNOT, Bruno, «Marx et la critique des utopistes : entre politique et science», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., p.277-289.

³²⁶ BACZKO, Bronislaw, *Lumières du l'utopie*, Paris, Payot, 1978, p.31.

³²⁷ BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux...*, op.cit., p.7.

l'imagination, en lui donnant une certaine consistance, de mener «*l'exploration de l'altérité sociale*»³²⁸. La pensée ou la démarche utopique ne serait alors «*qu'une des voies de formation de l'imagination sociale*»³²⁹.

Et il y aurait danger de réduire l'imaginaire sociale à son expression utopique. C'est ce qu'affirme Wunenberger lorsqu'il affirme que «*la crise de l'imagination contemporaine réside essentiellement dans le nivellation de l'image par le monopole de l'utopie. [...] l'imaginaire ne peut être ramené aux rêves utopiques, qui n'en sont qu'un versant, qu'un trajet*»³³⁰. Car l'utopie ne serait pas assez coupée du réel, avance l'auteur, pour exprimer adéquatement le pouvoir de l'imaginaire, tellement qu'il suggère qu'elle puisse être «*la plus subtile et malfaisante confiscation de l'imagination*»³³¹, car elle ne serait finalement que «*la trace – et donc le champ de fouilles – d'un déploiement – amputé – de l'imaginaire culturel*»³³². L'utopie, encore selon Wunenberger, domestiquerait et enfermerait l'imagination dans une «*camisole idéologique dénaturante*»³³³, nous privant ainsi de la densité du symbolique propre à l'imagination.

Certains auteurs conçoivent les liens entre la pensée utopique et l'imaginaire en faisant de ce dernier une fonction de la première. C'est notamment le cas de Fernando Ainsa pour qui nos chances de retrouver notre autonomie et notre liberté dépendent de la

³²⁸ BACZKO, Bronislaw, *Lumières...*, op.cit., p.404. Souligné par l'auteur.

³²⁹ Ibid., p.405.

³³⁰ WUNENBURGER, Jean-Jacques, *L'utopie ou la crise de l'imaginaire*, Paris, Éditions Jean-Pierre Delarge, 1979, p.9.

³³¹ Ibid., p.10.

³³² Ibid., p.11.

³³³ Ibid., p.227.

récupération de la fonction imaginaire par la pensée utopique³³⁴. C'est également le cas de René Lourau qui défend la nécessité de l'utopie dans sa capacité de procéder à des efforts imaginatifs qui guident nos actions³³⁵. Paul Ricoeur va aussi dans le même sens, considérant l'utopie, dans sa fonction sociale, comme contrepoids imaginaire à l'idéologie³³⁶.

Les liens entre utopie et imaginaire peuvent par ailleurs être abordés selon d'autres types de regards. C'est ainsi que Jean-Yves Lacroix relève la vocation philosophique de l'utopie dans sa capacité à unir l'«imagination-mimesis» (archétype, temps cyclique) et l'imagination créatrice (temps ouvert)³³⁷, considérant que l'«*existence imaginaire de la cité parfaite signifie la puissance humaine de manière pure*»³³⁸. Michel Guertin appréhende pour sa part l'utopie comme une «*comptrepartie imaginaire à ce qui est*», comme une «*hypothèse imaginaire qui repense globalement et dans leur ensemble les rapports entre les individus dans le contexte particulier de leur organisation sociale*»³³⁹. Finalement, pour Yolène Dilas-Rochereux, l'utopie découlerait d'une «*rencontre fusionnelle entre la pensée rationnelle et l'imaginaire*»³⁴⁰.

³³⁴ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.85.

³³⁵ Voir Académie de Besançon, *op.cit.*.

³³⁶ RICOEUR, Paul, *op.cit.*

³³⁷ LACROIX, Jean-Yves, *L'utopie*, Paris, Bordas, 1994, p.18. Souligné par l'auteur. Lacroix se réfère pour sa part au livre de Hélène Védrine, *Les grandes conceptions de l'imaginaire*.

³³⁸ *Ibid.*, p.184. Voici un extrait montrant comment Lacroix envisage, de sa posture philosophique, les liens entre l'utopie et l'imaginaire; «*La manière dont les utopistes se révoltent contre la réalité (par l'imagination), en tant que révolte irréelle (puisque n'exprimant pas le mouvement réel de l'être), indique de manière extrême le fond du mouvement de l'être (la négativité). Et il y a même davantage : elle fait comprendre que ce qui sera, non seulement est négation de ce qui est, mais encore de ce qui pourrait être, à sa place; et ainsi vient, comme en creux, que la réalité et la rationalité de l'avenir doivent se gagner. L'utopie témoigne de la liberté humaine*». P.115.

³³⁹ GUERTIN, Michel, *op.cit.*, p.170.

³⁴⁰ DILAS-ROCHEREUX, Yolène, *op.cit.*, p.8.

Tableau 2

Liens entre l'utopie et l'imaginaire

Auteurs	Conceptions
Péquignot	<i>L'utopie comme modalité d'expression de l'imaginaire social</i>
Baczko	<i>L'utopie comme lieu d'exercice de l'imaginaire</i> <i>L'utopie comme une des voies de formation de l'imagination sociale</i>
Wunnenburger	<i>L'utopie comme versant, trajet de l'imaginaire</i> <i>L'utopie comme confiscation de l'imagination</i>
Ainsa	<i>L'imaginaire comme fonction de la pensée utopique</i>
Ricoeur	<i>L'utopie comme contrepoids imaginaire à l'idéologie</i>
Lacroix (Jean-Yves)	<i>L'utopie comme union de l'imagination-mimesis et de l'imagination créatrice</i>
Guertin	<i>L'utopie comme contrepartie imaginaire à ce qui est</i> <i>L'utopie comme hypothèse imaginaire</i>
Dilas-Rochereux	<i>L'utopie comme rencontre fusionnelle entre la pensée rationnelle et l'imaginaire</i>

Pour ma part, je préfère aborder la pensée utopique comme une des modalités d'expression d'un imaginaire qui ne saurait être réduit à aucune forme spécifique, fut-elle porteuse d'ouvertures comme l'utopie. La pensée utopique, pour moi, constitue l'une des formes par excellence d'expression de l'imaginaire, s'agissant d'ouvrir des possibles en ce qui concerne l'organisation sociale et politique de la vie humaine. Utopie, donc, comme lieu d'exercice de l'imaginaire social, ce qui n'empêche pas de poser que la pensée utopique a une fonction imaginative.

2.2.3. Fonctions et critiques de la pensée utopique

*À l'intermède de l'espérance et de la désespérance,
l'utopiste use de la fiction comme d'un bâlier pour forcer
les portes du monde rêvé avec la constante douleur du
condamné à vie.*

Yolène Dilas-Rochereux

J'ai montré que la pensée utopique se distingue de l'idéologie, notamment en regard de leurs fonctions respectives. J'ai posé aussi que l'on pouvait identifier l'imagination comme l'une des fonctions spécifiques de la pensée utopique. Ce sont ces fonctions de la pensée utopique que je vais tenter de relever ici, ce qui permettra de mieux saisir la notion. Je traiterai par la suite des principales critiques adressées à la pensée utopique. Ainsi, en relevant ce qu'elle cherche à faire et en identifiant ce qu'on peut lui reprocher de vouloir faire, j'aurai en main les outils nécessaires pour présenter, dans la section qui suivra, une conception assez élaborée de ce qu'est la pensée utopique.

2.2.3.1. Fonctions de la pensée utopique

Les auteurs qui s'intéressent à la pensée utopique tentent toujours de relever les fonctions de cette dernière. Il serait plutôt ardu de dresser une liste exhaustive des multiples fonctions assignées à l'utopie, ce pourquoi je présenterai cinq types de fonctions générales comportant chacune une diversité de fonctions singulières.

Une fonction propédeutique

La pensée utopique a d'abord et avant tout une fonction propédeutique, c'est-à-dire qu'elle est une proposition, qu'elle montre le chemin, qu'elle révèle le «*pouvoir devenir*» du monde; elle a pour fonction de «*motiver éthiquement à penser d'autres futurs possibles et à avoir une vision plurielle, et non pas unique, de la liberté*»³⁴¹. Car il ne s'agit pas ici de programmer une société parfaite, mais simplement, pour reprendre les propos de Bloch, de montrer que «*le réel ne se résout pas dans l'immédiat*»³⁴², ou, avec Morin, de rappeler que l'absence d'horizon confine au «*présent du concret*», que ce concret «*est tout ce qu'il y a de plus abstrait par rapport au passé, par rapport à l'avenir*»³⁴³.

Une fonction projective

Une fonction propédeutique, donc d'ouverture des possibles, qui s'accompagne nécessairement d'une fonction projective. C'est par cette fonction que la pensée utopique prend son caractère de projet, de proposition alternative. On pourrait parler ici, avec Ainsa, de fonction prospective, l'utopie ayant pour visée de «*répondre aux interrogations sur le «vers où» tend l'expérience individuelle et collective*», reconnaissant que l'humain «*a besoin de donner au futur un sens et une signification concrète, pour se reconnaître*

³⁴¹ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.83.

³⁴² Cité par BERTOLO, Amedeo, «L'imaginaire subversif», dans COLLECTIF, *L'imaginaire subversif. Interrogations sur l'utopie*, Lyon-Genève, Atelier de Création libertaire – Édition Noir, 1982, p.8.

³⁴³ MORIN, Edgar, «Pour une réforme de la pensée», dans Rencontres de Châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*. Paris, Arléa, 1996, p.114.

dans le temps qui se transforme en présent»³⁴⁴. S'inspirant de Bloch encore une fois, Bertolo souligne en ce sens que la pensée utopique «permet d'explorer systématiquement toutes les possibilités concrètes»³⁴⁵.

Une fonction critique

La pensée utopique a aussi une fonction critique, sinon révolutionnaire car elle naît, rappelle Roger Mucchielli, «de l'opposition entre la «tyrannie» régNantes et l'aspiration légitime à un monde meilleur»³⁴⁶. Elle est mise en question de l'ordre établi (subversion), «la voie et l'issue, la force qui peut soulever les poids colossaux qui pèsent sur la société et qui l'accablent»³⁴⁷. La pensée utopique nous permet, souligne Ricoeur, de concevoir «des manières de vivre radicalement autres», cet exercice d'imagination constituant «la plus fantastique contestation de ce qui est»³⁴⁸. Pour Pierre Ansart, il s'agit d'une fonction dénonciatrice qui «globalise la critique par confrontation entre la cohérence de la cité heureuse et l'irrationalité radicale du monde faussement réel»³⁴⁹.

³⁴⁴ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.183.

³⁴⁵ BERTOLO, Amedeo, *op.cit.*, p.8.

³⁴⁶ Cité dans TROUSSON, *op.cit.*, p.20.

³⁴⁷ Henri LEFEBVRE cité dans Académie de Besançon, *op.cit.*.

³⁴⁸ RICOEUR, Paul, *op.cit.*, p.36.

³⁴⁹ ANSART, Pierre, «De l'utopie à l'action», dans GANDILLAC, Maurice et Catherine PIRON, *Le discours utopique* (colloque de Cerisy), , Paris, Union Générale d'Éditions1978, p.284.

Une fonction défatalisante

La pensée utopique, fondamentalement critique, s'en trouve à exercer ce que j'appelle une fonction *défatalisante*, c'est-à-dire qui «refuse la permanence de ce qui est et démonte les mécanismes d'une fatalité condamnant toujours les mêmes à écouter et à subir»³⁵⁰, qui permet de «rehausser la finitude [ce qui est] par l'envoûtement des possibles»³⁵¹. Selon Fontenis, elle joue, devant le danger d'«immobilisme social», un rôle de «stimulation de l'imaginaire»³⁵², alors que pour Ricoeur, elle permet d'«ouvrir une brèche dans l'épaisseur du réel»³⁵³, ce que Maler identifierait à «la détection des possibilités contrariées par l'ordre établi»³⁵⁴.

Une fonction d'espérance

La pensée utopique est ouverture, projection, critique, mais elle est tout autant espoir. Elle est, selon les mots de Massimo Baldini, «le secteur de la pensée qui se fonde sur l'espérance»³⁵⁵. C'est par sa fonction d'espérance, affirme Paul Valadier, que la pensée utopique s'avère nécessaire car «tous les hommes ont besoin de rêver une vie plus belle, un amour plus réussi ou une carrière plus gratifiante... Pris collectivement, ils ne peuvent se priver d'une part de rêve qui passe aussi bien par l'art ou la religion que par

³⁵⁰ HALIMI, Serge, «Notre utopie contre la leur», *Le monde diplomatique*, Mai 1998, p.14.

³⁵¹ LAROCHELLE, Gilbert, *op.cit.*, p.84.

³⁵² FONTENIS, Georges, «Grandes utopies et sciences sociales», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.89. Souligné par l'auteur.

³⁵³ RICOEUR, Paul, *op.cit.*, p.405.

³⁵⁴ MALER, Henri, *op.cit.*, p.17.

³⁵⁵ Cité dans AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.58.

la politique»³⁵⁶. Pour Emanuel Lévinas, repris ici par Jean-Yves Lacroix, l'utopie est «désir et victoire sur la mort», elle est «l'humain comme transcendance», aspiration à «l'au-delà de l'être»³⁵⁷.

Et d'autres encore...

D'autres fonctions peuvent encore être associées à la pensée utopique. Elle aurait une fonction intégratrice, réflexive car permettant de concevoir «une place vide d'où nous pouvons réfléchir à nous-mêmes»³⁵⁸. Elle aurait aussi une fonction praxéologique, dans le sens où «la réalisation projetée d'un concept pensé comme image stimule l'action réelle»³⁵⁹. La pensée utopique aurait finalement, et j'y reviendrai, une fonction heuristique, représentant «un formidable matériau de recherche pour saisir (...) les angoisses et les espérances de l'homme moderne»³⁶⁰.

Tableau 3

Fonctions de la pensée utopique

Fonctions	Descriptions
Propédeutique	<i>Montre le chemin et révèle le «pouvoir devenir» du monde.</i>
Projective	<i>Soumet un projet qui donne sens au futur.</i>
Critique	<i>Met en question l'ordre établi, conteste ce qui est.</i>
Défatalisante	<i>Démonte les mécanismes de la fatalité.</i>

³⁵⁶ VALADIER, Paul, (entretien avec), «Le rêve démocratique», *Projet (Le déplacement des utopies)*, *op.cit.*, p.254.

³⁵⁷ LACROIX, Jean-Yves, *op.cit.*, p.185.

³⁵⁸ RICOEUR, Paul, *op.cit.*, p.35.

³⁵⁹ LACROIX, Jean-Yves, *op.cit.*, p.108.

³⁶⁰ DILAS-ROCHEREUX, Yolène, *op.cit.*, p.14-15.

D'espérance	<i>Exprime le besoin nécessaire de rêver une vie plus belle.</i>
Réflexive	<i>Permet la réflexion sur nous-mêmes.</i>
Praxéologique	<i>Stimule l'action réelle.</i>
Heuristique	<i>Permet de saisir les espoirs de l'Homme.</i>

2.2.3.2. Critiques de la pensée utopique

Les fonctions ci-haut identifiées de la pensée utopique, lui donnant son caractère et en en révélant la richesse, constituent également souvent ce sur quoi portent les critiques qui lui sont adressées. Les critiques sont nombreuses et s'attardent à des dimensions variées de la pensée utopique. Je propose de regrouper ces critiques dans ce que je nommerai des *sorties*, en ce sens que la pensée utopique est souvent accusée de *sortir* de la liberté, de la complexité du réel, de l'Histoire, de la réalité de l'action, et finalement du livre (ou du rêve).

Une sortie de la liberté

La société proposée par la pensée utopique est souvent critiquée à cause de ses caractéristiques contraignantes, hyperdisciplinaires, totalitaires, bref qui portent atteinte à la liberté. Frédéric Rouvillois relève en ce sens les principales caractéristiques de l'utopie classique qui correspondent à ce qu'il nomme un «*perfectionnisme unanimiste*»³⁶¹ : l'insularité ou l'isolement, l'égalitarisme forcé, la toute-puissance de la loi, le contrôle

³⁶¹ Cité dans Académie de Besançon, *op.cit.*

permanent des individus, la volonté de refaire le paradis sur terre. Pessin adresse une critique du même type aux utopies réalisées : «*c'est devenu un lieu commun que de montrer combien les projets d'utopies constituées annihilent par essence toute liberté*»³⁶².

Alain Touraine souligne pour sa part que la pensée utopique repose sur l'égalité mais jamais sur la liberté et qu'elle propose en quelque sorte «*l'emprise complète de la société sur ceux qui lui appartiennent*»³⁶³. Ainsi l'utopie, qui serait «*la maladie infantile du politique*», contiendrait, selon Damien, «*une tentation consubstantielle d'imposer militairement le Bien à une humanité rétractile*»³⁶⁴.

Une sortie de la complexité

Lorsque la pensée utopique propose des modèles de gouvernement idéal, on lui reproche de porter des conceptions réductrices de la réalité humaine et sociale. Eve Brenel, par exemple, relève à cet égard trois grandes difficultés que rencontre ce type de modèle : la *planification* et la *fixité* du modèle reposent sur «*une vision a priori d'un homme universellement identique*» et prétend à «*connaître les conditions du bonheur des hommes*»³⁶⁵; la *modélisation*, en focalisant sur la forme modélisée (de l'espace) plutôt que sur le processus, en vient à «*désinvestir l'homme de sa possibilité d'action sur le réel, en niant l'interaction de l'homme et de son milieu*»³⁶⁶; le *leurre de l'isolement* néglige les relations inter-territoriales «*en ne considérant que l'espace des localisations*

³⁶² PESSION, Alain, *La culture libertaire*, Lyon, ACL, 1997, p.9.

³⁶³ Cité dans Académie de Besançon, *op.cit..*

³⁶⁴ DAMIEN, Robert, «Des lieux utopiques ou éléments pour une critique de la raison utopique», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.273-274.

³⁶⁵ BRENEL, Eve, *op.cit.*, p.147.

³⁶⁶ *Ibid.*, p.148.

et non l'espace des relations»³⁶⁷. Alain Pessin rappelle en ce sens le caractère contraignant de tel modèle «quand toute existence doit venir s'inscrire exactement dans un modèle prévu d'avance, quand la rigoureuse monotonie de tout ce qui est vécu est considérée comme la clé du bonheur commun»³⁶⁸.

Une sortie de l'Histoire

Une des critiques les plus connues de la pensée utopique s'attarde à déplorer le fait que cette dernière ne tient pas compte de l'historicité et propose ainsi une conception faussée du présent, «en le bornant à l'ici-même, *en lui déniant ses logiques de fuite, ses dispositions à la duplicité, à l'ubiquité, à l'entre-deux*», pouvant ainsi «empêcher de rêver ici ou de rêver l'ici»³⁶⁹. Selon Cardon, «elle implique l'arrêt du temps historique du changement, de la transformation»³⁷⁰, tandis que pour Winock elle condamne le monde présent dans le rêve d'un monde parfait, et «décourage l'entreprise réformatrice et illusionne les «damnées de la terre» sur le miracle révolutionnaire»³⁷¹. Ces critiques peuvent même s'appuyer sur Kant qui disait qu'*«il est doux (...) d'imaginer des constitutions répondant aux exigences de la Raison (...), mais il est téméraire de les proposer et coupable de soulever le peuple pour abolir ce qui présentement existe»*³⁷².

³⁶⁷ Idem.

³⁶⁸ PESSION, Alain, «Approche critique de la notion d'utopie», *op.cit.*, p.17.

³⁶⁹ BAUDRY, Patrick, «Une utopie sans projet. L'utopie au cœur des sciences sociales», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.231. Souligné par l'auteur.

³⁷⁰ CARDON, Phillippe, «L'utopie, support d'imagination : fonction positive, fonction négative?», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *ibid.*, p.224.

³⁷¹ WINOCK, Michel, *op.cit.*, p.83.

³⁷² Cité dans MALER, Henri, *op.cit.*, p.19. Souligné par Maler.

Une sortie de la réalité

Par sortie de la réalité, j'entends ce risque que comporte la pensée utopique de confondre l'idéal et le réel, d'occulter la «réalité» du réel. Fernando Ainsa nous prévient, dans cet ordre d'idées, des risques de l'*«utopisation excessive»* où l'on peut par exemple en venir à confondre *«l'être idéal de l'État»* et *«l'état idéal de l'être»*³⁷³. Wunenburger signale pour sa part qu'en voulant substituer l'idéal au réel, l'utopie éveille des idées de violence et de fanatisme, *«car la résistance du réel a vite fait de désarçonner ceux pour qui les fantasmes de l'imagination n'ont pas la force de normaliser l'histoire»*³⁷⁴. Ainsi pourrais-je avancer ici que la pensée utopique n'échappe pas à l'*hétérotélie*, ce phénomène qui résulte, pose Jetté-Soucy, *«de la nature même de l'action en tant qu'elle est une corde tendue entre deux mondes hétérogènes et irréductibles l'un et l'autre : l'idée et le réel, la théorie et la praxis, le désir et la réalité»*³⁷⁵. L'action politique serait donc confrontée au fait que *«la perfection est de l'ordre de l'idée, non de l'action»*, ce qui amène l'auteure à suggérer que *«seul l'utopiste croit en une action parfaite qui mettrait fin à l'histoire»*³⁷⁶.

Une sortie du Livre

François Chirpaz cherche à expliquer, dans *Raison et déraison de l'utopie*, pourquoi cette pensée du bonheur des hommes a donné lieu, dans ses manifestations concrètes, à certaines des plus douloureuses dérives de l'Histoire. Se référant à l'expérience

³⁷³ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.14-15.

³⁷⁴ WUNENBURGER, Jean-Jacques, *op.cit.*, p.71.

³⁷⁵ JETTÉ-SOUCY, Nicole, *L'homme tragique. Nature de l'action politique*, Montréal, Liber, 1998, p.12.

³⁷⁶ *Ibid.*, p.184.

communiste, il tente de montrer que la pensée utopique tourne au cauchemar à partir du moment où elle quitte le Livre, où elle oublie qu'elle relève du rêve. Ainsi, le communisme aurait «*voulu faire entrer de force le rêve dans l'Histoire. Et, plus encore, plier l'Histoire à la logique de son rêve. Il n'a pas voulu maintenir le rêve dans les marges de l'histoire réelle, il a voulu façonner de part en part cette dernière selon l'unique logique de son rêve»*³⁷⁷.

Tableau 4

Critiques de l'utopie : les «sorties»

Critiques	Descriptions
Sortie de la liberté	<i>Contraintes à la liberté, contrôle des individus, emprise de la société.</i>
Sortie de la complexité	<i>Conceptions réductrices de la réalité humaine et sociale, modèle prévu d'avance.</i>
Sortie de l'Histoire	<i>Conceptions faussées du présent, arrêt du temps historique du changement.</i>
Sortie de la réalité	<i>Confusion de l'idéal et du réel, négation de la résistance du réel.</i>
Sortie du Livre	<i>Imposition de la logique du rêve à l'Histoire.</i>

Bref, la pensée utopique est sujet de nombreuses critiques qui, prises dans leur ensemble, ne font que relever le caractère diffus d'une pensée aussi riche. Car comme l'observe Christian Godin, les critiques qui lui sont adressées ne sont pas privées de contradictions :

³⁷⁷ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.181. Souligné par l'auteur. Je reviendrai sur cette question au point suivant.

«d'un côté, on l'a frappé d'impossibilité, rejetée parmi les rêveries un peu folles, sans implication pratique; de l'autre, elle a été considérée comme la source empoisonnée des totalitarismes»³⁷⁸.

Conclusion

La pensée utopique est une pensée si vaste qu'il s'avère impossible de circonscrire formellement son univers. Proche de l'idéologie même si elle veut (et peut) s'en distinguer, elle n'en demeure pas moins une forme nécessaire d'expression de l'imaginaire social. Bien que lui soient adressées nombre de critiques pour une bonne part justifiées, il serait plutôt hasardeux de prétendre qu'il faille nous en déprendre totalement, sinon d'assumer individuellement et collectivement l'abandon d'une quelconque prise sur le réel, l'abandon de la part de rêve qui a depuis toujours donné sens à la réalité humaine et sociale.

³⁷⁸ GODIN, Christian, «D'une utopie à l'autre», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°387, mai 2000, p.42.

2.3. La pensée utopique aujourd’hui

*La perfection et le bonheur nous interpellent sans cesse,
mais ils doivent inaugurer des poétiques du plaisir plus
que des politiques du désir.*

Jean-Jacques Wunenburger

Introduction

Qu’en est-il de la pensée utopique aujourd’hui? Existe-t-il une pensée utopique contemporaine? Il n’y a pas de réponses précises et systématiques à donner à ces questions. Aujourd’hui comme hier, la pensée utopique est présente, de façon diffuse et plurielle, insaisissable et non réductible à une quelconque tentative de définition. Mais il ne m’apparaît pas vain de tenter d’identifier des éléments de ce que pourrait être une pensée utopique contemporaine, conscient des limites d’une telle entreprise. Il s’agira, en fait, de *ma* conception de la pensée utopique, puisqu’on ne retrouve pas, dans la littérature actuelle, de conceptions ou de définitions formelles d’une pensée utopique contemporaine.

Aussi m’attarderai-je en premier lieu à distinguer ce qu’Edgar Morin nomme la «bonne» et la «mauvaise» utopie, pour ensuite traiter de l’*actualité* de la pensée utopique. Je terminerai le présent point en m’appliquant à un exercice de conceptualisation de ce qui sera identifié, pour la suite de la recherche, comme pensée utopique contemporaine.

2.3.1. Bonne et mauvaise utopie

L'utopie doit alors se séparer de l'utopie : laisser les dieux qui sommeillent au cœur des utopies tutélaires s'endormir et ne plus s'éveiller, car ils ont trop promis et n'ont rien tenu. Reste à conquérir l'impossible, mais à hauteur des hommes possibles. Pas plus, pas moins.

Henry Maler

Puisqu'il est impossible d'en arriver à une définition consensuelle de l'utopie et qu'il est d'autant plus difficile de juger de façon univoque des vertus et limites de celle-ci (pour le passé comme pour l'avenir), plusieurs auteurs, pour défendre sa pertinence, s'appliquent à distinguer deux conceptions de l'utopie : une «bonne» utopie aux vertus positives, une «mauvaise» utopie aux vertus négatives. Je présenterai ici quelques exemples de distinctions formulées à cet égard par différents auteurs. Ensuite, je tenterai d'identifier les principaux critères à partir desquels il serait possible de conforter une telle distinction.

2.3.1.1. Quelques formulations de distinctions

Miguel Abensour a démontré justement comment les pourfendeurs contemporains de l'utopie, pour discréder l'idée même, ont pu s'attarder et s'attardent encore à une conception réductrice d'une notion qui ne peut être appréhendée qu'en tenant compte de nombreuses variantes de son expression à travers le temps, bref de son historicité³⁷⁹. Pour rendre à l'utopie la richesse qui lui est inhérente, des auteurs proposent des conceptions dialectiques de celle-ci, ce qui permet notamment d'identifier les dangers potentiels réels de cette pensée non moins essentielle.

³⁷⁹ ABENSOUR, Miguel, «Le procès des maîtres rêveurs», dans *Le procès des maîtres rêveurs*, Arles, Éditions Sulliver, 2000, p.25-55.

Edgar Morin, par exemple, distingue la «bonne» utopie de la «mauvaise» utopie, la première qui tente de «réduire les conditions du malheur», la seconde qui promet le bonheur en disant : «voilà comment vous allez être heureux»³⁸⁰. Se référant ailleurs à l'expérience communiste comme exemple de mauvaise utopie, il ajoute encore que la bonne utopie consiste dans «l'aspiration à une société meilleure dans laquelle les relations entre les êtres humains seraient moins affreuses, moins ignobles, moins fondées sur les rapports de force, de domination et d'exploitation; des sociétés où il y aurait plus de liberté, plus de fraternité», tandis que la mauvaise est «celle qui prétendrait réaliser l'harmonie parfaite, éliminer la douleur et tout conflit, rendre chaque individu transparent»³⁸¹. Cette distinction est à rapprocher de celle proposée par Henri Maler qui oppose les utopies *libertaires* aux utopies *tutélaires*³⁸².

Alain Pessin distingue pour sa part l'utopie *alternative* ou *contemporaine* et l'utopie *classique*, et ce selon différentes dimensions. L'utopie alternative serait caractérisée par un *espace* fait de brèches, d'ouvertures; par une conception du *temps* où la formation de nouvelles brèches est exaltée; par une posture *antisystémique* où est appelée l'émergence permanente de l'inédit, de nouvelles formes sociales; par une conception *dysharmonique* de la communauté où il y a «creusement continu» de la différence, du contraste, de l'opposition, de l'autosubversion des équilibres; par un *acte de fondation* qui circule dans la parole, dans un débat mouvant³⁸³. Quant à l'utopie classique, elle serait caractérisée par

³⁸⁰ MORIN, Edgar, «Pour une utopie de la représentation», dans Rencontres de Châteauvallon, *op.cit.*, p.54.

³⁸¹ MORIN, Edgar, «La bonne et la mauvaise utopie», dans Rencontres de Châteauvallon, *ibid.*, p.11.

³⁸² MALER, Henri, *op.cit.*, p.367.

³⁸³ PESSION, Alain, «Alternative et utopie dans la France contemporaine», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.142-144.

un *espace fermé*; par une suspension du temps (élément d'altération du système); par une attitude systémique concevant la cité sur un «*modèle de vie suffisante*» (unique); par une conception *harmonique* où la cité est conçue comme une totalité ordonnée une fois pour toutes; par un *acte de fondation* raisonné s'instituant dans un texte³⁸⁴. Sous certaines dimensions, la formulation de Pessin pourrait être associée à celle de Saint-Simon qui différenciait l'utopie *close* (régie par des règles strictes) de l'utopie *ouverte* (prédictions créatrices)³⁸⁵.

Partant des motivations les sous-tendant, Hubert Houdoy suggère une autre façon d'aborder les deux utopies. Ici, la bonne utopie correspondrait à une *motivation réaliste* qui considère la complexité de la réalité et du discours, ainsi que de leur «*relation de représentation*»; elle admet la pluralité des valeurs et ne prétend pas que ses analyses soient les seules pertinentes; elle montre qu'il y a des possibles³⁸⁶. La mauvaise utopie relèverait d'une *motivation irréductible* qui nie les faits dans sa contestation systématique des pouvoirs; elle est associée à l'idée de révolution et dérive dans la dictature³⁸⁷.

Il serait possible de lier cette dernière distinction à celle de Lewis Mumford qui oppose les utopies *réalisables* (ou de reconstruction) aux utopies *de fuite* ou *d'évasion*, les premières misant sur la praxis (dynamique du mouvement social autonome), les secondes

³⁸⁴ Idem.

³⁸⁵ Voir WINNOCK, Michel, *op.cit.*, p.82.

³⁸⁶ HOUDOY, Hubert, *Comment peut-on définir l'Utopie?*, Site internet du Réseau d'activité à distance : <http://rad2000.free.fr/utopia01.htm>.

³⁸⁷ Idem.

misant sur un leader charismatique³⁸⁸. À celle de Maler, opposant utopie *stratégique* (impossibilités relatives, émancipations nécessaires) et utopie *chimérique* (impossibilité absolue, perfections imaginaires)³⁸⁹. Aussi à celle proposée d'abord par Isabelle Stengers pour qui l'utopie *réaliste* est celle qui tient compte de «*quoi sont capables ceux que cette utopie est censée rassembler*», la distinguant ainsi de l'utopie *idéaliste* qui veut définir «*ce que devraient être les humains à partir de la visée idéale qu'elle leur assigne*»³⁹⁰; et celle où Christian Godin distingue l'utopie des *valeurs* et l'utopie des *faits* qui «*prétend dicter la façon dont les hommes doivent vivre*» («*dire que tous les hommes sont égaux est une chose, préciser qu'ils porteront tous le même vêtement, en est une autre*»)³⁹¹.

Tableau 5

Bonne et mauvaise utopie

Auteurs	Bonne utopie	Mauvaise utopie
Morin	<i>Réduction des conditions du malheur</i>	<i>Promesse du bonheur</i>
Pessin	<i>Émergence permanente de l'inédit (alternative)</i>	<i>Conception d'un modèle unique de cité (classique)</i>
Houdoy	<i>Considération de la complexité de la réalité (motivation réaliste)</i>	<i>Négation des faits (motivation irréductible)</i>
Maler	<i>Impossibilités relatives, émancipations nécessaires (stratégique)</i>	<i>Impossibilité absolue, perfections imaginaires (chimériques)</i>

³⁸⁸ Voir notamment BARRILLON, Michel et Jacques LUZI, *op.cit.* et WINOCK, Michel, *op.cit.*

³⁸⁹ MALER, Henri, *op.cit.*, p.14-15.

³⁹⁰ STENGERS, Isabelle, «Les exigences de la réalité», dans Rencontres de Châteauvallon, *op.cit.*, p.75.

³⁹¹ GODIN, Christian, *Faut-il réhabiliter l'utopie?*, Nantes, Éditions Pleins Feux, 2000, p.65.

2.3.1.2. Quelques critères de la bonne utopie

Ayant soumis ci-haut quelques exemples de distinction entre la bonne et la mauvaise utopie, il m'est possible d'identifier quelques critères qui permettraient de juger si une proposition utopique donnée mérite d'être identifiée à une utopie positive. Ainsi, une bonne utopie devrait être fondée sur la *liberté*, reposer sur une *raison modeste*, prendre la forme d'une *alternative* et finalement, avoir un caractère *réaliste*.

Des utopies de liberté

Que ce soit dans les distinctions d'Edgar Morin quant à la bonne et la mauvaise utopie, celles de Maler en ce qui concerne les utopies libertaires et tutélaires ou celles de Pessin sur les utopies alternatives et classiques, c'est la question de la liberté qui s'avère centrale. Les mauvaises utopies sont celles qui empêchent les individus d'être libres. Les bonnes sont celles qui permettent la liberté, et qui ne sont pas figées. Selon Ainsa, une utopie «*imaginée dans la liberté*» ne doit pas reposer sur un modèle, ou être statique, mais plutôt considérer la pluralité des systèmes de valeurs de la société actuelle³⁹².

Des utopies modestes

L'utopie fondée sur une motivation réaliste, tel que présentée par Hubert Houday, est une utopie assez modeste pour considérer qu'il existe d'autres valeurs que celles qu'elle

³⁹² AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.83.

propose. Une bonne utopie devrait refléter une raison modeste. François Chirpaz va dans le même sens lorsqu'il explique que le rêve utopique est «condamné à devenir fou» s'il oublie qu'il ne doit «ni autoriser la raison à prétendre connaître, d'une manière intégrale, l'histoire de l'humanité, pas plus qu'à instituer son magistère comme instance unique qui décide du bonheur des hommes et de leur destin»³⁹³.

Des utopies alternatives

L'utopie alternative, que Pessin oppose à l'utopie classique, est caractérisée notamment par l'émergence permanente de nouvelles formes; elle se refuse donc de promettre le bonheur (une conception du bonheur) une bonne fois pour toutes. La bonne utopie est celle qui propose *des alternatives*, qui se contente de créer des brèches. Henri Maler, en ce sens, nous invite à renoncer à l'impossible promis par les utopies tutélaires pour apprendre à «convoiter l'impossible» par une utopie alternative «qui ne prétend pas disposer de l'avenir, mais entend déposer le présent et qui se défend de promettre l'impossible»³⁹⁴. Il faut, ajoute-t-il, délivrer l'utopie des perfections imaginaires et des prescriptions doctrinaires et en faire «le grand art des chemins de traverse»³⁹⁵.

³⁹³ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.215.

³⁹⁴ MALER, Henri, *op.cit.*, p.366.

³⁹⁵ Idem.

Des utopies réalistes

Houdoy parle d'utopies fondées sur une motivation réaliste (contre une motivation irréductible) tenant compte de la complexité du réel. Mumfort privilégie quant à lui des utopies réalisables (contre les utopies de fuite) s'alignant à la dynamique des mouvements sociaux tandis que Maler valorise l'utopie stratégique visant des impossibilités relatives (contre les impossibilités absolues de l'utopie chimérique). La bonne utopie doit donc être réaliste, et tenir compte des exigences de la réalité. Chirpaz démontre bien, dans *Raison et déraison de l'utopie*, que ce qui a fait que les rêves utopiques ont tourné au cauchemar au 20^e siècle, c'est d'avoir sous-estimé «*les résistances du réel*» quand «*sortant des livres ils ont voulu entrer dans l'histoire réelle*»³⁹⁶.

La bonne utopie devrait ainsi toujours prendre garde de ne jamais porter atteinte à la liberté des individus. Elle devrait reposer sur une raison modeste délivrée de la prétention de la connaissance intégrale de ce qui fait le bonheur des hommes. Elle devrait être alternative, c'est-à-dire prendre en considération le fait qu'il existe d'autres conceptions du bonheur que la sienne. Finalement, elle devrait être réaliste, en ce sens qu'elle doit renoncer à faire plier totalement la réalité sous le poids de ses désirs, de ses rêves.

³⁹⁶ CHIRPAZ, François, *Op.cit.*, p.197.

Tableau 6

Critères de la bonne utopie

Critères	Descriptions
Utopie de liberté	<i>Permet la liberté, n'est pas figée.</i>
Utopie modeste	<i>Considère qu'il existe d'autres valeurs que les siennes.</i>
Utopie alternative	<i>Refuse de promettre le bonheur une bonne fois pour toutes, se contente de créer des brèches.</i>
Utopie réaliste	<i>Tient compte des exigences de la réalité.</i>

2.3.2. Actualité de la pensée utopique

Il peut arriver que, dans un monde de dangers, de craintes et de drames, l'imagination l'emporte sur le calcul, la volonté sur l'immobilisme, l'espoir sur la résignation, la solidarité sur la loi du plus fort, l'esprit de paix sur la volonté de puissance. Il peut arriver, qu'envers et contre tout, les peuples se mobilisent pour un grand dessein. Un concept peut devenir alors le ferment d'une prodigieuse avancée. Une utopie peut devenir alors le moteur de l'Histoire. C'est à ce moment-là que l'histoire bascule et que progresse la civilisation.

Boutros Boutros-Ghali

J'ai montré, à la section précédente, comment il était possible de départager des dimensions de la pensée utopique afin de distinguer ce que pourrait être une bonne et une mauvaise utopie. Les dérives du rêve utopique au 20^e siècle, face à de telles distinctions, ne peuvent plus être servies comme arguments satisfaisants pour discréder toute intention utopique. C'est peut-être ce qui explique un peu un certain retour de la pensée utopique en ce début de 21^e siècle. Mais il n'y a pas que cela. C'est cette «actualité» de l'utopie que je vais aborder dans la présente section, d'abord en cherchant à savoir s'il y a

effectivement un retour de l'utopie, ensuite en identifiant quelques utopies actuelles. Pour terminer, j'explorerai brièvement en quoi la pensée utopique peut aujourd'hui être d'actualité.

2.3.2.1. Les *retours* de l'utopie

Peut-on parler, s'agissant de la période du passage du deuxième au troisième millénaire, d'un retour de l'utopie, d'une résurgence de la pensée utopique? Il serait difficile de répondre catégoriquement à cette question, car il semble qu'il y ait eu *des* retours de l'utopie tout au long du dernier siècle. Mannheim parlait déjà, dans la première moitié du 20^e siècle, d'un intérêt croissant pour l'utopie. Dans les années 1950, André Canivez introduisait la *Sociologie de l'utopie* de Georges Duveau en notant qu'*«il y a actuellement un renouveau des études sur l'utopie»*³⁹⁷, alors que Duveau lui-même affirmait que *«dans l'élaboration et dans la représentation du monde contemporain la place occupée par la pensée utopique semble de jour en jour plus considérable»*³⁹⁸. Il y eut bien sûr un regain d'intérêt pour les utopies pratiques dans les années 1970, aux États-Unis et en France notamment³⁹⁹. Peut-être y a-t-il eu par la suite un silence relatif de la pensée utopique, pour terminer le siècle avec une certaine *renaissance* de l'utopie⁴⁰⁰.

Car il semble que nous soyons effectivement en présence d'un certain retour de la pensée utopique. Un des grands spécialistes actuels de l'utopie, Raymond Trousson, fait

³⁹⁷ Dans DUVEAU, Georges, *Sociologie de l'utopie et autres «essais»*, Paris, PUF, 1961, p.VI.

³⁹⁸ *Ibid.*, p.40.

³⁹⁹ Voir PESSION, Alain, *L'imaginaire utopique..., op.cit.*

⁴⁰⁰ Je fais référence ici au dossier «La renaissance de l'utopie» du *Magazine littéraire*, *op.cit.*

remarquer en ce sens que «longtemps négligée, l'étude de l'utopie a connu ces vingt dernières années un extraordinaire regain d'intérêt dans le monde entier»⁴⁰¹. En ce qui concerne les écrits et les manifestations portant sur l'utopie ces dernières années, outre le dossier du *Magazine littéraire*, je peux mentionner celui du *Monde diplomatique*⁴⁰², celui réalisé par *Le Nouvel Observateur*⁴⁰³, aussi les nombreux colloques et expositions⁴⁰⁴ sur le thème, un peu partout en Occident; les sites internet et, bien sûr, une multitude d'ouvrages scientifiques et/ou littéraires dont ma bibliographie ne présente qu'un aperçu. Reste à savoir ce qui conditionne ou favorise ce retour du rêve utopique à notre époque.

Selon Ignacio Ramonet, les citoyens d'Occident, devant la perspective unique du néolibéralisme, «se demandent comment penser le futur»; ils expriment ainsi «le besoin d'une nouvelle utopie, d'une nouvelle rationalisation du monde»⁴⁰⁵. Les citoyens ressentent, dit l'auteur, «la nécessité d'un contre-projet global, d'une contre-idéologie, d'un édifice conceptuel pouvant être opposé au modèle dominant actuel», bref le besoin de «rêveurs qui pensent et de penseurs qui rêvent»⁴⁰⁶. Il ajoute par contre, et c'est là un point important, que si le besoin se manifeste, le contexte actuel caractérisé par le réalisme politique et la pensée unique ne se prête guère aux rêveries utopiques, tout au contraire.

⁴⁰¹ TROUSSON, Raymond, *op.cit.*, p.10.

⁴⁰² Dossier «Besoin d'utopie», mai 1998.

⁴⁰³ COLLECTIF, Dossier «Vingt et une utopies réalistes pour le XXI^e siècle», *Le Nouvel Observateur*, n°1834, décembre 1999-janvier 2000.

⁴⁰⁴ Notamment l'exposition de la Bibliothèque Nationale de France. Voir TOWER-SARGENT, Lyman et Roland SHAER (dir.), *Utopie, la quête de la société idéale en Occident*, Paris, Fayard, BNF, 2000.

⁴⁰⁵ RAMONET, Ignacio, «Besoin d'utopie», *Le monde diplomatique*, Mai 1998, p.9.

⁴⁰⁶ Idem.

C'est un peu de la même manière que Fernando Ainsa aborde la question de la reconstruction de l'utopie. L'auteur souligne le paradoxe suivant : «*tout indique que l'utopie est plus nécessaire que jamais, et pourtant tous les signes nous renvoient à la fin des utopies*»⁴⁰⁷. Le discours utopique, dans un contexte qu'il décrit comme postmoderniste, aurait été délogé des discours politiques et idéologiques à cause de l'effondrement des rêves et des espérances, ajoutant que sa fonction aurait été «*liquidée dans la grande braderie des idéologies et des idées en faillite*»⁴⁰⁸.

Pour Michel Barillon et Jacques Luzy, l'utopie naviguerait aujourd'hui entre les rubriques de mode des magazines et prendrait des «*formes édulcorées*» comme les utopies du corps, du sport, de la communication, et ainsi de suite, «*tandis que les visions de sociétés idéales sont rangées parmi les vieilleries poétiques et autres fantasmes supposés témoigner d'inclinations schizophréniques*»⁴⁰⁹. Mais les auteurs soulignent plus loin qu'il y a pertinence à réhabiliter les utopies, estimant que «*l'insondable médiocrité des idéologies dominantes contribue à plonger plus profondément nos contemporains dans la misère spirituelle, l'hébétude, la «ruine de la volonté humaine» auxquelles les conduit la perte de l'espérance en un monde meilleur*»⁴¹⁰. Christian Godin avertit pour sa part qu'«*il y a une dimension d'utopie qu'il faut non seulement réhabiliter, mais aussi justifier si nous ne voulons pas que l'Histoire s'achève définitivement en Destin et nous domine comme une nouvelle Nature*»⁴¹¹.

⁴⁰⁷ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.13.

⁴⁰⁸ *Ibid.*, p.19.

⁴⁰⁹ BARRILLON, Michel et Jacques LUZI, *op.cit.*, p.9.

⁴¹⁰ Idem.

⁴¹¹ GODIN, Christian, *Faut-il réhabiliter..., op.cit.*, p.8-9.

Donc, «l'utopie est à la mode», faisant «l'objet d'un réinvestissement certain chez des acteurs et commentateurs du monde politique», souligne par exemple Pessin⁴¹². Or, s'il y a un retour de l'utopie aujourd'hui, il faudrait parler davantage d'un retour des réflexions sur l'utopie, car plusieurs écrits sur le thème traite de la difficulté, pour la pensée utopique, de s'inscrire dans l'air du temps qui tend plutôt à s'immobiliser dans le présent⁴¹³.

2.3.2.2. Les utopies actuelles

Les utopies d'aujourd'hui, pour plusieurs observateurs, n'expriment plus les rêves de changements globaux, ne portent plus de grands récits de transformation de la totalité, mais s'exprimeraient plutôt dans des propositions alternatives véhiculées par des groupes isolés⁴¹⁴. Se nourrissant des imaginaires sociaux contemporains, la pensée utopique a tendance à se rapporter, à l'instar d'autres pensées, au micro, au local, à l'immédiat. Ainsi, l'utopiste d'aujourd'hui ne chercherait plus à changer le monde, mais par exemple à favoriser l'émergence de nouvelles modalités d'organisation citoyenne, à soulever des questions d'ordre médical, éducatif, écologique, et ainsi de suite⁴¹⁵.

Gabriel Gagnon identifie, dans cet ordre d'idées, trois utopies concrètes susceptibles de faire renaître certains espoirs : la réduction du temps de travail, l'économie sociale ou

⁴¹² PESSIN, Alain, *L'imaginaire utopique...*, op.cit., p.15.

⁴¹³ Voir notamment LAÏDI, Zaki, *Le sacre du présent*, Paris, Flammarion, 2000.

⁴¹⁴ Voir notamment AINSA, Fernando, op.cit., p.20.

⁴¹⁵ PESSIN, Alain, *L'imaginaire utopique...*, op.cit..

solidaire, le rêvou de citoyenneté⁴¹⁶. De Chassey parle quant à lui d'utopies immédiates comme les manifestations festives et les *rave party*, les manifestations ponctuelles contre le racisme, le nazisme, et ainsi de suite⁴¹⁷. Sloterdijk, lui, dit observer que les utopies collectives sont progressivement remplacées par des utopies individuelles qui s'expriment essentiellement dans la chasse au succès⁴¹⁸.

Cette expression utopique actuelle (micro-utopies), pour certains, serait tellement dénuée de son caractère subversif et intégrée au fonctionnement global du système que «*d'un outil de lutte contre l'état des choses, elle est devenue un appareil dissuasif servant à renforcer celui-ci*»⁴¹⁹. Car pour Bourriaud, les micro-utopies «sectorielles et pragmatiques» auraient supplanté les macro-utopies totalisantes, tout comme le penseur de la totalité sartrien a été supplanté par l'*«intellectuel spécifique»* défini par Foucault⁴²⁰. Faisant notamment référence à Robert Boyer, Jacques Attali et Jean-Marc Ferry, Michel Barrillon nous prévient pour sa part qu'*«il ne faut guère espérer trouver chez les rêveurs patentés le délire poétique qui fera sortir les modernes de leur léthargie en leur offrant l'espoir d'une existence bien remplie d'hommes réellement libérés de toute forme*

⁴¹⁶ GAGNON, Gabriel, «Vers un nouvel imaginaire social», *Possibles*, 24, n°2-3, printemps-été 2000, p. 50-61.

⁴¹⁷ DE CHASSEY, Francis, «L'utopie : miroir inversé de la modernité», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*

⁴¹⁸ SLOTERDIJK, Peter, «L'utopie en chantier», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, *op.cit.*, p.56.

⁴¹⁹ BOURRIAUD, Nicolas, «L'ère des micro-utopies», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, *op.cit.*, p.63.

⁴²⁰ *Ibid.*, p.64.

d'oppression et d'aliénation», puisque les utopistes d'aujourd'hui «embourgeoisent sagement leurs projets de papier»⁴²¹.

Ainsi, nous serions en présence de micro-utopies au caractère subversif plutôt très modéré, les grandes utopies ne constituant désormais que des idées du passé, dépassées. Or, certains auteurs identifient tout de même une grande utopie qui semble meubler l'imaginaire de ce début de troisième millénaire, s'agissant de l'utopie néolibérale. Michel Bernard la décrit comme suit : «*c'est la société de marché autorégulée accompagnée d'un État minimal du type agence de protection. [Elle] nous convie à l'extinction du politique en faveur d'une automatique à base économique, d'une coordination spontanée des actions individuelles par le marché»⁴²².*

Bien sûr, il ne s'agit pas d'une utopie au sens classique du terme, si ce n'est parce qu'elle ne s'assume pas comme telle. Le néolibéralisme, selon Pierre Bourdieu, consisterait dans la mise en pratique d'une vision singulière du monde, d'une utopie qui parvient, à l'aide de la théorie économique, «à se penser comme la description scientifique du réel», à s'imposer comme nécessaire, et à instaurer «comme normes de toutes les pratiques la lutte de tous contre tous et le cynisme»⁴²³. Le néolibéralisme tenterait de fixer au devenir du monde, prévient Mattelart, un horizon indépassable où les idées *utopiennes* de justice

⁴²¹ BARRILLON, Michel, «L'URSS, un capitalisme d'État réellement existant. D'un mensonge «déconcertant» à l'autre», *Agone*, n°21, 1999, p.27.

⁴²² BERNARD, Michel, *L'utopie néolibérale*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois-Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 1997, p.19.

⁴²³ BOURDIEU, Pierre, «L'essence du néolibéralisme», *Le monde diplomatique*, Mars 1998, p.3.

et d'égalité auraient été bannies au profit de solutions techniques, managériales, où les grands récits feraient place à des «fragments techno-utopiques à regard myope»⁴²⁴.

Une autre grande utopie, cousine de l'utopie néolibérale, s'exprime de nos jours. Il s'agit de l'utopie de la mondialisation. Marie-Dominique Perrot, étudiant cette *néo-utopie*, indique qu'alors que l'utopie relève du domaine du «*si*», la néo-utopie de la mondialisation relèverait du domaine du «*comme si*». L'auteure souligne que «*le «si» est réaliste, [qu'] il balise au préalable le champ des difficultés à surmonter avant de pouvoir proposer une nouvelles manière d'envisager la réalité afin d'agir sur elle*», tandis que dans la néo-utopie de la mondialisation, «*tout se passe comme si, par magie, ce que l'on montre est réel du seul fait de la ressemblance avec ce que l'on dit vouloir accomplir*»⁴²⁵.

L'utopie de la communication est également à rapprocher des deux précédentes. Alberto Manguel, par exemple, rappelant qu'au 19^e siècle on pouvait «*imaginer faire mieux*» pour atténuer les problèmes et les souffrances du monde, explique qu'avec l'Internet et la confusion qu'il entraîne entre l'utopie et le virtuel, «*ce monde paraît transformé*»⁴²⁶. Serfaty, en ce sens, souligne que pour plusieurs l'Internet possède la capacité d'apporter la paix dans le monde «*par la seule grâce de la communication sans entraves rendue*

⁴²⁴ MATTELART, Armand, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 1999, p.373.

⁴²⁵ PERROT, Marie-Dominique, «Du vrai/faux au virtuel : mondialisation culturelle et noé-utopie», dans RIST, Gilbert (dir.), *La mondialisation des anti-sociétés. Espaces rêvés et lieux communs*, Nouveaux cahiers de l'IUED, n°6, 1997, p.46-47.

⁴²⁶ MANGUEL, Alberto, (propos recueillis par Cédric Fabre et Pascal Jourdana), «Utopie et littérature», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, op.cit., p.22.

possible par la technologie»⁴²⁷. Pour les utopistes de la communication (dont Pierre Levy), la révolution informationnelle et les nouvelles technologies permettraient, note Zimmer, «de fonder un nouveau monde décentralisé, «en réseau», capable à terme de s'autodéterminer par le moyen d'une démocratie informatisée»⁴²⁸. Or, rappelle l'auteur, «jamais une technologie n'a jusqu'à présent donné, à elle seule, la clé d'un nouveau monde»⁴²⁹.

L'utopie s'exprime aussi sous d'autres formes à notre époque. Contrairement aux utopies du néolibéralisme, de la mondialisation et de la communication, il s'agit ici d'utopies à caractère plus positif et/ou subversif et donc plus près de la conception de bonne utopie présentée plus haut. Il y a bien sûr les diverses utopies écologistes (ou écotopies), dont l'une des expressions les plus radicales est celle de l'anarchiste américain Murray Bookchin, théoricien de l'écologie sociale et du communalisme libertaire⁴³⁰. Il y a également les différentes conceptions de l'utopie du gouvernement mondial, défendue par différents groupes et mouvements ainsi que par des auteurs comme Ricardo Petrella, Edgar Morin, Jurgen Habermas, pour ne citer que ceux-là. Enfin, il importe de souligner la présence d'une multitude de projets utopiques basés sur le renforcement de la démocratie politique ainsi que l'émergence récente d'une nouvelle pensée utopique (*«un*

⁴²⁷ SERFATY, Viviane, «L'internet : fragments d'un discours utopique», *Communication et langage*, n°119, 1999, p.111.

⁴²⁸ ZIMMER, Fabrice, «www.utopie.com», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, *op.cit.*, p.60.

⁴²⁹ Idem.

⁴³⁰ Voir notamment BOUKCHIN, Murray, «Commentaires sur l'écologie sociale profonde de John Clark», *Réfractions*, n°2, 1988.

autre monde est possible») s'articulant essentiellement dans son opposition à l'impérialisme de la mondialisation néolibérale⁴³¹.

2.3.2.3. Actualité de l'utopie

Qu'importe les différentes interprétations et définitions de l'utopie, il s'avère sans contredit que la pensée utopique est on ne peut plus d'actualité de nos jours. Les dernières décennies ayant été caractérisées par un ensemble de mutations qui se sont succédé de façon singulièrement rapide et ce, dans divers domaines de la vie, nous vivons présentement dans un monde «objectif» substantiellement différent à l'intérieur duquel nous avons certaines difficultés à nous «orienter». Comment penser l'avenir d'un monde dont nous ne saisissons que vaguement le présent?

Immanuel Wallerstein fournit une argumentation simple mais efficace visant à démontrer la pertinence de la pensée utopique pour faire face aux défis qui nous attendent au 21^e siècle. Selon l'auteur, nous vivons actuellement une transition qui, du système de l'économie-monde capitaliste, nous mène «vers un autre système-monde ou pluralité de systèmes-monde autres» et dont «nous ne savons pas encore si ce sera pour le meilleur ou pour le pire»⁴³². Autrement dit, nous vivons une période de crise («systémique»), et c'est dans ce type de période que la nécessité d'orienter le devenir du monde se fait

⁴³¹ Pensée portée notamment par l'équipe du *Monde diplomatique*, le groupe *Attac*, les participants (individus et ONG) aux grands forums sociaux, certains universitaires «subversifs», bref tous ceux placément identifiés au mouvement *anti-mondialisation*.

⁴³² WALLERSTEIN, Immanuel, *L'utopistique ou les choix politiques du XXIe siècle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube, 2000, p.53.

davantage sentir, où le facteur «libre arbitre» prend toute son importance, c'est-à-dire que les actions individuelles et collectives pourront «produire alors un impact beaucoup plus fort sur la future structuration du monde que ce genre d'action ne le fait en temps «normal», c'est-à-dire au cours de la vie stable et continue d'un système historique»⁴³³. Baczko disait, au début des années 1980, que «les périodes de crise d'un pouvoir sont aussi celles où s'intensifie la production d'imaginaires sociaux concurrentiels»⁴³⁴.

Politiquement, la pensée utopique trouverait sa pertinence actuelle dans le fait que l'on peut observer, à l'instar de Jean-Guy Lacroix, que l'une des stratégies des défenseurs du système de marché (néolibéraux), pour conserver ledit système, consiste à tenter de «transformer les conditions de production de la conscience et le contenu de la conscience sociale, donc le système de valeurs qui structure la conscience et oriente l'action des sujets, l'enjeu étant d'éviter à tout prix la prise de conscience des possibles»⁴³⁵. La pertinence de la pensée utopique, ainsi associée à la «conscience claire» de Lacroix, s'impose si nous jugeons que les concepts de citoyenneté et de participation démocratique ont encore un sens dans le monde d'aujourd'hui, si nous pensons que personne (groupe ou individu) n'est autorisé à imposer une vision unique de la réalité présente et à venir.

⁴³³ *Ibid.*, p.53-54. Plus loin, l'auteur explicite sa position : «Je pose que lorsque les systèmes sont en plein fonctionnement normal, le déterminisme structurel a le dessus sur le libre arbitre de groupe ou individuel. Mais que, dans les temps de crise et de transition, le facteur du libre arbitre devient central. Le monde de 2050 sera à l'image de ce que nous en ferons. Une telle perspective laisse quartier libre à nos initiatives, à nos engagements et à notre capacité de jugement éthique. Cela signifie également que nous sommes devant une période de luttes politiques terribles, parce que les enjeux seront tellement plus élevés que dans les périodes de soi-disant normalité», p.97.

⁴³⁴ BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux...*, op.cit., p.34.

⁴³⁵ LACROIX, Jean-Guy, «Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité», *Cahiers de recherche sociologique*, n°30, 1998, p.105-106.

Michel Barrillon, pour sa part, nous met en garde contre les «esprits avisés» qui tentent de nous faire comprendre qu'il n'y a pas d'alternative au «capitalisme trop réel» depuis l'effondrement de son antithèse symbolique, comme si «l'humanité [ét]ait condamnée à se soumettre à l'ordre capitaliste et à communier dans le culte de la «démocratie-marché» - stade de développement des sociétés qui signifierait à la fois la fin de l'histoire et celle des idéologies»⁴³⁶. Godin va un peu dans le même sens lorsqu'il souligne que nous sommes aux prises avec une «réalité une s'imposant avec tout le poids de sa propre évidence», que nous sommes dans un monde où «le fait impose sa dictature, celle du «cela est ainsi», et que «le futur n'est plus cette plage de liberté où allait se baigner le rêve, mais une route à grande circulation dont le sens est par définition unique»⁴³⁷. L'auteur ajoute qu'aucun système antérieur n'avait mis autant de ressources à l'œuvre «pour assurer son maintien, mais aussi pour rendre impossible toute transformation en profondeur»⁴³⁸.

Un système tellement réfractaire à toute ouverture des possibles que des auteurs comme Damien en viennent à penser que «la crise de l'utopie sociale tient moins à l'impossible réalisation d'un idéal (...) qu'à l'impraticable idéalisation d'un réel désolé»⁴³⁹. Cela rejoint en quelque sorte l'idée d'Edgar Morin (qui reprend celle de Marcuse sur la fin de l'utopie) qui affirme que «ce qui est le plus possible aujourd'hui, sur le plan technique, matériel, physique, devient impossible pour des raisons politiques, sociales, économiques

⁴³⁶ BARRILLON, Michel, *op.cit.*, p.26.

⁴³⁷ GODIN, Christian, *Faut-il réhabiliter...*, *op.cit.*, p.27. Souligné par l'auteur.

⁴³⁸ *Ibid.*, p.28.

⁴³⁹ DAMIEN, Robert, «Des lieux utopiques ou éléments pour une critique de la raison utopique», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.275.

[...], qu'il est désormais possible de nourrir la planète entière, «mais cette possibilité, qui est la plus réaliste de toutes, est en même temps la plus utopique»⁴⁴⁰. La grande utopie actuelle résiderait alors, selon Mayor, dans le constat que la «qualité «essentielle» de la vie humaine» s'est peu améliorée ou même s'est dégradée malgré une réalité technologique «qui a dépassé les rêves les plus fous»⁴⁴¹.

Bref, ma posture quant à l'actualité de la pensée utopique est explicite et clairement saisissable. Un travail sur la pensée utopique s'impose aujourd'hui pour deux raisons principales mais non exclusives : d'abord parce qu'il y a un système d'imaginaires sociaux (le néolibéralisme) qui s'impose de façon totalitaire sous les habits d'un processus *naturel* et *objectif*; ensuite parce que ce système a d'autant plus de facilité à se maintenir et se développer qu'il parvient à faire *croire* qu'il est le seul qui puisse coller au réel, qu'il est la réalité, disqualifiant d'entrée de jeu toute alternative. L'actualité de la pensée utopique réside ainsi dans l'urgence d'imaginer des alternatives pour la suite du monde.

2.3.3. Une pensée utopique contemporaine

Il n'est rien de plus douloureux que de ne pas réaliser un amour idéal, il n'est rien de plus tragique que de ne pas pouvoir idéaliser un amour réel.

Robert Damien

J'ai intitulé cette section *une* pensée utopique contemporaine plutôt que *la* pensée utopique contemporaine. Parce que mon objectif ne consiste pas à identifier les

⁴⁴⁰ MORIN, Edgar, «Pour une utopie de la représentation», *op.cit.*, p.58.

⁴⁴¹ MAYOR, Frederico, «Vouloir l'impossible», préface à AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.8.

composantes de la pensée utopique contemporaine, comme si cette dernière pouvait être circonscrite telle une pensée homogène, réductible à une quelconque conceptualisation qui parviendrait à englober objectivement la totalité de ses dimensions. Je tenterai plutôt d'identifier les composantes d'une pensée utopique contemporaine, conçue d'après ma propre lecture de ce que pourrait être une telle pensée. J'élaborerai donc cette notion en identifiant les liens, dans un premier temps, entre la pensée utopique et la pensée critique. Dans un deuxième temps, j'élaborerai et proposerai ma définition de la notion de pensée utopique contemporaine.

2.2.3.1. La pensée utopique et la pensée critique

La vérité de l'utopie, avance Michèle Riot-Sarcey, ne se réduit à aucune définition de dictionnaire, «*car elle échappe à la vision des pensées dominantes pour se réfugier dans l'ailleurs des idées critiques*»⁴⁴². La pensée utopique, cela va de soi, repose donc essentiellement sur une posture critique par rapport à *ce qui est*. Une pensée utopique contemporaine ne peut ainsi être autre chose qu'une pensée critique sur notre présent, sur l'état actuel du monde. Reste à savoir si une telle pensée peut trouver un espace d'expression dans l'imaginaire contemporain, s'il existe une quelconque légitimité à critiquer l'état actuel de nos sociétés.

⁴⁴² RIOT-SARCEY, Michèle, «Préface», dans COLLECTIF, *Les utopies, moteurs de l'histoire?*, (Les Rendez-vous de l'Histoire, Blois 2000), Nantes, Éditions Pleins feux, 2001, p.10-11.

Résurgence de la pensée critique

L'acte de pensée, affirme Edgar Morin, «se situe toujours dans une déviance, dans une marginalité, dans un refus de soumission aux idées dominantes»⁴⁴³. La pensée, ainsi, relèverait en soi d'une posture critique. Penser le monde, suivant cette conception radicale, consisterait à chercher à identifier *ce qui ne va pas* dans celui-ci. Bien sûr, tous ne partagent pas cette conception de la pensée, mais il s'en trouve quelques-uns, depuis quelques années, qui tentent d'alerter quant à la nécessité de jeter un regard critique sur un monde qui, sous plusieurs aspects, se porte mal⁴⁴⁴. C'est dans cet espace, je crois, que la pensée utopique peut, selon l'expression d'Alain Pessin, «reprendre place dans le commentaire critique du temps présent»⁴⁴⁵.

Le retour de la pensée utopique, comme je l'ai décrit plus haut, n'est pas sans lien avec une certaine résurgence de la pensée critique. Aucun observateur ne peut nier qu'émerge depuis la deuxième moitié des années 1990, un peu partout dans le monde, ce que je me permettrai de nommer des imaginaires sociaux venant faire contre poids à une «pensée unique» qui occupait, depuis un quart de siècle, la surface presque entière de la scène politique, sociale et intellectuelle. Du soulèvement zapatiste de janvier 1994, en passant par Seattle en 1999 jusqu'à Porto Allegre en 2002, une mosaïque de mouvements plus ou moins articulés, plus ou moins organisés, plus ou moins coordonnés ont donné naissance

⁴⁴³ MORIN, Edgar, «Pour une réforme de la pensée», *op.cit.*, p.107.

⁴⁴⁴ Outre Morin, on peut notamment penser ici à Cornelius Castoriadis et Immanuel Wallerstein.

⁴⁴⁵ PESSION, Alain, *L'imaginaire utopique...*, *op.cit.*, p.15.

à une pluralité de contre-discours, grâce auquel le monde s'avère un peu moins «privé de sens», et la «montée de l'insignifiance»⁴⁴⁶ semble un peu moins irrévoquable.

De Chassey souligne en ce sens qu'après une période où l'«acceptation de la réalité sociale telle qu'elle est» eut failli mener au mépris de tout idéal, on peut observer depuis quelques années, malgré le fait qu'il n'y ait point de «grand projet historique alternatif et fédérateur» qui puisse s'opposer au capitalisme libéral, que «les idées critiques de l'ensemble du modèle dominant et les propositions alternatives par rapport à lui se sont de nouveau multipliées»⁴⁴⁷. Le pensée utopique trouve ainsi son nid dans la prise de conscience de la nécessité de penser d'autres possibles que ceux qui dominent actuellement, et qui ne proposent souvent rien d'autre que la reproduction-conservation de ce qui est.

Une réalité insatisfaisante

La pensée critique, telle que je la conçois, ne consiste pas dans un rejet total du présent, de la réalité instituée. Dire que tout ne va pas pour le mieux dans le monde actuel ne signifie pas que l'on condamne la totalité de ce monde. Critiquer, c'est distinguer le «bon» du «mauvais», c'est identifier autant les espoirs que les dangers, les ouvertures que les fermetures, les gains que les pertes, et ainsi de suite. La pensée utopique, qui est pensée critique, repose sur une insatisfaction quant à la réalité instituée, mais également

⁴⁴⁶ Référence respective aux livres de Zaki Laïdi et Cornelius Castoriadis.

⁴⁴⁷ DE CHASSEY, Francis, *op.cit.*, p.339.

sur l'espoir que cette réalité puisse devenir plus supportable. Comme le souligne Chirpaz, la pensée utopique «*n'est pas une fuite du monde, elle est, bien au contraire, une pensée qui se considère en charge du destin de l'homme, dans sa vie sociale*»⁴⁴⁸. Cela étant dit, il m'apparaît assez clair que l'état du monde actuel fournit à la pensée utopique de quoi justifier certaines insatisfactions, autant que les critiques exprimées à l'égard de cet état lui fournissent de quoi fonder certains espoirs de possibles meilleurs.

Une des principales insatisfactions concernant l'état actuel du monde pourrait justement résider dans le fait que la mondialisation (néolibérale), en plus de favoriser la pensée et les comportements uniques, «*artificialise les humains et leurs modes de vie, (...) conduit au gaspillage des énergies naturelles et à de nouvelles formes, jusqu'alors inconnues, de pauvreté*»⁴⁴⁹ et ne fait place, comme le souligne Christian Godin, à aucune vision alternative de l'avenir, nous sommant d'«*accepter le monde comme il va, ou plutôt comme il ne va pas*»⁴⁵⁰ :

*Les guerres, les injustices, les tyrannies, la malnutrition, l'exploitation des femmes et des enfants, sont-elles des réalités à ce point nécessaires qu'elles n'induisent aucun dépassement, même dans nos pensées? Serions-nous satisfaits même sous l'emprise du désastre? Nous contenterions-nous d'une croissance globale (et non universelle) des revenus en l'absence de tout développement humain?*⁴⁵¹

L'utopie doit donc être réhabilitée, et encore plus *réalisée*, nous dit l'auteur, l'idéologie néolibérale sclérosant tant notre présent que notre futur. Aussi pour nous libérer d'un

⁴⁴⁸ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.107.

⁴⁴⁹ CHOAY, Françoise, «L'utopie aujourd'hui, c'est retrouver le sens du local», *Courrier International*, supplément au n°533, 18 janvier 2001, p.10.

⁴⁵⁰ GODIN, Christian, *Faut-il réhabiliter...?*, *op.cit.*, p.8.

⁴⁵¹ *Ibid.*, p.61-62.

certain désenchantement dont traite Luzi, lorsqu'il déplore que «la conscience désenchantée de l'homme occidental moyen lui murmure sans répit qu'il ne fera jamais sa vie que dans cet environnement marqué par les valeurs et les structures du capitalisme»⁴⁵².

Et la pensée utopique serait, selon certains, la forme par excellence de la critique d'un présent insatisfaisant. Deleuze et Guattari disaient, par exemple, que «c'est avec l'utopie que la philosophie devient politique et mène au plus haut point la critique de son époque»⁴⁵³. S'inspirant de ces deux auteurs, Maler soutient pour sa part que, «sans utopie, la philosophie, en prenant son envol à la tombée de la nuit, abandonnerait le monde tel qu'il fut et tel qu'il est à son sommeil, avant de s'abîmer elle-même dans un profond sommeil idéologique»⁴⁵⁴, et que lorsqu'elle se contente de commenter l'immanence du monde, il s'agit d'une philosophie qui ne fait que rationaliser la domination.

La pensée utopique est peut-être la pensée critique par excellence, si ce n'est que parce qu'elle propose des contre-image dans un monde où la pensée unique a tendance à prédominer. Présentant la pensée unique comme idéologique, monopolistique et même totalitaire, Milacic estime que le sort de la démocratie semble suspendu à cette pensée que le consensus politique installe⁴⁵⁵. Puisque «le choix des faits implique le choix des

⁴⁵² LUZI, Jacques, «Libéralisme et nihilisme», *Agone*, n°21, 1999, p.52.

⁴⁵³ Cités dans MALER, Henri, *op.cit.*, p.18.

⁴⁵⁴ *Ibid.*, p.19-20.

⁴⁵⁵ MILACIC, Slobodan, «La démocratie malade du consensus. Utopie consensuelle et réalité conflictuelle», dans *Rencontres de Châteauvallon*, *op.cit.*, p.99.

idées, voire des idéologies», l'auteur pose plus loin que «la concurrence des faits comme porteurs d'idées est une règle essentielle de la démarche démocratique»⁴⁵⁶. C'est ici que la portée critique particulière de la pensée utopique peut faire son œuvre puisqu'elle «conçoit et représente une contre-image, l'autre qui est, a été ou sera possible»⁴⁵⁷, brisant ainsi l'illusion du consensus et démontrant qu'il peut y avoir une réalité plus satisfaisante.

La volonté de changement

Tous les pourfendeurs de l'utopie s'entendent sur une chose : chaque fois qu'on a voulu apporter des changements politiques rapides pour améliorer les conditions de vie des individus, on s'est retrouvé dans la terreur, ce qui justifie tout appel à la patience. Un tel conservatisme, pratiqué très majoritairement aujourd'hui, pose comme principal problème, selon Wallerstein, qu'il représente les intérêts des mieux nantis et que «tout ce qu'une telle position laisse en pâture aux moins bien nantis, et plus particulièrement à ceux qui sont véritablement déshérités, se réduit à quelque conseil de patience, éventuellement agrémenté des gracieusetés d'une charité immédiate»⁴⁵⁸.

C'est ainsi que, de nos jours, aux folies dangereuses des utopies l'on oppose un réalisme politique qui discrédite à l'avance tout espoir de changement substantiel : «*Ne plus rêver, ne plus regarder par-delà l'horizon, se satisfaire de l'indépassable quotidien – voilà*

⁴⁵⁶ *Ibid.*, p.105.

⁴⁵⁷ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.39.

⁴⁵⁸ WALLERSTEIN, Immanuel, *L'utopistique...*, *op.cit.*, p.12.

bien, dirait-on, le credo des temps présents»⁴⁵⁹. Un réalisme politique à l'intérieur duquel toute lueur de dissensus inspire la méfiance, où s'instaure «une sphère politique pacifiée, chaque jour davantage impuissante face au marché mondial, [qui] a fini par produire l'impression qu'aucune alternative n'est possible ou même envisageable à long terme»⁴⁶⁰.

Tentant de saisir les changements dans la structure intellectuelle de son époque par une étude sociologique des modes de pensées, étude basée sur les transformations de l'élément utopique, Karl Mannheim anticipait ceci :

Il est donc possible que, dans l'avenir, en un monde où il n'y aurait jamais rien de nouveau, où tout serait fini et où chaque instant serait une répétition du passé, il puisse exister une condition dans laquelle la pensée serait totalement dépourvue de tous les éléments idéologiques et utopiques. Mais éliminer complètement de notre monde tous les éléments qui dépassent la réalité nous conduirait à un «esprit positif» qui signifierait, en définitive, la ruine de la volonté humaine⁴⁶¹.

La pensée et l'action de l'homme étant privées de l'élément utopique, on se retrouverait, prévoyait Mannheim, dans «un état statique, dans lequel l'homme lui-même n'est plus qu'une chose», ce qui lui ferait perdre «sa volonté de façonner l'histoire à sa guise»⁴⁶².

Sans juger de la justesse de l'anticipation de Mannheim, il apparaît clairement que le poids du conservatisme, de la pensée unique, du réalisme politique tend à écraser toute

⁴⁵⁹ LE BRIS, Michel, «Les utopies des «sixties»», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, *op.cit.*, p.44.

⁴⁶⁰ BOURRIAUD, Nicolas, *op.cit.*, p.63.

⁴⁶¹ MANNHEIM, Karl, *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956, p.232.

⁴⁶² *Ibid.*, p.233.

volonté de changement. Aussi, la réintroduction de la pensée utopique dans l'imaginaire de l'homme contemporain ne peut se faire sans la résurgence d'une pensée critique substantielle regardant le monde actuel, tout comme la pensée critique ne peut avoir réellement de portée sans une certaine relégitimation de la pensée utopique. Autrement dit, je pose que la pensée utopique peut réellement fournir un horizon à la critique du temps présent, cette dernière reposant alors davantage sur l'idée de projet que sur celle de rejet. En ce sens, la pensée utopique est une pensée critique constructive.

2.3.3.2. Une pensée utopique contemporaine : ma définition

Je tenterai tout autant d'expliciter ici une posture intellectuelle que de définir un ensemble conceptuel. Comme je l'ai mentionné plus haut, il s'avère impossible d'identifier les composantes formelles d'une notion comme la pensée utopique, cette dernière relevant davantage d'un type de regard porté sur le monde que d'une méthode d'apprehension de celui-ci, découlant davantage d'une posture existentielle que d'un choix purement épistémologique. C'est pourquoi je reprendrai sommairement les éléments traités jusqu'ici dans le présent chapitre, question de schématiser ma posture, aspirant à terme à identifier les matériaux qui serviront à l'élaboration d'une grille de lecture qui constituera mon principal outil d'interprétation pour la suite de la recherche.

D'entrée de jeu, je reviens un peu sur des dimensions du contexte social-historique contemporain qui viennent en quelque sorte motiver le choix de ma posture «utopique». Il s'agit d'abord de l'idée qui voudrait que le monde actuel soit en crise, ou du moins

dans une période de transition, et qu'il est temps plus que jamais de tenter d'orienter son devenir. Ensuite, l'idée que la crise du monde est substantiellement occultée par l'emprise d'une pensée unique qui impose une vision singulière de la réalité, donc du présent et de l'avenir, et qu'il s'avère urgent de proposer d'autres visions de cette réalité. La pensée utopique définit donc ici un outil intellectuel pour affronter la crise du monde (en l'*interprétant* et en la conscientisant) de manière à ouvrir des pistes pour en sortir (alternatives).

Comme je la conçois, la pensée utopique contemporaine n'est bien sûr pas sans lien avec l'idéologie et l'imaginaire. Elle se distingue d'abord de l'idéologie par sa fonction de subversion, de contestation de l'ordre établi, l'idéologie se caractérisant pour sa part par une fonction de conservation. Une grille d'interprétation intégrant des composantes d'une pensée utopique contemporaine pourrait ainsi induire des éléments d'analyse dialectiques opposant l'utopie et l'idéologie. En ce qui concerne l'imaginaire, je conçois la pensée utopique comme une de ses formes d'expression singulière, qui s'intéresserait spécifiquement à ses dimensions sociales et politiques.

Pour rendre la notion de pensée utopique contemporaine la plus opérationnelle possible, je me référerai d'abord aux différentes fonctions que j'ai préalablement relevées à la deuxième partie du présent chapitre. Il s'agit des fonctions *propédeutique*, *projective*, *critique*, *défatalisante*, *d'espérance*, et finalement *heuristique*, sur laquelle je reviendrai au chapitre 3. Ainsi, la pensée utopique est un mode de pensée qui

1. considère que le réel ne se réduit pas au présent, à l'immédiat, que la réalité présente est aussi constituée de ce qu'elle peut devenir.
2. élabore et émet des propositions alternatives, pour donner du sens au futur, pour briser tout monopole d'une pensée dominante.
3. formule une contestation de *ce qui est*, qui a un rapport subversif avec la réalité instituée (les imaginaires sociaux dominants).
4. favorise la création de brèches dans «*l'épaisseur du réel*», et qui récuse *a priori* toute fatalité.
5. considère que les humains ont fondamentalement besoin de rêver, que l'être, c'est aussi l'*«être en devenir»*.

La pensée utopique contemporaine, ainsi élaborée, pourrait se définir comme *une grille singulière d'apprehension de la réalité social-historique instituée qui, considérant que cette réalité ne reflète en fait que des imaginaires sociaux particuliers («dominants») en concurrence avec d'autres imaginaires sociaux, entend relever la présence de ces derniers pour favoriser la création de brèches permettant d'envisager des alternatives au*

*système social-historique existant, aspirant ainsi à redonner aux individus et aux collectivités un certain pouvoir sur leur devenir*⁴⁶³.

Aussi, me référant aux critiques adressées à la pensée utopique ainsi qu'aux critères que j'ai formulés pour identifier les «bonnes» utopies, j'ajouterai que la pensée utopique contemporaine est une pensée

1. de liberté : qui considère avant toute chose que rien ne doit brimer la liberté des personnes.
2. modeste : qui refuse de prétendre connaître les conditions du bonheur.
3. alternative : qui considère la légitimité de propositions concurrentes, des autres valeurs.
4. et réaliste : qui ne cherche pas à tout prix à plier le réel à ses exigences.

Ma conception de la pensée utopique contemporaine se rapproche alors, sous certains aspects, de ce que Wallerstein nomme l'*utopistique*. L'historien a créé ce néologisme pour tenter de dépasser ces propriétés de rigidité et de fermeture encore trop souvent associées à la notion d'utopie. Voici comment il définit sa notion :

⁴⁶³ Sans trop entrer dans les détails de la question du pouvoir, je m'autorise à présenter cette citation de Jacques Rancière sur les liens entre pouvoir et possibles : «*La distribution des types de possibles ou des sens du possible est toujours en même temps une répartition d'autre chose, une répartition des capacités et des incapacités à mettre en œuvre du possible. Le pouvoir est pouvoir de disposer des sens du possible en fonction d'une capacité; le pouvoir est répartition des capacités et des incapacités à traiter du possible*», RANCIÈRE, Jacques, «Politique/polémique/possible» dans Rencontres de Châteauvallon, *op.cit.*, p.87. Plus loin, l'auteur ajoute ceci : «*La politique est, au fond, une mise en scène polémique de la question suivante : quelle capacité ou incapacité de qui – et de quoi – est impliquée dans la manière même dont on pose le réel et dont on pose les possibles qu'il implique. La politique n'est pas d'abord l'art de gouverner, c'est d'abord l'art de refigurer les possibles d'une situation et les capacités à s'en saisir. C'est l'art de diviser l'espace visible des données et le temps sensible de l'actualisable. Un art qu'on peut dire essentiellement polémique, et en même temps indissolublement théâtral, un art qui dresse une autre scène, autre scène qui divise le donné du seul possible*», p.88.

L'utopistique se voudrait plutôt une évaluation sérieuse des alternatives historiques, l'exercice de notre jugement quant à la rationalité matérielle de systèmes historiques alternatifs possibles. Il s'agit de soupeser de manière concise, rationnelle et réaliste les systèmes sociaux humains existants, d'évaluer les contraintes qui pèsent sur leur existence et d'indiquer les zones encore ouvertes à la créativité humaine. Non pas d'envisager un avenir aux traits parfaits (inévitablement tels), mais ceux d'un futur alternatif, vraisemblablement meilleur, historiquement possible (mais loin d'être certain). Il s'agira donc simultanément d'un exercice dans les domaines scientifique, politique et éthique⁴⁶⁴.

La tâche de l'utopistique, nous dit l'auteur, «est de réconcilier ce que la science, la morale et la politique disent respectivement être nos buts les plus désirables», spécifiant bien que ces buts sont autre chose que «ces fins secondaires et subordonnées que nous ferions mieux d'appeler moyens»⁴⁶⁵. Cette idée de relier science, morale et politique rejoint particulièrement mes préoccupations, lesquelles seront explicitées au chapitre suivant, lorsque seront traités les liens entre la pensée utopique et la pensée des sciences sociales.

Conclusion

Michel Guertin, comme on l'a vu plus haut, conçoit l'utopie comme une hypothèse imaginaire qui permet d'appréhender les rapports entre les individus de façon globale. La pensée utopique contemporaine telle que j'ai tenté de la présenter n'entre pas en contradiction avec cette conception. Elle consiste en quelque sorte en une démarche de

⁴⁶⁴ WALLERTSTEIN, Immanuel, *L'utopistique..., op.cit.*, p.6. Souligné par l'auteur.

⁴⁶⁵ *Ibid.*, p.7.

mise en lien de diverses hypothèses imaginaires (les «imaginaires sociaux» sur la nature «réelle» des rapports, d'une part, entre les individus et, d'autre part, entre les individus et le contexte social-historique dans lequel ils évoluent), mise en lien qui permet de poser un regard surplombant ces rapports, ce qui peut permettre de «repenser» la nature de ces derniers.

Conclusion du Chapitre 2

Le travail effectué dans ce chapitre, comme je l'indiquais tout au début, ne visait pas à définir l'utopie ou à décrire de façon exhaustive la substance de la pensée utopique. Partant d'une brève histoire du mot utopie, je voulais démontrer que la pensée utopique pouvait représenter une assise pertinente pour proposer une lecture singulière de la réalité social-historique actuelle.

Il ne s'agissait donc pas de proposer une quelconque vision utopique d'un devenir souhaité ni de déplorer un quelconque manque ou excès d'utopie dans les réflexions contemporaines sur le monde social-historique. En identifiant les principales dimensions de cette modalité de pensée qu'est la pensée utopique, je voulais justifier la pertinence de s'inspirer de sa démarche pour apprécier certaines dimensions de la réalité social-historique contemporaine.

Ce deuxième chapitre constitue ainsi en quelque sorte le «filtre» paradigmatic à travers duquel j'entreprendrai mon interprétation des enjeux du développement local. Comme je l'ai mentionné au chapitre 1, je n'entends pas jeter un regard objectif et neutre sur une réalité social-historique que j'aurais parallèlement circonscrite dans sa substance. J'aspire plutôt à proposer, m'inspirant explicitement de la pensée utopique, une lecture singulière, interprétative, de certaines dimensions d'une réalité social-historique contemporaine dont je ne peux nécessairement saisir que certains des éclats et des expressions partielles.

Chapitre 3

La pensée utopique, les sciences sociales et le développement local

Chapitre 3

La pensée utopique, les sciences sociales et le développement local

La nécessité de penser le changement et souvent le désir de le maîtriser en pensée et de parvenir à le réduire constituent bien le terreau de l'utopie.

Alain Pessin

Le discours sociologique se situe toujours dans une dialectique du positivisme et de l'utopie.

Hubert Houday

Introduction

À première vue, l'utopie et les sciences sociales n'ont pas grand-chose en commun. La première anticipe, sous forme de récits littéraires, la constitution d'une cité idéale, d'un monde parfait, situés hors de la réalité. Les secondes cherchent à saisir, par une démarche méthodique, la nature de la réalité sociale, ou certaines dimensions de cette réalité. Or, lorsqu'on approfondit la lecture de ces deux «regards» sur le monde, en s'attardant à leur histoire respective, leurs fondements, leurs fonctions, leur démarche et leurs visées, on constate qu'il ne s'agit pas là de deux «pensées» qui sont sans lien, sans parenté. La pensée utopique et celle des sciences sociales, malgré ce qui les distingue formellement, présentent ce que Wittgenstein appelait des «airs de famille», un ensemble hétérogène de points de convergence.

Ce sont ces points de convergence que je vais tenter de relever dans la première partie du présent chapitre, visant ainsi à démontrer que la pensée des sciences sociales s'est constituée, développée et évolue toujours dans un rapport dialectique avec la pensée utopique. Rapport dialectique, dis-je, car les sciences sociales n'ont eu cesse de se nourrir de la pensée utopique tout en ayant toujours pris soin de s'en distinguer. Il va sans dire que je devrai, pour identifier les convergences, m'attarder également aux divergences. Par cet exercice, je tenterai de montrer combien les sciences sociales actuelles gagneraient en richesse si elles intégraient davantage d'éléments de la pensée utopique dans leur démarche.

Considérant les études sur le développement local comme partie intégrante des sciences sociales, je m'appliquerai, dans une deuxième partie du chapitre, à relever les liens entre la pensée utopique et la pensée du développement local. Il s'agira alors d'appréhender la pensée sur le social-historique spécifique au champ du développement local à partir d'une lecture substantiellement inspirée d'éléments de la pensée utopique contemporaine. Je tenterai de montrer, ici encore, que l'intégration de la pensée utopique dans les études sur le développement local favoriserait une meilleure compréhension des problématiques s'y rapportant.

Cet exercice devrait me fournir les éléments pour esquisser une grille de lecture me permettant, dans le quatrième et dernier chapitre, de procéder à une interprétation des enjeux du développement local. Ainsi, l'objectif du troisième chapitre consiste donc dans la démonstration de la pertinence d'utiliser un cadre heuristique basé sur la pensée

utopique contemporaine pour enrichir les connaissances sur certaines dimensions de la réalité social-historique contemporaine, en l'occurrence ici la «réalité» du développement local.

3.1. La pensée utopique et les sciences sociales

Il est parfaitement exact de dire, et toute l'expérience historique le confirme, que l'on n'aurait jamais pu atteindre le possible si dans le monde on ne s'était pas toujours et sans cesse attaqué à l'impossible.

Max Weber

Introduction

Bien qu'elle n'appartient pas formellement à l'univers de la pensée «scientifique», la pensée utopique peut s'avérer, comme je le démontrerai plus loin, un outil heuristique pertinent pour enrichir notre compréhension de la réalité social-historique. Pour pouvoir projeter les bases d'une société *autre*, d'une société «meilleure», la pensée utopique se doit d'abord d'acquérir une connaissance substantielle de la société existante : penser l'altérité implique que l'on soit en mesure de penser l'identité. Il est alors intéressant de se demander, ici, jusqu'à quel point la démarche de la pensée utopique peut avoir des éléments en commun avec celle des sciences sociales, notamment lorsqu'on considère respectivement l'une et l'autre comme mode de pensée singuliers du social-historique. C'est ce que je vais tenter d'analyser brièvement ici, m'exerçant à une lecture croisée de la pensée utopique et de la pensée des sciences sociales, depuis leur développement jusqu'à aujourd'hui.

Je m'appliquerai donc, dans cette première partie de chapitre, à tracer une brève généalogie croisée de ces deux façons d'oborder le social-historique⁴⁶⁶ que sont la pensée

⁴⁶⁶ Voir Introduction générale, section «Principaux concepts».

utopique et la pensée des sciences sociales. Comme je l'ai déjà indiqué dans l'introduction générale, cette genèse sera élaborée du point de vue de la pensée utopique. Autrement dit, il s'agira en quelque sorte de relever certaines dimensions utopiques présentes dans la pensée des sciences sociales.

3.1.1. La pensée utopique et le développement des sciences sociale

Il y a toujours une idéologie avant une science dans le champs où la science viendra s'instituer; il y a toujours une science avant une idéologie, dans le champs latéral que cette idéologie vise obliquement.

Georges Ganguilhem

Je m'appliquerai, dans cette section, à démontrer que la pensée des sciences sociales (pensée sur le social-historique exprimée dans le discours des sciences sociales), lorsqu'elles se sont développées, partageait sensiblement les mêmes imaginaires sociaux que la pensée utopique qui émergeait à la même époque, et que l'une et l'autre se sont alimentées mutuellement. Pour ce faire, je traiterai d'abord brièvement de l'avènement des sciences sociales, pour ensuite relever les dimensions utopiques qu'elles portaient alors. Finalement, il s'agira d'identifier les apports respectifs de ces deux modalités de pensée sur le social-historique.

3.1.1.1. L'avènement des sciences sociales

Les sciences sociales sont nées au tournant des 18^e et 19^e siècles, dans le sillon des bouleversements de la Révolution française et de la Révolution industrielle, «quand

l'ordre social a cessé d'être considéré comme allant de soi»⁴⁶⁷. Leur avènement devait répondre, grossso modo, à deux besoins qui se faisaient sentir en cette période agitée : comprendre le changement social et l'orienter (ou le maîtriser).

Le 19^e siècle voit se développer trois nouvelles «institutions» qui devaient exprimer, selon l'expression de Wallerstein, le «*caractère normal du changement*». Il s'agit des idéologies, des sciences sociales et des mouvements antisystémiques, qui constituent tous trois le «*soubassement institutionnel*» de la modernité. Les trois grandes idéologies de l'époque (le conservatisme, le libéralisme et le marxisme) avaient besoin d'*«une connaissance concrète des réalités courantes»* car «*sans connaître le fonctionnement du monde, on pouvait difficilement prescrire telle réforme»⁴⁶⁸.*

Aux «sciences sociales philosophiques» du 18^e siècle centrées davantage sur les problèmes de prescription se substituèrent alors des «sciences sociales scientifiques» qui permettaient de «*réfléchir sur les faits, d'une manière rationnelle, méthodique et efficace*»⁴⁶⁹. Wallerstein explique ailleurs que

[...] tandis que l'idéal et la conception d'un progrès illimité tiraient leur substance de l'infini du temps et de l'espace, la réalisation pratique du progrès dans les affaires humaines, au travers des avancées technologiques, dépendait de la disposition du monde à être connu et exploré⁴⁷⁰.

⁴⁶⁷ COENEN-HUTER, Jacques, «La sociologie face au changement social», *Revue européenne des sciences sociales (Le changement dans les sciences de la société)*, Tome XXXVI, n°110, 1998, p.121.

⁴⁶⁸ WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIXe siècle*, Paris, PUF, 1995, p.24-26.

⁴⁶⁹ *Ibid.*, p.207.

⁴⁷⁰ WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *Ouvrir les sciences sociales*, Rapport de la Commission Gubenkian, Paris, Descartes et Cie, 1996, p.10.

Aussi, suite aux bouleversements provoqués par la Révolution française, il fallait chercher à organiser et rationaliser le changement social devenu inévitable et préalablement en connaître «les règles et les mécanismes» par des recherches, comme disait Comte, qui devaient «se réduire, en tous genres, à l'appréciation systématique de ce qui est, en renonçant à en découvrir la première origine et la destination finale»⁴⁷¹.

Ainsi, bien que les sciences sociales se développant au début du 19^e siècle aient emprunté une tendance résolument positiviste, il n'en demeure pas moins que par leur étude empirique de la réalité sociale, elles tentaient de comprendre le changement pour par la suite le réaliser, cherchant «à établir des critères et des normes universels dans la compréhension des sociétés»⁴⁷². Les sciences sociales, dans l'université «classique», intègrent alors à leur démarche des interrogations normatives et synthétiques :

*En un mot, l'idéal de synthèse qui est alors assigné au développement civilisationnel auquel se consacre l'université classique reste un idéal esthétique, projeté au-dessus de la société réelle, de ses besoins particuliers toujours changeants, et qui doit dès lors servir de norme transcendante (quoique évolutive) dans la recherche de perfection qui sous-tend le mouvement de la société vers son avenir*⁴⁷³.

Dans ce nouveau rapport au temps associé à la modernité, Boireau-Rouillé explique qu'il s'agit, pour les sciences de la société naissantes, de reformuler le problème politique

⁴⁷¹ Cité dans WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *Ibid.*, p.18. Le même Comte proclamait tout de même en 1822 que «toute science a pour but la prévoyance» (cité dans PARIS, Robert, «Utopie et science dans l'imaginaire socialiste», *L'homme et la Société*, n°132-133, avril-septembre 1999, p.130.).

⁴⁷² GUERTIN, Michel, *La contestation dystopique (étude sur les rapports entre l'utopie, l'idéologie et la dystopie)*, Thèse de doctorat en Philosophie, UQTR, 2000, p.266.

⁴⁷³ FREITAG, Michel, «La recherche dans l'université et la société : le bateau ne coule pas encore, mais l'eau monte...», *Société*, n° 11, été 1993, p.21.

autour des trois pôles que sont la forme de l'être-ensemble, la finalité de la société et la prise des hommes sur leur devenir⁴⁷⁴

Pour Jean-Guy Lacroix, c'est à une triple révolution que l'on peut associer l'avènement des sciences sociales. D'abord à la révolution des moyens de production, à laquelle aurait correspondu de façon «*interactionnelle*» la révolution du mode de pensée (invention et domination de la rationalité scientifique, idée kantienne du sujet au centre de l'action), et enfin à la révolution du mode de fonctionnement sociopolitique (Révolution française). C'est ainsi «*de cette triple interaction révolutionnaire [que] naîtront la modernité et le sujet moderne, tant dans sa figure sociale que dans sa figure individuelle, ce qui constituera également le terreau dans lequel se développera la sociologie*»⁴⁷⁵.

3.1.1.2. L'utopie des sciences sociales

Les pensées utopique et des sciences sociales, émergeant à la même époque, partageaient, comme je le montrerai dans la présente sous-section, certaines visées. Je peux même avancer que la pensée utopique se voulait scientifique, alors que les sciences sociales se réclamaient d'une certaine pensée utopique.

⁴⁷⁴ BOIREAU-ROUILLÉ, Monique, «Enjeux utopiques d'une science des sociétés dans *Le producteur*, Journal philosophique de l'Industrie, des Sciences et des Beaux-Arts, 1825-1826», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.15-16.

⁴⁷⁵ LACROIX, Jean-Guy, «Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité», *Cahiers de recherche sociologique*, n°30, 1998, p.86.

Rupture et fondations : Descartes et More

François Chirpaz démontre bien comment la pensée utopique et la pensée des sciences sociales sont nées d'une rupture, celle de la modernité, et de l'avènement du magistère de la Raison. Aussi l'auteur met-il en lien le père de la science moderne et celui de l'utopie : Descartes jetant les fondements d'un nouveau savoir, d'une «*connaissance effective*», More pavant la voie d'une nouvelle pensée sociale et politique. Alors que Descartes, faisant table rase de la pensée héritée, crée «*une rupture qui est le geste par excellence de la modernité qui s'institue elle-même*»⁴⁷⁶, More, dans son mouvement fondateur de la cité utopique, institue l'idée «*d'une modernité qui fait son entrée dans l'Histoire consciente de son audace et sûre d'elle-même car assurée de l'autorité de la raison qu'elle revendique*»⁴⁷⁷.

L'utopie et la science se rejoignent alors dans l'idée que la raison, confiante d'elle-même [...] peut s'affirmer instance de fondation et de régulation de l'ensemble de la vie, comme elle peut s'affirmer capable d'explorer l'univers pour se l'expliquer à elle-même. Forte d'une telle confiance en elle-même, elle peut entreprendre le double geste de rupture et d'instauration, pour refaire le monde en refaisant ses bases et pour refaire l'homme en lui assignant une forme de vie autre⁴⁷⁸.

Pour que la raison n'ait plus «à subir le cours d'une histoire pleine de bruit et de fureur», Descartes compte sur une réforme de l'entendement, alors que l'intention de More est de

⁴⁷⁶ CHIRPAZ, François, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, p.102.

⁴⁷⁷ *Ibid.*, p.102-103.

⁴⁷⁸ *Ibid.*, p.148.

reformer le monde social, les deux partageant «*le constat du chaos dans lequel vivent les sociétés humaines*»⁴⁷⁹. La raison est ainsi appelée à ouvrir un champ sans limite à la connaissance mais également à changer le cours de l'Histoire, car c'est «*une raison capable de connaître et à ce point assurée du pouvoir de sa prétention qu'elle ne doute pas d'être en mesure de percer l'ensemble des secrets de la nature aussi bien que l'éénigme de l'Histoire*»⁴⁸⁰.

La raison triomphante constituait donc le socle commun sur lequel s'appuyaient tant la pensée utopique que celle des sciences sociales. Ce qui fait que, concernant les nouveaux modèles d'organisation sociale et politique, utopie et science se sont parfois trouvées entremêlées pour stimuler l'optimisme de la raison émancipatrice des Lumières et de leurs héritiers. Guertin souligne en ce sens que «*le transfert de la représentation scientifique dans l'élaboration des sociétés humaines a créé l'illusion que l'on pouvait dorénavant concevoir une société universellement heureuse*»⁴⁸¹.

Des utopies scientifiques

En même temps que naissait l'utopie, rappelle Georges Jean, naissait la notion occidentale d'Histoire, cette histoire «*qui contient en elle-même une pluralité de possibles susceptibles de se réaliser*»⁴⁸². Dès la fin du 18^e siècle, les utopistes rompent avec l'idée d'insularité et projettent leur communauté idéale «*dans un avenir déterminé*

⁴⁷⁹ *Ibid.*, p.173.

⁴⁸⁰ *Ibid.*, p.212.

⁴⁸¹ GUERTIN, Michel, *op.cit.*, p.366.

⁴⁸² JEAN, Georges, *Voyages en utopie*, Paris, Gallimard, 1994, p.37-38.

appartenant au temps historique», en cherchant les lois du progrès universel, lois suivant lesquelles leurs utopies pourraient se réaliser⁴⁸³. Mûs par la préoccupation pratique de «transformer le monde», les utopistes ont également une préoccupation scientifique, celle de «trouver les lois d'une organisation harmonieuse des hommes»⁴⁸⁴.

Cherchant à aborder la «nouvelle question sociale» avec la volonté de diminuer la misère du prolétariat, les utopistes empruntent ainsi une démarche qui n'est pas tout à fait étrangère à la démarche scientifique: il faut bien connaître *ce qui est* pour formuler le plus adéquatement *ce qui devrait être*. Georges Jean reconnaît en ce sens, chez Saint-Simon par exemple, «une singulière lucidité, plus proche de certaines réflexions sociologiques d'aujourd'hui que des discours utopiques, la société future»⁴⁸⁵. L'auteur relève également, dans la critique que Marx et Engels émettent au sujet de l'utopie, l'idée d'une dette que le «socialisme scientifique» doit au «socialisme utopique», celui de Fourier en particulier. Bartolo va même jusqu'à affirmer que, «paradoxalement plus scientifiques en cela que les «socialistes scientifiques», les socialistes utopistes proposèrent des modèles moins vagues qui pouvaient être plus facilement acceptés, discutés, refusés»⁴⁸⁶.

Un des plus célèbres utopistes de l'époque, Charles Fourier, traitant des bouleversements provoqués par la Révolution française, estimait en 1846 «qu'il n'y avait aucun bonheur à espérer de toutes les lumières acquises, qu'il fallait chercher le lien social dans quelques

⁴⁸³ *Ibid.*, p.55.

⁴⁸⁴ *Ibid.*, p.79.

⁴⁸⁵ JEAN, Georges, «Notes sur les discours comparés de l'utopie et des sciences sociales», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.242.

⁴⁸⁶ BERTOLO, Amedeo, «L'imaginaire subversif», dans COLLECTIF, *L'imaginaire subversif. Interrogations sur l'utopie*, Lyon-Genève, Atelier de Création libertaire – Édition Noir, 1982, p.16.

*nouvelle science, et ouvrir de nouvelles routes au génie politique»⁴⁸⁷, la science des philosophes étant impuissante, selon lui, à remédier aux misères de l'époque. Fourier ajoutait ensuite : «*telle fut la première considération qui me fit soupçonner l'existence d'une Science sociale encore inconnue et qui m'excita d'en tenter la découverte»⁴⁸⁸.**

Des sciences sociales utopiques

L'avènement des sciences sociales pourrait être interprété, suivant Baczko, comme un renforcement de la cohérence du discours sur le Progrès, discours qui peut alors se prétendre rationnel et scientifique. On parle alors moins de la notion «utopique» de Progrès pour s'attarder à la notion plus «scientifique» d'Histoire :

C'est l'Histoire, objet d'une science, qui se voit chargée de produire et d'installer les utopies. Les images d'une Cité et d'une Histoire autres, situées dans le temps du Progrès et intégrées à un discours à revêtement scientifique, s'en trouvent nécessairement remodelées. Elles ne sont plus offertes ni acceptées comme rêves et aspirations mais comme anti-chimères, non pas comme visions, mais comme prévisions de l'avenir, sinon comme vérités dotées de tous les prestiges de la science⁴⁸⁹.

Ainsi il ne s'agirait pas, avec la naissance des sciences sociales, d'une mise à distance substantielle d'avec certaines visées fondamentales de la pensée utopique, mais bien plutôt d'un remodelage de celles-ci.

⁴⁸⁷ Cité dans BOIREAU-ROUILLÉ, Monique, *op.cit.*, p.243.

⁴⁸⁸ Idem.

⁴⁸⁹ BACZKO, Bronislaw, *Lumières du l'utopie*, Paris, Payot, 1978, p.411. Souligné par l'auteur.

Tout comme la pensée utopique empruntait à la démarche scientifique, la pensée des sciences sociales empruntait à certaines dimensions de la pensée utopique, notamment celles associées à sa fonction projective⁴⁹⁰. John Miles rappelle en ce sens que la sociologie, par exemple, a toujours cherché, depuis son surgissement, «à *dissocier le présent du passé et à repérer les voies probables de l'avenir*», l'auteur prenant pour preuve le socle commun qui unit les travaux de Marx, Weber et Durkheim : «*trouver un sens aux transformations cataclysmiques provoquées par la fin du féodalisme, la multiplication des marchés, la révolution technologique associée à l'industrialisme, la formation des États-nations et l'émergence des démocraties de masse*»⁴⁹¹.

La pensée des sciences sociales partageait également avec la pensée utopique une dimension critique. Préoccupées par «*l'idée que l'on se fait du but des sociétés*», les sciences sociales naissantes devaient opérer, souligne Boireau-Rouillé, «*moins comme un possible outil de légitimation d'un nouveau pouvoir, que comme élément d'une fonction critique que se traduit par la possibilité de délégitimation des principes libéraux*»⁴⁹². Face au libéralisme dominant, les sciences sociales, par leurs analyses des sociétés, remplissent alors une fonction critique dont les principaux éléments sont les suivants : critique de la notion abstraite d'individu, critique de la notion de liberté telle que la présentent les économistes, critique de la notion abstraite de politique (aveugle au «fait social»), critique de la partialité de l'économie politique⁴⁹³. Une économie politique,

⁴⁹⁰ Sur les fonctions de la pensée utopique, voir chapitre 2, section 2.2.3. «Fonctions et critiques de la pensée utopique».

⁴⁹¹ MYLES, John, «Les limites des prophéties, ou les raisons d'être de la modestie intellectuelle en sciences sociales», *Sociologie et sociétés*, vol. XXX, n°1, printemps 1998, p. 55.

⁴⁹² BOIREAU-ROULLIÉ, Monique, *op.cit.*, p.19.

⁴⁹³ *Ibid.*, p.19-22.

d'ailleurs, qui n'était pas dénuée de dimensions utopiques, avec des idées comme la vision intégrative de la société, la croissance illimitée de la richesse des nations, présentées sous la forme «*respectueuse*» des modèles économiques et guidant les politiques économiques⁴⁹⁴.

S'il y avait un cas de figure à relever pour exprimer la dimension utopique des sciences sociales du 19^e siècle, ce serait nul autre que celui, presque caricatural, du socialisme scientifique de Marx et Engel. À propos du socialisme scientifique que Engels a bien tenté de distinguer de la pensée des utopistes, Wallerstein souligne que, «*malgré tous les efforts pour la désavouer, l'utopie était bien là : elle s'exprimait alors dans cette idée de société sans classe, rapidement décrite, mais évidemment supposée parfaite, qui nous attendait à la fin de l'histoire, juste au-dessus de l'horizon*»⁴⁹⁵.

On sait que la critique marxienne de l'utopie ne reposait pas sur l'idée que les propositions des utopistes étaient irréalisables, mais sur celle de l'incompatibilité de ces propositions avec la «réalité» du mouvement historique que le socialisme scientifique aurait permis de révéler⁴⁹⁶. Duveau disait aussi que «*la barque de Marx naviguait vers l'île de More*»⁴⁹⁷.

⁴⁹⁴ PERROT, Etienne, «Utopies économiques», *Projet (Le déplacement des utopies)*, 253, 1998, p.61-63.

⁴⁹⁵ WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser...*, op.cit., p.205.

⁴⁹⁶ Voir notamment MALER, Henri, *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Paris, Bibliothèque Albin Michel, 1995, PÉQUIGNOT, Bruno, «Marx et la critique des utopistes : entre politique et science», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., WINOCK, Michel, «Le grand rêve des utopistes. Le bonheur pour tous!», *L'histoire*, n°237, novembre 1999.

⁴⁹⁷ Cité dans Académie de Besançon, *Ressources sur l'utopie*, Site internet (<http://artic.ac-besancon.fr>).

3.1.1.3. Apports respectifs

Deux modalités de pensée sur le social-historique se sont ainsi développées à la même période, chacune en façonnant son identité, notamment, dans ce qui la distingue de l'autre. Or, ces deux pensées se sont aussi enrichies, les apports de l'une et de l'autre ayant contribué à leur développement respectif.

Apport des sciences sociales à la pensée utopique

Pour Georges Ganguilhem, la démarche utopique n'est pas étrangère à la démarche scientifique, l'utopie précédant parfois la science et relevant de l'*«idéologie scientifique»*. Les savoirs fournis par la pensée utopique constitueraient alors des *«systèmes explicatifs dont l'objet est hyperbolique, relativement à la norme de scientificité qui lui est appliquée par emprunt»*⁴⁹⁸. La pensée utopique, conçue ici comme idéologie scientifique, ne serait ni fausse science, ni magie, ni religion, mais *«une croyance qui louche du côté d'une science déjà instituée, dont elle reconnaît le prestige et dont elle cherche à imiter le style»*⁴⁹⁹.

Il est donc clair que la pensée utopique qui se développait au début du 19^e siècle a pu prendre son envol et faire sentir son influence notamment grâce à l'apport considérables des sciences sociales qui émergeaient alors. Par exemple, un des plus célèbres utopistes de l'époque, Charles Fourier, a toujours cherché à appuyer ses propositions et analyses

⁴⁹⁸ Cité dans PÉQUIGNOT, Bruno, *op.cit.*, p.286.

⁴⁹⁹ *Ibid.*, p.286-287. Souligné par l'auteur.

sur une démarche dont la rigueur méthodologique ne pouvait que s'inspirer de la démarche scientifique. Les fameuses typologies du théoricien des passions en font preuve⁵⁰⁰.

Les sciences sociales auraient également nourri la pensée utopique, soutient Eve Brenel, par l'entremise des questions qui leur étaient posées, comme celles-ci :

*Les sciences sociales doivent-elles intervenir sur la réalité qu'elles analysent? Doivent-elles, en d'autres termes, être «partisanes» et avoir des fins politiques? Lorsque c'est le cas, dans quelle mesure sont-elles encore objectives? Et quand elles sont «neutres», ne sont-elles pas «condamnées», de toute façon, à être utilisées contre leur gré?*⁵⁰¹

Ces questions auraient ainsi constitué des sources d'inspiration et d'enseignement pour les utopistes. Aussi, il est reconnu que les sciences dans leur ensemble ont inspiré la pensée utopique, cette dernière ayant été caractérisée, rappelle Servier, «par l'accent particulier donné à la connaissance rationnelle», les utopistes ayant «conçu un développement illimité de la science, du perfectionnement des techniques et, du même coup, des possibilités d'action de l'homme»⁵⁰².

Apports de la pensée utopique aux sciences sociales

La pensée utopique s'est donc développée en puisant aux sources de nouvelles connaissances apportées par les sciences sociales. Ces dernières, à leur tour, se sont

⁵⁰⁰ Voir notamment TACUSSEL, Patrick, *Charles Fourier. Le jeu des passions*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000.

⁵⁰¹ BRENEL, Eve, «Utopies et sciences sociales : entre rupture et continuité», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., p.156.

⁵⁰² SERVIER, Jean, *L'utopie*, Paris, PUF, 1979, p.74.

approprié des éléments de la pensée utopique leur permettant notamment de mieux cerner le contexte socio-politique dans lequel elles se développaient. Baczko souligne en ce sens que le corpus utopique a contribué à l'approfondissement de la grande question sociale et politique de la modernité, question qui s'avérait fondamentale pour les sciences sociales de l'époque : «*comment imaginer et penser la société comme auto-instituée, ayant la pleine maîtrise de soi et ne reposant sur aucun ordre extérieur à elle-même?*»⁵⁰³.

Ainsi se serait opéré, à l'intérieur de ce contexte particulièrement exalté, un rapprochement entre la pensée utopique et les théories traitant de projets de constitution socio-politique, ces dernières s'étant abreuvées aux constructions imaginaires des utopies. Dans l'effervescence caractéristique du 19^e siècle, les sciences sociales ne pouvaient pas ne pas s'inscrire dans la foulée des espoirs suscités par l'idée de Progrès, les théoriciens de la société ne pouvant se détacher totalement du rôle de réformateurs. Guertin relève que, dans ce contexte où l'on cherchait à repenser la nature des organisations sociales et politiques, «*les utopies sont devenues des réservoirs d'idées à portée de main des réformistes, elles sont devenues des hypothèses intéressantes qui ont pénétré l'idéal du progrès social*»⁵⁰⁴.

Péquignot estime pour sa part que les utopistes «*ont développé des «idées de génie» ou leurs germes permettant ainsi la constitution d'une véritable théorie à la fois scientifique et révolutionnaire fondée sur l'analyse des processus réels dans l'histoire*»⁵⁰⁵. On sait

⁵⁰³ BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, p.7.

⁵⁰⁴ GUERTIN, Michel, *op.cit.*, p.273.

⁵⁰⁵ PÉQUIGNOT, Bruno, *op.cit.*, p.286.

très bien que l'un des objectifs scientifiques des théoriciens de la société, à l'époque, consistait justement dans la «découverte» des lois de l'organisation sociale. Ainsi, même s'ils ne partageaient pas tout à fait les mêmes finalités, utopistes et chercheurs en sciences sociales traitaient du même objet, et il est clair que les premiers ont enrichi et inspiré le travail des seconds. Même s'ils critiquaient assez sévèrement les prétentions scientifiques des utopistes, Marx et Engels, par exemple, reconnaissaient tout de même la pertinence théorique et politique de leur pensée, surtout en ce qui a trait à la critique sociale qu'elle soutenait⁵⁰⁶.

3.1.2. La pensée utopique et les sciences sociales aujourd'hui

Ce n'est pas ce qui est, mais ce qui pourrait et devrait être, qui a besoin de nous.

Cornelius Castoriadis

La pensée utopique et la pensée des sciences sociales, comme je l'ai montré à la section précédente, ont émergé vers le début du 19^e siècle en étant portées sensiblement par les mêmes imaginaires sociaux (autour de l'idée du Progrès). De ces deux modalités de pensée sur le social-historique, on pouvait alors tisser des liens autant en ce qui a trait à leurs démarches qu'en ce qui concerne leur objet. Dans la présente section, je tenterai d'identifier les liens qui peuvent unir encore de nos jours la pensée utopique et la pensée des sciences sociales. Je traiterai d'abord de la situation actuelle des sciences sociales eu égard à la pensée utopique contemporaine. Par la suite, il s'agira d'identifier et de décrire les apports de la pensée utopique pour les sciences sociales actuelles et à venir. Je

⁵⁰⁶ Sur ce point, voir notamment PÉQUIGNOT, Bruno, *ibid.*

terminerai la section par une réflexion sur les considérations épistémologiques et méthodologiques découlant de ce qui aura été relevé jusqu'alors.

3.1.2.1. Utopie et sciences sociales actuelles

Peut-on encore identifier des liens entre la pensée utopique et la pensée des sciences sociales aujourd’hui? Je tenterai de répondre à cette question en décrivant d’abord très brièvement l’état actuel des sciences sociales pour ensuite relever de ces dernières les dimensions utopiques qu’elles pourraient comporter.

État actuel des sciences sociales

J’ai tenté de démontrer, au chapitre 1, que les sciences sociales actuelles, suite à une série de transformations et d’évolutions, se consacrent davantage à des problématiques de fonctionnement du *social* plutôt qu’à des questionnements sur la *société*⁵⁰⁷. Certains y voient là les effets d’une culture trop utilitaire, d’autres les conséquences de fortes pressions de la demande sociale ou des impératifs économiques, d’autres encore y associent la méfiance des chercheurs à l’égard de postures trop idéologiques ou tout simplement le symptôme du désengagement des ces derniers. Il s’avère, au delà des explications suggérées, que les sciences sociales, portées dans les débuts de leur développement par une quête de compréhension de l’organisation sociale, d’une certaine totalité sociale, seraient aujourd’hui, selon les mots de Berthoud, «fragmentées jusqu’à

⁵⁰⁷ Sur ce point, voir chapitre 1, section 1.2.2. «Une pensée sur la société».

l'absurdité», avec une multitude de champs de spécialisation qui leur «font perdre l'essentiel»⁵⁰⁸.

Cet essentiel, pour certains, résiderait dans la capacité, pour les sciences sociales, de se prononcer non seulement sur le fonctionnement de la société de l'ici-maintenant, mais également, en considérant la complexité du social-historique, sur la société de l'«à venir». Déplorant que les concepts utilisés pour décrire le monde actuel ne sont que des concepts négatifs (post-industriel, post-moderne, etc.), Myles observe même que les sciences sociales actuelles «*ne décrivent pas le type de société vers lequel nous nous acheminons, mais uniquement celui que nous laissons derrière nous*»⁵⁰⁹. L'auteur ne considère pas pour autant qu'il faille en revenir aux grandes théories générales prophétiques. Il soutient, citant Rianne Mahon, que le rôle des sciences sociales devrait consister à «*tenter de discerner les grandes lignes des options possibles à partir des tendances contradictoires en action et d'indiquer les conséquences possibles de chacune*»⁵¹⁰.

Mais pour assumer ce rôle, qui correspond fortement à la tâche que Wallerstein assigne à ce qu'il nomme l'*utopistique*⁵¹¹, les sciences sociales devraient assumer des postures critique, synthétique et normative. Freitag parlerait de «*prise en charge réflexive d'un idéal civilisationnel à orientation universaliste*», laquelle implique simultanément «*la transmission critique des acquis essentiels du passé et la synthèse systématique des*

⁵⁰⁸ BERTHOUD, Gérald, «L'impératif marchand» (propos recueillis par Yvonne PREISWERK), dans COMELIAU, Christian, *L'économie à la recherche du développement. Crise d'une théorie, violence d'une pratique*, Nouveaux cahiers de l'IUED, Paris, PUF, 1996, p.184.

⁵⁰⁹ MYLES, John, *op.cit.*, p. 56.

⁵¹⁰ *Ibid.*, p.59.

⁵¹¹ Voir chapitre 2, sous-section 2.3.3.2. «Une pensée utopique contemporaine: ma définition».

nouvelles connaissances, des nouvelles valeurs, des nouvelles formes d'apprehension expressive»⁵¹². Comme je l'ai suggéré encore au chapitre 1, il semble que ce ne soit pas là les postures privilégiées de nos jours par la plupart des chercheurs.

Pour Fernando Ainsa, il s'agit, en sciences sociales, d'une question d'engagement. L'auteur précise qu'il s'agit d'un engagement «*dans la voie de la raison*», dicté par «*l'exigence et la difficulté d'un choix*», choix que le déclin de système historique actuel rend «*possible, mais aussi difficile*»⁵¹³. La difficulté vient du fait, dit Ainsa, qu'il n'y a plus «*de force alternative dont on pourrait soutenir qu'elle propose le bon choix d'une façon claire et distincte*»⁵¹⁴. Cette absence de force alternative se conjugue également à une forte présence de commanditaires dans l'orientation des problématiques de recherche. Très critique à l'égard de cette situation, Jean-Pierre Garnier déplore qu'une trop grande part de chercheurs en sciences sociales ne fournissent ainsi que des analyses servant au *fonctionnement de la société telle qu'instituée*⁵¹⁵.

Des sciences sociales utopiques

J'ai montré au chapitre 2 que l'un des principaux traits de la pensée utopique réside dans son caractère critique, où la critique de *ce qui est* permet d'élaborer des projections de *ce qui devrait être*. Suivant le très bref exposé de l'état actuel des sciences sociales que je

⁵¹² FREITAG, Michel, *op.cit.*, p.13-14.

⁵¹³ AINSA, Fernando, *La reconstruction de l'utopie*, Paris, Arcanteres-Unesco, 1997, p.89-90.

⁵¹⁴ *Ibid.*, p.90.

⁵¹⁵ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999.

viens de présenter, il semblerait que ces dernières n'aient plus grand-chose à partager avec la pensée utopique. Or, à y regarder de plus près, on observe que malgré un certain recul des sciences sociales quant aux postures critiques et normatives, des points communs peuvent encore être relevés entre ces dernières et la pensée utopique.

Au début du 20^e siècle, les liens entre la pensée utopique et les sciences sociales étaient facilement repérables. Baudry, en ce sens, souligne par exemple que la sociologie scientifique de l'époque «ne se construit pas que du projet de réfléchir à des problèmes sociaux, mais d'une mise en question de l'idée de société : non pas seulement d'un commentaire de l'observable, mais d'une problématisation radicale»⁵¹⁶. Pour appuyer ses propos, l'auteur rappelle que «Durkheim se demande comment les sociétés tiennent, Simmel comment les formes sociales se maintiennent»⁵¹⁷. Servier, sur les liens entre pensée utopique et sciences sociales, dit ceci : «Toutes les terreurs, toutes les souffrances, toutes les cruautés de la vie sont écartées par la vision de la cité radieuse comme par les promesses de la science. Toutes deux sont avant tout un antihadard, une planification de l'avenir»⁵¹⁸.

Bien sûr, l'histoire du 20^e siècle a amené les sciences sociales à adopté une attitude de modestie en ce qui concerne leur visée synthétique, leur capacité d'anticiper l'avenir par

⁵¹⁶ BAUDRY, Patrick, «Une utopie sans projet. L'utopie au cœur des sciences sociales», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., p.231.

⁵¹⁷ Idem.

⁵¹⁸ SERVIER, Jean, *L'utopie*, Paris, PUF, 1979, p.75. Plus loin, l'auteur écrit ceci : «La science et l'utopie, unies dans une même conception du progrès, l'une se voulant devenir et l'autre aboutissement, sont des forces contraignantes comme celles qui évitent à l'enfant la peine de décisions que seule l'intelligence adulte pourrait prendre». p.84.

la connaissance du présent. Les penseurs de la société sont désormais «moins confiants dans les capacités émancipatrices de «la science» et de «la raison», c'est-à-dire dans les progrès supposés concomitants du mouvement des connaissances positives et de l'émancipation»⁵¹⁹. Comme pour la pensée utopique, il est difficile pour la pensée des sciences sociales de bien saisir la complexité du réel. C'est la dimension dynamique de la réalité qui limite leur prétention respective, ce qui, selon Brenel, constitue leur point de rencontre essentiel : «Difficulté à ne pas enfermer la réalité analysée dans une fixité, à ne pas la figer en une pièce de musée, pour les sciences sociales, et difficulté accrue encore pour l'utopie qui se propose, elle, de construire une réalité»⁵²⁰.

Pour Georges Jean, tout discours en sciences sociales, aux «formes relativement neutres», contient «l'onirisme d'un langage utopique qui tire le chercheur (...) comme en avant de son langage»⁵²¹. Ce que l'utopie «raconte», suggère Jean, les sciences sociales le «pensent». Alors que Mayor avance que «tout chercheur, quand il émet une hypothèse, est «utopique», car il imagine au-delà du connu»⁵²², Préposiet va même jusqu'à dire que la pensée utopique et les sciences sociales ont le même objet : «D'où la quasi-impossibilité, dit-il, de démêler, dans l'ensemble dialectique qu'elles constituent, ce qui appartient aux unes et ce qui relève de l'autre»⁵²³. Corcuff, parlant des chercheurs en sciences sociales (spécifiquement ici dans les analyses sociologiques constructivistes),

⁵¹⁹ CORCUFF, Philippe, «Le sociologue et les acteurs : épistémologie, éthique et nouvelle forme d'engagement», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n° 131, janvier-mars 1999, p.146.

⁵²⁰ BRENEL, Eve, *op.cit.*, p.152. Souligné par l'auteure.

⁵²¹ JEAN, Georges, *op.cit.*, p.244-245.

⁵²² MAYOR, Frederico, «Vouloir l'impossible», préface à AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.11.

⁵²³ PRÉPOSIET, Jean, «Sur l'apport positif des utopies», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.255-256.

souligne que «ni les tentations récurrentes d'une posture surplombante vis-à-vis des acteurs ni le constat de la variabilité historique et sociale de leurs idéaux d'émancipation ne mènent nécessairement la sociologie à un scepticisme généralisé à l'égard de tous les idéaux»⁵²⁴.

Pour De Chassey, c'est justement la sociologie, plus que les autres sciences sociales, qui se rapprocherait de la pensée utopique, parce qu'elle est «moins rivée à ces amarres du réel que sont les fils du temps [histoire] et les trames de l'espace [géographie]», parce qu'elle est plus appelée à prendre de la perspective, enfin parce «qu'il lui faut arriver à re-présenter un phénomène social actuel dans toutes ses dimensions présentes et ses dynamiques incertaines à venir»⁵²⁵. Jean-Guy Lacroix, quant à lui, présente la sociologie comme un «discours de rationalisation sur la production et la reproduction de la totalité sociétale»⁵²⁶, dont le rôle est de «contribuer à une interprétation des conditions de possibilité par le sujet [individuel et collectif] comme possibilité de son auto-réalisation»⁵²⁷.

3.1.2.2. Fonction heuristique de la pensée utopique en sciences sociales

On peut ainsi avancer, suivant ce qui précède, que la pensée utopique et la pensée des sciences sociales ne sont pas tout à fait étrangères, même en ce début de 21^e siècle où les

⁵²⁴ CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995, p.118.

⁵²⁵ DE CHASSEY, Francis, «L'utopie : miroir inversé de la modernité», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, op.cit., p.318.

⁵²⁶ LACROIX, Jean-Guy, op.cit., p.144.

⁵²⁷ *Ibid.*, p.145.

pensées critiques et normatives se font plus discrètes dans le discours scientifique. La pensée utopique pouvant encore s'avérer source d'inspiration pour les sciences sociales, je tenterai donc, dans cette sous-section, d'en décrire brièvement les principales fonctions. Ces différentes fonctions, en fait, pourraient être présentées globalement comme les diverses expressions de la fonction heuristique de la pensée utopique pour les sciences sociales.

Une fonction schématique

L'utopie, selon Préposiet, précède la science. Elle lui servirait «*de schème directeur, de première ébauche, de réserve d'images et d'idées*»⁵²⁸. Pour Wunenburger, la pensée utopique est «*une réserve insoupçonnée de signes et de symptômes*», un exercice de l'imagination qui «*sert de livre d'images des hésitations et des engagements de la raison philosophico-scientifique*»⁵²⁹. Reflet des courants idéologiques du moment pour Dilas-Rochereux⁵³⁰, elle permettrait, selon De Chassey, de schématiser et de simplifier la réalité sociale en procédant en quelque sorte à une «*anatomie du social*»: «*Des domaines essentiels de la vie sociale, elle retient les principaux traits, ceux qui selon elle, ne vont pas du tout et sont toujours plus ou moins les mêmes. Et elle imagine ce qu'ils devraient être*»⁵³¹. Ainsi, la pensée utopique peut bonifier les sciences sociales du regard schématique qu'elle pose sur la réalité présente.

⁵²⁸ PRÉPOSIET, Jean, *op.cit.*, p.256.

⁵²⁹ WUNENBURGER, Jean-Jacques, *L'utopie ou la crise de l'imaginaire*, Paris, Éditions Jean-Pierre Delarge, 1979, p.170.

⁵³⁰ DILAS-ROCHEREUX, Yolène, *L'utopie ou la mémoire du futur. De Thomas More à Lénine, le rêve éternel d'une autre société*, Paris, Robert Laffont, 2000,

⁵³¹ DE CHASSEY, Francis, *op.cit.*, p.326.

Une fonction représentative-hypothétique

Tablant sur le fait que «les rêveries utopiques finissent souvent par se réaliser»⁵³², Jean Préposiet affirme que les spécialistes des sciences sociales devraient davantage en tenir compte, pour pouvoir se représenter ce qui pourrait advenir. Se référant pour sa part à la définition de l'utopie fournie par Lalande dans *Vocabulaire de la philosophie* («procédé qui consiste à représenter un état de choses fictif comme réalisé d'une manière concrète, soit afin de juger des conséquences qu'il implique, soit, plus souvent, afin de montrer combien ces conséquences seraient avantageuses»⁵³³), Mouteaux relève ainsi le rapprochement qui existe entre la pensée utopique et l'hypothèse scientifique. La pensée utopique permet alors «d'explorer de manière rationnelle l'espace de «l'impossible», pour différencier le relatif de l'absolu»⁵³⁴. La fonction représentative-hypothétique de la pensée utopique élargit tout autant le regard porté sur le présent car, comme dit Baczko, «on regarde et on juge autrement les maux sociaux existants si l'on se met à imaginer des systèmes sociaux qui pourraient les éliminer»⁵³⁵.

Une fonction analytique-réflexive

La pensée utopique ne se réduisant aucunement à la projection d'un monde imaginaire, elle permet de jeter un regard dynamique et critique sur la réalité présente. Plus que par

⁵³² PRÉPOSIET, Jean, *op.cit.*, p.247.

⁵³³ Cité dans MOUTEAUX, Jacques, «Présentation», dans LACROIX, Jean-Yves, *L'utopie*, Paris, Bordas, 1994, p.7.

⁵³⁴ BERTOLO, Amedeo, *op.cit.*, p.15.

⁵³⁵ BACZKO, Bronislaw, *Lumières...*, *op.cit.*, p.19.

ses contenus, la pensée utopique inspirerait davantage, avance De Chassey, «comme démarche et dynamique épistémologique», en permettant aux sociétés de s'analyser réflexivement : «pour essayer de dire le vrai de la réalité ou de ce qui existe, il faut leur être infidèle et dire ce qui n'existe pas ou parfois nulle part encore»⁵³⁶. Car la fonction ou le but de la pensée utopique n'est pas, souligne Chirpaz, «de raconter en décrivant un tableau de modes de vie différents, il est de permettre de juger l'état de nos sociétés et le cours de notre monde»⁵³⁷. C'est ainsi que Cardon conçoit l'utopie comme un «partenaire épistémologique» qui permet «de réactiver la culture et de mettre la société à distance avec elle-même, lui ouvrant ainsi les chemins du possible»⁵³⁸.

Cette fonction peut être rapprochée de la notion d'*instance du présent* de Walter Benjamin (reprise par Boireau-Rouillé) et qui consiste en la «capacité à pressentir l'avenir, la nouveauté possible dans le temps présent, pour que celui-ci ne soit pas pure répétition du passé, pure projection en avant des tendances du passé»⁵³⁹. Boireau-Rouillé rappelle qu'il s'agit davantage ici d'une «perception politique du présent» que d'une prédiction de l'avenir, la société se générant elle-même à travers ses propres représentations.

⁵³⁶ DE CHASSEY, Francis, *op.cit.*, p.319.

⁵³⁷ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.47.

⁵³⁸ CARDON, Phillippe, «L'utopie, support d'imagination : fonction positive, fonction négative?», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.218.

⁵³⁹ BOIREAU-ROUILLÉ, Monique, *ibid.*, p.26-27.

Une fonction praxéologique

La pensée utopique, lorsqu'elle entreprend de décrire la société idéale, ne procède pas simplement à la transcription d'une rêve projeté dans le futur, mais plutôt à un recul théorique⁵⁴⁰. Un recul théorique qui tire sa pertinence dans le fait que, bien qu'il n'y ait plus de certitudes assurées sur l'avenir, «*des conceptions du futur peuvent cependant influencer la façon dont les humains agissent dans le présent*»⁵⁴¹. Car ce ne sont pas les théories, rappelle Chirpaz, qui «*mettent les hommes en mouvement*» et leur insufflent «*l'élan indispensable à l'action politique*», mais bien les rêves qu'ils se font de la société à venir⁵⁴². Tenir compte de ce type d'anticipation, c'est se donner l'opportunité de mieux comprendre les mutations des collectivités humaines. La pensée utopique peut donc fournir aux sciences sociales un espace théorique permettant de mieux saisir ce qui est en transformation dans la réalité présente.

Une fonction socio-politique

J'ai traité, au chapitre 1⁵⁴³, de la pensée critique en sciences sociales, donc du rôle socio-politique que pouvaient jouer ces dernières. D'emblée, il est aisé de concevoir combien la pensée utopique peut renforcer ce rôle. Grâce à elle, en effet, «*les rêves sociaux, individuels et collectifs, prennent corps, s'organisent en ensembles cohérents d'idées-*

⁵⁴⁰ Sur ce point, voir HOUDROY, Hubert, *Comment peut-on définir l'Utopie?*, Site internet du Réseau d'activité à distance : <http://rad2000.free.fr/utopia01.htm>.

⁵⁴¹ WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *op.cit.*, p.83-84.

⁵⁴² CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.33.

⁵⁴³ Voir chapitre 1, section 1.2.3. «Une pensée critique».

*images d'une autre société, en opposition et en rupture avec l'ordre dominant*⁵⁴⁴. Pour Péquignot, qui parle pour sa part de la fonction éthique de l'utopie en sciences sociales, la pensée utopique permettrait de «réaffirmer l'objectif de la connaissance rationnelle de la vie des hommes», cet objectif consistant dans «la transformation révolutionnaire d'un système économique porteur de misères et d'injustices, et son remplacement par un autre dont il faut espérer qu'il permettra l'épanouissement de tous et de chacun»⁵⁴⁵.

Aussi, l'idée, propagée par le «sérieux» des sciences, selon laquelle les utopies du 19^e siècle ont été réalisées (et que, donc, toute utopie s'avère absolète), ne peut être efficacement démentie, selon Baudry, «que depuis l'introuvable point de vue de l'utopie»⁵⁴⁶. Le seul point de vue qui pourrait permettre, selon les mots de Maler, «d'inventer les voies d'une invention démocratique de l'avenir qui soient aussi les voies d'une invention d'un avenir démocratique»⁵⁴⁷. La pensée utopique, ainsi, peut fournir aux sciences sociales des éléments heuristiques leur permettant de participer de cette *invention*.

Tableau 7

Fonction heuristique de la pensée utopique en sciences sociales

Fonctions	Descriptions
Schématique	<i>Permet de simplifier la réalité en en retenant les principaux traits, particulièrement ceux «qui ne vont pas»; imagine «ce qu'ils</i>

⁵⁴⁴ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.61.

⁵⁴⁵ PÉQUIGNOT, Bruno, *op.cit.*, p.289.

⁵⁴⁶ BAUDRY, Patrick,*op.cit.*, p.235.

⁵⁴⁷ MALER, Henri, *op.cit.*, p.366.

	<i>devraient être».</i>
Représentative-hypothétique	<i>Permet la représentation de «ce qui devrait être» pour en évaluer les conséquences; différencie «le relatif de l'absolu»; juge les maux existants.</i>
Analytique-réflexive	<i>Permet, partant de «ce qui n'existe pas encore», de porter un regard critique et réflexif sur la société; ouvre des possibles.</i>
Praxéologique	<i>Permet, partant des espoirs exprimés à l'égard du futur, une meilleure compréhension des transformations en cours.</i>
Socio-politique	<i>Permet d'«organiser» les imaginaires sociaux; favorise la transformation du «système» vers plus de démocratie.</i>

3.1.2.3. Aspects épistémologiques

Des sciences sociales qui prendraient explicitement en compte ce que peut leur fournir la pensée utopique ne pourraient faire l'économie d'une remise en question de certains aspects épistémologiques. Je traiterai ici de l'aspect qui m'apparaît significatif en ce sens, c'est-à-dire celui de la conception que l'on se fait de la réalité. Je me pencherai par la suite sur la question du rapport du chercheur à son objet ainsi que sur la question de la transdisciplinarité.

La nature de la réalité

Appréhender la réalité, sous le regard de la pensée utopique, c'est exprimer le «*symptôme d'une rupture entre l'esprit et le réel*», cette réalité «*une*» qui s'impose, nous dit Godin, «*avec tout le poids de sa propre évidence*», un présent si lourd qu'*«il nous est impossible*

d'échapper à sa perspective»⁵⁴⁸. Dans un contexte où, comme je l'ai décrit brièvement au chapitre 1⁵⁴⁹, une certaine pensée unique impose sa conception, une pensée des sciences sociales qui s'inspirerait de la pensée utopique ne pourrait donc concevoir la réalité comme un donné, mais pourrait plutôt chercher à «ouvrir l'espace des possibles en refusant d'abdiquer devant telle ou telle hégémonie prétendument universelle, nécessaire et obligatoire»⁵⁵⁰. Nécessairement constructivistes, ces sciences sociales élaboreraient et analyseraient leurs objets en «interrogeant le «donné» et [en] laissant place à une pluralité de réalités dont les relations doivent être pensées»⁵⁵¹.

Wallerstein, par exemple, insiste sur le fait que «toutes les données sont des sélections de la réalité, fondées sur des conceptions du monde ou des modèles théoriques de l'époque, tels que filtrés par les positions particulières de chaque groupe» et qu'ainsi «une représentation quasi-photographique de la réalité sociale est impossible»⁵⁵². Larochelle, pour sa part, souligne que c'est par le recours à l'imaginaire qu'une société se désigne à elle-même, c'est-à-dire par des «contenus de représentations qui sont présentés et approchés comme tenir-pour-vrai (Kant) collectif»⁵⁵³.

⁵⁴⁸ GODIN, Christian, *Faut-il réhabiliter l'utopie?*, Nantess, Éditions Pleins Feux, 2000, p.27. Souligné par l'auteur.

⁵⁴⁹ Voir chapitre 1, sous-section 1.2.3.1. «La réalité «consensuelle»».

⁵⁵⁰ LUZI, Jacques, «Libéralisme et nihilisme», *Agone*, n°21, 1999, p.49.

⁵⁵¹ CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies...*, *op.cit.*, p.19.

⁵⁵² WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *op.cit.*, p.96.

⁵⁵³ LAROCHELLE, Gilbert, «La fonction symbolique de l'expertise dans la modernité», dans TACUSSEL, Patrick (dir.), *Le réenchantement du monde. La métamorphose contemporaine des systèmes symboliques*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.108. Souligné par l'auteur.

Plus loin, traitant de la prédominance actuelle de l'imaginaire technocratique, l'auteur prévient qu'il peut en résulter «une surdétermination d'un modèle de société aux dépens de tous les autres dont la référence dans l'univers symbolique, est implicitement récusée»⁵⁵⁴. Des sciences sociales d'inspiration utopique, face à ce type de considérations, s'appliqueraient à identifier, selon les mots de Morin, les «forces souterraines qui travaillent le présent», dans lesquelles «il y a beaucoup d'éléments inaperçus dans notre vision du présent»⁵⁵⁵.

La pensée utopique, aussi, conçoit la réalité sur la base des significations vécues par les humains. Ou, comme dirait Chirpaz, en considérant «le souci que l'humain a de son destin», ce qui implique que comprendre la réalité «exige de s'en rapporter à un destin et s'attacher à interpréter ce destin que l'homme est parce que c'est en lui que sa vie se donne un sens»⁵⁵⁶, ce que la pensée *réaliste* tend à négliger. L'auteur estime que ce que les *réalistes* désignent comme le réel «repose sur une méconnaissance de la complexité du réel lui-même», ce dernier désignant non seulement «la part du donné» mais également l'«avoir à être»⁵⁵⁷, car «l'homme est ce vivant pour qui le possible fait partie intégrante de son être»⁵⁵⁸. Watier suggère même que c'est là que peut résider une des sources de la crise de sens du monde actuel : «Car la crise du sens peut aussi se lire

⁵⁵⁴ *Ibid.*, p.113.

⁵⁵⁵ MORIN, Edgar, «La bonne et la mauvaise utopie», dans Rencontres de Châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*, Paris, Arléa, 1996, p.12.

⁵⁵⁶ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.57. Souligné par l'auteur.

⁵⁵⁷ *Ibid.*, p.65. Souligné par l'auteur.

⁵⁵⁸ *Ibid.*, p.59.

comme dépossession réalisée par les sciences sociales objectivantes du sens des actes des individus qu'elles analysent»⁵⁵⁹.

Ainsi, questionner les liens entre la pensée utopique et les sciences sociales nous ramène nécessairement au débat entre les approches compréhensives/interprétatives et les approches explicatives/objectivistes⁵⁶⁰. La réalité social-historique, pour des sciences sociales inspirées de la pensée utopique, est irréductible à quelque construction que ce soit, sa «nature» complexe ne pouvant se prêter qu'à une multitude d'interprétations.

Les questions de l'objectivité et de la transdisciplinarité

Le chercheur et son objet

Le chercheur qui aborde directement ou indirectement le thème de l'utopie ne peut prétendre à cette objectivité toujours comprise ici comme mise à distance absolue, extériorité totale par rapport à l'objet. Traitant de la difficulté que rencontre tout chercheur dans la tentative de définir l'utopie, Michel Guertin souligne que cette difficulté découle du fait que le chercheur «doit au préalable déterminer le contexte dans lequel il désire aborder l'utopie, ainsi que sa position idéologique»⁵⁶¹. Cette difficulté, une fois assumée, explicitée, peut paradoxalement constituer, selon Brenel, «un des

⁵⁵⁹ WATIER, Patrick, «De l'objectivation à la subjectivation. Science et connaissance», dans TACUSSEL, Patrick (dir.), *Le réenchantement du monde...*, op.cit., p.56-57.

⁵⁶⁰ Voir chapitre 1, point 1.1. «Une approche interprétative».

⁵⁶¹ GUERTIN, Michel, op.cit., p.27-28.

remèdes possibles à l'inévitable subjectivité des sciences sociales, jamais exempts d'idéologie»⁵⁶².

Gottraux souligne, quant à lui, que cette posture difficile oscillant entre implication et distanciation peut bien sûre induire certains biais normatifs de la part du chercheur, mais aussi «ouvrir paradoxalement des possibles en matière de connaissance»⁵⁶³. Il est clair qu'un parti pris utopiste, dans les sciences sociales, ne peut éviter de susciter ces biais normatifs. Or, supposant une rupture radicale «vis-à-vis du temps social dominant» et impliquant «une distance mentale par rapport aux valeurs et aux idéologies qui se disputent le monopole de la gestion de la société», l'«intention utopique» favoriserait paradoxalement une certaine neutralité axiologique, selon Tacussel, «parce qu'elle n'est pas directement soumise aux pressions politico-culturelles du moment»⁵⁶⁴.

La trandisciplinarité

Immanuel Wallerstein suggère depuis quelques années déjà qu'il nous faudrait nous défaire le plus possible de la distinction classique entre les choix politiques, intellectuels et moraux, cette dernière ayant de moins en moins de pertinence compte tenu du caractère transitoire de notre époque et de la complexité des choix que cette transition implique⁵⁶⁵.

L'auteur a tenté récemment de formuler cette «exigence» en développant la notion

⁵⁶² BRENEL, Eve, *op.cit.*, p.155.

⁵⁶³ GOTTRAUX, Philippe, «Démarche sociologique et appartenance politique : réflexions à partir de *Socialisme ou Barbarie*», dans PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, *op.cit.*, p.100.

⁵⁶⁴ TACUSSEL, Patrick, *Charles Fourier...*, *op.cit.*, p.122. Souligné par l'auteur.

⁵⁶⁵ Voir notamment WALLERSTIEN, Immanuel, *Impenser...*, *op.cit.*

d'*utopistique*⁵⁶⁶ (qui consiste en une modalité d'évaluation d'alternatives historiques), laquelle invite «*tout d'abord [à] une reconfiguration des structures du savoir, [à] un examen critique approfondi de ce que nous savons vraiment sur le fonctionnement du monde social*»⁵⁶⁷. Cette reconfiguration devrait notamment s'appuyer sur le dépassement des séparations artificielles entre les domaines «*supposés autonomes*» du politique, de l'économique et du social (ou culturel), séparations érigées au 19^e siècle⁵⁶⁸.

Partant d'une réflexion sur la pertinence actuelle de la pensée utopique, Ainsa rejoint les propos de Wallerstein lorsqu'il affirme que dans notre contexte caractérisé par des interactions socio-politiques complexes, «*l'approche interdisciplinaire des diverses formes du discours utopique est plus que jamais nécessaire*» et que celle-ci «*doit embrasser tous les champs de l'activité humaine, de la littérature à la théorie politique, de l'architecture à la philosophie, des arts visuels (visionnaires) aux disciplines scientifiques*»⁵⁶⁹. Ainsi, des sciences sociales inspirées de la démarche de la pensée utopique s'avéreraient adaptées aux exigences du moment. Et ce notamment parce que cette démarche, dans sa tentative d'appréhender la réalité sociale, «*ne saurait se satisfaire d'une simple mise en évidence des mécanismes qui en régissent le fonctionnement*» car, comme le souligne Chirpaz, «*dans la vie sociale, c'est, en effet, de l'homme qu'il est question, en priorité*», ce qui fait que «*décrire le monde tel qu'il est, dans la complexité*

⁵⁶⁶ Sur la notion d'utopistique, voir chapitre 2, sous-section 2.3.3.2. «Une pensée utopique contemporaine: ma définition».

⁵⁶⁷ WALLERSTEIN, Immanuel, *L'utopistique ou les choix politiques du XXIe siècle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube, 2000, p.10.

⁵⁶⁸ Voir WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *op.cit.*

⁵⁶⁹ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.87.

de son fonctionnement propre, ne saurait donc suffire à répondre à l'attente de la pensée»⁵⁷⁰.

Conclusion

La pensée utopique est apparue, à l'instar des sciences sociales, dans le sillon des événements marquant l'avènement de la modernité occidentale. On a vu que malgré leur distinction formelle, pensée utopique et pensée des sciences sociales ont partagé et peuvent encore partager de nos jours des dimensions communes, sur le plan heuristique et même aussi sur les plans socio-politique et idéologique. Dans cette première partie du chapitre 3, j'ai surtout tenté de démontrer qu'il pourrait s'avérer pertinent pour les sciences sociales de s'inspirer explicitement de la pensée utopique pour mieux comprendre la réalité social-historique, ou du moins pour y apporter de nouvelles pistes d'appréhension.

Ainsi, ayant pris le parti d'une science sociale critique qui a notamment pour tâche de nous aider à juger les alternatives qui se présentent pour le «présent à venir», j'ai explicitement suggéré qu'il s'avérerait pertinent que les sciences sociales intègrent davantage d'éléments de la pensée utopique dans leurs démarches et analyses.

⁵⁷⁰ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.69.

3.2. Le développement local sous le regard utopique

Réinventer des avenirs demande certes beaucoup d'imagination. Mais, cette imagination mise en jeu, nous n'aurons encore avancé que très peu. L'avenir de la communauté advient par le fait d'acteurs de cet avenir. Or ces acteurs de l'avenir, nul inventeur n'a pouvoir de les inventer.

Jacques Rancière

Introduction

Si des sciences sociales intégrant des dimensions de la pensée utopique peuvent s'avérer pertinentes pour appréhender la réalité social-historique actuelle, l'intégration de ces dimensions dans les études particulières sur le développement local devrait également permettre une meilleure appréhension des problématiques s'y rapportant. C'est du moins ce que je m'appliquerai à démontrer dans cette deuxième partie du chapitre.

Une première section sera ainsi consacrée à une description (interprétagtive) du contexte social-historique à l'intérieur duquel se sont développées les pratiques ainsi que le champ d'études sur le développement local. Dans la deuxième section, j'aborderai quelques enjeux du développement local, considérant le contexte social-historique préalablement décrit. Je tenterai finalement, dans une troisième section, de démontrer comment (et pourquoi) la pensée utopique peut apporter une contribution significative à la compréhension de cet objet d'étude qu'est le développement local.

3.2.1. Le développement local et le contexte social-historique

*On ne comprend pas le fonctionnement des petits espaces
si l'on ne s'intéresse pas simultanément à celui des plus
grands et réciproquement.*

Jean-Philippe Lebresche

La prise en compte du développement local comme objet d'étude s'avère assez récente. Ce n'est qu'au cours des années 1970 que les spécialistes du développement régional, au Québec comme ailleurs en Occident, commencent à s'intéresser spécifiquement à ce champ de leur discipline. Cela s'inscrit dans un contexte social-historique particulier, que je tenterai de décrire dans la présente section⁵⁷¹. Pour commencer, je m'emploierai à restituer l'avènement de ces nouvelles pratiques de développement abordées sous l'appellation de développement local. Par la suite, il s'agira de camper ces pratiques dans le contexte social-historique actuel, en les appréhendant sous l'angle d'une dialectique impliquant la démocratie et la mondialisation.

3.2.1.1. L'avènement du développement local

D'une part il s'agira de situer ce que je nomme l'avènement du local et, d'autre part, de présenter ce que je place sous l'appellation de l'avènement du global. Au lieu de ce double avènement, s'institue ce contexte social-historique nouveau que je désigne par la notion de *Glocalisation*, sur laquelle je me pencherai pour compléter la sous-section.

⁵⁷¹ Comme pour la description du thème dans l'Introduction générale, mes propos porteront ici plus spécifiquement sur le contexte québécois, sans toutefois s'y limiter strictement. En effet, le contexte social-historique que je tente d'interpréter dépasse le cas québécois, participant, bien que selon des expressions relativement variées, d'un processus qui concerne au moins l'Occident.

L'avènement du local

Avant les années 1970, la notion de «local» était presque inexistante dans la littérature sur le développement régional. Or, aujourd’hui, le local a acquis ses lettres de noblesse, que ce soit dans la théorie ou dans la pratique. Le développement local est «à la mode» et les acteurs du développement se désignent fièrement comme «acteurs locaux».

Au Québec, l’histoire commence par la résistance. La culture planificatrice-centralisatrice de l’État québécois en processus intense de bureaucratisation donne naissance, vers la fin des années 1960, à des politiques de développement régional définies à partir du sommet, c’est-à-dire l’appareil gouvernemental centralisé. Après quelques années à subir les failles d’un développement «par le haut» insensible aux particularités et besoins spécifiques des régions, les acteurs régionaux commencent à s’organiser pour revendiquer une plus grande autonomie quant à l’orientation du développement de leur milieu. Les années 1970 marquent le début de cette volonté de «prise en main».

Les théoriciens de l’époque, observant la réalité, prennent conscience (ici comme ailleurs) de l’importance de l’«endogénéité» du développement. Les acteurs du milieu sont les mieux placés, constate-t-on, pour identifier et résoudre les problèmes de leur région. Les gouvernements emboîtent le pas et concoctent des politiques davantage axées sur la décentralisation et le partenariat avec le milieu. Les acteurs régionaux et locaux sont reconnus, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, comme des intervenants pertinents en matière de développement régional. Les entités régionales et

locales sont désormais considérées comme des entités comportant une dynamique propre de développement, dynamique que les gouvernements doivent contribuer à faire émerger.

C'est dans le déroulement de ce «mouvement», avec la perte de légitimité de l'Etat-nation causée notamment par la mondialisation de l'économie⁵⁷², que l'on assiste dans les années qui suivent à ce que j'identifie comme l'«avènement du local», c'est-à-dire la reconnaissance du local comme entité relativement autonome et des acteurs locaux comme partenaires à part entière pour initier le développement. Au Québec, cette tendance est en quelque sorte institutionnalisée par l'entrée en vigueur, en 1997, de la *Politique de soutien au développement local et régional*⁵⁷³, politique qui confirme explicitement le local comme terrain d'action privilégié de mise en oeuvre de stratégies de développement.

C'est donc approximativement au tournant des années 1970 et 1980 que je situe l'avènement du local⁵⁷⁴, c'est-à-dire l'avènement de cette idée qui veut que le local soit le cadre de référence par excellence pour assurer une certaine régulation des rapports sociaux, une certaine expression de l'existence individuelle et collective. Dans le discours des sciences sociales comme dans le discours politique et celui des acteurs du développement apparaît ce que Laroche nommerait «*l'ambition de remettre à*

⁵⁷² J'aborderai la notion de mondialisation à la sous-section 3.2.1.2. «Développement local, mondialisation, démocratie».

⁵⁷³ GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Politique de soutien au développement local et régional*, Québec, 1997.

⁵⁷⁴ En France, note Paul Houée, «le concept même de développement local apparaît en 1975 dans les débats sociaux, en 1982 dans les propositions et mesures ministérielles, avant de trouver sa place dans les politiques territoriales en 1995 et en 1999». HOUËE, Paul, *Le développement local au défi de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.111-112.

l'individu la maîtrise de son destin et à la communauté la responsabilité de son existence»⁵⁷⁵.

Le local advient ainsi accompagné dans son émergence par une heureuse panoplie d'expressions, de concepts, d'énoncés d'intentions politiques. Qu'il s'agisse de la responsabilité du citoyen, de la décentralisation, de la démocratie participative, des vertus de la proximité, de la capacité des communautés à définir elles-mêmes leurs besoins, et ainsi de suite, l'avènement du local est associé pour plusieurs à une tendance fondamentalement positive. L'on sent désormais que les citoyens peuvent habiter et organiser leur communauté locale sans la tutelle étouffante d'un État-nation dont la nature semble se réduire alors à son caractère bureaucratique. D'un côté, un État tutélaire avec ses technocrates «déconnectés», incapables de saisir l'«identité» des communautés; de l'autre côté, des collectivités locales avec leurs élites et citoyens «branchés» à la réalité quotidienne, plus en mesure d'identifier leurs besoins et mieux placés pour déterminer comment les satisfaire.

La crise de l'État-providence, l'échec observé des politiques centrales de planification du développement des régions, l'internationalisation progressive des échanges commerciaux, la revalorisation des appartenances territoriales, sont autant d'éléments interreliés ayant contribué à l'avènement du local. Aussi, plusieurs discours laissent à entendre que les

⁵⁷⁵ LAROCHELLE, Gilbert, *La communauté comme figure de l'État. Introduction à l'analyse d'une conjoncture*, Chicoutimi, Éditions JCL, 1998, p.19.

grandes questions de société discutées au niveau national ont laissé place à des modalités de gestion des problèmes sociaux au niveau local.

L'avènement du local, c'est donc aussi l'avènement de ce que j'appelle la «pensée localiste». J'envisage cette dernière comme une pensée sur le social-historique qui suggère *grossost modo* cette idée que c'est à partir du local, par des moyens locaux, par la sagesse locale, que nous pourrons parvenir à instituer des communautés, des sociétés, voire un monde viables. C'est cet amalgame constitué de morceaux de pensées, d'éléments paradigmatisques, de conceptions «populaires», de représentations, et même d'ingrédients de postulats théoriques en sciences sociales, qui signale en quelque sorte que les réponses aux grandes questions de société émergeront du local.

Alain Bourdin situe bien la place qu'occuperait la pensée localiste dans l'univers de la pensée contemporaine sur le social-historique :

*C'est que l'interrogation sur les sociétés, dans toutes ses dimensions (philosophique, politique, etc.) se focalise sur des objets, qui, à un moment, paraissent porteurs de toutes les grandes questions. L'État, les classes sociales, la démocratie, les grandes organisations furent des lieux d'interrogation largement partagés pendant tout un moment de notre histoire. Au cours des dernières décennies, l'intérêt s'est souvent porté vers tout ce qui représente la «base» par opposition aux grands appareils sociaux : l'entreprise, la famille, le local, les mouvements protestataires et les diverses formes de l'affirmation identitaire. Ces objets privilégiés servent de support à un discours d'ensemble sur la société*⁵⁷⁶.

⁵⁷⁶ BOURDIN, Alain, *La question locale*, Paris, PUF, 2000, p.17-18.

Dans cet argumentaire «localiste», le local serait le «niveau des véritables solidarités», le seul où l'on peut voir «se construire et s'exprimer une volonté collective»⁵⁷⁷, le lieu idéal d'intervention publique pour gérer de façon flexible et réaliste les services.

L'avènement du global

Au cours des mêmes décennies, des transformations considérables surviennent au plan de l'économie mondiale. Nul besoin alors d'énoncer ici de vertigineuses démonstrations pour suggérer que le mouvement social-historique qui préside à l'avènement du local n'est pas du tout étranger à ce que l'on pourrait nommer l'avènement du global. De fait, il est clair que la libéralisation des capitaux et l'ouverture des frontières nationales pour les échanges économiques, notamment, n'ont fait qu'amplifier la crise de légitimité de l'État-nation. Les instances nationales, dans ce nouveau contexte d'interdépendance croissante au plan économique, se sont vues progressivement départies de leur marge d'autonomie, surtout en matière de régulation économique (et par conséquent en matière de régulation politique et sociale).

À la régulation nationale fordiste des «Trentes glorieuses» se substituent ainsi graduellement une multitude de régulations nationales «postfordistes» plus flexibles et plus en mesure de s'adapter à la nouvelle donne de l'économie mondialisée. L'État ne peut plus «réguler» en vase clos, ayant un contrôle de plus en plus modeste des déterminants macro-économiques du développement C'est donc encore vers la fin des années 1970 et

⁵⁷⁷ BOURDIN, Alain, *op.cit.*, p.83.

le début des années 1980 que l'on peut situer l'avènement du global. Aussi, outre les dimensions économiques mentionnées plus haut, les formidables transformations dans le monde des communications (internet et cie) auront permis d'inscrire, au moins dans nos représentations, la réalité d'un «*village global*», d'une communauté mondiale enfin *unifiée*! Ajoutons également les grandes questions écologiques et humanitaires qui ont contribué, par leur envergure, à marquer une certaine désuétude du cadre d'intervention national.

C'est donc dans ce contexte de double avènement qu'on été entreprises les premières recherches sur les expériences de développement local. Situation paradoxale où les États, soumis aux pressions ascendantes d'une économie mondialisée qui cherche à centraliser les espaces d'élaboration des grandes orientations de développement, procèdent dans le même temps à une certaine délégation de leurs prérogatives au profit d'entités intra-nationales, qu'elles soient dites régionales ou locales. Le développement local émerge alors, comme théorie et comme pratique, dans un contexte social-historique singulier qui peut être formalisé par la notion de *glocalisation*.

La glocalisation

Dans son ouvrage sur les défis du développement local dans le contexte de la mondialisation, Paul Houée constate ceci:

Un regard sur les dynamiques en cours révèle avec évidence que beaucoup agissent localement, mais découvrent les tempêtes de la mondialisation dans l'action de base où ils voudraient les oublier; d'autres vivent en altitude, sont

*absorbés par les justifications et les stratégies de la globalisation, mais en perçoivent bientôt les incohérences et redécouvrent la pertinence du développement local pour rejoindre la complexité du vivant. Rares sont ceux qui parviennent à conjuguer local et universel, à réussir le va-et-vient permanent du village ou du quartier et de la planète.*⁵⁷⁸

L'auteur invite alors à créer des arrimages entre le local et l'universel, car lorsque le local demeure «*replié sur lui-même, il s'étoile rapidement, sombre dans l'insignifiance ou est facilement récupéré par les pressions et les rouages du système dominant*»⁵⁷⁹. C'est ici que la notion de *glocalisation* prend son sens.

La notion de *glocalisation* est un néologisme proposé par les sciences régionales qui repose sur l'hypothèse, répandue par ailleurs dans les sciences sociales, de la forte interconnexion de différents espaces et qu'on peut se résumer à l'idée que, pour comprendre ce qui se passe au local, il faut comprendre ce qui se passe au global, et inversement. La perspective de la *glocalisation*⁵⁸⁰ nous permet d'appréhender les relations entre le local et le global dans toute leur complexité : «*en réalité, ces relations*

⁵⁷⁸ HOUÉE, Paul, *op.cit.*, p.193.

⁵⁷⁹ Idem.

⁵⁸⁰ La notion de *glocalisation* est utilisée depuis quelques années par plusieurs auteurs qui tentent de relier analytiquement les phénomènes de localisation et de globalisation. Déjà en 1995, Thomas J. Courchene utilisait le terme de *glocalization* pour décrire le phénomène de transfert simultané des pouvoirs économiques des États à des entités locales et à des entités supranationales («*Glocalization refers to economic power being transferred to both more local and more global entities*», p.1. COURCHENE, Thomas J., «*Glocalization : The Regional/International Interface*», dans *Revue canadienne des sciences régionales*, XVIII, n°1, printemps 1995, p.1-20). Les décideurs politiques retiennent également la notion de glocalisation pour appréhender le contexte des dernières années. À titre d'exemple, voici ce qu'en disaient, en 1996, les Comités Nationaux de l'Union européenne : «*D'où le concept de "glocalisation", c'est-à-dire d'une articulation entre le global et le local. Cette notion s'applique actuellement aussi bien à l'économie (la ville en tant que milieu économique propice à l'optimisation des synergies) qu'à la culture (les institutions locales et leur relation dialectique avec l'universalisme informationnel pratiqué par les médias). Dans ce cas, la "glocalisation" signifie une mise en valeur du milieu urbain et du rôle de gestionnaire-coordonnateur-promoteur des gouvernements locaux, afin de mettre en oeuvre des politiques qui tiennent compte et se positionnent par rapport à un certain nombre de référentiels globaux*», dans *Les gouvernements nationaux, les villes et la société face à la conférence Habitat II*, Istanbul, 1996.

apparaissent souvent univoques, inégales, discordantes, bien que, si le local est à la fois pénétré, déstabilisé et recomposé par le global, il parvient aussi parfois à lui échapper, à l'affronter ou à le réinterpréter [...]»⁵⁸¹. Autrement dit, la notion nous rappelle que nous sommes en présence d'un double phénomène (la globalisation et la localisation) dont les éléments s'inter-alimentent.

Cette cohabitation-*cosubstantiation* du local et du global peut s'exprimer selon différentes formes ou plutôt peut être interprétée-représentée selon différents points de vue. Il peut s'agir de concevoir le local comme espace de résistance à une globalisation homogénéisante. Se réapproprier le patrimoine, nous dit par exemple Choay, «*c'est résister à la mondialisation, (...) [à] son hégémonie qui tend à une civilisation minimale unique*», ce pourquoi elle appelle à «*utiliser toutes les prothèses à travers lesquelles s'accomplit la mondialisation, mais qu'elles soient au service d'un projet local préalable*»⁵⁸². Dans son célèbre *La fin du travail*, Jeremy Rifkin appelle aussi à profiter des opportunités du local dans le contexte mondial :

*Ce n'est qu'en bâtiissant des communautés fortes et autosuffisantes dans tous les pays que les populations pourront résister à la déferlante des mutations technologiques et à la mondialisation des marchés, qui menacent les moyens de subsistance et la survie même d'une grande partie de la famille mondiale*⁵⁸³.

Ainsi nous invite-t-on paradoxalement à profiter de la dimension localisante de la mondialisation pour contrer les effets néfastes des autres dimensions de cette

⁵⁸¹ BOURDIN, Alain, *op.cit.*, p.214.

⁵⁸² CHOAY, Françoise, «L'utopie aujourd'hui, c'est retrouver le sens du local», *Courrier International*, supplément au n°533, 18 janvier 2001, p.10.

⁵⁸³ RIFKIN, Jeremy, *La fin du travail*, Montréal, Boréal, 1996, p.329.

mondialisation, notamment la menace «*globalitaire*»⁵⁸⁴ qui lui est inhérente. Mondialiser les résistances locales, tel semble être la voie de salut des «*locaux*».

La cohabitation local/global peut aussi s'interpréter sur la base de la présence d'un double processus. Alain Bourdin, dans son analyse de la question locale en France, rappelle que la «*vulgate localiste*» s'associe d'emblée à la «*vulgate mondialiste*». Ce qu'il nomme l'*hyperlocalisation*, c'est-à-dire la tendance forte à la localisation des ressources et des modes de vie, constitue, selon lui, plus qu'un mouvement réactif des acteurs locaux pour conserver leur identité. Cette tendance étant inscrite dans le monde contemporain au même titre que la mondialisation, elle participe d'un «*double processus d'hyperlocalisation et d'ouverture au monde*»⁵⁸⁵, ces ressources et modes de vie que les locaux tentent de se réapproprier étant en même temps significativement *mondialisés*. Tous les «*local*» tentent de s'affirmer dans leur identité propre, d'un bout à l'autre du monde, globalement.

Cette cohabitation peut enfin s'exprimer par une articulation non-moins paradoxale de récits de légitimation. Suite à l'effondrement des *Grands récits* (ou métarécits de légitimation) dessinant les traits de la grande communauté humaine, on a pu voir émerger une multitude de *petits récits* peignant l'harmonie de communautés localisées. Gilbert Larochelle observe, à ce propos, que «*l'effondrement des métarécits de légitimation [...] et leur explosion en une myriade d'initiatives narratives à prétention locale ont un effet*

⁵⁸⁴ Expression d'Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique*. Le régime «*globalitaire*» est celui qui cherche à imposer sa culture, son mode de vie à l'échelle de la planète, globalement.

⁵⁸⁵ BOURDAIN, Alain, *op.cit.*, p.216-217.

paradoxal : ils rétrécissent les communautés de référence (...), mais en mondialisant le principe de l'implosion identitaire»⁵⁸⁶. Micro-récits⁵⁸⁷, certes, mais dont la structure narrative n'en relève pas moins d'un langage globalement partagé. D'autres formes d'expression de la cohabitation local/global auraient pu être relevées ici, comme celles qui assignent au local une mission de résistance face à la mondialisation des marchés⁵⁸⁸, ou celles qui conçoivent le local comme espace de conquête du présent⁵⁸⁹.

3.2.1.2. Développement local, mondialisation, démocratie

Pour bien dégager la nature des enjeux du développement local dans le contexte glocalitaire, je situerai les pratiques s'y rapportant dans un cadre dialectique opposant la démocratie à la mondialisation. Je proposerai d'abord mes conceptions de la démocratie et de la mondialisation pour tenter par la suite une lecture dialectique des liens qui existent entre elles. Je soumettrai enfin une courte réflexion sur le rôle de l'État dans ce contexte singulier.

⁵⁸⁶ LAROCHELLE, Gilbert, *La communauté comme figure..., op.cit.*, p.41.

⁵⁸⁷ Alain Bourdin, pour sa part, y perçoit un Grand récit : «l'intérêt local justifie toujours plus d'intérêt local, le sens porté par un «grand» récit local absorbe d'autres structures de sens, d'autres récits, avec plus ou moins d'efficacité et de rapidité», BOURDIN, Alain, *op.cit.*, p.215.

⁵⁸⁸ Voir entre autres les écrits du *Monde diplomatique*, du groupe ATTAC et également certains travaux universitaires en sciences régionales portant sur le développement local.

⁵⁸⁹ Voir les travaux de Michel Maffesoli, particulièrement *L'instant éternel. Le retour du tragique dans les sociétés postmodernes*, Paris, Denoël, 2000.

La démocratie

J'aborderai la question de la démocratie en m'inspirant principalement des travaux de Cornelius Castoriadis qui associe substantiellement cette dernière au concept d'autonomie. Je me référerai ainsi quelque peu librement à différents textes publiés dans les six volumes de la série *Les carrefours du labyrinthe*⁵⁹⁰.

La démocratie s'inscrit, depuis la Grèce des 6^e et 5^e siècles avant J.C., dans un vaste «mouvement social-historique d'autonomisation de l'individu et de la société». Les philosophes de l'époque sont à la source d'une profonde crise culturelle où les modèles traditionnels et autoritaires sont remis en question. Le rationalisme et l'humanisme émanant du même mouvement révèlent aux «sages» la possibilité pour l'Homme de prendre en main sa propre destinée. À l'hétéronomie des Anciens (*hetero nomos* : les lois sont données de l'extérieur) succédera donc l'autonomie de l'Homme de raison (*auto nomos* : nous faisons nos propres lois). C'est alors le début de la politique, c'est-à-dire la création d'espaces de délibération permettant aux citoyens de débattre de la justesse des lois que la communauté peut et doit se donner. On comprend dès lors pourquoi c'est le cadre démocratique (pouvoir du *demos* : les membres de la communauté, le peuple) que l'on tente d'*instituer*⁵⁹¹ dans les cités grecques.

⁵⁹⁰ CASTORIADIS, Cornelius, 1. *Les carrefours du labyrinthe*, 1978, 2. *Les domaines de l'homme*, 1986, 3. *Le monde morcelé*, 1989, 4. *La montée de l'insignifiance*, 1996, 5. *Fait et à faire*, 1997, 6. *Figures du pensable*, 1999. Tous ces volumes sont publiés au Seuil, à Paris.

⁵⁹¹ Dans la «sociophilosophie» castoriadienne, instituer signifie plus que mettre en place les institutions sociales concrètes. Il s'agit de créer les «significations imaginaires sociales» qui font que les institutions concrètes en question fassent sens. Les significations imaginaires sociales partagées sont ce sans quoi la société ne pourrait «tenir ensemble». La notion de significations imaginaires sociales chez Castoriadis peut être rapprochée de la notion d'imaginaires sociaux chez Baczkó.

Philosophie, politique, démocratie. Trois éléments d'un mouvement qui est loin d'être achevé (et par définition inachevable). Mouvement d'autonomisation, c'est-à-dire la tentative, par et pour les individus et les communautés, de participer *effectivement* à l'institution de leur lois, règles, normes, bref, à l'*«institution»* de la société⁵⁹². Ainsi, nos sociétés actuelles seraient (pourraient être !?) réellement démocratiques s'il existait des institutions à l'intérieur desquelles les individus bénéficiaient d'un espace de délibération leur permettant de participer à l'élaboration d'un projet de société (ou de communauté) autonome, s'il existait véritablement un espace politique *effectif*⁵⁹³.

De la chute de la démocratie (vers 300 avant J.C.), en passant par la longue période de domination du Christianisme, par la *Renaissance* du mouvement social-historique d'autonomisation à la fin du Moyen Âge et par l'éveil démocratique des Lumières, jusqu'à la suprématie actuelle de la *Loi du Marché*, on assisterait toujours, selon Castoriadis, à la même lutte entre l'hétéronomie et l'autonomie. Ce serait là que se jouerait l'enjeu *radical* (dans le sens de *racine*) de la démocratie.

Pas d'autonomie, pas de politique, pas de démocratie donc, si «*les lois sont données d'avance*». La démocratie, c'est l'institution des idées de justice et de liberté comme questions toujours ouvertes, qui ne peuvent être fermées une fois pour toutes. On comprend que c'est là le contraire du totalitarisme, que ce dernier soit «opéré» par un

⁵⁹² Voir CASTORIADIS, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975. Tous les travaux subséquents de l'auteur constituent en quelque sorte une tentative d'approfondissement des idées développées dans cet ouvrage.

⁵⁹³ Castoriadis dirait: un espace où les individus pourraient expliciter leur pouvoir de création de la société. Car qu'ils le sachent ou non, les individus sont tous ontologiquement créateurs de sens, créateurs de société.

régime où cela ne fait pas de doute ou par un régime qui tente de le masquer par l'imposition subtile d'un imaginaire ne comportant qu'une seule conception de ce qu'est la justice et la liberté (pensée unique).

La mondialisation

La mondialisation réfère à un phénomène complexe qui comporte plusieurs dimensions. Il serait prétentieux d'envisager fournir ici une définition originale et substantielle du phénomène, tellement la notion a été l'objet d'une multitude d'analyses et essais de synthèse au cours des dernières années⁵⁹⁴. Je risque toutefois de présenter une lecture du phénomène qui, bien que partielle, permettra de nourrir la suite de mon propos.

La mondialisation, c'est avant tout un vaste mouvement social-historique amorcé vers le 15^e siècle et qui permit progressivement à la *diaspora* des sociétés humaines de construire le «village» planétaire, la communauté mondiale⁵⁹⁵. Une des composantes de ce vaste mouvement, la mondialisation de l'économie, se manifeste notamment dans l'interpénétration des échanges économiques à l'échelle de la planète (du moins

⁵⁹⁴ Paul Houée fournit une définition intéressante de la mondialisation, basée sur une approche qu'il nomme «*pédagogique et progressive*»:

«- l'extension rapide de nos zones de relations, d'échanges de capitaux, de produits, d'informations et de symboles à des espaces toujours plus vastes: hier l'espace local; aujourd'hui l'espace européen; de plus en plus l'ensemble des continents;

- la multiplication et l'intensification des interdépendances à l'échelon mondial et en tous les domaines;
*- l'essai d'organisation, de gestion de l'ensemble des ressources, des échanges de groupes humains par un système informatique et financier qui modèle l'opinion, investit au moindre coût et risque, là où c'est le plus rentable, en laissant de côté ou en éliminant ce qui n'a pas d'intérêt, ce qui peut empêcher les maîtres du marché d'accroître leur profit et leur pouvoir». Dans HOUÉ, Paul, *op.cit.*, p.19.*

⁵⁹⁵ Voir MORIN, Edgar, «La mondialisation de l'économie : ultime chance ou malchance ultime», dans MORIN, Edgar et Sami NAÏR, *La politique de civilisation*, Paris, Arléa, 1997.

théoriquement⁵⁹⁶). Cet aspect de la mondialisation connaît dans les dernières décennies un essor fulgurant grâce entre autres à la révolution des télécommunications qui permet de transiger à la grandeur de la planète de façon instantanée. C'est ce que je nomme la *dimension économique* de la mondialisation.

Une deuxième composante, laquelle m'apparaît la plus importante, pourrait être identifiée comme étant la mondialisation du néolibéralisme, c'est-à-dire la *mondialisation* de l'idée qui veut que seul le marché, libéré de toute contrainte (en particulier celles imposées par l'État), puisse assurer une organisation viable de la société. La caractéristique principale de cette *idéologie* réside dans le fait qu'elle se présente comme la seule alternative envisageable pour nos sociétés. On peut penser ici au fameux TINA (*there is no alternative*) lancé par madame Thatcher et repris plus tard par le FMI⁵⁹⁷, ou encore à la notion de pensée unique. Ce sont les promoteurs de cette pensée qui pressent les États à s'adapter aux nouvelles règles du jeu définies par une minorité de puissants («*les nouveaux maîtres du monde*»), dépourvus pour la plupart de la moindre légitimité démocratique. C'est ce que je nomme la *dimension politique* de la mondialisation.

⁵⁹⁶ Théoriquement seulement car comme le souligne Mattelart, il s'agit en fait d'*«un modèle singulier d'intégration macrocosmique qui usurpe l'appellation mondiale/globale pour mieux cacher qu'il ne s'adresse qu'à la minorité d'intégrés solvables et délaisse la grande masse des exclus de la planète»*, MATTELART, Armand, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, Paris, La Découverte, 1999, P.375.

⁵⁹⁷ Voir NAÏR, Sami, «Mondialisation du libéralisme économique», dans MORIN, Edgar et Sami NAÏR, *op.cit.*, p.99-100.

Une mondialisation contre la démocratie

La mondialisation (du néolibéralisme), appréhendée dans son rapport avec une réalité démocratique telle que décrite plus haut, pourrait être conçue comme une mondialisation de l'hétéronomie, l'impérialisme d'une vision spécifique de la société, l'imposition d'un type d'«institution» particulier. Ainsi, plus de démocratie car les lois sont données d'avance, dictées de l'extérieur (FMI, OMC, Banque mondiale, Davos, etc.); plus d'autonomie car les individus et les communautés n'ont que peu d'emprise sur leur destin, ce dernier dépendant de plus en plus des orientations déterminantes *proposées* par les officiers des géants de la Finance; plus de politique en somme, car les États doivent se soumettre aux impératifs de la compétitivité, aux programmes d'ajustement structurel concoctés par les grandes organisations économiques et financières. L'action politique est ainsi «réduite aux seules marges du système économique qui commande et régit tout»⁵⁹⁸, ce qui fait qu'aujourd'hui «la réduction du politique au degré zéro devient la norme»⁵⁹⁹.

C'est alors le principe même de la démocratie qui s'en trouve bafoué, les pouvoirs publics étant de moins en moins en mesure de fixer leur ordre du jour, contraints de s'adapter à celui défini par «une véritable oligarchie (...) dont le pouvoir de décision est hors contrôle étatique, hors représentation et légitimation politiques, et dont la finalité est la conquête des marchés mondiaux»⁶⁰⁰, par «les milieux financiers internationaux [qui] évaluent et anticipent en permanence les décisions des pouvoirs publics, au point de

⁵⁹⁸ NAÏR, Sami, «Libéralisme, démocratie, avenir», dans MORIN et NAÏR, *ibid.*, p.202.

⁵⁹⁹ Idem.

⁶⁰⁰ NAÏR, Sami, «Mondialisation du libéralisme...», *op.cit.*, p.63.

constituer un contre-pouvoir, apparemment anonyme, mais puissant»⁶⁰¹, ce qui fait craindre, comme le proposait le Groupe de Lisbonne, que «si les tendances actuelles se maintiennent, le monde sera bientôt gouverné, et non seulement sur le plan économique, par des réseaux privés d'entreprises apatrides»⁶⁰².

L'enjeu, ici, consiste donc dans la tentative de favoriser un retour du politique, de susciter une résurgence du mouvement d'autonomisation des individus et des communautés, bref, de contribuer à un renouveau démocratique à l'échelle de la société globale, cette dernière étant considérée comme lieu d'interdépendance de toutes les échelles qui la constituent. Il s'agit d'œuvrer à la création d'*institutions* réellement politiques, c'est-à-dire où tous les membres de la collectivité (locale, nationale, mondiale) puissent participer aux discussions menant à l'élaboration «des grandes décisions qui concernent et engagent la collectivité entière»⁶⁰³.

Un État sous pression

Dans le contexte que je viens de décrire, l'État voit donc rétrécir son pouvoir sous l'effet, d'une part, d'un renforcement de l'interdépendance des économies à l'échelle de la planète et, d'autre part, de la demande croissante d'une décentralisation de ses fonctions vers les échelles régionales et locales. Politiquement, cette situation doit être appréhendée

⁶⁰¹ BOYER, Robert, «Les mots et les réalités», dans BOYER, Robert (dir.), *La mondialisation au-delà des mythes*, Paris, La Découverte, 1996, p.19.

⁶⁰² Groupe de Lisbonne, *Limites à la compétitivité*, Montréal, Boréal, 1995, p.210.

⁶⁰³ Pour Castoriadis, c'est là une des questions politiques essentielles de notre temps. Voir travaux cités précédemment.

comme un phénomène d'une importance fondamentale, notamment en ce qui a trait au développement régional et local.

Dénudé d'une portion importante de sa souveraineté au profit de puissances supranationales (politiques, économiques, financières), l'État souffre aussi d'une perte de légitimité aux yeux de ses citoyens. Pour de nombreux acteurs locaux, théoriciens et même pour un nombre croissant de ses officiers, l'État ne doit plus être le «metteur en scène» de la régulation de l'économie et des rapports sociaux, certains allant même jusqu'à proposer de le «soulager» de cette besogne. C'est ainsi que la pression est forte pour que l'État «délègue» progressivement une partie de ses prérogatives au profit des communautés régionales et locales qui devraient être davantage habilitées pour faire se manifester le dynamisme qui leur est inhérent.

Apparaissent alors des notions comme «gouvernance locale», «micro-régulations locales», bref, des notions qui suggèrent, implicitement, que la communauté locale puisse être une entité relativement autonome et apte à prendre le relais de l'État pour certains aspects de la «gestion» des rapports sociaux. Aux macro-compromis institutionnels négociés à l'échelle nationale se substitueraient alors de micro-compromis «concertés» sur la scène locale.

Un État sous pression. Voilà qui caractérise, à mon avis, le contexte actuel où l'État est amené à délaisser de ses pouvoirs vers le haut et à en déléguer vers le bas. L'État est alors

sans contredit en perte d'autonomie⁶⁰⁴. Reste à savoir, pour l'intérêt de mon propos, si le local y gagne (ou peut y gagner).

3.2.2. Quelques réflexions autour des enjeux du développement local

Aujourd'hui, l'arrogance du modèle unique croit imposer ses règles marchandes comme valeurs universelles, mais n'entraîne que le réveil des tribus ou l'éclatement d'îlots dans une société d'archipels en pleine tempête.

Paul Houée

Pour aborder les enjeux du développement local en tenant compte du contexte social-historique tel que je viens d'en proposer l'interprétation, il m'apparaît pertinent de s'interroger d'abord sur la question de l'autonomie locale. C'est ce que je ferai dans un premier temps, s'agissant de présenter ce que j'appelle le «mythe de l'autonomie locale». Dans un deuxième temps, je proposerai une réflexion sur la tendance actuelle, notamment dans les études sur le développement local, à la «localisation» des enjeux. Je terminerai la section en développant l'idée que les enjeux du développement local sont d'abord et avant tout des enjeux de société.

⁶⁰⁴ Il faut cependant reconnaître, comme le soutient Bartoli devant ceux qui proclament la désuétude de l'État-nation, qu'«aucun ordre international, aucune gouverne au niveau global, n'est envisageable sans la participation des États nationaux» et que «ni la nation, ni l'État, ne sont des catégories périmées», que «le post-national ne se décrète pas», dans BARTOLI, Henry, *Repenser le Développement. En finir avec la pauvreté*, Paris, Unesco-Economica, 1999, p.75. Plus loin, l'auteur ajoute: «La question du politique doit alors être envisagée dans toute son ampleur. Il ne suffit pas de dire que l'État n'est pas mort. Il faut encore qu'il ne fasse pas profile bas et qu'ainsi que l'écrit O.Mongin, «soient jetées les bases architecturales d'un Etat de type nouveau, évitant de se projeter dans le seul temps mondial, celui du temps zéro, ou de se replier dans le seul temps local», et que les politiques assument réellement leurs responsabilités», *ibid.*, p.85.

3.2.2.1. Le mythe de l'autonomie locale

Les principaux enjeux du développement local, dans le contexte social-historique actuel, sont nécessairement reliés à la question de l'autonomie. C'est cette question que j'aborderai brièvement ici, en présentant ce que j'identifie au mythe de l'autonomie locale. Pour ce faire, je tenterai d'abord de relever quelques limites à l'autonomie locale. Par la suite, je proposerai une «esquisse d'élucidation» qui devrait permettre une meilleure compréhension de cette problématique.

L'autonomie locale

Sous les théories du développement local, les notions de gouvernance locale, de micro-régulation, et ainsi de suite, se profile un *a priori* qu'il vaut la peine, il me semble, de questionner. Il s'agit de l'idée, exprimée plus ou moins explicitement selon le cas, qu'il existerait une certaine autonomie du local en matière de développement. L'autonomie, c'est la capacité-possibilité de faire soi-même ses lois (*auto nomos*). L'autonomie politique, dans le contexte contemporain, pourrait se définir par la possibilité, pour les membres d'une société-communauté donnée, de participer effectivement à la délibération des lois et règles auxquelles la communauté veut se soumettre. On voit comment la question de l'autonomie renvoie directement à celle de la démocratie. La démocratie, en effet, serait le cadre permettant la mise en autonomie des individus et des communautés contre les forces hétéronymes qui imposent les lois de l'extérieur (*hetero nomos*).

L'autonomie locale, dans ce sens, pourrait se définir comme la possibilité, pour les membres de la communauté locale, d'organiser des modalités de participation qui permettraient au plus grand nombre de prendre part aux délibérations concernant le type de communauté à construire. On pourrait dire: le type de développement à privilégier. Surtout, cette conception implique qu'une fois instaurées les modalités de participation, la communauté comme corps politique jouirait d'une emprise certaine sur les lois qui déterminent son organisation. Cette conception trop idéaliste me permet d'identifier des limites concrètes à l'expression d'une certaine autonomie locale sur laquelle semblent reposer plusieurs discours sur le développement local.

Limites internes

Certains discours sur le développement local, sur la «prise en main du milieu par lui-même», reposent sur une conception qui veut que la communauté locale soit une entité relativement homogène, où la proximité favoriserait la mise en commun des intérêts, la reconnaissance commune des problèmes et des solutions à apporter, et ainsi de suite. De telles conceptions comportent le danger de l'occultation du caractère conflictuel des rapports à l'intérieur de la communauté.

Guy Loinger dit bien que des méthodes qui consistent «à faire «comme si» les collectivités territoriales étaient des entités homogènes, à l'image d'une petite armée tendue vers un objectif clairement identifié, sinon partagé, est un leurre qui ne peut que

*déboucher sur des erreurs d'appréciation*⁶⁰⁵. La réalité nous montre bien que la proximité ne fait pas disparaître les «antagonismes de classes», les divergences d'intérêts, les luttes corporatives, la pluralité des opinions en ce qui concerne les dimensions à privilégier dans les stratégies de développement⁶⁰⁶.

En ce qui concerne la démocratie, force est de constater que le fait de rapprocher les structures de pouvoir des citoyens ne suscite pas nécessairement une vie démocratique plus intense⁶⁰⁷. Cela donne même parfois lieu à une forte concentration du pouvoir au niveau local, avec comme résultat que le citoyen a encore moins d'emprise qu'auparavant sur les lieux de décisions. La démocratie de «proximité», prévient Garnier, peut en fait constituer *«la sous-traitance territoriale de la domination à la fraction dominante des classes dominées»*⁶⁰⁸.

⁶⁰⁵ LOINGER, Guy, «Prospective des territoires: enjeux et problèmes», dans LAFONTAINE, Danielle (dir.), *Choix publics et prospective territoriale. Horizon 2025. La Gaspésie: futurs anticipés*, Rimouski, GRIDEQ, 2001, p.292.

⁶⁰⁶ Il m'apparaît important de préciser qu'il peut ne pas être souhaitable que la collectivité locale soit significativement consensuelle, que le consensus n'est pas un indice de vitalité démocratique. Mouret mentionne en ce sens que *«le consensus n'est pas nécessaire au développement local: tout système d'action peut - et doit? - garder sa richesse «multiple»; si l'on se fonde sur le paradigme de la complexité, la «multiplicité» est largement aussi «utile» au développement local que «l'unicité»»*, MOURET, Brigitte, «Les approches conceptuelles du développement. D'une sociologie de l'acteur à une épistémologie de l'action», dans DENEUIL, Pierre-Noël (dir.), *Lien social et développement économique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p.242.

⁶⁰⁷ À ce sujet, outre les nombreux textes et ouvrages portant sur la décentralisation, voir les travaux du chercheur québécois Jacques T.Godbout et de son équipe de IQRC (aujourd'hui INRS-Culture et Société) sur les expériences de participation démocratique au Québec. Ces études ont été réalisées dans les années 1980. Voir aussi JALBERT, Lisette, «La décentralisation: enjeux et perspectives», dans MAHEU, Louis et Arnaud SALES (dir.), *La recomposition du politique*, Paris-Montréal, L'Harmattan et PUM, 1991. Pour le cas français, voir notamment BIAREZ, Sylvie, *Territoires et espaces politiques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenobles, 2000.

⁶⁰⁸ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre local...*, op.cit., p.25.

De nos jours, il est davantage question de *gouvernance*, et les limites ne se font pas moins sentir. La *gouvernance*, selon les acceptations les plus répandues, devrait permettre aux citoyens d'être «mieux à même d'assurer le développement durable de leur communauté»⁶⁰⁹, cela en faisant appel «à la mise en commun d'objectifs et de moyens qui dépassent chacun d'eux pris individuellement»⁶¹⁰. Le plus important, c'est que cette mise en commun «part du principe qu'il est possible d'agir sans s'en remettre au pouvoir et à l'autorité de l'État»⁶¹¹. C'est ce type d'argumentation qui fait dire à certains que cette *gouvernance* se trouverait être, en fait, plutôt un «masque de bonnes manières»⁶¹², une stratégie de «constitution politique du néolibéralisme»⁶¹³, «un outil idéologique pour une politique de l'État minimum»⁶¹⁴, ou même une notion dont il faudrait se «débarrasser»⁶¹⁵.

⁶⁰⁹ CARRIER, Mario et Bruno JEAN, «La reconstruction de la légitimité des collectivités rurales», dans CARRIER, Mario et Serge Côté (dir.), *Gouvernance et territoires ruraux: éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Sainte-Foy, PUQ, 2000, p.61.

⁶¹⁰ CÔTÉ, Serge, «Restructuration socio-économique et gouvernance», dans CARRIER, Mario et Serge Côté (dir.), *ibid.*, p.3.

⁶¹¹ Gerry Stocker, cité dans CARRIER, Mario et Bruno JEAN, *op.cit.*, p.50.

⁶¹² Luc Borot se demande: «La gouvernance serait-elle un masque de bonnes manières pour faire oublier aux citoyens et aux salariés que de véritables jeux de pouvoir sont à l'œuvre dans l'ensemble de la société?», dans BOROT, Luc, «Gouvernance», *Cités 9*, Paris, PUF, 2002, p.174. L'auteur dit aussi ceci au sujet de la gouvernance: «Au nombre des euphémismes politiques dont les organisations internationales et les idéologues du marché masquent leurs tentatives de contournement de la légitimité démocratique, c'est l'un des plus ravageurs», *ibid.*, p.173.

⁶¹³ BROWN, John, «De la gouvernance comme constitution politique du néolibéralisme», site internet: <http://attac.org/fra/list/doc/brown.htm>. Selon Brown, «le grand paradoxe de la gouvernance est qu'on nous propose d'élargir la démocratie à la société civile alors que celle-ci est précisément cet ensemble de relations dans lequel les individus ne sont pas des citoyens, mais des simples vecteurs d'intérêts particuliers».

⁶¹⁴ Marie-Claude Smouts, directrice de recherche au CNRS, citée dans CASSEN, Bernard, «Le piège de la gouvernance», *Le Monde Diplomatique*, Juin 2001, p.28.

⁶¹⁵ Voir PADOLEAU, Jean-Gustave, «La gouvernance ou comment s'en débarrasser (stratégies de corruption)», *Espaces et Sociétés*, n°101-102, 2001, p.61-73.

Limites externes

Les limites externes à l'autonomie locale sont multiples et complexes. L'autonomie locale est d'abord limitée par l'intervention gouvernementale. L'État a beau avoir perdu un certain pouvoir, il n'en demeure pas moins que la détermination des grandes orientations politiques et sociales de la société sont encore de son ressort⁶¹⁶: les politiques macro-économiques de développement de l'emploi, les grandes orientations en ce qui concerne la sécurité du revenu, le droit du travail, les politiques industrielles et environnementales, ainsi de suite, nombre d'orientations montrant une influence directe sur la marge de manœuvre des communautés locales. L'autonomie locale, dans un tel contexte, s'avère être une autonomie relative et balisée, ou ce que j'appelle ironiquement (ou cyniquement!) «un espace de liberté dans un cadre restreint».

L'autonomie locale est limitée encore plus substantiellement, à mon avis, par une certaine tendance à la concentration du pouvoir à l'échelle mondiale (mondialisation du néolibéralisme). Comment la communauté locale peut-elle prétendre à une «maîtrise» de son développement quand l'État lui-même se voit de moins en moins capable d'exercer un certain contrôle à cause des impératifs «incontournables» de la compétitivité, de la «nécessaire» adaptation à la mondialisation de l'économie (néolibérale!)? La fin de la politique à l'échelle nationale, exprimée par l'incapacité des États de «*définir leur ordre*

⁶¹⁶ Cela dit en soulignant qu'il est clair que cette détermination s'élabore souvent en fonction des «propositions» émanant des instances supranationales dominantes.

du jour politique et social»⁶¹⁷, n'est-elle pas nécessairement accompagnée de la fin de la politique au niveau local?

Difficile de concevoir, du moins, comment la communauté locale pourrait «faire elle-même ses lois». Pour Jean-Pierre Garnier, on peut tout au plus ««gouverner «à gauche» au plan local pour mieux pouvoir gérer «à droite» au plan national»⁶¹⁸, en procédant en fait à «une gestion décentralisée de la marginalisation de masse, en vue de contrecarrer autant que faire se peut la tendance à la fragmentation sociale par le biais d'une réintégration des «exclus» dans une «collectivité locale»⁶¹⁹.

Mythe et... réalité!

Le verdict est sévère. Il y a à notre avis véritablement un mythe de l'autonomie locale. Les acteurs locaux sont contraints d'essayer de déployer leur énergie créatrice tout en étant dépossédés des outils essentiels à la création. Ils sont contraints de «développer» sans bénéficier d'un certain contrôle sur les déterminants objectifs du développement que se partagent l'État et les «maîtres du monde». Mais l'autonomie locale correspond aussi à une certaine réalité.

La proximité et le sentiment d'appartenance démythifiés peuvent effectivement renforcer la cohésion de la communauté, préalable à sa «prise en main». La concertation

⁶¹⁷ Formule empruntée à Ricardo Petrella.

⁶¹⁸ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre local..., op.cit.*, p.129.

⁶¹⁹ *Ibid.*, p.25.

démythifiée peut effectivement favoriser la mise en commun des intérêts des membres de la communauté, et ainsi de suite. Ces dimensions qui peuvent faire en sorte que la communauté devienne une «force» suffisante pour influencer, si ce n'est que sensiblement, les orientations déterminantes pour son développement. Ainsi faut-il retenir que bien qu'il semble y avoir un mythe de l'autonomie locale, cela n'implique aucunement qu'il ne puisse y avoir une certaine autonomie du local et surtout, qu'il faille renoncer à la renforcer.

Esquisse d'élucidation: les trois sphères

Je tenterai d'explorer une piste d'élucidation qui devrait permettre de mieux saisir l'expression «mythe de l'autonomie locale». Je m'inspirerai encore ici de travaux de Cornelius Castoriadis⁶²⁰ qui présentent les «trois sphères» où se jouent les rapports des individus et des communautés entre eux et avec leurs institutions.

Il y a d'abord la sphère privée (*oikos*) de l'individu et de la famille. La sphère publique/privée (*agora*) correspond aux collectivités locales, aux entreprises, aux syndicats, c'est-à-dire l'espace où les individus se rencontrent et se regroupent pour leurs activités et leurs échanges. La sphère publique/publique (*ecclesia*) correspond quant à elle à l'État ou plus précisément à la sphère du pouvoir explicite. C'est dans cette troisième sphère que se prennent les décisions qui «engagent» l'ensemble de la société.

⁶²⁰ CASTORIADIS, Cornelius, *Fait et à faire*, Paris, Seuil, 1997. Aussi «La démocratie comme procédure et comme régime», *La montée de l'insignifiance*, Paris, Seuil, 1996. Toutes les citations qui suivent sont tirées de l'un ou l'autre de ces textes.

Chaque société présente une articulation particulière de ces trois sphères, créant ainsi différents types de régimes politiques (démocratique, oligarchique, totalitaire, etc.).

Pour que la société soit vraiment autonome (démocratique), trois conditions, selon Castoriadis, doivent être remplies:

1. Que la sphère publique/publique devienne vraiment publique, c'est-à-dire qu'il n'y ait pas d'appropriation privée de cette dernière par des groupes particuliers.
2. Qu'il y ait indépendance réciproque la plus grande possible des trois sphères, la liberté des deux premières garantissant le devenir public de la sphère publique/publique.
3. Qu'il y ait aussi articulation et jonction entre les trois sphères. Par exemple, l'État doit intervenir dans la sphère privée (code pénal et civil, éducation des enfants, etc.) et dans la sphère publique/privée (respects des contrats, interdiction du travail des enfants, etc.).

L'auteur insiste sur le fait que le «*noyau de la démocratie*» repose sur le «*devenir vraiment public de la sphère publique/publique*» et que dans nos «*oligarchies libérales contemporaines*», cette sphère est privée pour une grande part car quelques groupes se partagent le pouvoir. Qu'en est-il de l'autonomie locale dans un tel contexte? Voici quelques pistes d'élucidation.

Je comprends le discours (implicite) sur l'autonomie locale comme une proposition d'étendre à la communauté locale les prérogatives associées à la sphère publique/publique, autrefois incarnées exclusivement par l'État. Les acteurs locaux revendiquant un meilleur contrôle sur les décisions qui concernent leur avenir, l'État prétend répondre à leur demande par des politiques de décentralisation. Ainsi, à un type

d'organisation sociale où l'État est le seul mandaté de la sphère publique/publique, se substituerait un nouveau type où les collectivités locales pourraient aussi incarner cette sphère déterminantes. La communauté locale serait ainsi effectivement autonome car elle posséderait la «*possibilité effective de former des projets à long terme, d'investir d'un sens son avenir, de se voir et se reconnaître dans ses œuvres*». Autrement dit, les acteurs locaux détiendraient réellement les outils pour mettre en œuvre un projet fort de développement. Mais qu'en est-il de la réalité?

D'abord, malgré une certaine décentralisation, on est encore très loin, dans les collectivités locales comme entités, d'avoir une quelconque prise sur les «*grandes décisions qui concernent et engagent la collectivité entière*», ces décisions relevant encore des prérogatives de l'État. De plus, s'il y a «déplacement», il se fait moins du côté des collectivités locales que vers des instances supranationales. Comme je l'ai démontré plus haut, l'État est de moins en moins en mesure de déterminer les grandes orientations politiques et sociales qu'il voudrait se donner, compte tenu du pouvoir grandissant des réseaux de financiers internationaux et des contraintes de l'interdépendance économique.

Ainsi, en proposant l'idée que la collectivité locale puisse désormais être autonome, n'encourage-t-on pas plutôt une «déconnexion» périlleuse de la sphère publique/publique de la sphère publique/privée? Ne risque-t-on pas ainsi de laisser la «société civile» à elle-même? Avec le danger de voir se privatiser progressivement la gestion des rapports sociaux au local, au profit des plus puissants, pendant que la sphère publique/publique s'enfonce inéluctablement dans la privatisation.

Aussi, avec une sphère publique/publique nationale, représentée par l'État, qui perd de plus en plus de son autonomie à la faveur des grands réseaux privés de la finance et du marché, est-il pensable que puissent se développer des communautés locales autonomes sans une transformation radicale des règles du jeu actuelles? Autrement dit, pour qu'il y ait autonomie locale, il faudrait au préalable que l'État retrouve sa capacité de «faire ses propres lois» et que la détermination de ces dernières se fasse en impliquant le plus possible l'ensemble des citoyens (démocratie). Il faut que la sphère publique/publique devienne effectivement publique.

Paul Houée rappelle en ce sens que *«ni les initiatives associatives ou communautaires, ni quelques amendements à l'économie de marché ne pourront contenir seuls les déferlements de la mondialisation financière»*, qu'il y a exigence, dans cette situation, de favoriser *«une régulation politique et éthique, une juste répartition des pouvoirs pour opérer les arbitrages et les dépassements nécessaires»*⁶²¹.

Si l'autonomie locale s'identifie à la capacité pour les acteurs locaux d'orienter véritablement leur développement, il s'avère que s'il y a autonomie aujourd'hui, elle est très relative sinon restreinte. Plus que les rapports entre l'État et les communautés locales, c'est à la complexité des rapports qui se jouent entre le local et le global qu'il faut s'attarder si l'on veut se donner des outils efficaces pour le développement local. Et surtout, il nous faut prendre conscience que l'autonomie locale, par définition, ne

⁶²¹ HOUÉE, Paul, *op.cit.*, p.179.

s’instaure pas par décret, ne devient pas réalité parce qu’un énoncé de politique prétend l’institutionnaliser.

3.2.2.2. Une localisation des enjeux

S’il existe ce que j’appelle le mythe de l’autonomie locale, c’est notamment parce qu’il y a, dans les sciences sociales en général comme dans les études sur le développement local en particulier, un engouement pour tout ce qui réfère au local. C'est-à-dire que le développement local est souvent pensé sur la base d'une certaine pensée localiste⁶²², cette dernière ayant tendance à surestimer le local et ainsi à occulter certains enjeux.

Tout part du local

Penser le développement local sous l’inspiration plus ou moins explicite de la pensée localiste, c’est appréhender la réalité sous l’égide d’un certain *paradigme du local*. Cette «doctrine «pragmatico-subsidiariste» de la localité» suggère, nous dit Bourdin, qu’«il n’y a aucune raison de s’adresser au niveau supérieur (et en particulier à l’État) lorsque l’on peut trouver les solutions à l’échelle locale»⁶²³. On comprend ainsi que l’on se retrouve dans une posture paradigmique où il pourrait y avoir danger d’en venir à considérer que ce qui compte le plus consiste dans la capacité de résolution des problèmes: non plus tenter une régulation des rapports sociaux à l’échelle nationale, mais

⁶²² Voir sous-section 3.2.1.1. «L’avènement du développement local».

⁶²³ BOURDIN, Alain, *op.cit.*, p.84.

assurer une gestion localisée et au jour le jour des problèmes découlant de cette non-régulation. Le danger, encore, pourrait se situer dans le repli dans une attitude défensive face à des déterminants inaccessibles. Manuels Castells dit que les communautés locales, bien qu'elles construisent des identités collectives, le font souvent en réaction contre l'*«imposition du désordre global»* et qu'ainsi, *«elles construisent des refuges, pas des paradis»*⁶²⁴.

Plutôt que de prendre en compte la nature *glocalitaire* du contexte actuel, la pensée localiste tend à légitimer (ou du moins «expliquer») une certaine localisation des enjeux : *«l'échelon local, après sa prise en compte comme un relais de l'État, est traité comme un vecteur de l'intégration de la société politique»*⁶²⁵. Mabileau parle ainsi d'un *«imaginaire survalorisé du local»* ou d'une *«surestimation du local»*, où ce dernier accède *«au rang de lieu politique de plein exercice dans la perspective récente de la recomposition de l'espace local et d'un «développement local» autonome»*⁶²⁶.

Bourdin relève une certaine propension, dans les représentations de la pensée localiste, à tout réduire à la dimension locale : *«triomphe l'idée un peu floue que toutes les grandes questions contemporaines, sauf celles qui concernent la circulation des flux économiques mondiaux, ne peuvent se comprendre correctement qu'à partir de leur dimension locale»*⁶²⁷. L'auteur parle même d'une *«idéologisation de la question locale»*. Une

⁶²⁴ Cité par BOURDIN, Alain, *ibid.*, p.36.

⁶²⁵ MABILEAU, Albert, «Les perspectives d'action publique. Autour d'un local reconstruit», dans BALME, Richard *et al.* (dir.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, p.469.

⁶²⁶ *Ibid.*, p.470.

⁶²⁷ BOURDIN, *op.cit.*, p.161.

idéologie qui, peut-être involontairement, participe d'une mystification opposant le local au global :

Le global n'est pas étranger au local, exempt de ses réalités. C'est une des mystifications majeures de la révolution néolibérale antirégulationniste, orchestrée à partir des manifestations les plus frappantes de la mondialisation, que de l'avoir conceptualisé ainsi : un global démiurgique, par définition hors de toute atteinte du local (et qu'est-ce qui n'est pas local à l'échelle du monde?), construit précisément par celles et ceux (firmes et dirigeants) qui se seraient exilés de tout local⁶²⁸.

Ainsi serions-nous en présence d'une pensée localiste qui surestime le local et d'une pensée «globalitaire» forte de ce que certains enjeux qu'elle préfère taire sont effectivement tus.

Des enjeux occultés

La pensée localiste, dans son inclination à justifier la localisation des enjeux, invite à une relative occultation des enjeux inhérents au contexte actuel de la *glocalisation*. Garnier estime en ce sens que

[...] on peut toujours rêver de restaurer ou de mettre sur pied à l'échelle de l'agglomération, de la commune ou du quartier des systèmes de régulations collectives capables de faire face aux dérégulations imposées par le «marché», de reconstruire en quelque sorte, jour après jour, au plan local ce que le global ne cesse de détruire au niveau national, à savoir, entre autres, la «solidarité» et la «citoyenneté». Mais cela revient à imaginer pouvoir

⁶²⁸ VANIER, Martin, «Ce que la World Company ne comprend pas», dans ATTAC (coll.), *Agir local, penser global. Les citoyens face à la mondialisation*, Paris, Mille et une nuits, 2001, p.33-34.

soustraire un espace social quelconque à l'emprise du globalitarisme sans avoir à combattre de front ce dernier⁶²⁹.

Ce combat, s'il en est un, ne devrait pas viser à dévaloriser ni le local ni le global comme lieux pertinents de régulation, mais peut-être plutôt, dans une prise de conscience de la nature *glocalitaire* des phénomènes qui nous préoccupent, favoriser une revalorisation d'un espace de médiation qui permette de *relier* les différents éléments d'un univers *complexe*⁶³⁰.

Cet espace de médiation, de reliance, n'existe pas sous sa forme idéale. Il est toutefois possible de penser que l'État-nation, malgré les assauts répétés qu'il a encaissés depuis près de trente ans en ce qui concerne sa légitimité, demeure toujours la «moins pire» des institutions de régulation et de reliance. Dans cet ordre d'idées, on peut entendre le point de vue de Vanier :

Le local, le régional, le national, le continental : telles sont les scènes actives de la globalisation. Le rappeler, c'est non seulement retrouver des responsables à un «phénomène» trop souvent réduit à une nature quasi métaphysique, mais aussi reconnecter des échelles d'action (économiques, politiques, citoyennes, etc.) que la pensée unique a réussi à disjoindre totalement, notamment en prétendant, et travaillant, au vide de l'échelle par excellence, celle de l'État-nation⁶³¹.

Je pense que c'est notamment aux sciences sociales qu'il incombe de procéder à une certaine démystification et démythification, elles qui ont contribué en quelque sorte (partiellement et en partie implicitement), par leur lecture de la réalité, à une

⁶²⁹ GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre local...., op.cit.*, p.26. Souligné par moi.

⁶³⁰ Le latin *complexus* signifie «ce qui est tissé ensemble». Voir MORIN, Edgar, «La stratégie de reliance pour l'intelligence de la complexité», dans *Revue Internationale de Systémique*, vol. 9, n°2, 1995.

⁶³¹ VANIER, Martin, *op.cit.*, p.34-35.

mystification des véritables enjeux (politiques) du 21^e siècle, en participant notamment à la fabrication du mythe du local super-puissant.

3.2.2.3. Des enjeux de société

Un des dangers à analyser le développement local par une pensée trop strictement localiste serait de participer à ce que Freitag nommerait l'*«oubli de la société»*⁶³². Je tenterai ici de démontrer la pertinence, face à ce danger, d'une approche critique en sciences sociales qui devrait permettre de mieux appréhender les enjeux inhérents au contexte de la *glocalisation*, partant de l'idée qu'il s'agit là réellement d'enjeux de société qu'il faut traiter comme tels.

Christophe Demazière, analysant les enjeux du développement local en Europe, estime que la mise en œuvre efficiente d'initiatives locales de développement est impossible sans «*des transformations profondes de la société et de l'économie, dont les prémisses ne se font actuellement guère apercevoir*»⁶³³. Michel Bassand, pour sa part, soutenait déjà il y a dix ans que «*les forces intégratrices endogènes de la communauté locale ne concernent plus que des lambeaux de la vie sociale*»⁶³⁴. De son côté, le chercheur

⁶³² Référence au dernier ouvrage de l'auteur, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2, 2002.

⁶³³ DEMAZIÈRE, Christophe, «Du global au local, du local au global. Origine, diversité et enjeux des initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique», dans DEMAZIÈRE, Christophe (dir.), *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1996, p.24.

⁶³⁴ BASSAND, Michel, «Développement local et processus identitaire», dans GAGNON, Christine et Juan-Luis KLEIN (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, GRIR, 1992, p.273.

québécois Hugues Dionne invitait «à mieux évaluer les limites des discours ascendants et endogènes que l'on se plaît trop souvent à mettre de l'avant comme solution-miracle et qui ne servent trop souvent qu'à légitimer certains désengagements publics»⁶³⁵.

On comprend, à la lumière de ces assertions, que les enjeux du développement local ne sont autres que des enjeux de société. Autrement et plus simplement dit, il apparaît évident qu'on ne parviendra jamais à organiser différemment la vie sociale et politique locale sans une préoccupation constante et effective des déterminants globaux (nationaux, internationaux) qui conditionnent celle-ci. Me référant à Rada-Donath, je pourrais avancer qu'il s'agit ici ni plus ni moins qu'une question de *sens* :

*On est ainsi aux prises avec la question d'un sens humain à donner au développement local et régional parce que – en généralisant un peu – le sens actuel n'a pas de sens, du moins pour les régions. Or ce sens humain, du point de vue épistémologique, n'est pas qu'une question de sens en tant que compréhension d'un problème, mais surtout un sens en tant qu'orientation du développement, où l'élaboration d'un modèle de société comme projet à venir est une des composantes nécessaires*⁶³⁶.

Réfléchir ou travailler à donner un sens au développement local, c'est donc réfléchir ou travailler à donner un sens à la *société*, et cet exercice ne peut s'effectuer sans prise en compte de cet «objet» qu'est la *société*⁶³⁷.

⁶³⁵ DIONNE, Hugues, «De la région ressource à la région qualité de vie : à la recherche de nouveaux partenaires», dans GAGNON et Klein, *ibid.*, p.391.

⁶³⁶ RADA-DONATH, Alejandro, «Vers la démocratie informationnelle», dans KLEIN, Juan-Luis *et al.* (dir.), *Les régions après l'État : Chili, Pologne, Québec, Chicoutimi*, GRIR-UQAC, 1993, p.84-85. Souligné par l'auteur.

⁶³⁷ Sur cette question, voir chapitre 1, section 1.2.2. «Une pensée sur la *société*».

Concernant plus spécifiquement l'objet local ou la question du développement local, Bourdin estime que la première exigence, pour le chercheur, «est de considérer que le territoire total et immuable n'existe pas et que toute démarche qui prétend le définir est suspecte d'idéologie, même et surtout si elle s'avance avec l'allure glacée de la scientificité»⁶³⁸, tandis que Larochelle rappelle que la communauté (locale) «n'existe pas en tant que singularité» et que le fait de la dire, de la représenter, d'y croire «balise l'image que l'on se donne du rapport aux autres, cadastre la carte mentale de l'espace social, découpe le champs des évidences, légitime l'autorité, justifie le pouvoir, impose une gestion centralisée de l'imaginaire, etc.»⁶³⁹. La communauté, nous dit l'auteur, est «une fiction à effet structurant» qui, plutôt que de découler d'un exercice de description des choses, découle «d'un projet emportant des conséquences matérielles dans la pratique»⁶⁴⁰. Ainsi, le local ou la communauté deviennent des «outils heuristiques»⁶⁴¹ qui, loin d'être neutres, conditionnent le regard que l'on porte sur le monde social-historique.

Prenant acte du fait local, le chercheur s'en trouve plus ou moins implicitement à valider une conception singulière de l'organisation social-historique. Appréhender le local comme nouvel espace de modélisation des dynamiques socio-politiques, c'est presupposer que c'est bien là que se jouent ces dynamiques, c'est presupposer, par exemple, un déplacement de ces dynamiques du cadre national au cadre local⁶⁴².

⁶³⁸ BOURDIN, Alain, *op.cit.*, p.236.

⁶³⁹ LAROCHELLE, Gilbert, *La communauté comme figure...*, *op.cit.*, p.31.

⁶⁴⁰ *Ibid.*, p.39. Souligné par l'auteur.

⁶⁴¹ Sur les vertus heuristiques du local, voir MABILEAU, Albert, *op.cit.*

⁶⁴² Voir sous-section 3.2.2.1. «Le mythe de l'autonomie locale».

On comprend que les chercheurs en sciences sociales, en ce sens, ont un rôle important à jouer en ce qui concerne les enjeux qui nous préoccupent ici. Non seulement pour favoriser une meilleure compréhension des dynamiques inhérentes à ces enjeux, mais surtout pour élargir le cadre de saisie de ces enjeux, en privilégiant une posture critique par rapport à l'énoncé même de ces derniers. Avant de s'élancer dans l'étude des enjeux du développement local, par exemple, ne conviendrait-il pas de s'interroger sur la pertinence de traiter du monde contemporain à partir de l'objet local, sur les possibilités d'en traiter autrement, et ainsi de suite? Surtout, ne pas prendre pour acquis, parce que cela semble être dans l'air du temps, que le «fait social» se joue localement. À mon avis, les sciences sociales devraient plutôt contribuer, reprenant les mots de Philippe Corcuff, à «défataliser» la réalité social-historique, en dénaturalisant ce qui se présente comme «naturel»⁶⁴³.

3.2.3. La pensée utopique et la pensée du développement local

La société contemporaine détermine aujourd'hui son avenir là où se situent les besoins, les angoisses, les mythes et les espérances de l'humanité.

Alejandro Rada-Donath

Je viens de présenter une interprétation du contexte social-historique à l'intérieur duquel se jouent les enjeux du développement local. Les pratiques et les réflexions associées au développement local s'inscrivent dans un contexte de glocalisation qui ne me semble pas suffisamment pris en compte par la pensée du développement local. Cette dernière, à l'instar de la pensée des sciences sociales actuelles, trop encline à une certaine pensée

⁶⁴³ Voir chapitre 1, sous-section 1.2.3.1. «La réalité «consensuelle»».

localiste, me semble apprécier la réalité social-historique en occultant quelque peu les questions de société (dimensions normatives et synthétiques). C'est ici qu'apparaît la pertinence d'une intégration d'éléments de la pensée utopique dans les études sur le développement local. Je tenterai donc, après avoir brièvement traité de la charge utopique du développement local, d'identifier et de décrire les fonctions heuristiques de la pensée utopique pour l'étude s'y rattachant.

3.2.3.1. Charge utopique du développement local

J'ai déjà présenté, dans l'introduction générale, quelques liens qui unissent la pensée utopique et le développement local. La charge utopique du développement local repose notamment sur le fait que ce dernier était pratiquement identifié, par les spécialistes comme par les politiques, comme la solution enfin trouvée pour permettre aux régions «fragiles» de connaître un véritable développement. Comme c'est souvent le cas lorsque de nouvelles pratiques émergent, le développement local s'est avéré porteur d'énormes espoirs pour les populations de ces régions.

L'avènement du développement local a donc suscité beaucoup d'enthousiasme tant chez les acteurs du développement que chez les spécialistes de la question. Les expériences de «prise en main» par le milieu⁶⁴⁴ permettaient de croire que de nouvelles modalités d'action collective, que de nouvelles façons de faire le développement allaient émerger.

⁶⁴⁴ Par exemple celle bien connue du JAL dans le Bas-Saint-Laurent québécois. Voir la note de bas de page 9 de l'introduction générale.

Bruno Jean disait par exemple en 1989 que la notion de développement local impliquait «*de nouveaux enjeux qui remettent en question toutes les théories et toutes les pratiques de développement régional, et dessinent les contours d'une nouvelle approche de la réalité régionale*»⁶⁴⁵. Quelques années plus tard, Hugues Dionne, insistant sur le fait qu'il fallait inventer «*d'autres développements*», disait ceci: «*Le défi est culturel: il faut cesser de s'incliner devant les nouvelles fatalités et refaire des solidarités communautaires et territoriales. En fait, c'est déjà commencé...*»⁶⁴⁶.

L'engouement alors suscité par le développement local n'est pas étranger, au Québec comme ailleurs, à une résurgence d'expériences qualifiées d'utopiques ou d'alternatives.

Alain Pessin a étudié ces pratiques:

*Dans le milieu des années soixante-dix, le terme d'«alternative» recouvre tout un ensemble de pratiques qu'on a qualifiées parfois de «révolutions minuscules» et qui substituent au romantisme du projet de porter «l'imagination au pouvoir», c'est-à-dire de détruire le pouvoir par la grâce de l'imagination, le réalisme d'une transformation effective et immédiate des activités et des rapports humains dans des univers restreints: on peut changer la vie sans attendre une transformation hypothétique de l'État*⁶⁴⁷.

Même si toutes ces expériences ne se revendiquent pas explicitement de la pensée utopique, Pessin mentionne que «*c'est toujours, vaille que vaille, sous l'enseigne de l'utopie que s'est développée, dans la plupart des pays occidentaux, et dans cette*

⁶⁴⁵ JEAN, Bruno, «Le développement régional à l'heure du développement local: «le temps des incertitudes»», *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. XII, n°1, Printemps 1989, p.22.

⁶⁴⁶ DIONNE, Hugues, «De la région-ressources à la région qualité de vie», dans GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, GRIR, 1992, p.244. Souligné par moi.

⁶⁴⁷ PESSION, Alain, *L'imaginaire utopique aujourd'hui*, Paris, PUF, 2001, p.6-7.

perspective originale par rapport au champ politique, un vaste désir de «vivre autrement»»⁶⁴⁸.

Aujourd'hui encore, les problématiques relatives au territoire, au «vivre ensemble», au milieu de vie, aux appartenances identitaires, aux actions collectives, au développement communautaire, et ainsi de suite, s'abordent parfois en référence à la pensée utopique.

Fernando Ainsa souligne en ce sens que

[...] il existe un espace pour un imaginaire utopique capable de concevoir d'autres modes d'articulation entre l'État et un monde communautaire et associatif qui ne demande qu'à se développer. Cela pourrait se traduire par des propositions visant à multiplier les mécanismes intermédiaires entre l'individu, solitaire, voire abandonné, marginalisé ou exclu, et l'appareil d'État anonyme qui l'encadre et le dirige.⁶⁴⁹

Dans le même ordre d'idées, Françoise Choay affirme, dans sa défense de l'identité locale, que «*l'utopie, plus vivante que jamais, c'est désormais la poursuite de nouvelles formes sociales et de nouvelles formes d'habiter qui nous arriment à la terre et nous fassent, dans la différence, réaliser notre destin d'hommes*»⁶⁵⁰. Aussi, quelques titres d'articles ou d'ouvrages touchant spécifiquement les problématiques de développement local ou régional réfèrent à l'utopie, dont le collectif *Utopie pour le territoire*⁶⁵¹.

⁶⁴⁸ *Ibid.*, p.7.

⁶⁴⁹ AINSA, Fernando, *op.cit.*, p.185.

⁶⁵⁰ CHOAY, Françoise, *op.cit.*, p.11.

⁶⁵¹ GERBAUX, Françoise (dir.), *Utopie pour le territoire: cohérence ou complexité?*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube , 1999.

3.2.3.2. Fonction heuristique de la pensée utopique pour les études sur le développement local

J'ai présenté, à la première partie du chapitre, un bref exposé sur la fonction heuristique de la pensée utopique pour les sciences sociales⁶⁵². Il s'agit maintenant d'effectuer le même exercice pour le champ particulier du développement local. C'est donc ce que je ferai après avoir soumis une brève réflexion sur la prospective en développement régional.

Pensée utopique et prospective territoriale

Au Québec comme en Europe, les études sur le développement régional et local font de plus en plus de place à la prospective territoriale. La prospective, cet «*art de la pensée globale au service de l'action collective*», contribuerait, selon Loinger, «à l'effort d'intelligibilité du réel, mais aussi de création de sens, de fils conducteurs entre les acteurs et les citoyens, et entre la mémoire du passé et les attentes vis-à-vis des futurs désirés, crants ou espérés»⁶⁵³. Elle permettrait en outre de mieux outiller les acteurs du développement pour faire face aux lourdes décisions qu'ils ont à prendre à notre époque de changements rapides, de transition: «*si décider c'est choisir, ce qu'on choisit de faire ou de ne pas faire au présent peut avoir des incidences sur le cours futur des choses ou des événements*»⁶⁵⁴.

⁶⁵² Voir sous-section 3.1.2.2. «Fonction heuristique de la pensée utopique en sciences sociales».

⁶⁵³ LOINGER, Guy, *op.cit.*, p.286.

⁶⁵⁴ LAFONTAINE, Danielle, «Présentations», dans LAFONTAINE, Danielle (dir.), *Choix publics...*, *ibid.*, p.xii-xiii.

En ce qui concerne plus spécifiquement la question politique, la prospective aurait encore un rôle fondamental à jouer. Loinger démontre l'importance de la prospective lorsqu'il explique que, dans le champ du «*débat public*»,

[...] la prospective permet de démythifier les représentations, de libérer la parole, de mettre en question les idées reçues ou préconçues, d'explorer les attentes collectives et de les projeter sur la grille des futurs possibles, de confronter les processus, les déterminants et les politiques hérités du passé avec les gisements de créativité, d'innovation, de projets, de désir, de volonté et d'intentionnalité en latence au moment de l'étude, d'où peut résulter, à la manière de la confluence entre deux fleuves, des changements de parcours, de nouvelles visions partagées, une nouvelle élaboration d'un discours collectif, de nouvelles valeurs et de nouveaux consensus⁶⁵⁵.

Ainsi, la prospective permettrait d'éviter que la recherche en développement régional, pour reprendre les mots de Rada-Donath, «*rate le problème essentiel*», l'auteur estimant que c'est ce qui arrive si n'est pas pris en considération, «*l'horizon dans lequel émerge les événements qui conduisent l'humanité, un pays, une région, un groupe humain à s'émanciper ou à disparaître, à se développer ou à se sous-développer, à son évolution ou son involution, et dans certains cas à vivre ou à mourir*»⁶⁵⁶.

Or, Rada-Donath exprime ailleurs une critique sévère en ce qui concerne les études sur le développement régional et local, affirmant qu' «*il faut désormais le reconnaître haut et fort: les études locales et régionales sont bonnes pour poser des diagnostics sur le passé, mais sont peu significatives pour orienter l'avenir*»⁶⁵⁷. Déplorant le fait que les

⁶⁵⁵ LOINGER, Guy, *op.cit.*, p.286.

⁶⁵⁶ Cité dans LAFONTAINE, Danielle, *op.cit.*, p.xxxii.

⁶⁵⁷ RADA-DONATH, Alejandro, «Prospective et territoire», *Revue Organisations et Territoires*, Volume 10, n°.2, printemps-été 2001, p.15.

chercheurs se résignent «à constater les changements croissants de la société contemporaine au lieu de les devancer», il observe que «quand la prospective émerge comme projection, tout au plus apparaît-elle comme un simple appendice intentionnel à la fin d'un article ou d'un livre...»⁶⁵⁸. Se référant à Michel Gaudet pour qui la prospective est «avant tout une attitude d'esprit (*l'imagination et l'anticipation*) et un comportement (*l'espoir et la volonté*) mobilisés pour assurer la qualité et la maîtrise de l'existence présente et future»⁶⁵⁹, Rada-Donath en appelle à une «rupture épistémologique radicale» qui permettrait «d'incorporer des sources hétérogènes à la raison raisonnante dans la recherche comme condition nécessaire à la prospective»⁶⁶⁰.

Parce que les études sur le développement régional et local sont trop axées «sur la compréhension du sens du phénomène *en tant que tel* plutôt que sur le sens du phénomène en tant qu'orientation d'avenir»⁶⁶¹, il invite à un changement dans les dispositifs⁶⁶² soutenant et conditionnant notre pensée. Sans un tel changement, avertit-il, notre compréhension de phénomènes nouveaux «souffrira de distorsions, la réalité qui est mouvante s'éloignera de notre compréhension et nous ne serons plus capables de comprendre où nous amène la dynamique de notre histoire personnelle et sociale, locale et régionale»⁶⁶³. Bref, l'auteur estime que le nouveau sens pour les régions, «nous devons carrément l'inventer»⁶⁶⁴.

⁶⁵⁸ *Idem.*

⁶⁵⁹ Cité dans RADA-DONATH, Alejandro, *ibid.*, p.17.

⁶⁶⁰ *Ibid.*, p.17.

⁶⁶¹ *Ibid.*, p.20. Souligné par l'auteur.

⁶⁶² Par dispositifs, Rada-Donath entend les «présupposés notionnels acritiques et les conditions culturelles, institutionnelles, professionnelles et sociales qui déterminent l'horizon d'un discours», *ibid.*, p.19.

⁶⁶³ *Ibid.*, p.20.

⁶⁶⁴ *Ibid.*, p.22.

C'est là que vient s'ancre la pertinence d'introduire des éléments de la pensée utopique dans les études sur le développement local. Suivant la critique amenée par Rada-Donath, il est permis de penser que la méthode prospective usuelle, bien qu'elle s'intéresse effectivement à l'avenir, le fait avec les outils conceptuels conventionnels, avec ce que l'auteur appelle les concepts (ou dispositifs) de la science «*normale*». La prospective, ainsi, est limitée dans sa démarche par le fait qu'elle ne donne accès qu'à un certain connu, même si ce «connu» est projeté dans l'avenir. La pensée utopique, qui procède de l'explicitation des nouveaux imaginaires sociaux en émergence et qui s'autorise à franchir les frontières d'une quelconque science «*normale*», pourrait permettre de dépasser cet univers du connu, d'inventer de nouveaux sens pour le développement local.

Fonction heuristique de la pensée utopique et développement local

Je reprendrai brièvement ici les cinq fonctions heuristiques de la pensée utopique (pour les sciences sociales) qui ont été identifiées à la première partie du présent chapitre pour les appliquer cette fois-ci aux études sur le développement local.

Une fonction schématique

La fonction schématique de la pensée utopique peut se résumer à l'idée que cette dernière permet de simplifier la réalité en en retenant les principaux traits, en particulier ceux «*qui ne vont pas*», pour imaginer «*ce qu'ils devraient être*».

Les initiatives de développement local peuvent ainsi être contextualisées schématiquement en fonction de phénomènes qui les transpercent, les déterminent, les accompagnent. C'est de cette façon que les pratiques associées au développement local peuvent être appréhendées à partir de leur inscription dans les grandes mutations qui accompagnent le «mouvement» de la mondialisation, à partir de leur participation dans l'expression de la prise de conscience des limites de la «société de marché», à partir de la montée des sentiments d'appartenance identitaire, et ainsi de suite. La fonction schématique de la pensée utopique permet en somme d'approcher le développement local comme une des manifestations (*«signes»*, *«symptômes»*) des transformations en cours dans le monde occidental.

Une fonction représentative-hypothétique

Par fonction représentative-hypothétique de la pensée utopique, j'entends la capacité, chez celle-ci, de se représenter *«ce qui devrait être»* pour en juger les conséquences, pour différencier rationnellement *«le relatif de l'absolu»*, pour mieux juger les maux existants.

Appréhender la problématique du développement local en intégrant la fonction représentative-hypothétique de la pensée utopique permettrait d'anticiper différentes évolutions susceptibles de découler des actions présentes. Ce faisant, il devient alors possible de juger des avantages et des inconvénients des transformations anticipées et de mesurer le potentiel de réalisation de ces dernières (identification des facilités, des obstacles, etc.: le *«relatif»* et l'*«absolu»*). Aussi cela permet-il, partant d'images de *«ce*

qui pourrait être», de porter un regard critique sur les initiatives présentes en fonction des conséquences qui pourraient en découler. La fonction représentative-hypothétique de la pensée utopique permettrait en quelque sorte de procéder, pour le développement local, à une démarche de prospective *radicale*⁶⁶⁵.

Une fonction analytique-réflexive

La fonction analytique-réflexive de la pensée utopique consiste dans la portée d'un regard critique sur la société, le monde, à partir de «*ce qui n'existe pas encore*», ce qui permet une certaine réflexivité et une ouverture des possibles.

Aborder le développement local en appliquant la fonction analytique-réflexive de la pensée utopique, c'est tenter de relever ce que les pratiques s'y rattachant ne parviennent pas encore à réaliser. Cela permet alors de jeter un regard critique sur ces pratiques et ce qui les fonde, en procédant à un va-et-vient entre le «*fait*» et le «*à faire*» (réflexivité). Il est clair aussi qu'un tel exercice ne peut que favoriser l'ouverture de possibles («*réactiver la culture*») que la seule étude de l'ici-maintenant ne permet pas d'entrevoir. La fonction analytique-réflexive de la pensée utopique favorise ainsi l'actualisation du potentiel que porte (ou garde latente) l'ensemble des initiatives de développement local.

⁶⁶⁵ Sur la prospective, voir un peu plus haut la rubrique «Pensée utopique et prospective territoriale».

Une fonction praxéologique

La fonction praxéologique de la pensée utopique, fondée sur l'idée que les rêves «*mettent les hommes en mouvement*», favorise la compréhension des transformations qui ont cours dans le temps présent, ces dernières reflétant notamment les espoirs que les personnes portent à l'égard du futur.

Les initiatives de développement local ne concernent pas que le présent. Les acteurs qui s'y engagent y investissent également leurs rêves de la communauté future. La fonction praxéologique de la pensée utopique favoriserait une appréhension des expériences de développement local qui se concentrerait davantage sur les «*rêves de transformation*» portés par les acteurs («*recul théorique*») que, par exemple, les dynamiques régissant leurs actions ponctuelles. La fonction praxéologique de la pensée utopique permettrait ainsi d'enrichir notre compréhension des initiatives locales, en scrutant le «pourquoi» (pour quels rêves sociaux les acteurs s'engagent-ils?) de ces dernières plutôt que le «comment».

Une fonction socio-politique

La dernière fonction de la pensée utopique, la plus explicitement subversive ou du moins la plus «engageante», est la fonction socio-politique. Elle permet de faire «*prendre corps*» aux imaginaires sociaux, favorisant sciemment la transformation du «système»

pour le mieux et ce, en participant à «*l'invention*» de nouvelles voies par lesquelles la démocratie s'en trouverait renforcée.

Le développement local, que ce soit par les pratiques qui lui sont associées ou par les discours qui le promeuvent, participe à sa façon à la reconstruction socio-politique de la société et du monde. Les acteurs du développement local sont mus par des imaginaires sociaux qui sont soit en concurrence, soit en congruence avec les imaginaires sociaux dominants (la pensée néolibérale). Appliquer la fonction socio-politique de la pensée utopique aux études sur le développement local, c'est se donner pour tâche de formaliser, d'organiser, de rationaliser les imaginaires sociaux des acteurs du développement local pour favoriser l'avènement des changements souhaités par ces derniers. Le chercheur s'en trouve alors engagé, avec les acteurs, dans l'invention de nouvelles voies démocratiques de transformation du système en place, dans l'optique de «*l'épanouissement de tous et de chacun*».

Tableau 8

Fonction heuristique de la pensée utopique pour le développement local

Fonctions	Descriptions
Schématique	<i>Permet de contextualiser schématiquement les initiatives locales en considération des diverses mutations contemporaines.</i>
Représentative-hypothétique	<i>Permet de juger des conséquences et de la pertinence des initiatives actuelles à partir d'une anticipation de leur réalisation. S'identifie à une démarche de «prospective radicale».</i>
Analytique-réflexive	<i>Permet de porter un regard critique sur les pratiques de développement local actuelles à partir de ce qui n'est pas encore réalisé. Favorise l'actualisation du potentiel des pratiques.</i>

Praxéologique	<i>Permet d'appréhender les expériences de développement local en considérant les rêves sociaux sur lesquels se fondent ces pratiques. Considère le «pourquoi» de l'engagement des acteurs.</i>
Socio-politique	<i>Permet d'«organiser» les imaginaires sociaux portés par les acteurs et ainsi de contribuer aux transformations sociales souhaitées. Favorise l'engagement dans le renforcement de la démocratie.</i>

Conclusion

L'avènement du développement local, c'est aussi l'avènement de nouveaux espoirs pour des populations qui, tout simplement, cherchent à vivre mieux. Émergeant dans un contexte social-historique particulier où le local et le global se distinguent, se croisent, s'entrecroisent, le développement local, paradoxalement, exprime de lourds enjeux de société, et parfois même quelques utopies (!). Pour bien comprendre la charge social-historique des initiatives associées au développement local, j'ai suggéré d'intégrer, dans les études qui s'y intéressent, des éléments de la pensée utopique. La pensée utopique favoriserait alors une appréhension du développement local en le plaçant dans un contexte global, en renforçant l'approche prospective, en relevant son potentiel transformateur, en identifiant les imaginaires sociaux qu'il exprime, en «organisant» ces derniers pour favoriser les transformations attendues.

Conclusion du chapitre 3

La pensée utopique, telle que je l'ai définie au chapitre 2, est apparue au même moment où naissaient les sciences sociales, c'est-à-dire au tournant des 18^e et 19^e siècles. J'ai démontré que depuis lors, pensée utopique et pensée des sciences sociales se sont mutuellement nourries, même s'il s'avère que c'est un peu moins le cas aujourd'hui, notamment parce que les sciences sociales semblent prendre une certaine distance avec la posture critique, posture que la pensée utopique assume tout autant qu'autrefois. J'ai donc voulu suggérer l'idée qu'il pourrait être pertinent, pour mieux comprendre les bouleversements auxquels le monde contemporain est confronté, de réintégrer dans la démarche des sciences sociales certains éléments de la pensée utopique.

Il s'agissait ensuite de se demander si le champ particulier du développement local pouvait bénéficier de l'apport de la pensée utopique. Après avoir brièvement interprété le contexte d'avènement du développement local et relevé à grands traits certains des enjeux qui lui sont associés, j'ai cherché à démontrer la pertinence, pour les études sur le développement local, d'intégrer aussi des éléments de la pensée utopique. Partant de cinq fonctions heuristiques associées à la pensée utopique, j'ai esquissé ce que pourraient être les apports de cette dernière pour une compréhension plus globale, plus critique, plus «engagée» des enjeux du développement local.

Dans un contexte où le néolibéralisme cherche à imposer sa conception du monde, de la société, des rapports humains, où la pensée unique qui l'exprime tente de réduire au

maximum l'espace des possibles, la pensée du développement local doit chercher à se frayer un chemin entre la résignation (adaptation à la pensée dominante) et la marginalisation (trop «anti», trop «extrémiste», trop «idéologique»). Une étude rigoureuse de la place de la pensée du développement local dans l'univers des pensées sur le monde pourrait contribuer à faire en sorte que les initiatives locales soient appréhendées dans toute l'ampleur de leur potentiel, ce dernier ne pouvant se laisser entrevoir que si la pensée étudiant le développement local se permet de s'ouvrir à tous les possibles.

Chapitre 4

La pensée utopique et l'interprétation des enjeux du développement local

Chapitre 4

La pensée utopique et l'interprétation des enjeux du développement local

Quiconque a observé la putréfaction d'une charogne peut se faire une idée de l'effondrement d'une civilisation. Des changements de couleurs, des suffusions violacées, des lividités paraissent par endroits, puis se généralisent, quoiqu'elles restent toujours plus accentuées dans certaines zones de repli. En même temps, une odeur épouvantable, de plus en plus insoutenable, se répand alentour. Les formes, au début inchangées, se modifient pourtant, mais localement d'abord, sans que se devine le travail de corruption qui prépare l'effondrement général. Ailleurs, au contraire, des affaissements partiels, assez brusques, des bouffissures oedémateuses, des enflures monstrueuses signalent ou annoncent des éclatements limités. Mais, sous la forme en décomposition, une vie nouvelle commence à sourdre et à se diffuser grâce au travail ardent des vers et des agents de dissolution, qui se multiplient et pullulent, une vie nouvelle issue de la vie ancienne, qui se répandra enfin au dehors pour alimenter d'autres corps à travers de multiples et très savantes digestions.

Michel Bounan

Introduction

La plupart des observateurs du monde actuel s'entendent sur l'idée que notre civilisation est actuellement en crise, ou du moins que nous vivons, en ce début de troisième millénaire, une période d'immense transition⁶⁶⁶. Lorsqu'il y a crise, pour paraphraser

⁶⁶⁶ L'une des expressions les plus radicales en ce sens pourrait être celle de Michel Serres qui suggère l'idée que nous assistons à rien de moins qu'à l'avènement d'une nouvelle Humanité, événement comparable à celui de l'homo sapiens. Voir SERRES, Michel, *Hominescence*, Paris, Le pommier, 2001, 339 p. Dans un tout autre style, davantage provocateur, le néo-situationniste Michel Bounan parle de la fin inévitable et souhaitable de notre civilisation marchande. Voir BOUNAN, Michel, *Sans valeur marchande*, Éditions Paris, Allia, 2001, 85 p., et *L'impensable, l'indicible, L'innommable*, Éditions Paris, Allia, 1999, 90 p.

Gramsci, c'est qu'il y a un ancien monde qui refuse de mourir et un nouveau monde qui ne parvient pas à naître. L'utilité de la pensée utopique, en pareille situation, consiste dans la tentative d'appréhender l'éventail de ce qui pourrait advenir, sans bien sûr prétendre à une quelconque capacité de prédition. L'utopiste ne se réclame pas de la voyance; il pratique seulement la prévoyance.

J'explicite donc ici mon adhésion à ce «sentiment existentiel collectif» qui signale que de nouvelles formes de vie sociale sont en train d'émerger. Je pense que nous sommes tous, qui que l'on soit, d'où que l'on soit, dans une entreprise de redéfinition de notre rapport au monde, aux autres, à la vie même et ce, tant individuellement que collectivement. Mais il est clair que rien ne me permet de me prononcer de façon définitive, au nom de quelques sciences ou habiletés que ce soit, sur ce vers quoi nous allons, sur la nature des formes en processus d'éclosion.

Comment les expériences, les pratiques, la pensée associées au développement local participent-elles de ce grandiose et insaisissable mouvement? C'est là, en quelque sorte, l'essence de ce quatrième et dernier chapitre. Il ne s'agit pas de se demander comment le développement local peut «changer le monde», mais plutôt de tenter d'interpréter la nature de l'inscription de la pensée du développement local (et des pratiques qui l'incarnent) dans le branle-bas social-historique qui caractérise notre présent immédiat. Pour ce faire, j'éprouverai une grille de lecture essentiellement inspirée de la pensée utopique en l'appliquant à une série de dimensions relatives à certains enjeux que soulève le développement local.

La première partie du présent chapitre sera donc consacrée à un essai d'illustration des vertus heuristiques des cinq fonctions de la pensée utopique dégagées à la fin du précédent chapitre⁶⁶⁷. La deuxième et dernière partie du chapitre consistera en un essai d'interprétation des enjeux du développement local. Ces exercices plus «empiriques»⁶⁶⁸ devraient renforcer mon hypothèse qui suggère la pertinence de l'intégration d'éléments de la pensée utopique dans les études sur le développement local.

⁶⁶⁷ Voir chapitre 3, sous-section 3.2.3.2. «Fonctions heuristiques de la pensée utopique pour les études sur le développement local».

⁶⁶⁸ Considérant que le «terrain» de l'interprétation, c'est le texte, le discours, les représentations, le sens.

4.1. Pensée utopique et enjeux du développement local

Développement..., local..., deux mots qui ont été et sont peut-être encore très chargés de sens, de puissance symbolique, d'attentes individuelles et collectives, souterraines ou explicites...

Jean-Pierre Deffontaines et Jean-Pierre Prod'Homme

L'ordre social n'est ni bon, ni mauvais en soi. Il appelle interprétation et action en fonction de l'émergence du sens et des enjeux sociaux qu'il met à jour.

Philippe Zarifian

Introduction

J'ai dégagé, à la fin du chapitre précédent, cinq fonctions heuristiques de la pensée utopique pour les études sur le développement local. Misant sur l'idée que l'intégration d'éléments de la pensée utopique dans une démarche d'analyse des enjeux du développement local pourrait s'avérer enrichissante, je reprendrai ici les cinq fonctions sus-mentionnées pour en constituer une grille interprétative dont je tenterai d'illustrer les vertus heuristiques en effectuant une lecture originale de quelques-uns de ces enjeux. Dans une première section, j'apporterai quelques précisions sur mon approche, réfléchissant d'abord sur les liens entre la pensée utopique et l'interprétation pour ensuite présenter une description plus méthodologique de mon approche. La seconde section sera formellement consacrée à un essai d'illustration des vertus heuristiques de la grille de lecture.

4.1.1. Précisions épistémologiques et méthodologiques

L'incertitude quant à ce qui est à venir laisse du jeu, pour peu de temps.

Georges Balandier

Je m'appliquerai ici, avant de décrire l'approche qui sera utilisée à la section suivante, à relever la pertinence d'un regard interprétatif inspiré de la pensée utopique pour appréhender les enjeux du développement local. Cet exercice s'impose pour bien saisir la substance et bien sentir la pertinence de l'approche proposée.

4.1.1.1. Pensée utopique et interprétation

J'ai déjà identifié, au chapitre 1, certains liens qu'il est possible de tisser entre la pensée utopique (comme «figure») et la science de l'interprétation⁶⁶⁹. Ce que je propose ici, c'est de relever en quoi la pensée utopique s'avère singulièrement pertinente comme substance principale d'une grille de lecture qui se donne comme objet l'analyse des enjeux du développement local.

Interpréter le monde

Pour bien saisir la nature des enjeux du développement local, il faut préalablement (et/ou parallèlement) tenter de saisir la nature des enjeux globaux à l'intérieur desquels ils s'inscrivent. Autrement dit, interpréter le local, c'est aussi interpréter le monde. Fernando

⁶⁶⁹ Voir chapitre 1, section 1.1.2. «L'application de l'approche interprétative».

Ainsa soutient en ce sens que «vivre dans un monde toujours plus interdépendant exige une nouvelle lecture des grandes lignes de l'évolution contemporaine»⁶⁷⁰, et que cette exigence est l'une des tâches associées à ce qu'il appelle la reconstruction de l'utopie. Il ne s'agit pas ici d'une lecture par laquelle il serait possible d'identifier systématiquement ce qui vient, mais, pour reprendre les mots de l'auteur, d'une lecture qui permettrait de «catalyser des lignes créatrices» grâce auxquelles il serait possible d'entrevoir ce qui pourrait advenir.

Suivant l'économiste Henri Bartoli, il s'agirait en quelque sorte de tenter de «comprendre» en assumant l'impossibilité de toute prédiction:

[...] il n'est pas possible en économie (et a fortiori lorsqu'il s'agit de «développement») de «prédir», et s'il faut adopter pour premier principe d'intelligibilité celui de la pluralité des causes et de la plurivocité des effets, il n'est pas interdit de s'efforcer de «comprendre».⁶⁷¹

Cette compréhension du monde actuel doit notamment s'appuyer sur le fait que cet immense mouvement de transformation globale identifié à la mondialisation «s'inscrit dans une trame historique marquée par la survivance de structures sociales anciennes, et comporte donc à la fois de l'inédit, de la résurgence et de la continuité»⁶⁷². Les dynamiques sociales en cours, affirme Mercure, ne peuvent alors être comprises que dans une perspective sociohistorique. La pensée utopique, par essence pensée sur le social-historique, trouve ici toute sa pertinence.

⁶⁷⁰ AINSA, Fernando, *La reconstruction de l'utopie*, Paris, Arcanteres-Unesco, 1997, p.195.

⁶⁷¹ BARTOLI, Henri, BARTOLI, Henri, *Repenser le Développement. En finir avec la pauvreté*, Paris, Unesco-Economica, 1999, p.157.

⁶⁷² MERCURE, Daniel, «Une société-monde?», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p.9.

La pensée utopique est également pensée du changement historique, pensée des ruptures.

Et c'est le terme de «ruptures» qui caractériserait, selon Laïdi, le monde actuel: «*Nous entrons (...) dans une ère de ruptures fortes, de ruptures en chaîne non stabilisée qui ne dégagent aucune signification univoque. Ruptures fortes, sans équivoque, telle pourrait être la définition du moment historique actuel...»*⁶⁷³. Nous serions dans l'incapacité de saisir la transformation sociale que ces ruptures engendrent, estime l'auteur, parce qu' «*il n'y a pas de schéma politique capable de la penser, car le politique ne parvient plus à se penser en termes historiques*»⁶⁷⁴. L'apport de la pensée utopique, ici, s'exprime d'emblée.

Plus loin, Laïdi insiste sur l'idée que la mondialisation, au-delà des faits économiques, sociaux et culturels qui la matérialisent, est avant tout une «*phénoménologie du monde*», «*car les faits ne sont jamais indépendants du regard que l'on porte sur eux*»⁶⁷⁵. Ainsi, en tentant de saisir ce phénomène sur la base exclusive des faits ci-haut mentionnés, «*on s'expose à en appauvrir le sens*». C'est pourquoi le même auteur suggère ailleurs que «*si on veut réfléchir à la mondialisation en la considérant comme un fait social et plus seulement comme l'expression comptable d'interdépendance croissantes entre économies, il convient alors de la considérer en premier lieu comme un imaginaire*»⁶⁷⁶. Une interprétation de la mondialisation sur la base de la pensée utopique, comme pensée sur les imaginaires sociaux, ne peut alors que favoriser un «enrichissement» du sens.

⁶⁷³ LAÏDI, Zaki, *La gauche à venir. Politique et mondialisation*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p.6.

⁶⁷⁴ *Ibid.*, p.11.

⁶⁷⁵ *Ibid.*, p.49-50.

⁶⁷⁶ LAÏDI, Zaki, «Les imaginaires de la mondialisation», *Esprit*, octobre 1998, p.86.

Georges Balandier parle quant à lui de la nécessité d'identifier le «principe conducteur» pour comprendre ce qu'il nomme la «surmodernité mondialisante» ou le «Grand Système»:

Il [le Grand Système] consiste à porter l'attention sur les ruptures qui nous séparent d'un monde en voie de rapide effacement, et sur les nouveaux commencements qui s'effectuent et engendrent les nouveaux Nouveaux Mondes dans lesquels les contemporains se trouvent projetés, jetés, avec des chances très inégales.⁶⁷⁷

Invitant les chercheurs en sciences sociales à «explorer» ces nouveaux Nouveaux Mondes à la manière des explorateurs des civilisations étrangères, il leur propose ensuite de les «décrire»⁶⁷⁸, précisant que décrire c'est favoriser la réduction de «l'inertie entretenue par ces sentiments contraires de fascination du présent et de crainte d'un avenir obscur», c'est donc aussi de «rendre moins invisibles les zones sombres où la surmodernité mondialisante rejette ceux qu'elle délaisse et repousse les restes de ce qu'elle a défait»⁶⁷⁹.

Pour appréhender le contexte de la mondialisation, l'auteur en appelle finalement à l'invention de nouvelles démarches de connaissance:

Dans un monde où le territoire et la matérialité perdent progressivement leur fonction formatrice, où le changement d'échelle par l'effet de la mondialisation bouleverse les rapports entre les phénomènes, où la transformation continue et rapide laisse peu de choses en leur état, il faut inventer des démarches de la connaissance adaptées à ce que devient le monde, et non plus à ce qui est déjà passé. C'est-à-dire se rendre capable

⁶⁷⁷ BALANDIER, Georges, *Le Grand Système*, Paris, Fayard, 2001, p.10. Souligné par l'auteur.

⁶⁷⁸ Pour Balandier, «La description suit l'exploration», *ibid.*, p.8.

⁶⁷⁹ *Ibid.*, p.10.

*d'appréhender l'inédit, les accomplissements aux conséquences encore mal connues, le mouvement et son œuvre en tous lieux.*⁶⁸⁰

Ainsi, je peux avancer que pour que les sciences sociales puissent penser «ce que devient le monde», puissent «appréhender l'inédit», la pensée utopique constitue la substance par excellence à intégrer dans leurs démarches.

Interpréter les enjeux du développement local

La pensée utopique apparaît donc comme un outil heuristique intéressant pour appréhender les phénomènes d'ordre mondial. En est-il de même en ce qui concerne les dynamiques locales? Si l'on considère que le local et le global sont les deux faces d'un même phénomène, l'interprétation d'inspiration utopique devrait également s'avérer pertinente s'agissant des phénomènes locaux.

Bernard Pecqueur, partant d'un énoncé de la DATAR pour qui «*le niveau local sort gagnant des effets conjugués de la mutation du système productif et de la mondialisation qui met en concurrence, non plus seulement des produits, mais des modes d'organisation de la société et des systèmes sociaux*»⁶⁸¹, relève de façon schématique le «conflit» d'interprétation quant à la place du local dans le contexte de la mondialisation du marché. Ainsi souligne-t-il que certains pessimistes auront tendance à interpréter les propos de la DATAR «*comme un signe du désengagement de l'État en matière de politique industrielle afin de reporter la responsabilité de cette politique sur les collectivités*

⁶⁸⁰ *Ibid.*, p.196-197.

⁶⁸¹ Document de la DATAR produit en 1999 et cité dans PECQUEUR, Bernard, *Le développement local*, Paris, Syros, 2000, p.11.

territoriales et notamment sur la Région»⁶⁸², tandis que des optimistes y verront un «discours qui ouvre des perspectives pour un nouvel aménagement du territoire et de nouveaux processus d'innovation et de compétitivité pour la production de l'économie française»⁶⁸³.

Ce que relève ainsi Pecqueur nous permet de poser que l'interprétation que l'on fait des enjeux du développement local repose sur un ensemble *d'a priori*, de préférences, voire de choix idéologiques et politiques. C'est ce qui explique qu'il puisse y avoir, pour un même phénomène ou un même discours, des interprétations tout à fait opposées. Que des chercheurs proposent des interprétations de la place du développement local dans le contexte de la mondialisation en s'appuyant sur leurs préférences idéologiques ne pose pas problème, à condition que celles-ci soient le plus possible explicitées⁶⁸⁴. Une interprétation des enjeux du développement local intégrant des éléments de la pensée utopique permet d'éviter le problème de non-explicitation des préférences, considérant notamment que cette pensée s'assume comme étant substantiellement et fondamentalement critique à l'égard de *ce qui est*.

Certains travaux existant procèdent d'ailleurs à l'appréhension de la question du développement local en l'inscrivant dans le contexte global de la mondialisation sur la base d'une posture utopique (même si non explicitement). Paul Houée, par exemple, identifie quelques interrogations auxquelles sont confrontés les chercheurs lorsqu'ils

⁶⁸² *Ibid.*, p.12-13.

⁶⁸³ *Ibid.*, p.13.

⁶⁸⁴ Voir chapitre 1, section 1.2.1. «La question de l'objectivité».

tentent de relever le «défi intellectuel» qui consiste à mettre en relation les «grandes vagues de la mondialisation» et la multitude d'initiatives locales en cours un peu partout dans le monde:

*Quand les premières étendent partout leur emprise, quelle place et quelle signification accorder à ces fourmillements d'initiatives locales qui commencent à se tisser à travers la planète? S'agit-il de soubresauts illusoires de petites sociétés aux frontières d'un unique marché, d'ilots de résistance dans un océan de grandes turbulences? Faut-il au contraire y voir les germes d'un autre développement global à visage humain, une composante vitale pour tout corps social en refondation?*⁶⁸⁵

Pour bien comprendre le sens des initiatives locales, l'auteur invite à discerner, prenant recul et perspective, les «grandes vagues de fond» qui les portent. Cela pourrait consister dans la tentative de «replacer les urgences du présent dans l'épaisseur d'une histoire, les représentations d'une culture, les valeurs de dépassement d'une civilisation»⁶⁸⁶, ce qui l'amène à suggérer que la présence de ce fourmillement d'initiatives, observé d'un regard macroscopique, «témoigne que d'autres chemins sont possibles»⁶⁸⁷.

Je pose donc que l'une des façons pertinentes d'appréhender les enjeux du développement local, outre celle de les considérer à partir de leur inscription dans le vaste mouvement de la mondialisation, pourrait consister dans l'intégration substantielle, dans une démarche

⁶⁸⁵ HOUÉE, Paul, *Le développement local au défi de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.13. Plus loin, l'auteur ajoute ceci: «Économistes, sociologues, géographes s'interrogent sur la portée et la signification des initiatives locales: réflexes de défense de sociétés marginales condamnées, contre-pouvoirs face au système centralisé? Remèdes illusoires qui détournent des grands enjeux et conflits de société ou germes pour un développement alternatif? Mise en scène de nouveaux acteurs pour capter les aides publiques et favoriser leur promotion ou affirmation d'une société civile qui cherche à s'exprimer? Mode éphémère ou mouvement social: on n'ose encore se prononcer». *Ibid.*, p.125.

⁶⁸⁶ *Ibid.*, p.14.

⁶⁸⁷ *Ibid.*, p.139.

interprétable, d'éléments de la pensée utopique. Cela permettrait notamment d'éviter de tomber dans ce que Balandier identifie au piège des interprétations de l'actuel qui supposent d'emblée une dissociation «entre ce qu'est et ce qu'accomplit le *Grand Système à l'échelle de la planète, et les situations concrètes par lesquelles s'effectue l'expérience individuelle et s'organisent* - «à la base» et dans la dispersion, si l'on peut dire - les négociations de la vie quotidienne»⁶⁸⁸. C'est ce type de représentations dissociatives qui amènent certaines analyses à concevoir les enjeux du développement local comme pratiquement «isolés» des dynamiques social-historiques dans lesquelles ils s'inscrivent⁶⁸⁹.

Ainsi, suivant Dionne, je pense que «le territoire à maintenir oblige à des interprétations nouvelles des dynamiques économiques et sociales» et qu'il est nécessaire de «traiter de la question régionale comme étant celle d'un choix de société»⁶⁹⁰. C'est ce à quoi invite l'approche que je propose.

4.1.1.2. Présentation de l'approche

Avant de décrire l'approche, je dois d'abord apporter quelques indications quant à sa nature. Il m'importe avant tout de signaler que je ne procéderai pas ici à une analyse à proprement parler des enjeux du développement local. Mon objectif se résume à illustrer

⁶⁸⁸ BANLANDIER, Georges, *op.cit.*, p.200-201.

⁶⁸⁹ Sur ce point, voir chapitre 3, section 3.2.1. «Quelques réflexions autour des enjeux du développement local».

⁶⁹⁰ DIONNE, Hugues, «L'art de vivre: base de mobilisations villageoises», *Économie et solidarités*, vol.28, n°1, 1996, p.23-24.

la pertinence qu'il pourrait y avoir à utiliser une grille d'interprétation inspirée de la pensée utopique pour apporter un regard nouveau en ce qui concerne les enjeux qui sont soulevés par la question du développement local.

Ainsi ai-je fait le choix de proposer une réflexion sur les possibilités heuristiques de l'outil que j'ai élaboré plutôt que de l'appliquer systématiquement à un vaste corpus. Parce que je considérais prioritaire, compte tenu du caractère original (et radical) de l'outil, de m'appliquer à développer et approfondir des justifications épistémologiques qui fondent sa pertinence plutôt que de m'attarder à des aspects plus opérationnels. Je me permets de penser que si je parviens à démontrer la pertinence de l'outil, l'approfondissement de son caractère opératoire pourrait s'effectuer par ailleurs, s'agissant alors d'une tâche instrumentale qui s'avérerait d'autant plus efficiente en étant accomplie dans un exercice d'appropriation subjective⁶⁹¹.

Cela étant dit, je procéderai donc, dès la prochaine section, à ce que j'identifie à un *essai d'illustration*. Il s'agira en fait d'évaluer les vertus heuristiques de chacune des cinq fonctions de la pensée utopique telle que dégagées au chapitre 3 et ce, en illustrant ces vertus dans un exercice de confrontation de la grille à un ensemble de dimensions relatives aux enjeux du développement local. Ainsi, les fonctions schématique, représentative-hypothétique, analytique-réflexive, praxéologique et socio-politique de la pensée utopique seront respectivement confrontées aux dimensions suivantes: dimensions

⁶⁹¹ Autrement dit, chacun pourrait adapter la grille à sa propre lecture de la réalité, à condition bien sûr que cette lecture fasse l'objet d'une certaine explicitation (objectivation de la subjectivité).

politiques (le développement local et la réalité instituée, le développement local entre démocratie et mondialisation), dimensions anthropo-philosophiques (le développement local et la conception de l'individu, le développement local et la conception de la communauté), dimensions épistémologiques (le rôle de la science et des chercheurs, connaissances «savantes» et connaissances «ordinaires»).

Le choix de ces dimensions découle, pourrais-je dire, d'une lecture utopique des enjeux du développement local. Autrement dit, j'ai retenu des dimensions d'enjeux du développement local qui entretiennent de facto des liens avec la pensée utopique. Voici, en quelques mots, la justification de ce choix pour chacune des dimensions:

Dimensions politiques

le développement local et la réalité instituée: il s'agit ici d'appréhender la portée social-historique des initiatives locales, considérant leur rapport avec la réalité instituée, c'est-à-dire dans leur potentiel de transformation de la réalité (utopie = remise en question de la réalité instituée);

le développement local entre démocratie et mondialisation: les expériences de développement local sont abordées ici en considérant la nature de leur participation dans le renforcement de la démocratie dans le contexte de la mondialisation (utopie = projet de création d'une démocratie véritable).

Dimensions anthropo-philosophiques

le développement local et la conception de l'individu: il s'agit ici de se demander quelles sont les conceptions de l'individu qui sous-tendent les initiatives de développement local (utopie = individu libre, maître de son destin);

le développement local et la conception de la communauté: comme pour l'individu, il est question ici des conceptions de la communauté qui sous-tendent les initiatives de développement local (utopie = communauté autonome, libre, égalitaire).

Dimensions épistémologiques

le rôle de la science et des chercheurs: il s'agit ici de questionner le rôle que jouent (et peuvent jouer) les études sur le développement local dans la compréhension des enjeux s'y rapportant (utopie = science engagée dans la transformation de la réalité) et de se demander quel rôle jouent (et peuvent jouer) les chercheurs dans les débats de société que soulève la problématique du développement local (utopie = engagement du citoyen-chercheur);

connaissances «savantes» et connaissances «ordinaires»; il s'agit ici d'aborder la question de la participation des acteurs et des membres de la communauté dans la construction des connaissances sur le développement local (utopie = participation active de tous les membres de la communauté).

4.1.2. Essai d'illustration des vertus heuristiques de la pensée utopique

Contrairement à une idée répandue, le local est sans vertu propre autre que celle de la proximité, qui peut être une valeur égoïste et excluante, autant que la chance de la démocratie.

Martin Vanier

Comme indiqué plus haut, la présente section sera consacrée à un exercice de confrontation de la grille de lecture (les fonctions heuristiques de la pensée utopique) à une série de dimensions relatives aux enjeux du développement local. En clair, l'exercice consistera ici à relever les vertus heuristiques potentielles de la grille pour chacune des dimensions retenues. Il importe de signaler que cet exercice sera enrichi, dans la seconde partie du chapitre, par un essai d'interprétation des enjeux du développement local articulé autour des mêmes dimensions.

Par souci de clarté, je reproduis le Tableau 8 (page suivante) qui présentait, au chapitre 3, les fonctions heuristiques de la pensée utopique pour les études sur le développement local.

Je tiens à préciser que, bien que je relèverai les vertus heuristiques de chacune des cinq fonctions de façon isolée, il faut considérer entre elles une relation dynamique. C'est-à-dire que la vision schématique de la première fonction n'est pas absente lorsqu'il s'agit de traiter des autres fonctions, que la vision subversive de la fonction socio-politique colore la lecture des quatre premières fonctions, et ainsi de suite.

Tableau 8

Fonction heuristique de la pensée utopique pour le développement local

Fonctions	Descriptions
Schématique	<i>Permet de contextualiser schématiquement les initiatives locales en considération des diverses mutations contemporaines.</i>
Représentative-hypothétique	<i>Permet de juger des conséquences et de la pertinence des initiatives actuelles à partir d'une anticipation de leur réalisation. S'identifie à une démarche de «prospective radicale».</i>
Analytique-réflexive	<i>Permet de porter un regard critique sur les pratiques de développement local actuelles à partir de ce qui n'est pas encore réalisé. Favorise l'actualisation du potentiel des pratiques.</i>
Praxéologique	<i>Permet d'appréhender les expériences de développement local en considérant les rêves sociaux sur lesquels se fondent ces pratiques. Considère le «pourquoi» de l'engagement des acteurs.</i>
Socio-politique	<i>Permet d'«organiser» les imaginaires sociaux portés par les acteurs et ainsi de contribuer aux transformations sociales souhaitées. Favorise l'engagement dans le renforcement de la démocratie.</i>

4.1.2.1. Dimensions politiques

Deux dimensions politiques ont été retenues pour cet exercice. La première concerne la relation entre les expériences de développement local et la réalité instituée, la seconde concernant les vertus démocratiques du développement local dans le contexte de la mondialisation.

Le développement local et la réalité instituée

La fonction schématique

Cette fonction pourrait permettre d'appréhender schématiquement le rapport qu'entretiennent des expériences de développement local avec la réalité instituée, c'est-à-dire de saisir leur caractère plus ou moins subversif. Certaines expériences pourraient ainsi être identifiées à une dynamique adaptative par rapport au modèle dominant, d'autres pourraient au contraire être associées à une dynamique transformatrice, c'est-à-dire que leur réalisation impliquerait une certaine transformation des structures sociales. Pourraient être distinguées ici des stratégies d'implantation de PME pour maintenir une communauté dans la course à la compétitivité (adaptative) et de susciter des initiatives visant une redistribution équitable et universelle des retombées économiques de l'exploitation des ressources naturelles sur un territoire donné (transformatrice).

La fonction représentative-hypothétique

Les expériences de développement local, ici, pourraient être abordées en anticipant les conséquences de leur réalisation sur la réalité instituée. Il s'agirait en fait de chercher à se représenter jusqu'à quel point telle ou telle expérience pourraient favoriser la transformation des réalités sociales actuelles. Il pourrait s'agir, par exemple, d'évaluer un projet d'intégration des travailleurs d'une communauté dans des emplois à durée déterminée en fonction des changements réels et durables que cette initiative

occasionnerait. Les initiatives seraient ainsi jugées sur la base de leur potentiel (hypothétique) à favoriser des transformations réelles des conditions de vie des membres d'une communauté et ce, au delà du court terme.

La fonction analytique-réflexive

Dans le cas précédent, les expériences étaient abordées sur la base d'une anticipation de leurs conséquences sur la réalité instituée. Avec la fonction analytique-réflexive, il s'agit d'évaluer ces expériences en relevant ce qu'elles ne parviennent pas à transformer. Par exemple, une expérience de renforcement de la concertation pourrait être jugée sur la présence ou l'absence de transformations réelles en ce qui concerne la dynamique de distribution du pouvoir (formel et informel) dans la communauté. Un projet de développement durable pourrait être évalué non seulement à partir de ses réalisations, mais également des changements qu'il ne parvient pas à réaliser (par exemple les habitudes de consommation des membres de la collectivités). Le potentiel transformateur des expériences pourrait ainsi s'en trouver rehaussé et renforcé.

La fonction praxéologique

Toutes les initiatives de développement local sont portées, à la base, par les rêves et les idéaux des acteurs, des humains vivant dans la communauté. La fonction praxéologique permettrait ici, au delà des impacts «réels» des initiatives, d'identifier les rêves de transformation sociale que portent les individus qui y participent. Cela permettrait de

savoir, par exemple, si les promoteurs d'une piste cyclable cherchent (seulement) à offrir à la communauté un espace récréatif agréable, ou s'ils espèrent susciter une transformation plus ou moins radicale de la conscience écologique globale des membres de la communauté. Les expériences, ainsi, sont jugées en fonction des rêves de transformation qui les fondent.

La fonction socio-politique

La fonction socio-politique viserait clairement ici à identifier et formaliser les désirs de changements sociaux exprimés par la population d'une communauté donnée, de façon à favoriser la réalisation des transformations souhaitées. Il pourrait s'agir de dégager les vertus démocratiques plus ou moins explicites d'un projet donné et d'accompagner les acteurs dans leur lutte pour une transformation des structures qui favoriseraient l'actualisation de ces vertus. Dans l'implantation d'une entreprise d'économie sociale, il s'agirait par exemple d'accompagner des travailleurs dans leur aspiration à une démocratisation véritable des rapports au sein de l'organisme.

Le développement local entre démocratie et mondialisation

La fonction schématique

Il s'agirait ici, encore schématiquement, d'appréhender une expérience ou un ensemble d'expériences de développement local en les situant dans une dialectique opposant la

démocratie et la mondialisation⁶⁹². Autrement dit, l'exercice consisterait à savoir si ces expériences s'inscrivent plutôt dans un mouvement de renforcement de la démocratie ou davantage dans un mouvement de cristallisation de la logique de la mondialisation néolibérale. Pourraient être opposés ici le projet d'implantation, dans une communauté, d'une entreprise transnationale qui vise la rentabilité à tout prix, qui refuse (plus ou moins implicitement) le droit d'association des travailleurs, à un projet d'éducation populaire visant à mieux faire connaître leurs droits sociaux aux citoyens locaux.

La fonction représentative-hypothétique

Les expériences de développement local seraient évaluées ici en fonction d'une anticipation de leurs conséquences futures sur le renforcement de la démocratie ou, à l'opposé, du néolibéralisme. Ainsi pourraient être considérés, dans l'évaluation d'initiatives locales, les impacts à moyen et long terme qu'elles pourraient avoir en ce qui concerne l'autonomie réelle des individus et de la communauté. Une petite communauté, par exemple, voyant s'implanter chez elle une grande entreprise qui la rend totalement dépendante et qui risque de dominer sa vie politique, ne se dirige surtout pas vers un renforcement de la démocratie et doit s'attendre à se prendre dans les mailles de la mondialisation néolibérale.

⁶⁹² Voir chapitre 3, sous-section 3.2.1.2. «Développement local, mondialisation, démocratie».

La fonction analytique-réflexive

Certaines initiatives de développement local peuvent avoir notamment comme objectif explicite le renforcement de la démocratie locale et/ou se réclamer de constituer des alternatives face à la logique de la mondialisation néolibérale. Ces expériences, appréhendées à la lumière de la fonction analytique-réflexive, seraient jugées sur la base de l'écart entre ce qu'elles promeuvent et ce qu'elles parviennent réellement à réaliser. Ainsi, une entreprise d'économie sociale, par exemple, qui se revendique démocratique et alternative, serait jugée à l'aune de l'application de ses principes démocratiques et des ses pratiques remettant véritablement en cause la primauté de la rentabilité sur le facteur humain.

La fonction praxéologique

La fonction praxéologique permettrait de connaître, toujours à partir des rêves sociaux qu'ils portent, l'attachement des acteurs à l'égard des valeurs démocratiques ou, à l'opposé, à l'égard des valeurs associées à la mondialisation néolibérale. Les promoteurs d'un projet de développement peuvent être portés par le rêve de voir le plus grand nombre de membres de leur communauté gagner en autonomie; ils peuvent tout autant chercher à profiter d'une opportunité pour tirer leurs avantages dans le contexte compétitif de la mondialisation néolibérale. Les intentions et les valeurs des acteurs sont ainsi prises en compte dans l'évaluation des initiatives.

La fonction socio-politique

Inspiré par la fonction socio-politique, le chercheur en développement local s'engagerait ici à «organiser», avec les acteurs, leurs propres pratiques démocratiques, et participerait avec eux dans la lutte pour le renforcement de la démocratie locale et contre la logique dominantes de la mondialisation néolibérale. Il serait ainsi amené à identifier les pratiques et les initiatives qui sont véritablement porteuses d'un potentiel de renforcement de la démocratie et de résistance face à la mondialisation néolibérale, et celles qui, au contraire, menacent la démocratie et renforcent la domination de la pensée néolibérale.

4.1.2.2. Dimensions anthro-p-philosophiques

J'ai retenu deux dimensions anthro-p-philosophiques, soit celle concernant la conception de l'individu dans le développement local et celle concernant la conception de la communauté.

Le développement local et la conception de l'individu

La fonction schématique

Tout projet de développement local est sous-tendu plus ou moins implicitement par une conception de l'individu, laquelle conditionne nécessairement la nature du projet. Il peut donc s'avérer pertinent, pour enrichir la compréhension des enjeux du développement

local, de s'intéresser à ces conceptions. Il serait donc utile ici de distinguer schématiquement des initiatives qui reposent, par exemple, sur des conceptions de l'individu qui l'établissent comme essentiellement rationnel, mû par la seule satisfaction de ses besoins personnels (*l'homo economicus*, le consommateur) et d'autres qui se fondent au contraire sur des conceptions qui le désignent comme «pluriel», préoccupé par le sens et attaché à la quête d'un bonheur collectif (l'être spirituel, le citoyen).

La fonction représentative-hypothétique

Il s'agirait ici, avec la fonction représentative-hypothétique, de chercher à déceler quelles sont les conceptions de l'individu-futur qui sous-tendent certaines expériences de développement local. Par exemple, le fait d'initier des stratégies de développement local sur la base d'une logique exclusive d'intégration à l'emploi implique que l'on envisage que l'individu-futur composera son identité au moyen du travail comme élément prioritaire. Une stratégie élaborée sur la base d'une logique de valorisation des activités hors-travail propose quant à elle une conception selon laquelle la composition identitaire de l'individu-futur puisera à d'autres sources que celle du travail uniquement.

La fonction analytique-réflexive

Certaines expériences de développement local ont comme objectif explicite de favoriser le renforcement, chez les membres d'une communauté, du sentiment de solidarité et d'attachement aux valeurs de justice sociale. D'autres expériences peuvent viser le

développement du caractère entrepreneurial d'une population donnée. La fonction analytique-réflexive permettrait, peu importe le type d'initiatives, de juger de leur efficience sur la base de l'écart entre le type d'individu dont elles visent l'émergence (potentielle) et la «nature» actuelle des individus concernés. Une telle lecture pourrait favoriser l'amélioration des initiatives dans la visée d'une réduction la plus effective possible de cet écart.

La fonction praxéologique

Comme je l'ai suggéré plus haut, derrière toute initiative de développement local se profil une conception particulière de l'individu. Les personnes qui participent à telle initiative ont également intériorisé une certaine conception de l'individu (l'individu «réel» et l'individu «révélé»), laquelle correspond plus ou moins à celle qui fonde l'initiative. La fonction praxéologique permettrait ici de prendre en considération les représentations que portent les acteurs en ce qui concerne la compréhension qu'ils ont de l'individu (eux-mêmes et les autres) et de la mettre en lien avec celle qui caractérise l'initiative. Il serait alors notamment possible de savoir dans quelle mesure cette dimension est déterminante pour l'engagement des personnes dans un projet donné.

La fonction socio-politique

La fonction socio-politique inviterait ici le chercheur à s'engager, avec les acteurs, à la mise en place d'initiatives qui favoriseraient l'avènement d'une citoyenneté démocratique

au niveau local. Procédant à l'articulation des rêves démocratiques portés par les membres de la communauté, le spécialiste du développement local contribuerait ainsi à la transformation des structures et des mentalités afin que l'individu-citoyen bénéficie réellement d'un espace d'incarnation.

Le développement local et la conception de la communauté

La fonction schématique

Comme en ce qui touche à l'individu, toute initiative de développement local s'élabore sur la base d'une conception particulière de la communauté. Et il est clair que ces conceptions peuvent varier au sein d'une même collectivité. Par la fonction schématique, il serait possible de distinguer les différentes conceptions de la communauté qui se dégagent plus ou moins explicitement des expériences de développement local. Ainsi pourraient être schématiquement opposées, par exemple, des conceptions envisageant la communauté locale comme une entité économique en concurrence avec les autres, à celles la constituant comme une communauté humaine d'appartenance en interrelation constructive avec les autres.

La fonction représentative-hypothétique

Toute initiative ou stratégie de développement local vise à apporter des changements quantitatifs et qualitatifs dans une communauté donnée. Ainsi, ce sont ces initiatives qui

déterminent (potentiellement) en quelque sorte ce que sera la communauté future. La fonction représentative-hypothétique favoriserait ici la prise en considération, par l'anticipation, de la nature de la communauté à venir que «construisent» ces initiatives, ce sur quoi ces dernières pourraient être jugées. Des stratégies basées exclusivement sur l'exploitation maximale des ressources naturelles, par exemple, n'élaborent pas le même type de communauté que celles qui misent davantage sur une diversification des activités.

La fonction analytique-réflexive

La fonction analytique-réflexive permettrait ici d'évaluer l'écart entre la conception de la communauté (potentielle) soutenue par une stratégie de développement et la situation réelle et actuelle de la communauté. Certaines stratégies de développement local, par exemple, visent explicitement l'intégration d'un nombre donné de travailleurs, une réduction donnée du taux de chômage pour que la collectivité soit identifiée à une communauté dynamique plutôt qu'à une communauté en dévitalisation. L'efficience de ces stratégies pourrait ainsi être évaluée sur la base de ce qui sépare l'état actuel de la communauté d'avec l'état de la communauté projetée.

La fonction praxéologique

Tout comme en ce qui a trait à la conception de l'individu, celle de la communauté (réelle et rêvée) que porte chaque personne détermine en quelque sorte le type d'engagement qu'elle pratiquera dans sa collectivité. La fonction praxéologique permettrait ici de

prendre en considération ces conceptions portées par les membres de la collectivité et de chercher à savoir dans quelle mesure, par exemple, la conception «rêvée» de la communauté motive l'engagement des acteurs. Cette dernière conception pourrait également être mise en lien avec celle qui se profile plus formellement derrière l'initiative dans laquelle la personne s'engage.

La fonction socio-politique

En appelant toujours à l'engagement concret du chercheur, la fonction socio-politique l'inviterait ici à identifier et à articuler les rêves (démocratiques) que les membres de la collectivité expriment à l'endroit du type de communauté qu'ils aimeraient former et développer. Ce faisant, il participerait avec eux à la mise en place des conditions matérielles et humaines permettant l'avènement ou le renforcement d'une communauté véritablement démocratique.

4.1.2.3. Dimensions épistémologiques

Deux dimensions épistémologiques ont été retenues ici. Il s'agit du rôle que jouent la science et les chercheurs face aux enjeux du développement local, et de la question de la relation entre les connaissances «savantes» et les connaissances «ordinaires» dans la compréhension de ces enjeux.

Le rôle de la science et des chercheurs

La fonction schématique

Pour bien saisir la nature des enjeux du développement local, il s'avère nécessaire de les bien situer dans le contexte social-historique global à l'intérieur duquel ils s'énoncent et se jouent. Une science du développement local qui intégrerait la fonction schématique appréhenderait les enjeux locaux comme l'une des expressions de la multitude des enjeux du monde social-historique actuel. Le chercheur analyserait alors ces enjeux locaux en considérant leur insertion dans une dynamique social-historique où le local et le global s'opposent autant qu'ils se confondent, se distinguent autant qu'ils se fondent⁶⁹³, bref en considérant la nature complexe de la dynamique social-historique actuelle. Son rôle, aussi, consisterait à accompagner les acteurs dans la même démarche de contextualisation pour les enjeux qui les préoccupent.

La fonction représentative-hypothétique

Des études sur le développement local qui intégreraient la fonction représentative-hypothétique seraient enclines à élaborer des anticipations, même radicales, des conséquences (positives et négatives) qui pourraient découler d'une ou de plusieurs initiatives données. Le chercheur aurait notamment comme rôle ici d'appliquer une

⁶⁹³ Sur la relation local/global, voir notamment le chapitre 3, section 3.2.1. «Le développement local et le contexte social-historique».

démarche de prospective radicale à laquelle, idéalement, participeraient les acteurs concernés par l'initiative étudiée. Chercheur et acteurs seraient alors plus en mesure de juger de la pertinence des actions entreprises.

La fonction analytique-réflexive

Les recherches portant sur des expériences de développement local s'attardent essentiellement, cela va de soi, aux réalisations actualisées de ces dernières. En intégrant la fonction analytique-réflexive dans leur démarche, ces recherches prendraient tout autant en considération ce que ces initiatives ne sont pas encore parvenues à réaliser. Le chercheur adoptant une telle posture pourrait ainsi accompagner les acteurs dans une démarche favorisant l'actualisation du potentiel de leur entreprise.

La fonction praxéologique

Des études sur le développement local intégrant la fonction praxéologique élaboreraient leur démarche en portant un intérêt substantiel aux rêves sociaux qui sous-tendent l'implication des acteurs ainsi qu'à ceux portés par les populations concernées. Le chercheur aurait donc ici pour rôle d'identifier et de mettre en surface les désirs, les aspirations, les idéaux qui conditionnent et motivent l'engagement des individus dans des projets de développement local, ainsi que ceux qui, chez les membres de la communauté, conditionnent leur appui ou leurs résistances à ces initiatives.

La fonction socio-politique

Une recherche sur le développement local qui intégrerait la fonction socio-politique se donnerait pour tâche l'articulation des rêves sociaux portés par les acteurs, avec l'objectif assumé de favoriser l'avènement des transformations souhaitées par ces derniers. Le chercheur incarnerait alors la posture de l'intellectuel engagé, accompagnant les acteurs dans leurs luttes et participant du même coup à la dynamisation de la vie démocratique locale, la démocratie étant entendue ici comme espace de création de la communauté par ses membres.

Connaissances savantes et connaissances «ordinaires»

La fonction schématique

Les problématiques relatives au développement local sont souvent formulées par des spécialistes (chercheurs-experts) qui tiennent faiblement compte de la connaissance pratique des acteurs, des praticiens du local. Dans son entreprise de contextualisation schématique, le chercheur doit considérer à juste titre la compréhension qu'ont les acteurs des enjeux qui les préoccupent, leur lecture de la réalité n'étant pas moins porteuse de sens (chercheur-organique⁶⁹⁴). C'est à la suite d'un exercice de croisement dynamique des connaissances savantes et expérientialles que le chercheur peut parvenir à une

⁶⁹⁴ Le chercheur-expert serait ici celui qui construit ses connaissances sans y intégrer la lecture des acteurs; le chercheur-organique serait celui qui intègre la lecture des acteurs dans l'élaboration de ses connaissances.

formulation schématique significative du contexte dans lequel s'inscrivent les enjeux du développement local.

La fonction représentative-hypothétique

Comme pour ce qui précède, c'est l'idée d'un croisement dynamique des connaissances qui s'impose ici. Une recherche qui se donne pour objectif d'élaborer des anticipations en ce qui concerne les conséquences qui pourraient découler des initiatives en cours se doit de prendre en compte les visions anticipées des acteurs et des membres de la communauté. Ce sont les compréhensions, les actions, les rêves actuels des personnes qui déterminent ce que sera la communauté future, et ces dimensions doivent être considérées pour bien évaluer la pertinence des initiatives présentes.

La fonction analytique-réflexive

On a vu que la fonction analytique-réflexive permettait d'identifier ce que les initiatives de développement local ne sont pas encore parvenues à actualiser. La participation des acteurs et des membres de la communauté dans la construction des connaissances est encore essentielle ici, car ils sont les mieux placés pour déterminer ce qui leur apparaît le plus significatif dans les réalisations à actualiser. Aussi, puisque ce sont les acteurs qui auraient, sur le terrain, à réinvestir les nouvelles connaissances pour exploiter le potentiel de leur pratique, il s'avère tout à fait nécessaire qu'ils participent à la construction de celles-ci.

La fonction praxéologique

C'est la nature des rêves sociaux que portent les acteurs qui détermine en partie la nature des initiatives qui seront mises en œuvre pour le développement d'une communauté. La question du rapport entre connaissances savantes et connaissances ordinaires s'avère des plus fondamentales ici, en ce sens que les chercheurs doivent considérer ces rêves sociaux comme des éléments de connaissance pour la compréhension d'une réalité en mouvement. Connaître les rêves des acteurs, l'ancrage symbolique de leur engagement, c'est déjà connaître un peu de quoi risque d'être formée la communauté de demain.

La fonction socio-politique

En regard de la question du croisement dynamique des connaissances, la fonction socio-politique se justifie en quelque sorte par elle-même. Parce qu'il relève de la tautologie que l'engagement du chercheur dans un processus de transformation sociétale inspirée des rêves sociaux des acteurs ne peut se concevoir sans la prise en considération substantielle des représentations de ces derniers. La compréhension qu'ont les acteurs de la réalité social-historique s'avère ici la matière première pour la fondation des connaissances sur lesquelles s'étayeront plus tard les actions transformatrices. Aussi, il relèverait de l'absurdité de prétendre œuvrer au renforcement de la démocratie sans y impliquer la participation du plus grand nombre, sinon de la totalité des citoyens d'une communauté donnée.

4.1.2.4. Les tableaux des fonctions

Ce bref exercice d'illustration de la valeur des fonctions heuristiques de la pensée utopique pour les études sur le développement local devrait avoir permis d'entrevoir le potentiel d'application de grilles de lecture que ces fonctions pourraient nourrir. Avant de procéder, dans la deuxième partie du chapitre, à la présentation d'un essai d'interprétation sommaire des enjeux du développement local visant à enrichir l'exercice précédent, j'exposerai, dans la sous-section présente, une version synthétique de ce qui ressort de ce dernier.

Pour permettre une appréciation plus nette des vertus heuristiques des fonctions de la pensée utopique pour les études sur développement local, je présenterai cinq tableaux exposant respectivement chacune des fonctions dans son rapport aux six dimensions retenues.

Tableau 9
Vertus heuristiques de la fonction schématique
(Permet de contextualiser schématiquement les initiatives locales
en considération des diverses mutations contemporaines)

Dimensions	Illustrations	Questions
Développement local et réalité instituée	<i>Appréhension schématique du rapport entre les initiatives locales et la réalité instituée.</i>	<i>Les initiatives locales visent-elles à transformer la réalité ou à s'y adapter?</i>
Développement local entre démocratie et mondialisation	<i>Appréhension schématique de la situation des initiatives locales dans la dialectique démocratie/mondialisation.</i>	<i>Les initiatives locales participent-elles au renforcement de la démocratie ou au renforcement de la</i>

		<i>mondialisation néolibérale?</i>
Développement local et conception de l'individu	<i>Appréhension des conceptions de l'individu sous-tendant les initiatives.</i>	<i>Les initiatives locales sont-elles sous-tendues par une conception réductrice ou par une conception plurielle de l'individu?</i>
Développement local et conception de la communauté	<i>Appréhension des conceptions de la communauté sous-tendant les initiatives.</i>	<i>Les initiatives locales sont-elles sous-tendues par une conception économique ou par une conception plus large de la communauté?</i>
Rôle de la science et des chercheurs	<i>Appréhension des enjeux locaux comme expression d'enjeux globaux.</i>	<i>Les enjeux locaux et globaux sont-ils appréhendés distinctement ou comme participant de la même dynamique?</i>
Connaissances savantes et connaissances ordinaires	<i>Considération de la compréhension des acteurs dans la contextualisation schématique.</i>	<i>La compréhension des acteurs est-elle considérée dans l'élaboration de la contextualisation schématique?</i>

Tableau 10
Vertus heuristiques de la fonction représentative-hypothétique
 (Permet de juger des conséquences et de la pertinence des initiatives actuelles à partir d'une anticipation de leur réalisation)

Dimensions	Illustrations	Questions
Développement local et réalité instituée	<i>Anticipation des conséquences des initiatives locales sur la</i>	<i>Quelles sont les transformations sociales que</i>

*Le développement local au risque de l'utopie :
Vers une interprétation des enjeux du développement local au 21^e siècle*

	<i>réalité instituée.</i>	<i>les initiatives locales pourraient réaliser?</i>
Développement local entre démocratie et mondialisation	<i>Anticipation des conséquences des initiatives locales sur le renforcement de la démocratie ou de la logique néolibérale.</i>	<i>Les transformations que pourraient apporter les initiatives locales renforceraient-elles la démocratie?</i>
Développement local et conception de l'individu	<i>Anticipation du type d'individu-futur que «construisent» les initiatives locales.</i>	<i>De quel type d'individu ces initiatives locales pourraient-elles susciter l'avènement?</i>
Développement local et conception de la communauté	<i>Anticipation du type de communauté-future que «construisent» les initiatives locales.</i>	<i>De quel type de communauté ces initiatives locales pourraient-elles susciter l'avènement?</i>
Rôle de la science et des chercheurs	<i>Anticipation des conséquences (positives, négatives) pouvant découler des initiatives locales.</i>	<i>Quelles sont les conséquences anticipées de la réalisation de ces initiatives locales?</i>
Connaissances savantes et connaissances ordinaires	<i>Considération des conséquences anticipées par les acteurs et les membres de la communauté.</i>	<i>Quelles sont, pour les acteurs et les membres de la communauté, les conséquences anticipées de la réalisation de ces initiatives locales?</i>

Tableau 11

Vertus heuristiques de la fonction analytique-réflexive

(Permet de porter un regard critique sur les pratiques de développement local actuelles à partir de ce qui n'est pas encore réalisé)

Dimensions	Illustrations	Questions
Développement local et réalité instituée	<i>Identification de ce que les initiatives locales ne parviennent pas à transformer.</i>	<i>Quelles sont les transformations sociales visées que les initiatives locales n'ont pas réalisées?</i>
Développement local entre démocratie et mondialisation	<i>Identification de l'écart entre ce qui est visé par l'initiative locale et ce qui est effectivement réalisé (renforcement de la démocratie).</i>	<i>Quels sont les objectifs de renforcement démocratique que les initiatives locales ne sont pas parvenues à réaliser?</i>
Développement local et conception de l'individu	<i>Identification de l'écart entre le type d'individu dont l'initiative vise l'émergence et la «nature» actuelle (réelle) de l'individu.</i>	<i>Quels sont les changements individuels que les initiatives locales ne sont pas parvenues à faire émerger?</i>
Développement local et conception de la communauté	<i>Identification de l'écart entre le type de communauté dont l'initiative vise l'émergence et l'état actuel de la communauté.</i>	<i>Quels sont les changements que les initiatives locales n'ont pas réussi à apporter dans la dynamique communautaire?</i>
Rôle de la science et des chercheurs	<i>Identification, en plus des réalisations, de ce que les initiatives locales ne parviennent pas à réaliser.</i>	<i>Quels sont les objectifs fixés que les initiatives locales ne sont pas parvenues à réaliser?</i>
Connaissances savantes	<i>Considération des</i>	<i>Quelles sont, pour les acteurs</i>

<p>et connaissances ordinaires</p>	<p><i>connaissances des acteurs et des membres de la communauté dans l'identification des réalisations à actualiser.</i></p>	<p><i>et les membres de la communauté, les objectifs non-réalisées qu'il faudrait actualiser?</i></p>
------------------------------------	--	---

Tableau 12
Vertus heuristiques de la fonction praxéologique

(Permet d'appréhender les expériences de développement local en considérant les rêves sociaux sur lesquels se fondent ces pratiques)

Dimensions	Illustrations	Questions
Développement local et réalité instituée	<i>Identification des rêves de transformations sociales portés par les acteurs et les membres de la communauté.</i>	<i>Quelles sont les transformations sociales que rêvent d'apporter les acteurs et les membres de la communauté?</i>
Développement local entre démocratie et mondialisation	<i>Identification de la nature des rêves (valeurs) qui conditionnent l'implication des acteurs (attachement à la démocratie vs valeurs néolibérales).</i>	<i>Quelle est la nature de l'attachement des acteurs et des membres de la communauté aux valeurs démocratiques?</i>
Développement local et conception de l'individu	<i>Identification de la conception «révée» de l'individu portée par les acteurs et déterminant la nature de leur engagement.</i>	<i>Quel est, pour les acteurs, le type-idéal d'individu que les initiatives locales pourraient faire émerger?</i>
Développement local et conception de la communauté	<i>Identification de la conception «révée» de la communauté portée par les acteurs et</i>	<i>Quel est, pour les acteurs, le type-idéal de communauté que les initiatives locales</i>

	<i>déterminant la nature de leur engagement.</i>	<i>pourraient faire émerger?</i>
Rôle de la science et des chercheurs	<i>Identification des rêves sociaux portés par les acteurs et les membres de la communauté.</i>	<i>Quelle est, pour les acteurs et les membres de la communauté, la nature de la communauté et de la société idéales?</i>
Connaissances savantes et connaissances ordinaires	<i>Considération des rêves sociaux des acteurs et des membres de la communauté comme éléments de connaissance sur la réalité.</i>	<i>Comment les rêves sociaux des acteurs et des membres de la communauté peuvent-ils contribuer à enrichir la lecture de la réalité?</i>

Tableau 13
Vertus heuristiques de la fonction socio-politique

(Permet d'«organiser» les imaginaires sociaux portés par les acteurs et ainsi de contribuer aux transformations sociales souhaitées)

Dimensions	Illustrations	Questions
Développement local et réalité instituée	<i>Identification et articulation des rêves de transformation sociale portés par les membres de la communauté et accompagnement de ces derniers dans leur lutte.</i>	<i>Quels sont les rêves sociaux des membres de la communauté qui pourraient être articulés pour favoriser l'avènement des transformations sociales souhaitées?</i>
Développement local entre démocratie et mondialisation	<i>Identification et articulation des rêves démocratiques portés par les membres de la communauté et</i>	<i>Quels sont les rêves démocratiques des membres de la communauté qui pourraient être articulés pour</i>

	<i>accompagnement dans des actions visant un renforcement de la démocratie.</i>	<i>favoriser l'avènement des renforcements démocratiques souhaités?</i>
Développement local et conception de l'individu	<i>Identification et articulation des rêves de citoyenneté démocratique portés par les membres de la communauté et accompagnement des actions visant la création d'un espace d'incarnation de la citoyenneté.</i>	<i>Quels sont les rêves de citoyenneté démocratique des membres de la communauté qui pourraient être articulés pour favoriser l'avènement d'un espace démocratique effectif?</i>
Développement local et conception de la communauté	<i>Identification et articulation des rêves de communauté démocratique portés par ses membres et accompagnement des actions visant l'avènement de cette communauté.</i>	<i>Quels sont les rêves de communauté démocratique des membres de la communauté qui pourraient être articulés pour favoriser l'avènement d'une communauté démocratique effective?</i>
Rôle de la science et des chercheurs	<i>Identification et articulation des rêves sociaux portés par les membres de la communauté et engagement en faveur des transformations souhaitées par ces derniers.</i>	<i>Quels sont les rêves sociaux des membres de la collectivité qui pourraient être articulés pour fonder l'engagement des chercheurs en vue de favoriser les transformations souhaitées?</i>
Connaissances savantes et connaissances ordinaires	<i>Considération de la compréhension social-historique des membres de la communauté comme matériau principal des connaissances</i>	<i>Comment les connaissances des membres de la communauté peuvent-elles aider les chercheurs à comprendre les dynamiques de</i>

	<i>nécessaires à la transformation sociale.</i>	<i>transformation sociale?</i>
--	---	--------------------------------

Conclusion

Ce court exercice d'illustration devrait permettre d'entrevoir le potentiel heuristique d'une lecture des enjeux du développement local s'inspirant de la pensée utopique contemporaine. Le développement local, appréhendé de cette façon, apparaît comme un élément s'inscrivant dans un vaste et complexe ensemble de dynamiques social-historiques. Je pense qu'il faut nécessairement tenter la compréhension de ces dynamiques pour prétendre à une saisie même relative de la nature des enjeux du développement local, ces derniers ne prenant leur sens que dans leur inscription dans ce contexte social-historique qui les transcende. C'est dans cette «exigence» que l'intégration d'éléments de la pensée utopique dans une démarche d'interprétation des enjeux du développement local trouve toute sa pertinence.

4.2. Essai d'interprétation des enjeux du développement local

Contre le pessimisme, il est impératif d'adopter une attitude d'optimisme tragique. L'optimisme tragique consiste à regarder ce qui émerge tout en reconnaissant sa fragilité et son potentiel.

Boaventura de Sousa Santos

Introduction

Afin d'enrichir quelque peu l'exercice d'illustration de la première partie du chapitre, je procéderai, dans cette deuxième et dernière partie, à un essai d'interprétation des enjeux du développement local. Il s'agira en fait ici d'appréhender les enjeux du développement local correspondant aux dimensions retenues précédemment et ce, en considération du contexte social-historique global caractérisant notre époque. Une première section portera ainsi sur les enjeux politiques, une deuxième sur les enjeux anthropo-philosophiques, une troisième et dernière portant sur les enjeux épistémologiques.

4.2.1. Les enjeux politiques

La mondialisation est et reste un processus politiquement ouvert.

Zaki Laïdi

Comme ce fut le cas pour la partie précédente, les enjeux politiques du développement local seront abordés en deux moments. Il s'agira d'abord de traiter du développement local dans son rapport avec la réalité instituée pour réfléchir par la suite à l'insertion des problématiques du développement local dans une dynamique dialectique opposant la démocratie et la mondialisation.

4.2.1.1. Le développement local et la réalité instituée

Le développement local, par les initiatives concrètes qui l'incarnent, amène à soulever la question de la capacité-possibilité des acteurs, des humains, à orienter un tant soit peu le sens du développement. Plus profondément, c'est la question de l'autonomie qui est soulevée ici, c'est-à-dire, pour reprendre la conception de Castoriadis, notre capacité-possibilité, en tant qu'individu et communauté, à faire nous-mêmes nos lois. En d'autres mots encore, il s'agit ici de se demander comment les initiatives de développement local peuvent constituer des éléments d'un pouvoir instituant en mesure de transformer explicitement la réalité instituée⁶⁹⁵.

Dans son projet de «repenser» le développement, Henri Bartoli expose ainsi ce qui en serait l'enjeu central: «*Le développement n'est pas entre les mains d'un destin aveugle. L'enjeu central est et demeure de savoir ce que nous faisons et ferons de notre capacité d'élaborer de l'être en nous et hors de nous*»⁶⁹⁶. Suivant Bartoli, il est clair qu'il nous faut, avant de se demander ce qu'il y a à faire, nous défaire de cette idée de plus en plus répandue que tout est joué d'avance ou, comme dirait Balandier, «*que le cours des choses se poursuit en complète autonomie sans que quiconque puisse l'orienter ni définir ce à quoi il devrait concourir*»⁶⁹⁷.

⁶⁹⁵ Sur la question du pouvoir instituant et du pouvoir institué, voir CASTORIADIS, Cornelius, «Pouvoir, politique, autonomie», *Le monde morcelé*, Les carrefours du labyrinthe 3, Paris, Seuil, 1990, p.113-139. Pour une excellente synthèse de la pensée de l'autonomie chez Castoriadis, voir DAVID, Gérard, *Cornelius Castoriadis. Le projet d'autonomie*, Paris, Éditions Michalon, 2000, 188 p.

⁶⁹⁶ BARTOLI, Henri, *op.cit.*, p.190.

⁶⁹⁷ BALANDIER, Georges, *op.cit.*, p.196.

C'est là, selon l'auteur, le message de la pensée unique, qui prescrit en quelque sorte le remplacement du «gouvernement des hommes» par l'«Administration des choses et de l'Organisation». L'auteur y associe notamment la substitution du terme de «gouvernement» à celui de «gouvernance»⁶⁹⁸, terminologie qui évoque «un modeste gouvernement d'intendance» et qui «incite tout aussi modestement à agir par successives «régulations», remplaçant ainsi par une fonction corrective la fonction de choix des orientations infléchissant le devenir commun»⁶⁹⁹. C'est pourquoi Balandier en appelle à une recomposition du politique, ce dernier étant défini comme la «capacité d'éclairer le devenir, d'orienter contre l'abandon à la force des choses, de prendre les initiatives encourageant le débat sur les décisions majeures et de fortifier le vivre-ensemble en lui apportant du sens actualisé et de l'équité»⁷⁰⁰.

Contre l'imposition d'une conception unique de la réalité, plusieurs invitent donc à une réappropriation de notre capacité d'«orientation». Cette question de l'orientation est également centrale dans les interprétations d'un Zaki Laïdi. Insistant sur la nécessité d'élaborer un projet de société, l'auteur associe à celui-ci la tâche «d'aider la société à vivre le changement en anticipant la nature des enjeux, en organisant leur mise en débat en avançant des propositions». La pertinence de ce projet de société, qui est essentiellement un projet politique, ne réside pas, dit Laïdi, dans une quelconque

⁶⁹⁸ Sur le terme de gouvernance et le développement local, voir chapitre 3, sous-section 3.2.2.1. «Le mythe de l'autonomie locale».

⁶⁹⁹ BALANDIER, Georges, *op.cit.*, p.254.

⁷⁰⁰ *Ibid.*, p.260.

prétention à «*changer de société*», mais dans sa capacité à aider l'ordre social existant «à se réinventer en permanence»⁷⁰¹.

Reste alors à se demander si le développement local participe à cette tentative de réorientation du cours du monde. Si l'on s'en tient au diagnostic du chercheur québécois André Joyal, le développement local ne parvient pas à «réinventer» la réalité instituée, du moins pas celle des régions en difficulté:

Cependant la vie n'est pas un long fleuve tranquille et il ne faut pas imaginer que la démarche associée au développement local représente une panacée aux problèmes des régions fortement affectées par le dépérissement économique. Tout comme on ne prête qu'aux riches, pour des raisons faciles à comprendre, ce sont les régions les plus favorisées qui obtiennent le plus d'appuis pour leur développement économique. Je le répète, ce n'est pas en brandissant des slogans du type «Que les populations locales se prennent en main!», «Que les régions misent davantage sur leurs propres forces!» et «Penser localement et agir globalement!» que les choses vont nécessairement changer dans une région défavorisée⁷⁰².

Les propos de Joyal sont rejoints par ceux du Français Martin Vanier pour qui le développement local, «*c'est trop souvent l'incitation des communautés et territoires les plus riches à continuer de s'enrichir, en même temps que l'incantation, cruelle, des plus pauvres à mobiliser leurs propres ressources pour leur survie*»⁷⁰³.

⁷⁰¹ LAÏDI, Zaki, *La gauche à venir...*, op.cit., p.31.

⁷⁰² JOYAL, André, *Le développement local. Comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Sainte-Foy, PUL-IQRC, 2002, p.140-141.

⁷⁰³ VANIER, Martin, «Ce que la World Company ne comprend pas», dans ATTAC (coll.), *Agir local, penser global. Les citoyens face à la mondialisation*, Paris, Mille et une nuits, 2001, p.70.

Les constats d'échec ou d'impuissance de ce type ne s'adressent par ailleurs pas vraiment au développement local en tant que tel, mais plutôt à l'une de ses manifestations que l'on pourrait désigner par le localisme⁷⁰⁴. Car le développement local, lorsque sont pris en compte les enjeux globaux dont il participe, peut prétendre à la contribution dans la réorientation du mouvement social-historique. Henri Rouillé D'orfeuil tente en ce sens de démontrer, se référant à des exemples concrets d'initiatives (qu'il désigne comme des «*approches citoyennes de l'économie*») qui «*entrent en résonance avec les évolutions de la société*»⁷⁰⁵, qu'il est possible, du local au global, de participer à une certaine régulation de l'économie, et ainsi d'orienter quelque peu le cours des choses.

De Sousa Santos, selon qui «*la forme de résistance la plus efficace à la globalisation n'est pas la localisation*», mise plutôt sur ce qu'il nomme la «*globalisation contre-hégémonique*»⁷⁰⁶. Relevant que la globalisation néolibérale tend à accentuer symboliquement la distinction entre le local et le global pour assurer son expansion, l'auteur invite à prendre conscience que le local et le global «*sont les deux faces de la même pièce*» et que ce contexte implique que «*la globalisation contre-hégémonique inclut la localisation contre-hégémonique, et vice-versa*»⁷⁰⁷. Ainsi, il s'agirait selon lui «*de faire en sorte que le local contre-hégémonique se produise aussi globalement*»,

⁷⁰⁴ Sur la pensée localiste, voir chapitre 3, section 3.2.2. «Quelques réflexions autour des enjeux du développement local».

⁷⁰⁵ ROUILLE D'ORFEUIL, Henri, *Économie, le réveil des citoyens. Les alternatives à la mondialisation libérale*, Paris, La Découverte, 2002, p.73. L'auteur traite notamment des organismes de financement solidaire, d'associations de consommation «engagée» (ex. commerce équitable), d'initiatives de développement durable, d'association citoyenne (ex. ATTAC), etc.

⁷⁰⁶ DE SOUSA SANTOS, Boaventura, «La globalisation contre-hégémonique et la réinvention de l'émancipation sociale», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde...*, op.cit., p.49.

⁷⁰⁷ Ibid., p.54. L'auteur écrit plus loin qu'«*il est essentiel d'avoir à l'esprit que le global a toujours lieu localement, et que l'une des caractéristiques des globalisations hégémoniques est la production et la reproduction de vieux et de nouveaux localismes*», p.56.

notamment par la création d'«une intelligibilité réciproque des différentes luttes locales»⁷⁰⁸ qui pourrait favoriser des alliances translocales.

Ainsi, sous certaines conditions, le développement local peut participer d'une démarche globale de réappropriation du pouvoir d'orientation par les individus et les communautés. Cela nécessite que le pouvoir instituant des initiatives locales puisse être explicité, ce qui implique encore que les enjeux locaux soient appréhendés en les considérant comme des manifestations localisées d'enjeux essentiellement globaux. Je pense, à l'instar de Michel Godet que «*la vision globale est nécessaire pour l'action locale, [que] chacun à son niveau doit pouvoir comprendre le sens de ses actions, c'est-à-dire les replacer dans le projet plus global dans lequel elles s'insèrent*»⁷⁰⁹. Et c'est là justement le type de regard, on l'a vu à la partie précédente, que permet de poser une grille de lecture inspirée de la pensée utopique.

4.2.1.2. Le développement local entre démocratie et mondialisation

Le développement local est souvent associé au renforcement de la démocratie. Son avènement même, comme on l'a vu⁷¹⁰, découle d'une volonté de prise en main par les membres de communautés locales et régionales. Aujourd'hui encore, des initiatives de

⁷⁰⁸ *Ibid.*, p.55.

⁷⁰⁹ GODET, Michel, *Manuel de prospective stratégique. Une indiscipline intellectuelle* (tome 1), Paris, Dunod, 1997, p.14. C'est en procédant à cette «*appropriation*», explique l'auteur, que l'on peut passer de l'anticipation à l'action. Sur le rapport local/global, l'auteur dit aussi ceci: «*Les portes du changement ne s'ouvrent pas seulement de l'intérieur (...), mais aussi d'en bas. Si chacun, là où il se trouve, se remet en cause et bouge, c'est l'ensemble de la société qui se mettra en marche. Le fleuve du changement global ne naîtra que des mille et une initiatives locales*», *ibid.*, p.22.

⁷¹⁰ Voir chapitre 3, sous-section 3.2.1.1. «L'avènement du développement local».

développement local sont perçues par certains comme des manifestations concrètes d'une volonté démocratique face à un économisme dominant qui sied à d'autres valeurs. Or, le développement local fait également partie du vocabulaire des promoteurs de la mondialisation néolibérale, qu'ils soient des gouvernements ou des grandes instances internationales. Le développement local, en ce sens, s'identifie à une inscription locale de la logique globalitaire: c'est le développement local de la société de marché.

Zaki Laïdi, tentant d'analyser les diverses réactions face au phénomène, relève qu'à l'instar de toute grande mutation planétaire, la mondialisation est l'objet d'un processus d'appropriation en trois temps. Il y a d'abord des réactions de peur et d'hostilité, la mondialisation étant perçue «comme une réalité extérieure et agressive» qui vient perturber l'ordre préexistant; la chose s'amplifiant, certains tentent alors «de l'orienter dans une autre direction» (ce qui se passerait depuis quelques années); finalement, assumant cette réalité, les acteurs développent des stratégies pour agir «de l'intérieur»⁷¹¹. C'est ce dernier type de réaction qui serait en phase d'émergence depuis très récemment (ex. Porto Alegre), ce qui fait dire à l'auteur qu'«il ne fait pas de doute que nous sommes désormais entrés dans une phase où la mondialisation des marchés trouve un répondant dans la mondialisation sociale»⁷¹². Et je pense qu'il n'est pas interdit de penser que le développement local puisse participer de cette réaction.

⁷¹¹ LAÏDI, Zaki, *La gauche à venir...*, op.cit., p.156.

⁷¹² Idem.

Cela se rapproche du moins de la conception que semble nourrir Paul Houée en ce qui concerne le potentiel du développement local dans le contexte de la mondialisation:

Face à la mondialisation et dans la mondialisation à saisir pour la démystifier, le développement local émerge comme une force de renouvellement pour les sociétés du Nord et du Sud, une libération d'énergies autour d'un projet partagé, dans un territoire donné mais ouvert à des ensembles plus vastes. De territoire de proximité en espaces élargis de solidarité, dans une articulation tâtonnante de réseaux, de relais participatifs du local au mondial, ce développement ascendant peut infléchir les stratégies de la mondialisation libérale, ouvrir d'autres chemins possibles...⁷¹³

Identifié à un mouvement de «citoyenneté planétaire», l'ensemble des initiatives de développement local, une fois relayées «pour l'avènement d'un autre développement dans le monde»⁷¹⁴, pourrait favoriser un regain démocratique, du local au mondial.

Ainsi, le développement local pourrait participer à la réorientation d'une logique mondialisante qui, comme le rappelle Bartoli, repose davantage sur «la fructification rapide des capitaux sans référence aux besoins réels des populations» que sur «les exigences du développement économique et humain»⁷¹⁵. Pour ce faire, il est clair qu'il faudra plus que ce que propose André Joyal: «Le développement local se résume en un mot: s'organiser. L'ignorer conduit les populations des régions en difficulté à se faire organiser par les forces implacables du marché...»⁷¹⁶. Parce que s'organiser au niveau local, en laissant la logique néolibérale organiser la «société-monde», cela relève, comme

⁷¹³ HOUÉE, Paul, *op.cit.*, p.106.

⁷¹⁴ *Ibid.*, p.206.

⁷¹⁵ BARTOLI, Henri, *op.cit.*, p.106.

⁷¹⁶ JOYAL, André, *op.cit.*, p.146.

il a été dit plus haut, d'un processus uniquement correctif. Un développement local qui prétendrait participer au renforcement de la démocratie ne peut éviter de prendre en considération les forces (ici les forces de la mondialisation néolibérale⁷¹⁷) qui en entravent le développement, et d'agir sur elles.

Un développement local qui voudrait véritablement s'inscrire dans le sens de la démocratie n'a d'autre choix que de se réclamer d'une utopie concurrente à celle de la mondialisation. Une utopie de la mondialisation qui se présente à nous, comme le propose Hervieux-léger, sous deux versions inséparables en même temps qu'opposées:

l'utopie lumineuse d'un monde sans barrières ni frontières, et l'utopie noire d'un monde uniforme soumis aux logiques invisibles pilotées in fine par le capital financier. Cette utopie biface nourrit les affirmations contre-utopiques d'un droit à la singularité opposable au mouvement irréversible de l'homogénéisation planétaire, d'un droit à l'enracinement contre l'immédiateté et la tyrannie du présent, d'un droit à la chaleur émotionnelle de la relation vivante capable de contrer les tendances à la «décorporéisation» et à la virtualisation, caractéristiques du monde moderne de la communication, etc⁷¹⁸.

De là la pertinence d'aborder les enjeux du développement local en considération de cette dialectique opposant la démocratie et la mondialisation. Non pas que ces enjeux s'y réduisent, mais une telle lecture s'avère à mon sens nécessaire si l'on veut éviter de se rendre compte que, même avec la volonté de s'organiser au niveau local, on ne s'est pas moins fait «organiser» globalement.

⁷¹⁷ Voir chapitre 3, sous-section 3.2.1.2. «Développement local, mondialisation, démocratie».

⁷¹⁸ HERVIEU-LÉGER, Danièle, «Identités décomposées, identités imaginées, identités inventées», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde..., op.cit.*, p.183.

La pensée utopique, qui est pensée d'ouverture des possibles, s'identifie sans contredit à la démocratie. La mondialisation néolibérale, qui procède substantiellement par l'imposition d'une lecture unique de la réalité, s'oppose radicalement à l'esprit d'utopie tel que je le définis. C'est en ce sens qu'une démarche d'interprétation des enjeux du développement local intégrant des éléments de la pensée utopique ne peut que favoriser une compréhension plus signifiante de la réalité social-historique du développement local.

4.2.2. Les enjeux anthropolo-philosophiques

L'homme demeure «cet inconnu», plus aujourd'hui par mal-science que par ignorance. D'où le paradoxe: plus nous connaissons, moins nous comprenons l'être humain.

Edgar Morin

Parions que la quête du sens sera d'autant plus forte que l'économie est marquée par le vide spirituel et que l'homme ne peut se contenter de tomber amoureux d'un taux de croissance et encore moins d'un taux de chômage.

Michel Godet

Deux dimensions ont encore été retenues en ce qui a trait aux enjeux anthropo-philosophiques. Il s'agit toujours, en premier lieu, de la question du développement local et la conception de l'individu et, en deuxième lieu, de celle concernant la conception de la communauté.

4.2.2.1. Le développement local et la conception de l'individu

Le développement local concerne avant tout l'individu. Cela va de soi. Or, il s'avère que cette évidence ne transpire pas toujours des discours des spécialistes en la matière, des

politiques, et parfois des acteurs eux-mêmes. Dans un monde où l'économisme tend à vouloir imposer sa domination, les phénomènes humains et sociaux sont en quelque sorte absorbés par des lectures qui ne retiennent que les dimensions économiques de ceux-ci. C'est ainsi que le développement local est le plus souvent appréhendé comme synonyme de développement économique.

Le politologue Olivier Mongin, dans un ouvrage où il analyse le langage politique des dernières années, rappelle que l'objectif premier du développement local n'est pas de favoriser le développement économique de la communauté, mais d'*«assurer à la population un cadre de vie qui permette l'épanouissement de tous dans tous les domaines, y compris, bien sûr, en y développant des moyens d'existence»*⁷¹⁹. Le développement économique n'est alors pas une fin, mais un des moyens pouvant favoriser l'épanouissement des membres de la communauté.

L'individu doit donc être placé au centre des préoccupations lorsqu'il est question de développement local. Mais là ne s'arrête pas la réflexion, car il faut savoir de quel individu il s'agit⁷²⁰. Paul Houée, par exemple, émet une mise en garde quant à une

⁷¹⁹ MONGIN, Olivier, *L'après 1989. Les nouveaux langages du politique*, Hachette Littératures, Paris, 1998, p.64.

⁷²⁰ Sur la question des conceptions de l'individu, le dernier ouvrage de Edgar Morin s'avère des plus éclairants, notamment en ce qui concerne la nature complexe de l'humain et, en découlant, la désuétude des conceptions réductrices de l'individu. Voir MORIN, Edgar, *La méthode, 5. L'humanité de l'humanité, (1. L'identité humaine)*, Paris, Seuil, 200. L'auteur souligne entre autres que «*si homo est à la fois sapiens et demens, affectif, ludique, imaginaire, poétique, prosaïque, si c'est un animal hystérique, possédé par ses rêves et pourtant capable d'objectivité, de calcul, de rationalité, c'est qu'il est homo complexus*», p.130. Souligné par l'auteur.

conception économiste de l'individu répandue dans le discours sur le développement local:

*L'être humain ne peut être une simple variable d'ajustement, ni l'objet de discours moralisateurs aux frontières d'une économie s'érigent en absolu. L'économie échoue à être sa propre fin; elle doit être pilotée, régulée par une conception de l'homme, non l'*homo oeconomicus* de la pensée libérale, mais l'*homme concret, chair et esprit, vivant en communauté et dans le cosmos*⁷²¹.*

Selon l'auteur, un développement local reposant sur cette dernière conception de l'individu devrait «*chercher à mettre en place un régime économique intégralement social et intégralement personnaliste*» qui répond notamment au principe du respect actif de la personne. On comprend alors, comme je l'ai suggéré plus haut⁷²², que de la conception que l'on a de l'individu découle le type de développement que l'on va privilégier.

Henri Bartoli, qui est pourtant économiste, ne critique pas moins la conception réductrice de l'*homo oeconomicus*. Il invite, pour élargir notre conception de l'individu, à «*reprendre*» les valeurs dans une «*poétique d'ouverture de l'horizon des possibilités*», dans une «*promotion de l'homme nouveau*» et, ce qui m'apparaît le plus important, «*sans que l'on sache absolument quel homme vient, ni comment il vient*»⁷²³. Il rejoint ici Balandier pour qui, dans le contexte actuel de transformations continues, ce qu'il appelle l'homme surmoderne «*a produit un type d'homme dont la définition lui reste*

⁷²¹ HOUÉE, Paul, *op.cit.*, p.147.

⁷²² Voir sous-section 4.1.2.2. «Dimensions anthropo-philosophiques».

⁷²³ BARTOLI, Henri, *op.cit.*, p.191.

inconnue»⁷²⁴, ce qui l'amène à dire qu'être surmoderne, «c'est épouser le mouvement et vivre cependant avec l'incertitude»⁷²⁵.

Ainsi, un développement local qui s'en tiendrait à une conception restrictive et réductrice de l'individu, quelle qu'elle soit, risquerait fort de ne pas savoir répondre aux besoins irréductibles de l'humain. Le monde actuel, qui fournit biens matériels, savoirs et services, est pourtant critiquable, soutient Balandier, non pas seulement parce qu'il engendre des inégalités et multiplie les risques, «mais aussi en raison de ce qu'il ne donne pas»⁷²⁶. Et ce qu'il ne donne pas, notamment, c'est du sens⁷²⁷, ce qui importe peu à l'*homo eoconomicus*. C'est là, à mon avis, l'un des enjeux fondamentaux actuels du développement local.

Pour Philippe Zarifian, l'individu est un *devenir*, pour qui la question du sens s'avère de toute première importance. En tant que devenir, l'homme est libre, nous dit l'auteur, lorsqu'il «saisit pleinement l'événement en lui-même», lorsqu'il «n'est pas réductible à un état de fait» et qu'il peut intervenir sur l'événement, c'est-à-dire lorsqu'il peut faire «le choix de l'un des devenirs potentiels qui se trouvent condensés dans le même événement»⁷²⁸. Privé de la possibilité de faire ce choix «au regard des enjeux du vivre humain»⁷²⁹, l'individu perd le sens des événements, et perdre le sens des événements,

⁷²⁴ BALANDIER, Georges, *op.cit.*, p.52.

⁷²⁵ *Ibid.*, p.58.

⁷²⁶ *Ibid.*, p.272.

⁷²⁷ Voir CASTORIADIS, Cornelius, *La montée de l'insignifiance*, Les carrefours du labyrinthe IV, Paris, Seuil, 1996.

⁷²⁸ ZARIFIAN, Philippe, *Temps et modernité. Le temps comme enjeu du monde moderne*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.140.

⁷²⁹ *Ibid.*, p.144.

«*c'est comme perdre le goût de vivre*»⁷³⁰, ou du moins, perdre sa liberté: «*La non-liberté ne réside pas dans la contrainte. Elle réside dans l'impossibilité de donner sens aux devenirs dans lesquels nous sommes engagés ou, plus exactement, que nous sommes nous-mêmes nécessairement comme occasions actuelles*»⁷³¹.

La conception que propose Zarifian est très proche de la conception «utopique» de l'individu que présente François Chirpaz lorsqu'il identifie l'homme à un *destin*⁷³². Pour cet homme-*destin*, vivre consiste à «*réaliser une destinée, faire de sa vie une existence sensée*»⁷³³, sa réalité désignant «*l'avoir à être qui implique autre chose que les activités en vue de la satisfaction des besoins de la vie*»⁷³⁴. Partant d'une telle conception de l'individu, Chirpaz avance que, dans l'espace social, rien ne peut être compris «*que rapporté à un modèle ou à une norme qui juge l'organisation de la vie, au nom de ce que l'homme est ou de ce qu'il peut devenir*»⁷³⁵. Edgar Morin dit bien, pour sa part, que le problème humain n'est plus seulement un problème de connaissance, mais que «*c'est un problème de destin*» puisque «*nous sommes devenus pour nous-mêmes un problème de vie et/ou de mort*»⁷³⁶.

Que l'on aborde l'individu en le concevant comme devenir ou comme destin, il apparaît clairement ici que la pensée utopique s'avère une voix privilégiée pour le «comprendre».

⁷³⁰ *Ibid.*, p.133.

⁷³¹ *Ibid.*, p.282. Souligné par l'auteur.

⁷³² Voir Chapitre 3, sous-section 3.1.2.3. «Aspects épistémologiques».

⁷³³ CHIRPAZ, François, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, p.57.

⁷³⁴ *Ibid.*, p.65.

⁷³⁵ *Ibid.*, p.69.

⁷³⁶ MORIN, Edgar, *op.cit.*, p.12.

Et cette compréhension m'apparaît encore nécessaire pour bien saisir les enjeux d'un développement local qui prétend placer l'individu au centre de ses préoccupations. L'idée d'intégrer des éléments de la pensée utopique dans les études sur le développement local trouve alors toute sa pertinence.

4.2.2.2. Le développement local et la conception de la communauté

De la conception que l'on a de l'individu découle la conception que l'on a de la communauté. Une conception réductrice de l'individu amène à concevoir la communauté de façon tout aussi réductrice. Si l'on pense, par exemple, que la nature de l'individu se résume à l'*homo eoconomicus*, il y a de grandes chances que l'on conçoive la communauté comme une entité économique, une agrégation d'individus mûs par la recherche de la satisfaction de leurs besoins matériels. L'enjeu du développement local, dans ce cas, consiste à trouver et à mettre en place une stratégie permettant la satisfaction de ces besoins. Les autres besoins des individus formant la communauté risquent ainsi d'être jugés secondaires, sinon carrément niés. Une analyse des enjeux du développement local ne peut donc éviter d'interroger les différentes conceptions que l'on peut porter de la communauté ainsi que les «effets» que ces dernières peuvent avoir sur la réalité⁷³⁷.

Pour certains, les conceptions dominantes de la communauté, dans les sciences régionales et ailleurs, sont trop souvent marquées par la prédominance de l'économique. Edgar

⁷³⁷ Je renvoie ici à Gilbert Larochelle pour qui la communauté est une «*fiction à effet structurant*». Voir chapitre 3, sous-section 3.2.2.3. «Des enjeux de société».

Morin par exemple, soulignant que «la chaleur collective d'une communauté soulage les détresses individuelles», déplore le fait que cet aspect de la communauté ne soit pas suffisamment pris en compte, ce qui fait que les individus cherchent à soulager leur détresse par d'autres moyens: «Le profit désormais s'investit dans toutes les institutions prenant en charge les névroses humaines. Tout un secteur du capitalisme bénéficie du mal de l'âme»⁷³⁸. C'est alors la consommation qui compenserait le manque de solidarité. Et c'est justement la solidarité qui constitue un des aspects fondamentaux dans la conception utopique de la communauté, du moins celle que décrit Chirpaz.

Présentant sa conception de la communauté, l'auteur de *Raison et déraison de l'utopie* soutient que pour qu'il y ait réellement communauté, «le lien social ne peut demeurer ce qu'il est», qu'il doit devenir plus fort, qu'«il ne peut le devenir qu'en subissant une complète métamorphose» et ce, dans l'optique d'une «solidarité réelle»⁷³⁹. C'est à cette condition, dit l'auteur, que l'espace social peut devenir un «lieu pour la vie», «un monde réellement humain»⁷⁴⁰. La communauté doit ainsi instituer «un lien vivant entre l'homme et l'homme»; elle doit devenir «communauté de destin», car «lorsqu'elle les [les hommes] met en relation ce n'est pas simplement en vue d'un travail, ni simplement pour ordonner leurs échanges»⁷⁴¹.

⁷³⁸ MORIN, Edgar, *op.cit.*, p.135. Michel Bounan, dans le même ordre d'idée mais plus radicalement, va jusqu'à prétendre qu'un certain état de névrose collective ne peut que satisfaire l'élite dominante car, outre qu'il y ait là un marché rentable, cela constitue un facteur de maintien de l'ordre social. Voir BOUNAN, Michel, *L'impensable...*, *op.cit.*

⁷³⁹ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.97. L'auteur ajoute, plus loin: «La communauté ne dépossède pas l'homme de lui-même, mais elle ne cesse de lui rappeler qu'il est, dans le monde, beaucoup d'autres hommes qui ont besoin de son attention», p.113.

⁷⁴⁰ *Ibid.*, p.98.

⁷⁴¹ *Ibid.*, p.108. Souligné par l'auteur.

Une conception plus «humaine» de la communauté invite alors à une relecture des enjeux du développement local, ces derniers étant surtout appréhendés en termes économiques. Bernard Pecqueur, un des grands spécialistes actuels en la matière, affirme en ce sens que l'enjeu du développement local consiste à «*mettre en évidence une dynamique qui valorise l'efficacité des relations non exclusivement marchandes entre les hommes pour valoriser les richesses dont ils disposent*»⁷⁴². La valorisation de ces richesses, qui ne sont pas qu'économiques, ne peut être pensée qu'à la condition de concevoir la communauté comme autre chose qu'un strict espace économique, de concevoir son développement autrement qu'en seuls termes de croissance économique ou de création d'emploi.

Présentée comme «*une image renversée de nos sociétés*», la communauté telle que Chirpaz l'imagine refuse «*que la propriété et l'argent puissent imposer leur loi à toutes les relations et dicter aux hommes les règles de leurs conduites*»⁷⁴³. Cette conception repose sur l'idée que la communauté «*ne prétend pas changer l'homme en transformant ses seules conditions de vie, ni simplement en lui donnant à manger*», que son projet veut davantage, c'est-à-dire «*accorder aux hommes de vivre comme des hommes*»⁷⁴⁴. Plus concrètement, il s'agit de donner la possibilité aux membres de la communauté «*de vivre leur vie sans avoir à souffrir l'injustice*», ce qui ne peut se faire «*en misant sur le seul développement sans contrôle des ressources*»⁷⁴⁵.

⁷⁴² PECQUEUR, Bernard, *op.cit.*, p.13.

⁷⁴³ CHIRPAZ, François, *op.cit.*, p.109.

⁷⁴⁴ *Ibid.*, p.112.

⁷⁴⁵ *Ibid.*, p.126.

L'intégration d'éléments de la pensée utopique dans l'analyse des enjeux du développement local peut alors contribuer à l'enrichissement des interrogations en ce qui a trait à la conception de la communauté. Le développement local, appréhendé à la lumière de la pensée utopique, concerne alors le développement intégral d'une communauté humaine, en considération de la pluralité des dimensions qu'une telle dénomination implique. Les individus étant conçus comme des *homo complexus*, les communautés qu'ils composent ne peuvent être considérées autrement, ni les stratégies qui pourraient prétendre assurer le développement de ces dernières.

4.2.3. Les enjeux épistémologiques

Restructurons la science sociale tout en restructurant le monde. Que la restructuration de la science sociale fasse partie de la restructuration du monde. Participons à la restructuration du monde afin de pouvoir restructurer la science sociale.

Immanuel Wallerstein

Si la métamorphose de la mondialisation en théorie normative du changement social constitue un défi de première grandeur pour les sciences sociales, elle l'est aussi pour les acteurs politiques.

Zaki Laïdi

Les deux dimensions des enjeux épistémologiques qui seront abordées ici sont les mêmes qui ont été retenues à la partie précédente. Il s'agit donc du rôle que la science et les chercheurs peuvent jouer en ce qui concerne la compréhension des enjeux du développement local ainsi que la question de la considération des connaissances ordinaires dans la construction des connaissances sur ces enjeux.

4.2.3.1. Le rôle de la science et des chercheurs

Aborder les enjeux du développement local en intégrant des éléments de la pensée utopique dans une démarche d'analyse, cela ne peut se faire sans interrogations de nature épistémologique⁷⁴⁶. En effet, le choix d'une telle approche soulève des enjeux importants en ce qui concerne le rôle que les sciences sociales ont à jouer dans le contexte social-historique actuel ainsi que la posture que les chercheurs ont à y adopter. La pensée utopique appelle à une lecture particulière des enjeux du développement local, laquelle lecture doit être appuyée sur des bases épistémologiques le plus rigoureusement explicitées, d'autant plus qu'elle remet en cause certaines conceptions dominantes en ce qui concerne notamment l'objectivité du chercheur. Aussi m'appliquerai-je, à l'intérieur de cette sous-section, à relever quelques considérations épistémologiques se rapportant au type d'approche que j'ai proposé tout au long de cette recherche.

Traitant du «*fourmillement*» d'initiatives locales un peu partout dans le monde, Paul Houée soutient que «*seule, une approche globale, transversale, peut rendre compte et donner quelques prises sur ces phénomènes, qui sont avant tout des interdépendances de facteurs et d'acteurs*»⁷⁴⁷. Ce serait là la seule façon, soutient pour sa part Balandier, pour procéder «à l'*identification de ce qui se construit*», pour «*interpréter ce qui se compose en des formes inédites*»⁷⁴⁸. Les sciences sociales, trop souvent soumises aux pressions de l'immédiat et de l'urgence, seraient ainsi appelées à revoir leur fonction, cette dernière

⁷⁴⁶ Ce pourquoi, d'ailleurs, j'ai consacré à ces interrogations la moitié du premier chapitre. Voir chapitre 1, partie 1.2. «*Implications épistémologiques*».

⁷⁴⁷ HOUÉE, Paul, *op.cit.*, p.13.

⁷⁴⁸ BALANDIER, *op.cit.*, p.37.

étant «davantage considérée sous l'aspect opératoire, celui de l'utilité présente, que sous celui de la libre exploration des configurations sociales et culturelles en voie de se faire»⁷⁴⁹. Misant sur la nécessité actuelle, pour les sciences sociales, d'agir sur le monde en ayant vue sur ce qu'il préfigure, l'auteur estime que ces dernières doivent s'appliquer à fournir «l'indication d'un sens donné à l'entier devenir», à produire «une intelligibilité qui ne soit ni parcellaire ni éphémère»⁷⁵⁰. Convaincu que «commencer à le [le monde] mieux connaître, c'est commencer à avoir sur lui une prise»⁷⁵¹, Balandier voit dans une telle posture le meilleur antidote à une «acceptation utilitariste non critique»⁷⁵².

Le rôle du chercheur, dans cette optique, consiste à s'inscrire dans «le courant du devenir» en se faisant explorateur des «territoires de l'inédit»⁷⁵³. Cette exploration, affirme Balandier, «a pour condition première de pouvoir se soustraire à l'enfermement afin de libérer l'initiative exploratrice, se détacher des effets d'emprise de la pensée consentante et unifiante que les instances surmodernes entretiennent»⁷⁵⁴. Ainsi, comme il a été mentionné plus haut, le chercheur doit se placer dans la situation de l'ethnologue pour rendre intelligible l'exotisme de ce qui se fait. Philippe Zarifian ne dit pas autre chose lorsqu'il invite le chercheur à s'intéresser au devenir social, c'est-à-dire au «devenir d'êtres sociaux qui produisent, par les rapports dans lesquels il sont engagés et les

⁷⁴⁹ *Ibid.*, p.227.

⁷⁵⁰ *Ibid.*, p.243.

⁷⁵¹ *Ibid.*, p.244.

⁷⁵² *Ibid.*, p.206. Sur ce dernier point, l'auteur dit ceci: «La confusion tient à la difficulté d'appréhender le Grand Système en ce qu'il est, en ce qu'il fait, en ce qu'il devient, alors que ses effets n'apparaissent que dans un vécu fragmenté et mouvant. Il opère en tout, sur tous, et c'est justement cette dispersion qui en masque la réalité; elle contribue finalement à le faire accepter en apprenant à utiliser ce qui en résulte», p.205.

⁷⁵³ *Ibid.*, p.213.

⁷⁵⁴ *Ibid.*, p.230.

questions du vivre auxquelles ils s'affrontent, une communauté humaine»⁷⁵⁵. Précisant que ce devenir est en fait une pluralité de devenirs qui se dessinent «en fonction des enjeux autour desquels les rapports sociaux prennent consistance», Zarifian estime que la tâche «centrale et prioritaire» du chercheur est «d'acquérir l'intuition et l'intelligence de ces devenirs, de situer leurs enchevêtrements et oppositions»⁷⁵⁶.

Pour rendre le devenir intelligible, il faut en quelque sorte réformer notre mode de connaissance. Parce que le mode de connaissance disciplinaire, affirme notamment Morin, «est un mode de la connaissance qui décontextualise, qui arrache toujours son domaine à un contexte», et «qui du coup devient incapable de prédire quoi que ce soit»⁷⁵⁷. C'est pourquoi le grand promoteur de la pensée complexe insiste sur le fait qu'il nous faut

[...] un mode de connaissance qui nous permette de concevoir la réalité de ce qui se passe dans le monde, non seulement sous les formes parcellaires, celles de la réalité économique, de la réalité religieuse, de la réalité sociologique, de la réalité sportive, mais sous une forme de conscience qui permette de concevoir l'ensemble, la multidimensionalité, qui soit capable de contextualiser les informations⁷⁵⁸.

Morin n'est bien sûr pas le seul à en appeler à une vue d'ensemble, à une approche multidimensionnelle. Liliane Voyé, par exemple, insistant sur la nécessité pour les sciences sociales actuelles de se libérer «des schèmes classiques d'interprétation», rappelle l'urgence «de ne pas céder à la tentation d'une instrumentalisation exacerbée de

⁷⁵⁵ ZARIFIAN, Philippe, *op.cit.*, p.280.

⁷⁵⁶ Idem.

⁷⁵⁷ MORIN, Edgar, *op.cit.*, p.197.

⁷⁵⁸ Idem.

la science» pour «examiner plutôt les lieux parfois inattendus où réside le sens»⁷⁵⁹.

Busino, encore, estimant que les sciences sociales ont «oublié l'*histoire et perdu le futur*», invite à la prise en considération des valeurs, des symbolisations, des mythes, des espérances qui fondent les choix et nourrissent les sociétés⁷⁶⁰.

Le chercheur, dans un tel cadre épistémologique, est invité «à prendre la parole, à dévoiler, à mettre en évidence les effets sociaux et culturels liés aux bouleversements du monde»⁷⁶¹, rejoignant ainsi, soutient Voyé, les pères fondateurs des sciences sociales qui n'ont pas hésité «à dire leurs craintes», «à formuler leurs espoirs»⁷⁶². Pour permettre de penser l'avenir, Godet invite quant à lui à «réhabiliter le subjectivisme et l'utopie et [à] réconcilier l'imagination poétique avec le raisonnement scientifique»⁷⁶³. Sans un tel travail de réarticulation de nos cadres de pensée (en parallèle avec une réarticulation de nos cadres institutionnels et économiques), je pense, à l'instar de Lafontaine, que nous ferons face à des conflits «de moins en moins traitables» aux conséquences «de moins en moins prévisibles» et qu'il s'agit là d'une question de responsabilité pour les chercheurs: «Les spécialistes des sciences sociales trouvent ici une tâche et une responsabilité

⁷⁵⁹ VOYÉ, Liliane, «La société-monde: un défi pluriel pour la sociologie», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde...*, op.cit., p.301. Cette exploration du sens s'incarne dans une posture particulière que Voyé identifie à ce qu'elle appelle la recherche-œuvre de savoir: «Née donc du désir de connaître, la recherche-œuvre de savoir est aussi création, imagination, aventure... Elle est échappée. Échappée des terrains balisés et des itinéraires prétracés. Échappée des modes de pensée convenus et des attentes prédéfinies. Elle est aventure, cheminement patient, parsemé d'hésitations et de doutes, ponctué de rencontres, ouvert sur des failles qui obligent au détour ou au lancement de ponts. Elle reste interrogation, aussi, surtout peut-être devant ce qui est trop facilement donné comme résolu», p.300.

⁷⁶⁰ BUSINO, Giovanni, «Quelles significations attribuer aux processus de rationalisation de la mondialisation?», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde...*, ibid., p.180.

⁷⁶¹ VOYÉ, Liliane, op.cit., p.301-302.

⁷⁶² Ibid., p.302.

⁷⁶³ GODET, Michel, op.cit., p.7. Sur les liens entre science et poésie, voir CAMUS, Michel, *Transpoétique. La main cachée entre poésie et science*, Montréal, Trait D'union, 2002. L'auteur, qui centre sont exposé sur la conception transdisciplinaire de Basarab Nicolescu, y dit notamment ceci: «Poètes et hommes de science, nous sommes tous des métaphoriciens, des créateurs de mythe», p.59.

complétant celles déjà exercées dans les faits par de nombreuses personnes persuadées que l'avenir du monde reste entre nos mains»⁷⁶⁴.

Il apparaît clair, suivant ce qui a été dit, que les études sur le développement local ne peuvent éviter de participer à ce vaste exercice de refondation épistémologique. Les enjeux du développement local ne peuvent être compris, dans le contexte social-historique actuel, qu'à partir d'une posture qui permet de considérer l'ensemble des dimensions autour desquelles ces enjeux s'articulent. Il m'est alors permis de penser que l'élaboration d'une approche intégrant des éléments de la pensée utopique pour les études sur le développement local peut apporter une contribution relativement significative dans le travail de renouveau épistémologique qu'elles ont, à l'instar des autres champs des sciences sociales, à effectuer.

4.2.3.2. Connaissances «savantes» et connaissances «ordinaires»

Comprendre les enjeux du développement local exige, comme je viens de le proposer, d'être en mesure d'inscrire ces derniers dans le contexte social-historique global du monde d'aujourd'hui. Or, pour bien saisir ces enjeux, il importe également de chercher à savoir comment ceux-ci se vivent au niveau local, dans le quotidien des membres des communautés. Et ce sont bien sûr ces mêmes personnes qui sont les mieux placées pour

⁷⁶⁴ LAFONTAINE, Danielle, «Les revendications collectives au Québec: entre le marché, les intérêts et le projet de société», DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan-Luis et Pierre-André TREMBLAY (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?*, Sainte-Foy, PUQ, 1997, p.172.

«interpréter» leur quotidien, pour fournir des éléments de lecture de celui-ci⁷⁶⁵. Aussi, à l'instar de Claire Héber-Suffrin, créatrice des célèbres Réseaux d'échanges réciproques des savoirs, je suis d'avis que «*chaque humain, chaque culture, chaque science n'ont qu'une vision partielle de la réalité*», et que «*c'est leur mise en relation qui nous permet une vision plus complète mais toujours inachevée de la réalité*»⁷⁶⁶. Cela dit, les connaissances «ordinaires» sur les enjeux du développement local doivent être considérées avec attention par ceux qui aspirent à les bien comprendre.

Selon Deffontaines et Prod'homme, si l'on pose un regard transversal sur la multitude des initiatives locales en cours dans le monde, on en arrive à penser que le développement local

[...] *s'apparente à la manière et au rythme selon lesquels une population, plurielle et de plus en plus mobile, s'approprie, aménage et transforme un territoire, adapte ses structures pour gérer le présent et imaginer, innove et suscite des synergies entre toutes les initiatives, règle les probables conflits, invente des rites et des symboles qui correspondent à la vie d'aujourd'hui sans renier celle d'hier*⁷⁶⁷.

⁷⁶⁵ C'est sur cette base que le Groupe de Recherche Quart Monde-Université a réalisé un vaste exercice de croisement des savoirs impliquant des universitaires et des militants. Ce programme expérimental de formation-action-recherche, pour le moins exemplaire, a donné lieu à une publication fort intéressante: Groupe de Recherche Quart Monde-Université, *Le croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Editions Ouvrières - Les Éditions Quart Monde, 1999, 525 p. Il importe également de signaler ici les expériences des Universités Rurales en Europe et au Québec, lesquelles consistent en des sessions annuelles où les chercheurs et les acteurs du milieu se rencontrent dans une dynamique de partage des savoirs et pratiques.

⁷⁶⁶ HÉBER-SUFFRIN, Claire, *Les savoirs, la réciprocité et le citoyen*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, p.21.

⁷⁶⁷ DEFFONTAINES, Jean-Pierre et Jean-Pierre PROD'HOMME, «Avant-propos. Les volutes du développement local», dans DEFFONTAINES, Jean-Pierre et Jean-Pierre PROD'HOMME (dir.), *Territoires et acteurs du développement local. De nouveau lieux de démocratie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p.7.

Parce que le développement local, disent les auteurs, «*c'est d'abord la vie, la vie des personnes concrètes*»⁷⁶⁸, ceux qui font éclore les initiatives et qui permettent aux territoires de reprendre vie. Ainsi, «*ce sont eux les vrais témoins du développement local, eux qui peuvent le mieux en exprimer les richesses et les différences*»⁷⁶⁹. J'ajouterais que ce sont ceux qui doivent être impliqués le plus possible dans toute démarche de compréhension des enjeux du développement local, sous peine de jeter des regards à côté de la réalité. C'est toute l'importance de la praxis qui se révèle ici, c'est-à-dire la pertinence de considérer les connaissances issues de la pratique des acteurs.

Les enjeux du développement local, on l'a vu plus haut, s'inscrivent dans un contexte de transition, ou du moins de fortes mutations. Immanuel Wallerstein propose d'aborder cette transition comme s'il s'agissait d'une lutte politique entre ceux qui veulent conserver les priviléges que leur confère le système actuel et ceux qui aspirent à un nouveau système plus égalitaire. Ce qui déterminera l'issue de cette lutte, outre la capacité des deux camps à analyser les événements, c'est leur capacité de mobilisation, ce pourquoi l'auteur invite à «*unifier connaissances, imagination et praxis*» si on espère qu'il y ait quelques changements⁷⁷⁰. Il y a vingt ans, Wallerstein insistait déjà sur l'importance de la praxis, soutenant que «*c'est à travers l'action que se révèlent des vérités sociales inattendues*» et ajoutant que, se coupant de la vie politique (entendue ici comme praxis),

⁷⁶⁸ Idem.

⁷⁶⁹ *Ibid.*, p.7.

⁷⁷⁰ WALLERSTEIN, Immanuel, «Le système-monde en désagrégation», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde..., op.cit.*, p.44.

le chercheur «se coupe de la possibilité de faire une analyse sociale vraiment pénétrante, et en fait, se coupe de la vérité»⁷⁷¹.

Cette prise en compte des connaissances issues de l'action est essentielle pour les sciences sociales, contrairement aux sciences dites exactes. Car, si ces dernières répondent à la logique de la découverte, les sciences sociales, comme le souligne Balandier, «relèvent de celle des interprétations et des valorisations concurrentes»⁷⁷², et se trouvent en constante exposition à des choix qui débordent les cadres disciplinaires. C'est pourquoi l'un des enjeux fondamentaux des sciences sociales pourrait être, comme le suggère Zarifian, d'«être attentif aux événements et aux contre-effectuations, que les acteurs, à leur occasion, opèrent, comme au sens qui est ainsi provoqué»⁷⁷³. Les sciences sociales, dont les connaissances sont en quelque sorte tirées des pratiques individuelles et collectives, ont ainsi une forte portée politique, parce que leurs apports sont toujours discutables et surtout, «parce que le social est l'affaire de tous»⁷⁷⁴.

C'est pour ces mêmes raisons que la prospective, telle que la définit Godet, n'est pas réservée aux spécialistes mais constitue «une manière, pour chacun, là où il se trouve, de prendre son avenir en main»⁷⁷⁵. C'est pour les mêmes raisons aussi que l'utopie, comme devenir, ne peut rien produire, prévient Wallerstein, «sous l'action d'une minorité

⁷⁷¹ WALLERSTEIN, Immanuel, «Le développement du concept de développement», *Sociologie et Sociétés*, vol.XIV, n°2, octobre 1982, p.140.

⁷⁷² BALANDIER, Georges, *op.cit.*, p.226.

⁷⁷³ ZARIFIAN, Philippe, *op.cit.*, p.279. Les «contre-effectuations» sont en quelque sorte des nouveaux sens émanant de l'appropriation des événements par les acteurs, c'est-à-dire de la lecture qu'ils font de ces événements (entendus comme devenir).

⁷⁷⁴ Idem.

⁷⁷⁵ GODET, Michel, *op.cit.*, p.11.

agissant au nom des autres» et implique par conséquent «que la majorité agisse en son propre nom»⁷⁷⁶. C'est pour les mêmes raisons enfin que les chercheurs, s'ils entendent jouer un rôle face aux enjeux du développement local, ne peuvent y prétendre sans prendre en compte, dans leurs analyses, la lecture que les acteurs font de ces enjeux, sans une posture faisant place à un certain croisement des connaissances.

Ainsi, intégrer des éléments de la pensée utopique dans une démarche d'analyse des enjeux du développement local, c'est notamment assumer une certaine modestie quant à la supériorité des connaissances savantes. Les pratiques, les connaissances, les rêves des acteurs et des membres des communautés locales sont tout autant sinon plus déterminants pour l'avenir que les analyses des chercheurs, aussi savantes et rigoureuses soient-elles. C'est à l'application de nouvelles praxis qu'appelle, à mon avis, la nature des enjeux auxquels sont confrontés les populations des collectivités locales. L'approche que j'ai esquissée tout au long de cette recherche devrait, c'est du moins mon espoir, ouvrir des voies en ce sens.

Conclusion

Les enjeux du développement local, appréhendés à la lumière de la pensée utopique, prennent une envergure qui pourrait susciter l'étonnement, sinon un peu d'effroi devant la tâche à accomplir en termes d'action et de compréhension. Politiquement, ils amènent à

⁷⁷⁶ WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1995, p.211.

interroger nos capacités d'orientation du cours du monde et à effectuer des choix à l'intérieur d'une dynamique social-historique opposant dialectiquement la démocratie et la mondialisation néolibérale. Au plan anthropo-philosophique, ces enjeux nous invitent à questionner en profondeur nos conceptions de l'individu et de la communauté. En ce qui a trait aux considérations épistémologiques, elles suscitent un questionnement sur le rôle actif que peuvent jouer la science et les chercheurs dans le monde d'aujourd'hui et de demain, et révèlent l'efficace des connaissances ordinaires pour la compréhension de la réalité.

Conclusion du chapitre 4

Les enjeux du développement local ne peuvent être véritablement compris qu'en considérant les dynamiques social-historiques à l'intérieur desquelles ils se jouent. L'intégration d'éléments de la pensée utopique dans une démarche d'analyse de ces enjeux s'avère l'une des voies pertinentes en ce sens. C'est sûrement ce qui ressort de plus fondamental de ce quatrième et dernier chapitre. C'est du moins ce que j'ai tenté de démontrer.

Une approche interprétative élaborée sur la base des fonctions heuristiques de la pensée utopique permet d'effectuer une lecture singulière des enjeux du développement local. En considérant les enjeux locaux comme des expressions d'enjeux plus globaux, on s'en trouve à procéder, à partir d'initiatives locales, à rien de moins qu'à une lecture des mutations du monde actuel. Et comme par un jeu d'aller retour, cette lecture de la globalité vient donner tout son sens à une appréhension des phénomènes locaux.

La grille de lecture telle qu'elle a été présentée et brièvement illustrée dans ce chapitre est en cours d'élaboration, et ne devrait jamais être exposée comme un modèle fini. J'ai voulu simplement suggérer, dans ce travail, la pertinence d'une telle grille pour apporter un regard original sur les enjeux du développement local, considérant, comme indiqué plus haut, que c'est là un outil heuristique malléable dont l'efficience peut dépendre du degré d'appropriation de celui qui l'utilise; il devrait être d'autant plus efficient qu'il se saurait adapté à une posture subjective rigoureusement explicitée.

Le petit essai d'interprétation de la deuxième partie du chapitre visait à renforcer la pertinence de l'intégration d'éléments de la pensée utopique dans l'analyse des enjeux du développement local, plus qu'à justifier la pertinence de la grille en tant que telle. J'espère ainsi avoir démontré que la compréhension des enjeux du développement local pourrait être enrichie par une démarche intégrant de tels éléments, quelle que soit la forme que pourrait prendre l'outil d'analyse. Parce que je suis de ceux qui pensent que c'est dans la confrontation des interprétations que l'on peut parvenir à une meilleure compréhension de la réalité, *des réalités* qui la composent.

Conclusion générale

Conclusion générale

À force de se croire «contrainte», à force de pratiquer la «défausse», la politique a laissé planer le doute, et l'on est convaincu qu'il n'y a plus grand-chose à faire. Mais ce scénario de l'impuissance politique ne correspond peut-être pas à la réalité. Je voudrais montrer ici que la rhétorique de l'impuissance, loin d'être provoquée par des virus étrangers, est une affaire directement «politique». Est-il nécessaire de lire Machiavel pour constater que l'on fait aujourd'hui de la politique en se cachant, en s'en cachant?

Olivier Mongin

Le développement local, appréhendé à la lumière des enjeux social-historiques qu'il soulève, s'avère un «objet» à travers duquel il est possible d'entrevoir quelques-uns des enjeux fondamentaux du monde actuel. Tenter de comprendre les enjeux du développement local, c'est tenter la compréhension, en ce début de troisième millénaire, de ce qui se défait, se fait, est à faire, socialement, politiquement, humainement, tant localement que globalement. Voilà ce que j'ai voulu humblement démontrer dans cette recherche.

L'objectif était vaste et ambitieux, simple à exprimer mais difficile concrétiser. J'ai le sentiment d'avoir davantage ouvert de questions qu'apporté de réponses. Il m'est par ailleurs permis de penser que les questionnements émanant de ce travail ne sont pas dénués de pertinence. Ils s'appuient sur certaines démonstrations, s'inscrivent dans une certaine mouvance intellectuelle, ne sont pas sans apports potentiels pour les études sur le développement local.

La conclusion générale de cette recherche sera donc structurée autour de trois thèmes. Il s'agira, dans un premier temps, de tenter une clarification de ce que j'ai voulu démontrer en effectuant ce travail. Dans un deuxième temps, je relèverai et décrirai brièvement dans quelle mouvance socio-politique et scientifique (intellectuelle) s'inscrit mon travail. Je terminerai, dans un troisième temps, par une réflexion sur les apports que cette recherche pourrait fournir pour les études sur le développement local.

Qu'est-ce que j'ai voulu démontrer?

Toute réforme doit [...] tenir compte du fait que des intérêts puissants, tant publics que privés, profitent des circonstances actuelles. Ils s'opposeront à tout changement qui les menace comme d'autres résistent à la mondialisation parce qu'ils en craignent les effets et en subissent les conséquences.

Gordon Smith et Moisés Naïm

C'est précisément là que réside la valeur heuristique de l'imaginaire. Il est moins soucieux de l'essence des faits que de leur enchaînement.

Zaki Laïdi

Ma recherche ayant un caractère essentiellement épistémologique, les démonstrations que j'ai voulu emmenées sont nécessairement de même nature. Je traiterai donc en premier lieu, dans cette première partie de la conclusion générale, de la pertinence d'œuvrer à un renouveau épistémologique pour les études sur le développement local. Par la suite, j'aborderai la question de la pertinence de la pensée utopique pour l'interprétation des enjeux social-historiques du monde actuel et pour les enjeux particuliers du développement local.

Pertinence d'un renouveau épistémologique pour le développement local

Je suis d'avis, compte tenu des enjeux auxquels l'humanité est actuellement confrontée, du local au global, qu'il nous faille renforcer le travail déjà entamé de refondation épistémologique des sciences sociales et des champs s'y rattachant⁷⁷⁷.

⁷⁷⁷ Plusieurs y oeuvrent bien sûr déjà (ou y ont œuvré) et ce, de façon remarquable. Pour n'en nommer que quelques-uns, je peux penser à Edgar Morin, Immanuel Wallerstein, Cornelius Castoriadis.

Pour les sciences sociales

J'ai voulu démontrer la pertinence, pour enrichir notre compréhension des enjeux sociaux présents et à venir, de questionner certaines dimensions épistémologiques relatives aux sciences sociales actuelles. J'ai insisté notamment sur l'idée que ces dernières semblaient s'intéresser davantage au fonctionnement du *social*, par des approches essentiellement fragmentaires, plutôt qu'aux problèmes de *société*, appréhendés dans leur globalité. Je pense que la posture «fonctionnelle», bien qu'elle ne soit pas dénuée de pertinence, ne permet pas de saisir convenablement les enjeux social-historiques auxquels sont confrontées les sociétés d'aujourd'hui, les sources et la substance de ces enjeux transcendant largement les frontières disciplinaires. C'est pourquoi j'ai suggéré l'idée qu'il s'avérerait pertinent de développer des approches qui permettent d'appréhender les enjeux du social comme des enjeux de société, approches qui devraient nécessairement être de nature transdisciplinaire.

Pour les études sur le développement local

Comme champ des sciences sociales, les études sur le développement local procèdent de la même tendance fonctionnelle mentionnée ci-haut. C'est encore souvent le fonctionnement du social qui est analysé ici, alors que la société prise dans son ensemble, avec ses dynamiques propres, est rarement considérée formellement. J'ai alors voulu démontrer qu'il pourrait être avantageux d'«ouvrir» le champ du développement local, entre autres pour permettre l'appréhension des enjeux s'y rapportant en considération de

leur inscription dans les dynamiques social-historiques qui transcendent le fait strictement local. De là notamment la suggestion que j'ai apportée de traiter les enjeux locaux comme des formes d'expressions d'enjeux globaux. Il s'agit en fait ici d'éviter de fragmenter à outrance une réalité qui ne se donne réellement à lire (sens) qu'envisagée dans sa globalité.

Pertinence de la pensée utopique pour l'interprétation du social-historique

La pensée utopique, comme outil heuristique, m'apparaît tout à fait efficiente pour enrichir la compréhension de la réalité social-historique de ce début de troisième millénaire. Ayant connu une certaine renaissance ces dernières années, la pensée utopique pourrait fournir des apports intéressants aux sciences sociales, donc nécessairement aux études sur le développement.

Une question d'actualité

Dans un ouvrage de réflexion sur les enjeux qui devaient être abordés à l'Assemblée générale du millénaire de l'ONU (septembre 2000), Smith et Naïm prévenaient, parlant des difficultés d'assurer une meilleure gouvernance, que la plus grande difficulté consistait dans «*le fatalisme selon lequel on ne peut rien faire (ou presque) pour modifier*

*le cours des choses»*⁷⁷⁸. Olivier Mongin, deux ans plus tôt, observait que depuis la chute du mur de Berlin, «*l'art de gouverner s'est progressivement transformé en un aveu permanent d'impuissance à prendre des décisions et à peser sur le cours de l'histoire»*⁷⁷⁹.

Or, à la même époque, disons depuis 1995, plusieurs personnes ou organisations clament haut et fort qu'il est possible d'orienter autrement le cours du monde, qu'il est possible de donner un autre visage à une mondialisation inégalitaire, et ainsi de suite. Ainsi, au même moment où la plupart des politiques et les maîtres du monde tentent plus que jamais de naturaliser l'état du monde tel qu'ils l'imposent, des voix s'élèvent de plus en plus pour dire tout simplement qu'un autre monde est possible. La pensée utopique s'est éveillée au tournant du millénaire.

Pensée utopique et sciences sociales

La pensée utopique peut en quelque sorte être envisagée comme un contre-discours à la pensée unique. Politiquement, la pensée unique affirme que nos sociétés de marché sont la seule alternative à la barbarie et au totalitarisme, qu'elle représentent le stade suprême «réaliste» de la liberté et de l'égalité; la pensée utopique suggère que d'autres alternatives peuvent et doivent être envisagées et qu'il est possible d'orienter la société vers plus de liberté et d'égalité. Scientifiquement, une certaine pensée unique affirme qu'il est possible d'effectuer une lecture objective de la réalité social-historique, que le chercheur doit en conséquence adopter une posture de neutralité devant cette «objective» réalité; la pensée

⁷⁷⁸ SMITH, Gordon et Moisés NAÏM, *Des États remaniés. Mondialisation, souveraineté et gouvernance*, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international, 2000, p.70.

⁷⁷⁹ MONGIN, Olivier, *L'après 1989. Les nouveaux langages du politique*, Paris, Hachette Littératures, 1998, p.12.

utopique suggère qu'aucune lecture de la réalité ne peut prétendre véritablement à l'objectivité, que le chercheur doit en conséquence s'engager dans une posture critique à l'égard de toute conception figée de la réalité. Le Canadien Robert W.Cox écrit en ce sens

[qu'] il faudrait abandonner la conception dominante actuelle de l'ordre mondial qui est l'inéluctable poursuite de la compétitivité dans le marché mondial, renforcée par la puissance militaire des Etats-Unis et leur capacité de mobiliser des alliés contre toute tentative de dissidence. Il faudrait légitimer la volonté de chercher d'autres voies vers la justice et l'équité sociale. Il s'agit d'un défi de taille pour les sciences sociales en ce début de siècle⁷⁸⁰.

On voit clairement ici quel rôle pourraient jouer, dans le contexte actuel, des sciences sociales qui s'inspireraient de la pensée utopique.

Pensée utopique et développement local

Comme pour les sciences sociales prises globalement, la pensée utopique peut s'avérer inspirante pour les études sur le développement local. Elle permet notamment d'interpréter les enjeux du développement local en les inscrivant dans les dynamiques social-historiques propres au monde actuel tout en considérant les espoirs que les acteurs et les membres d'une communauté portent dans le concret du quotidien. Les initiatives de développement local peuvent ainsi être appréhendées sous des angles originaux, que ce soit en tentant de les situer dans une dialectique opposant la démocratie et la mondialisation néolibérale ou à partir des rêves sociaux que portent les acteurs qui y

⁷⁸⁰ W.COX, Robert, «Structures sociales et autorités politiques: vers une nouvelle ontologie», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p.71.

participent, et ainsi de suite⁷⁸¹. La pensée utopique permet en outre d'envisager le développement local comme l'une des expressions des nouvelles formes d'action sociales et politiques qui émergent à une époque où les modèles d'hier s'étiolent; elle permet d'émettre des propositions de sens sur des phénomènes qui relèvent pour l'instant presque essentiellement de l'inédit.

⁷⁸¹ Voir chapitre 4, section 4.1.2. «Essai d'illustration des vertus heuristiques du développement local».

Dans quoi une telle approche s'inscrit-elle?

Les révolutionnaires du XIX^e siècle attendaient une révolution et c'est une mutation de toute la société qu'ils ont subie et qui a transformé l'univers en cette gigantesque chienlit. Aujourd'hui, des nigauds croient voir venir une mutation - et s'en réjouissent - alors que c'est une fin qui s'approche.

Michel Bounan

L'approche que j'ai élaborée pour cette recherche s'avère tout à fait originale, en ce sens que je n'ai pas procédé en appliquant un modèle opératoire déjà éprouvé, pas plus que je n'ai référé explicitement à un cadre théorique clairement défini. Mais puisqu'on ne crée rien à partir de rien, je me suis nourri de certains repères que j'expliquerai brièvement dans ce qui suit.

Repères socio-politiques

Je me suis d'abord inspiré de différents écrits (et événements) de nature socio-politique, notamment en ce qui concerne le caractère sociétal des enjeux du développement local et le caractère alternatif de certaines initiatives locales.

Développement local et enjeux de société

J'ai parlé plus haut de la pertinence d'appréhender les enjeux du développement local comme des enjeux de société. Adopter une telle posture implique que l'on estime qu'une régulation sociale et politique au niveau national est encore possible, que la crise réelle de l'État-nation dans sa forme actuelle n'implique aucunement la désuétude du cadre national

en soi⁷⁸². Je suis de ceux qui pensent qu'une certaine pensée des sciences sociales a tendance à sonner trop rapidement le glas de l'État national, préférant s'appliquer à chercher des pistes alternatives de régulation locale. C'est ce qui fait que les enjeux du développement local sont souvent abordés comme des enjeux «locaux», c'est-à-dire qui doivent être appréhendés presque exclusivement à partir de leur expression locale et traités comme si les solutions possibles ne pouvaient émaner que du local (pensée localiste). Ma position, à ce sujet, a toujours été on ne peut plus explicite: les enjeux locaux sont des enjeux de société qu'il faut traiter comme tels, c'est-à-dire en abordant de front les questions de société qu'ils posent.

Développement local et alternatives à la mondialisation néolibérale

Les enjeux du développement local sont des enjeux de société, et qui s'inscrivent par conséquent dans la même dynamique que les grands enjeux socio-politiques actuels. C'est en ce sens que certains observateurs cherchent à voir dans les initiatives locales ce qui constitue ou pourrait constituer des pistes d'alternatives à la mondialisation néolibérale. Il ne s'agit pas ici d'opposer bêtement développement local et mondialisation, non plus le local et le global, car il y a plusieurs types de «développement local». En fait, il existe différentes conceptions de ce que devraient être le monde, la société, la communauté, le

⁷⁸² Sur la question du rôle de l'État, Mongin dit par exemple ceci: «*Plutôt que de laisser croire que l'on peut agir séparément au niveau mondial et local, il faut envisager l'action à divers niveaux en fonction d'un pôle de stabilisation, celui de l'État. [...] C'est donc à un État conçu comme un frein aux pressions du local et du mondial qu'il faut en appeler. Si les communautés transnationales vivent à plusieurs rythmes à la fois, l'État stabilisateur permet à une communauté politique de «tenir» à double distance de l'utopie mondialiste et de l'utopie localiste, renouant ainsi avec une dialectique du singulier et de l'universel*», dans MONGIN, Olivier, *op.cit.*, p.214.

développement; certaines sont dominantes (néolibéralisme), d'autres émergent et s'y opposent, et toutes s'expriment à tous les niveaux (local, national, mondial). Ainsi, lorsqu'il est question des enjeux du développement local, je suis d'avis qu'il faut les aborder en considérant de façon substantielle les grands enjeux globaux dont ils ne sont en quelque sorte que l'expression localisée.

Repères épistémologiques

Je me suis également inspiré de certains écrits de nature épistémologique concernant la notion d'incertitude ainsi que la fonction intellectuelle du chercheur.

L'interprétation des incertitudes

J'ai parlé, tout au long de la recherche, de l'idée que notre civilisation vit en ce moment une période caractérisée par la transition, sinon par la crise. J'ai aussi exprimé l'idée que c'est justement dans ce type de période qu'il est d'autant plus nécessaire de poser la question des choix en ce qui concerne l'orientation du cours du monde. Le problème des choix trouve son essence dans le fait que tandis que nous avons plus que jamais à prendre nos responsabilités à l'égard de l'avenir (à cause du pouvoir destructeur de la technologie), il se trouve que nous ne pouvons plus feindre les incertitudes quant à ce qui vient. Les sciences sociales ne peuvent plus prétendre à aucune prédition (tel que la vision linéaire moderne du Progrès y invitait), mais ne peuvent pas plus délaisser leur tâche essentielle d'«éclaireur du futur» en se contentant d'étudier un présent fragmenté et

immobile. C'est pourquoi j'estime que les sciences sociales ont un rôle fondamental à jouer et qui consiste à relever l'éventail des choix possibles pour le devenir collectif (donc des choix politiques), de façon à ce que le plus grand nombre puisse bénéficier de la marge d'autonomie dont nous disposons malgré le caractère incertain de toute anticipation. Comme le souligne Zarifian, «*si nous ne savons pas de quoi l'avenir sera fait, nous pouvons et devons être collectivement capables de comprendre notre devenir.* Car c'est en ce moment que nous devenons»⁷⁸³.

Le chercheur comme intellectuel

Si les sciences sociales se donnent pour tâche d'éclairer les choix politiques, cela implique qu'il devient difficile pour le chercheur de se réclamer d'une posture objective. Surtout si être objectif c'est apprêhender la réalité social-historique telle qu'elle est instituée en la considérant comme la seule qui soit «objective». Le chercheur doit donc ici se départir de cette illusion d'objectivité pour apprêhender la réalité social-historique selon son caractère pluriel et complexe, en prenant en considération différentes lectures de cette réalité. Parce qu'il propose d'autres lectures que celle qui est dominantes (pensée unique), le chercheur aura à justifier son «manque» d'objectivité et ne pourra le faire sans assumer une certaine objectivation de sa subjectivité. Parce que le chercheur en sciences sociales, spécialiste des questions de société, est aussi un citoyen «engagé» dans l'histoire

⁷⁸³ ZARIFIAN, Philippe, *Temps et modernité. Le temps comme enjeu du monde moderne*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.16-17. Souligné par l'auteur. Traitant de la tension entre la poussée du passé et les incertitudes du futur, Zarifian dit ce qui suit: «*Entre ce passé et cet avenir, le temps-devenir saisit toutes les opportunités des événements actuels, de ce qui arrive de non-prévu et provocateur de questionnements, incite à transformer ces événements en actions éthiquement orientées et réfléchies comme telles, en choix*», *ibid.*, p.290.

de sa communauté, de sa société, de son monde, il ne peut remplir son rôle convenablement que s'il explicite ses préférences épistémologiques (donc idéologiques et politiques), ce qui lui fournira le recul nécessaire pour assumer pleinement la dimension intellectuelle de sa tâche: contribuer à éclairer les choix politiques.

Quelques auteurs clefs

Comme il est facile de s'en rendre compte à la lecture de la thèse, plusieurs auteurs de différentes disciplines, de diverses allégeances m'ont inspiré tout au long de l'exercice. Je présenterai ici ceux qui me sont les plus significatifs, avec une attention particulière pour Cornelius Castoriadis.

Cornelius Castoriadis

Bien qu'ils ne soient pas les plus souvent cités, ce sont les travaux de Cornelius Castoriadis qui se sont avérés les plus inspirants pour mon travail⁷⁸⁴. La pensée de ce «titan de l'esprit»⁷⁸⁵ a été l'une de mes principales références, que ce soit pour les dimensions épistémologiques, philosophiques ou politiques. Ses propositions sur l'institution imaginaire de la société, sa critique de la pensée héritée (logique ensidique), son insistance sur le projet d'autonomie individuelle et collective, ses recherches sur une

⁷⁸⁴ Castoriadis est décédé en décembre 1997, laissant derrière lui une œuvre tout à fait originale articulée autour de la notion d'imaginaire. Voir la bibliographie.

⁷⁸⁵ C'est ainsi que le désignait Edgar Morin, cité dans DAVID, Gérard, *Cornelius Castoriadis. Le projet d'autonomie*, Paris, Éditions Michalon, 2000, p.7.

conception radicale de la démocratie, et ainsi de suite, sont au fondement de ma démarche de chercheur mais également de ma posture citoyenne. La lecture du monde que je propose dans ma recherche pourrait en somme être présentée comme un relevé des «significations imaginaires sociales» en présence dans les enjeux du développement local. Aussi, le projet d'autonomie de Castoriadis m'apparaît être la plus belle et la plus signifiante utopie pour le 21^e siècle.

Et quelques autres

Plusieurs autres auteurs m'ont inspiré, même si de façon moins percutante que Castoriadis. Immanuel Wallerstein, d'abord, avec son insistance à vouloir «impenser»⁷⁸⁶ ou «ouvrir»⁷⁸⁷ les sciences sociales et sa conviction que la tâche première des sciences sociales réside dans l'éclairage des choix politiques⁷⁸⁸; Edgar Morin, avec bien sûr ses travaux sur la pensée complexe, mais plus spécifiquement sa conception de l'*homo complexus*, sans oublier sa conception civilisationnelle de la politique⁷⁸⁹; Philippe Zarifian, avec sa sociologie du devenir, celui pour qui «formuler du sens n'est pas formuler des raisons, mais formuler des perspectives ouvertes sur le devenir»⁷⁹⁰; Michel Freitag, avec sa critique radicale de la tendance actuelle, en sciences sociales, à se

⁷⁸⁶ WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1995.

⁷⁸⁷ WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *Ouvrir les sciences sociales*, Rapport de la Commission Gubenkian, Paris, Descartes et Cie, 1996, 111 p.

⁷⁸⁸ WALLERSTEIN, Immanuel, *L'utopistique ou les choix politiques du XXI^e siècle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'aube, 2000, 139 p.

⁷⁸⁹ Notamment dans MORIN, Edgar et Sami NAÏR, *La politique de civilisation*, Paris, Arléa, 1997.

⁷⁹⁰ ZARIFIAN, Philippe, *op.cit.*, p.287. Souligné par l'auteur.

préoccuper presque exclusivement du fonctionnement du social⁷⁹¹ ainsi que sa critique de l'université⁷⁹²; François Chirpaz, enfin, avec son approche philosophique de l'utopie⁷⁹³ et sa brillante façon de faire de la «vieille» question du destin l'une des plus actuellement pertinentes⁷⁹⁴. D'autres encore auraient pu être nommés, comme Garnier, Tacussel, Ricoeur, Pessin, Bensaïd, Baczkó, Laïdi, Corcuff, et aussi l'équipe du *Monde diplomatique*.

⁷⁹¹ FREITAG, Michel, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2, 2002, 327 p.

⁷⁹² FREITAG, Michel, «La recherche dans l'université et la société : le bateau ne coule pas encore, mais l'eau monte...», *Société*, n° 11, été 1993, p. 7-42.

⁷⁹³ CHIRPAZ, François, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999.

⁷⁹⁴ CHIRPAZ, François, *Le tragique*, Paris, PUF, 1998.

Quels apports pour les études sur le développement local?

Prises entre l'interprétation suspicieuse et l'interprétation de court-circuitage, les initiatives populaires se trouvent devant un dilemme cruel: soit elles sont perçues comme des mouvements qui ne fonctionnent pas et sont condamnés à échouer, et pour cette raison elles sont disqualifiées en tant qu'utopies insensées; soit elles sont perçues comme pouvant fonctionner et avoir du succès, et dans ce cas elles sont acceptées par la Banque mondiale qui les broie, les pasteurise et les convertit en nouveaux éléments de la conditionnalité.

Boaventura De Sousa Santos

Je termine cette conclusion générale, donc cette thèse, en décrivant brièvement les apports d'une telle recherche pour les études sur le développement local. Je traiterai, dans une premier temps, de la pertinence de proposer une lecture originale des enjeux du développement local, et ensuite de l'inscription de ces derniers dans un contexte plus global. Dans un troisième temps, j'aborderai la question de l'humain comme enjeu du développement local. Il sera finalement question des dimensions utopiques du développement local.

Une lecture parmi d'autres

Ce que cette recherche apporte aux études sur le développement local c'est avant tout une lecture originale des enjeux s'y rapportant. Il s'agit bien sûr, et c'est très important de le souligner, d'une lecture parmi d'autres, et qui n'a pas la prétention d'être la meilleure ou la plus pertinente. Ainsi, mon travail ne vise pas à convaincre tous les chercheurs en développement local d'adopter ce type de lecture. Mais il est clair que je défends avec

conviction la pertinence de considérer cette lecture comme ayant une valeur heuristique tout aussi significative que les autres. Je pense aussi que l'approche que je propose pourrait inciter les chercheurs à concevoir les questions relatives au développement local comme des questions fondamentalement politiques, ce qui pourrait contribuer à infléchir, si ce n'est que minimalement, la tendance à la dépolitisation des enjeux qui s'en dégage. Une telle lecture, finalement, devrait révéler la pertinence de porter des regards transdisciplinaires sur les problématiques reliées au développement local.

Une inscription dans le contexte global

Parlant des «*destins locaux*», Edgar Morin écrit, dans son dernier ouvrage, que ceux-ci

[...] *dépendent de plus en plus du destin global de la planète, lequel dépend aussi d'événements, innovations, accidents, dérèglements locaux, qui peuvent déclencher des actions et réactions en chaîne, voire des bifurcations décisives affectant ce destin global*⁷⁹⁵.

Cette citation résume en quelque sorte parfaitement un des éléments essentiels de ma thèse. Cette question de l'interdépendance des destins locaux et globaux, bien qu'elle paraisse presque banale dans les mots de Morin, me semble néanmoins peu prise en considération dans les études sur le développement local, sinon pour être vaguement mentionnée comme mise en contexte dans des débuts ou fins de texte. Et c'est là un des apports essentiels que mon travail pourrait fournir si cette dynamique d'interdépendance local/global pouvait être intégrée davantage et plus formellement dans les études sur le

⁷⁹⁵ MORIN, Edgar, *La méthode, 5. L'humanité de l'humanité, (1. L'identité humaine)*, Paris, Seuil, 2001, p.229.

développement local. Il est permis d'imaginer, aussi, les impacts qu'une telle prise en considération par les chercheurs pourrait avoir sur les politiques, notamment en ce qui concerne la tendance à la localisation et la sectorialisation des problématiques.

L'humain comme enjeu du développement local

Un des apports que ma recherche pourrait fournir, bien qu'ici l'explicitation s'avère moins effective, est celui de favoriser la considération de l'humain comme principal enjeu du développement local. La pensée utopique, on l'a vu, est essentiellement une pensée du bonheur de l'homme, de l'épanouissement humain. La pensée du développement local, comme d'ailleurs globalement la pensée des sciences sociales, semble parfois oublier que son sujet d'étude, c'est d'abord et avant tout l'humain, les personnes qui vivent dans les communautés, qui y travaillent, qui y rêvent. Une communauté développée économiquement, par exemple, n'est pas nécessairement une communauté développée humainement, et inversement. Les enjeux du développement local sont avant tout des enjeux humains; j'espère que c'est notamment cette idée qui ressortira de mon travail.

L'utopie du développement local

Ma recherche, finalement, pourrait inciter les chercheurs à tenter d'identifier les dimensions utopiques du développement local, ou à distinguer, comme la grille de lecture y invitait, les initiatives locales qui paraissent contenir davantage une charge utopique. Cela permettrait d'abord, au plan scientifique, de créer de nouvelles connaissances sur le

développement local. Mais cela pourrait peut-être aussi permettre (c'est là une utopie!), au plan politique, de favoriser la multiplication d'initiatives de développement local qui aspirent à transformer la réalité instituée dans le sens d'un renforcement de la démocratie, dans le but d'instituer des communautés, une société, un monde meilleurs. Bref, ces quelques dizaines de pages pourraient peut-être favoriser l'émergence d'une véritable utopie du développement local.

Bibliographie

Bibliographie

ABENSOUR, Miguel, *Le procès des maîtres rêveurs*, Arles, Éditions Sulliver, 2000, 167 p.

Académie de Besançon, *Ressources sur l'utopie*, Site internet (<http://artic.ac-besancon.fr>).

AGUIRRE, Fernando et Octavio ALBEROLA, «Abandonner ou réinventer l'utopie?», dans COLLECTIF, *L'imaginaire subversif. Interrogations sur l'utopie*, Lyon-Genève, Atelier de Création libertaire – Édition Noir, 1982, p. 151-166.

AINSA, Fernando, *La reconstruction de l'utopie*, Paris, Arcanteres-Unesco, 1997, 197 p.

ANSART, Pierre, «De l'utopie à l'action», dans GANDILLAC, Maurice et Catherine PIRON, *Le discours utopique* (colloque de Cerisy), Paris, Union Générale d'Éditions, 1978, p. 282-288.

ATTAC (coll.), *Agir local, penser global. Les citoyens face à la mondialisation*, Paris, Mille et une nuits, 2001.

ATTALI, Jacques, «L'utopie aujourd'hui» (propos recueillis par Frédéric Martel), dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 66.

AZZOUG, Mireille, «Quel universalisme?», *Le monde diplomatique*, Avril 1999, p. 35.

BACZKO, Bronislaw, *Les imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984, 239 p.

BACZKO, Bronislaw, *Lumières de l'utopie*, Paris, Payot, 1978, 416 p.

BALANDIER, Georges, *Le Grand Système*, Paris, Fayard, 2001, 272 p.

BAILLY, Antoine, «Quelle science régionale pour le 21^e siècle?», *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°.1, Février 1999, p. 5-13.

BALME, Richard *et al.* (dir.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999.

BARBIER, René, *Histoire du concept d'imaginaire et de ses transversalités*, Site internet de l'Université Paris 8 (<http://www.fp.univ-paris8.fr>).

BARRILLON, Michel et Jacques LUZI, «Utopie économique vs idéologie économique», *Agone*, n°.20, 1998, p. 9-14.

BARRILLON, Michel, «L'URSS, un capitalisme d'État réellement existant. D'un mensonge «déconcertant» à l'autre», *Agone*, n°.21, 1999, p. 25-44.

BARTOLI, Henri, *Repenser le Développement. En finir avec la pauvreté*, Unesco-Paris, Economica, 1999, 205 p.

BASSAND, Michel, «Développement local et processus identitaires», », dans GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, GRIR, 1992.

BAUDRY, Patrick, «Une utopie sans projet. L'utopie au cœur des sciences sociales», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 229-236.

BEAUD, Michel, *Le basculement du monde*, Paris, Découverte, 1997, 291 p.

BENSAÏD, Daniel, *Le pari mélancolique*, Paris, Fayard, 1997, 297 p.

BERNARD, Michel, *L'utopie néolibérale*, Montréal, Éditions du Renouveau québécois-Chaire d'études socio-économiques de l'UQAM, 1997, 303 p.

BERNARD, Philippe J., *De l'utopie moderne et de ses perversions*, Paris, PUF, 1997, 207 p.

BERTHELOT, Jean-Michel (dir.), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, 593 p.

BERTHELOT, Jean-Michel, «Les sciences du social», dans BERTHELOT, Jean-Michel (dir.), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, p. 203-265.

BERTHELOT, Jean-Michel, *La construction de la sociologie*, Paris, PUF, 2001, 127 p.

BERTHELOT, Jean-Michel (dir.), *La sociologie française contemporaine*, Paris, PUF, 2000, 274 p.

BERTOLO, Amedeo, «L'imaginaire subversif», dans COLLECTIF, *L'imaginaire subversif. Interrogations sur l'utopie*, Lyon-Genève, Atelier de Création libertaire – Édition Noir, 1982, p.7-25.

BERTHOUD, Gérald, «L'impératif marchand» (propos recueillis par Yvonne PREISWERK), dans COMELIAU, Christian, *L'économie à la recherche du développement. Crise d'une théorie, violence d'une pratique*, Nouveaux cahiers de l'IUED, Paris, PUF, 1996, p. 175-184.

BESSETTE, Jean-Michel, «L'utopie au cœur des sciences sociales : imagination sociologique et reconstruction utopique», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 177-187.

BIAREZ, Sylvie, *Territoires et espaces politiques*, Grenoble, Presses universitaires de Grenobles, 2000, 120 p.

BOIREAU-ROUILLE, Monique, «Enjeux utopiques d'une science des sociétés dans *Le producteur*, Journal philosophique de l'Industrie, des Sciences et des Beaux-Arts, 1825-1826», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 13-31.

BOROT, Luc, «Gouvernance», *Cités 9*, Paris, PUF, 2002.

BOUCHARD, Guy *et al.*, *L'utopie aujourd'hui*, Montréal-Sherbrooke, PUM-Éditions de l'université de Sherbrooke, 272 p.

BOUCHARD, Guy, «Eutopie, dystopie, para-utopie et péri-utopie», dans BOUCHARD, Guy *et al.*, *L'utopie aujourd'hui*, Montréal-Sherbrooke, PUM-Éditions de l'université de Sherbrooke, p. 133-227.

BOUKCHIN, Murray, «Commentaires sur l'écologie sociale profonde de John Clark», *Réfractions*, n°.2, 1988.

BOUNAN, Michel, *Sans valeur marchande*, Éditions Paris, Allia, 2001, 85 p.

BOUNAN, Michel, *L'impensable, l'indicible, l'innommable*, Éditions Paris, Allia, 1999, 90 p.

BOURDIEU, Pierre, «L'essence du néolibéralisme», *Le monde diplomatique*, Mars 1998, p. 3.

BOURDIEU, Pierre (avec Loïc J.D. Wacquant), *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*, Paris, Seuil, 1992, 242 p.

BOURDIN, Alain, *La question locale*, Paris, PUF, 2000, 238 p.

BOURRIAUD, Nicolas, «L'ère des micro-utopies», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 61-64.

BOUTROS-GHALI, Boutros, «Vers une démocratie globale! Une utopie aujourd'hui, une réalité demain?», dans COLLECTIF, *Les utopies, moteurs de l'histoire?*, (Les Rendez-vous de l'Histoire, Blois 2000), Nantes, Éditions Pleins feux, 2001, p. 113-124.

BRENEL, Eve, «Utopies et sciences sociales : entre rupture et continuité», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 145-157.

BROWN, John, «De la gouvernance comme constitution politique du néolibéralisme», site internet: <http://attac.org/fra/list/doc/brown.htm>.

BRUNE, François, «Petit parallèle entre deux utopies complémentaires», *Le monde diplomatique*, Octobre 2000, p. 28-29.

BUSINO, Giovanni, «Quelles significations attribuer aux processus de rationalisation de la mondialisation?», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p. 167-181.

CAILLÉ, Alain, *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Genève-Paris, Droz, 1986, 394 p.

CAPDEVILA, Nestor, «Utopie ou idéologie?», dans *L'Homme et la Société (Figures de l'«auto-émancipation» sociale II)*, n°.136-137, avril-septembre 2000.

CARDON, Phillippe, «L'utopie, support d'imagination : fonction positive, fonction négative?», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 215-225.

CARRIER, Mario et Serge Côté (dir.), *Gouvernance et territoires ruraux : éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Sainte-Foy, PUQ, 2000, 343 p.

CARRIER, Mario et Bruno JEAN, «La reconstruction de la légitimité des collectivités rurales», dans CARRIER, Mario et Serge Côté (dir.), *Gouvernance et territoires ruraux : éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Sainte-Foy, PUQ, 2000, p. 41-61.

CASSEN, Bernard, «Le piège de la gouvernance», *Le Monde Diplomatique*, Juin 2001, p. 28.

CASTORIADIS, Cornelius, *Les Carrefours du labyrinthe*, six tomes (I : *Les Carrefours du labyrinthe*, 1978; II : *Domaines de l'homme*, 1986; III : *Le Monde morcelé*, 1990; IV : *La Montée de l'insignifiance*, 1996; V : *Fait et à faire*, 1997; VI : *Figures du pensable*, 1999), Paris, Seuil.

CASTORIADIS, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil, 1975, 498 p.

CHIRPAZ, François, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, 240 p.

CHOAY, Françoise, «L'utopie aujourd'hui, c'est retrouver le sens du local», *Courrier International*, supplément au n°.533, 18 janvier 2001, p. 10-11.

COENEN-HUTER, Jacques, «La sociologie face au changement social», *Revue européenne des sciences sociales (Le changement dans les sciences de la société)*, Tome XXXVI, n°.110, 1998, p.1 21-134.

COLLECTIF, Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 18-68.

COLLECTIF, Dossier «Vingt et une utopies réalistes pour le XXI^e siècle», *Le Nouvel Observateur*, n°.1834, décembre 1999-janvier 2000, p. 4-25 et 48-70.

COLLECTIF, *Les utopies, moteurs de l'histoire?*, (Les Rendez-vous de l'Histoire, Blois 2000), Nantes, Éditions Pleins feux, 2001, 124 p.

COLLECTIF, *L'imaginaire subversif. Interrogations sur l'utopie*, Lyon-Genève, Atelier de Création libertaire – Édition Noir, 1982, 185 p.

COLOMBO, Eduardo, «L'utopie contre l'eschatologie», dans COLLECTIF, *L'imaginaire subversif. Interrogations sur l'utopie*, Lyon-Genève, Atelier de Création libertaire – Édition Noir, 1982, p. 27-43.

COMELIAU, Christian, *L'économie à la recherche du développement. Crise d'une théorie, violence d'une pratique*, Nouveaux cahiers de l'IUED, Paris, PUF, 1996, 223 p.

Comités Nationaux de l'Union européenne, *Les gouvernements nationaux, les villes et la société face à la conférence Habitat II*, Istanbul, 1996.

CORCUFF, Philippe, «Nouvelles sociologies, anthropologies et éthique de l'émancipation. Pistes programmatiques», dans *L'Homme et la Société (Figures de l'«auto-émancipation» sociale II)*, n°.136-137, avril-septembre 2000, p. 157-169.

CORCUFF, Philippe, «Le sociologue et les acteurs : épistémologie, éthique et nouvelle forme d'engagement», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n°. 131, janvier-mars 1999, p. 135-148.

CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995, 126 p.

CÔTÉ, Serge, «Restructuration socio-économique et gouvernance», dans CARRIER, Mario et Serge Côté (dir.), *Gouvernance et territoires ruraux : éléments d'un débat sur la responsabilité du développement*, Sainte-Foy, PUQ, 2000, p. 1-10.

CÔTÉ, Serge et Juan-Louis KLEIN (dir.), *Le Québec des régions : vers quel développement?*, Rimouski-Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, 1996, 448 p.

COURCHENE, Thomas J., «Glocalization : The Regional/International Interface», dans *Revues canadienne des sciences régionales*, XVIII, n°.1, printemps 1995, p. 1-20.

DAMIEN, Robert, «Des lieux utopiques ou éléments pour une critique de la raison utopique», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 269-275.

DAVID, Gérard, *Cornelius Castoriadis. Le projet d'autonomie*, Paris, Éditions Michalon, 2000, 188 p.

DE CHASSEY, Francis, «L'utopie : miroir inversé de la modernité», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 311-340.

DEFFONTAINES, Jean-Pierre et Jean-Pierre PROD'HOMME (dir.), *Territoires et acteurs du développement local. De nouveau lieux de démocratie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, 179 p.

DEFFONTAINES, Jean-Pierre et Jean-Pierre PROD'HOMME, «Avant-propos. Les volutes du développement local», dans DEFFONTAINES, Jean-Pierre et Jean-Pierre PROD'HOMME (dir.), *Territoires et acteurs du développement local. De nouveaux lieux de démocratie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 5-8.

DE MARTELARE, Jean, «Idéologie et rhétorique dans l'histoire. Sur la réitération des discours de l'ordre», *L'Homme et la société*, n°.135, janvier-mars 2000, p. 105-118.

DEMAZIÈRE, Christophe (dir.), *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1996, 382 p.

DEMAZIÈRE, Christophe, «Du global au local, du local au global. Origine, diversité et enjeux des initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique», dans DEMAZIÈRE, Christophe (dir.), *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1996, p. 11-49.

DENEUIL, Pierre-Noël (dir.), *Lien social et développement économique*, Paris, L'Harmattan, 1997, 274 p.

DE SOUSA SANTOS, Bonaventura, «La globalisation contre-hégémonique et la réinvention de l'émancipation sociale», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p. 45-63.

DILAS-ROCHEREUX, Yolène, *L'utopie ou la mémoire du futur. De Thomas More à Lénine, le rêve éternel d'une autre société*, Paris, Robert Laffont, 2000, 394 p.

DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan-Luis et Pierre-André TREMBLAY (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?*, Sainte-Foy, PUQ, 1997, 218 p.

DIONNE, Hugues, «L'art de vivre: base de mobilisations villageoises», *Économie et solidarités*, vol. 28, n°.1, 1996, p. 19-29.

DIONNE, Hugues, «De la région-ressources à la région qualité de vie», dans GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, GRIR, 1992, p. 371-399.

DOSTALER, Gilles *et al.* (dir), *Gymar Myrdal et son œuvre*, Paris-Sainte-Foy, Économica-PUL, 1990, 230 p.

DUEZ, Philippe, «La place du développement local dans la dialectique du développement économique», dans KHERDJEMIL, Boukhalfa *et al.* (dir.), *Territoires et dynamiques économiques. Au-delà de la pensée unique*, Paris, L'Harmattan, 1998, p. 189-217.

DUVEAU, Georges, *Sociologie de l'utopie et autres «essais»*, Paris, PUF, 1961, 193 p.

DUVIGNAUD, Jean, «L'utopie, composante du vécu social», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 189-191.

ELIAS, Norbert, *Engagement et distanciation. Contributions à une sociologie de la connaissance*, Paris, Fayard, 1993, 258 p.

FABRE, Cédric, «Les uchronies. L'Histoire recréée par l'imaginaire», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 29-30.

FARRUGIA, Francis, «Généalogie d'une professionnalisation : la sociologie française de 1945 à 1960», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n°. 131, janvier-mars 1999, p. 23-42.

FAVREAU, Louis et Benoit LÉVESQUE, *Développement économique communautaire. Économie sociale et intervention*, Sainte-Foy, PUQ, 1996, 230 p.

FAYE, Éric, «Les contre-utopies», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 26-29.

FONTAN, Jean-Marc, «De l'intellectuel critique au professionnel de service, radioscopie de l'universitaire engagé», *Cahiers de recherche sociologique*, n°.34, 2000, p. 79-97.

FONTENIS, Georges, «Grandes utopies et sciences sociales», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 89-96.

FREITAG, Michel, *L'oubli de la société. Pour une théorie critique de la postmodernité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes 2, 2002, 327 p.

FREITAG, Michel, «La recherche dans l'université et la société : le bateau ne coule pas encore, mais l'eau monte...», *Société*, n°. 11, été 1993, p. 7-42.

GABEL, Joseph, «Conscience utopique et fausse conscience», dans GANDILLAC, Maurice et Catherine PIRON, *Le discours utopique* (colloque de Cerisy), Paris, Union Générale d'Éditions, 1978, p. 35-48.

GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, GRIR, 1992, 401 p.

GAGNON, Gabriel, «Vers un nouvel imaginaire social», *Possibles*, 24, n°.2-3, printemps-été 2000, p. 50-61.

GALLICA, «Les sources de l'utopie», *La bibliothèque utopique Gallica*, Site internet (<http://gallica.bnf.fr>).

GANDILLAC, Maurice et Catherine PIRON (dir.), *Le discours utopique* (colloque de Cerisy), Paris, Union Générale d'Éditions, 1978, 440 p.

GARDIN, Jean-Claude, «Modèles et récits», dans BERTHELOT, Jean-Michel (dir), *Épistémologie des sciences sociales*, Paris, PUF, 2001, p. 407-454.

GARNIER, Jean-Pierre et Larry PORTIS, «Existe-t-il un horizon indépassable en sciences sociales?», *L'Homme et la société*, n°.135, janvier-mars 2000, p. 3-6.

GARNIER, Jean-Pierre, *Le nouvel ordre local. Gouverner la violence*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, 182 p.

GARNIER, Jean-Pierre, *Des barbares dans la cité. De la tyrannie du marché à la violence urbaine*, Paris, Flammarion, 1996, 381 p.

GAUDEZ, Florent, «L'utopie comme méthode : ou la reconstruction utopique comme expérience «narrative» de pensée», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p.193-201.

GERBAUX, Françoise (dir.), *Utopie pour le territoire: cohérence ou complexité?*, La Tour-d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1999, 189 p.

GODET, Michel, *Manuel de prospective stratégique. Une indiscipline intellectuelle* (tome 1), Paris, Dunod, 1997, 243 p.

GODIN, Christian, *Faut-il réhabiliter l'utopie?*, Nantess, Éditions Pleins Feux, 2000, 92 p.

GODIN, Christian, «D'une utopie à l'autre», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 42.

GOTTRAUX, Philippe, «Démarche sociologique et appartenance politique : réflexions à partir de *Socialisme ou Barbarie*», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 97-110.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, *Politique de soutien au développement local et régional*, Québec, 1997, 51 p.

GRIDEQ (Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement de l'Est du Québec, *Développement régional. Problématique et programmation de recherche du GRIDEQ*, 1993, 69 p.

Groupe de Lisbonne, *Limites à la compétitivité. Pour un nouveau contrat mondial*, Boréal, Montréal, 1995, 225 p.

Groupe de Recherche Quart Monde-Université, *Le croisement des savoirs. Quand le Quart Monde et l'Université pensent ensemble*, Paris, Les Éditions de l'Atelier/Éditions Ouvrières - Les Éditions Quart Monde, 1999, 525 p.

GUERTIN, Michel, *La contestation dystopique (étude sur les rapports entre l'utopie, l'idéologie et la dystopie)*, Thèse du doctorat en Philosophie, UQTR, 2000, 370 p.

HALIMI, Serge, «Notre utopie contre la leur», *Le monde diplomatique*, Mai 1998, p. 14.

HÉBER-SUFFRIN, Claire, *Les savoirs, la réciprocité et le citoyen*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998, p.418.

HERVIEU-LÉGER, Danielle, «Identités décomposées, identités imaginées, identités inventées», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p.183-190.

HOUDROY, Hubert, *Comment peut-on définir l'Utopie?*, Site internet du Réseau d'activité à distance : <http://rad2000.free.fr/utopia01.htm>, 6 p.

HOUÉE, Paul, *Le développement local au défi de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2001, 246 p.

JALBERT, Lisette, «La décentralisation: enjeux et perspectives», dans MAHEU, Louis et Arnaud SALES (dir.), *La recomposition du politique*, Paris-Montréal, L'Harmattan et PUM, 1991.

JEAN, Bruno, «Le développement régional à l'heure du développement local : «le temps des incertitudes»», *Revue canadienne des sciences régionales*, vol. XII, n°.1, Printemps 1989, p. 9-24.

JEAN, Georges, «Notes sur les discours comparés de l'utopie et des sciences sociales», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 237-246.

JEAN, Georges, *Voyages en utopie*, Paris, Gallimard, 1994, 175 p.

JETTÉ-SOUCY, Nicole, *L'homme tragique. Nature de l'action politique*, Montréal, Liber, 1998, 192 p.

JOYAL, André, *Le développement local. Comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Sainte-Foy, PUL-IQRC, 2002, 146 p.

KHERDJEMIL, Boukhalfa et al. (dir.), *Territoires et dynamiques économiques. Au-delà de la pensée unique*, L'Harmattan, Paris, 1998, 228 p.

KLEIN, Juan-Luis, «Action collective et développement local: de l'atomisation à la restructuration de la société civile», *Économie et Solidarités*, vol. 28, n°.1, 1996, p. 31-42.

KLEIN, Juan-Luis, «Le partenariat : une réponse à l'exclusion?», dans GAGNON, Christiane et Juan-Luis KLEIN, (dir.), *Les partenaires du développement face au défi du local*, Chicoutimi, GRIR, 1992.

LACROIX, Jean-Guy, «Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la conscientivité», *Cahiers de recherche sociologique*, n°.30, 1998, p.79-147.

LACROIX, Jean-Yves, *L'utopie*, Paris, Bordas, 1994, 186 p.

LAFONTAINE, Danielle (dir.), *Choix publics et prospective territoriale. Horizon 2025. La Gaspésie: futurs anticipés*, Rimouski, GRIDEQ, 2001, 350 p.

LAFONTAINE, Danielle et Nicole Thivierge (dir.), *Les régions fragiles face à la mondialisation*, Rimouski, GRIDEQ, 1999, 256 p.

LAFONTAINE, Danielle, «Les revendications collectives au Québec: entre le marché, les intérêts et le projet de société», DIONNE, Hugues, KLEIN, Juan-Luis et Pierre-André TREMBLAY (dir.), *Au-delà du néolibéralisme. Quel rôle pour les mouvements sociaux?*, Sainte-Foy, PUQ, 1997, p. 155-176.

LAÏDI, Zaki, «Le nouvel équilibre mondial espéré n'émergera pas des ruines du 11 septembre», *Le Devoir*, vendredi 4 janvier 2002.

LAÏDI, Zaki, «Le sens d'un événement : une rupture dans l'ordre mondial», *Le Devoir*, Jeudi 11 octobre 2001.

LAÏDI, Zaki, *La gauche à venir. Politique et mondialisation*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, 150 p.

LAÏDI, Zaki, *Le sacre du présent*, Paris, Flammarion, 2000, 278 p.

LAÏDI, Zaki, «Les imaginaires de la mondialisation», *Esprit*, octobre 1998, p. 85-98.

LAÏDI, Zaki, *Un monde privé de sens*, Paris, Fayard, 1996, 333 p.

LAROCHELLE, Gilbert, *La communauté comme figure de l'État. Introduction à l'analyse d'une conjoncture*, Chicoutimi, Éditions JCL, 1998, 207 p.

LAROCHELLE, Gilbert, *Philosophie de l'idéologie. Théorie de l'intersubjectivité*, Paris, PUF, 1995, 270 p.

LAROCHELLE, Gilbert, «La fonction symbolique de l'expertise dans la modernité», dans TACUSSEL, Patrick (dir.), *Le réenchantement du monde. La métamorphose contemporaine des systèmes symboliques*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 101-116.

LE BRIS, Michel, «Les utopies des «sixties»», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 44-45.

LEHMAN, Serge, «Utopie et science-fiction», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 31-32.

LOINGER, Guy, «Prospective des territoires: enjeux et problèmes», dans LAFONTAINE, Danielle (dir.), *Choix publics et prospective territoriale. Horizon 2025. La Gaspésie: futurs anticipés*, Rimouski, GRIDEQ, 2001, p. 286-293.

LÖWY, Michel, «Utopie, idéologie et croyance religieuse», *Projet (Le déplacement des utopies)*, 253, 1998, p. 41-47.

LUZI, Jacques, «Libéralisme et nihilisme», *Agone*, n°.21, 1999, p. 45-57.

MABILEAU, Albert, «Les perspectives d'action publique. Autour d'un local reconstruit», dans BALME, Richard *et al.* (dir.), *Les nouvelles politiques locales. Dynamiques de l'action publique*, Paris, Presses de Sciences Po, Paris, 1999.

MAFFESOLI, Michel, *Le retour du tragique. L'instant éternel*, Paris, Denoël, 2000, 234 p.

MALER, Henri, *Convoiter l'impossible. L'utopie avec Marx, malgré Marx*, Paris, Bibliothèque Albin Michel, 1995, 417 p.

MANGUEL, Alberto, (propos recueillis par Cédric Fabre et Pascal Jourdana), «Utopie et littérature», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 20-23.

MANNHEIM, Karl, *Idéologie et utopie*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1956, 233 p.

MARCUSE, Herbert, «La fin de l'utopie», *Agone*, n°.21, 1999, p. 15-24.

MATTELART, Armand, *Histoire de l'utopie planétaire. De la cité prophétique à la société globale*, Paris, Éditions de la Découverte, 1999, 443 p.

MAUGER, Gérard, «Pour une sociologie de la sociologie. Notes pour une recherche», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n°. 131, janvier-mars 1999, p. 101-120.

MAYOR, Frederico, «Vouloir l'impossible», préface à AINSA, Fernando, *La reconstruction de l'utopie*, Paris, Arcanteres-UNESCO, 1997, p.7-12.

MENGIN, Jacqueline, «Foisonnement d'initiatives, et synergies?», dans DEFFONTAINES, Jean-Pierre et Jean-Pierre PROD'HOMME (dir.), *Territoires et acteurs du développement local. De nouveau lieux de démocratie*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2001, p. 63-70

MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, 335 p.

MERCURE, Daniel, «Une société-monde?», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p. 9-16.

MÉTHOT, Marcel, «Les enjeux éthico-politiques de la glocalisation : de la «pensée localiste» à une science de la société», *De l'éthique dans les démocraties libérales : État, économie, société civile*, Montréal, Guérin, à paraître.

MÉTHOT, Marcel, «Pensée utopique et développement local : prétexte à une réflexion sur le savoir critique dans l'étude du développement régional», LAFONTAINE, Danielle (dir.), [Titre non-déterminé], Tendances et débats n°.8, Rimouski, GRIDEQ, à paraître.

MÉTHOT, Marcel, «Mondialisation, démocratie, développement régional : le mythe de l'autonomie locale», dans LAFONTAINE, Danielle et Nicole THIVIÈRGE (dir.), *Les régions fragiles face à la mondialisation*, Rimouski, GRIDEQ, 1999, p. 53-63.

MIGUELEZ, Roberto, «Les sociologues sont-ils trop sensibles aux enjeux idéologiques? Quelques questions épistémologiques et institutionnelles», *Sociologie et sociétés*, vol.XXIX, n°.2, automne 1997, p. 163-170.

MILACIC, Slobodan, «La démocratie malade du consensus. Utopie consensuelle et réalité conflictuelle», dans Rencontres de Châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*. Paris, Arléa, p. 93-106.

MISPELBLOM BEYER, Frederik, «Le savant est aussi un politique», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n°. 131, janvier-mars 1999, p. 3-7.

MONGIN, Olivier, *L'après 1989. Les nouveaux langages du politique*, Paris, Hachette Littératures, 1998, 258 p.

MORIN, Edgar, *La méthode, 5. L'humanité de l'humanité, (1. L'identité humaine)*, Paris, Seuil, 2001, 288 p.

MORIN, Edgar, «Le monde comme notion sociologique», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p.191-197.

MORIN, Edgar (dir.), *Relier les connaissances. Le défi du XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, 471 p.

MORIN, Edgar, «Les défis de la complexité», dans MORIN, Edgar (dir.), *Relier les connaissances. Le défi du XXI^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, p. 451-457.

MORIN, Edgar et Sami NAÏR, *Une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 1997, 250 p.

MORIN, Edgar, «La mondialisation: ultime chance ou malchance ultime», dans MORIN, Edgar et Sami NAÏR, *Une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 1997, p. 107-122.

MORIN, Edgar, «La réforme de la pensée sociologique», dans XIBERRAS, Martine, (dir.), *Cahiers de l'imaginaire (Épistémologie, éthique, politique)*, Paris, L'Harmattan, n°. 14-15, 1997, p. 15-19.

MORIN, Edgar, «La bonne et la mauvaise utopie», dans Rencontres de Châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*, Paris, Arléa, 1996, p. 11-13.

MORIN, Edgar, «Pour une utopie de la représentation», dans Rencontres de Châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*. Paris, Arléa, 1996, p. 53-59.

MORIN, Edgar, «Pour une réforme de la pensée», dans Rencontres de châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*, Paris, Arléa, 1996, p. 107-115.

MORIN, Edgar, «La stratégie de reliance pour l'intelligence de la complexité», dans *Revue Internationale de Systémique*, vol. 9, n°.2, 1995.

MOURET, Brigitte, «Les approches conceptuelles du développement. D'une sociologie de l'acteur à une épistémologie de l'action», dans DENEUIL, Pierre-Noël (dir.), *Lien social et développement économique*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 235-245.

MOUTEAUX, Jacques, «Présentation», dans LACROIX, Jean-Yves, *L'utopie*, Paris, Bordas, 1994, p. 5-16.

MYLES, John, «Les limites des prophéties, ou les raisons d'être de la modestie intellectuelle en sciences sociales», *Sociologie et sociétés*, vol. XXX, n°.1, printemps 1998, p. 55-67.

NAÏR, Sami, «Mondialisation du libéralisme économique», dans MORIN, Edgar et Sami NAÏR, *Une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 1997, p. 39-50.

NAÏR, Sami, «Libéralisme, démocratie, avenir», dans MORIN, Edgar et Sami NAÏR, *Une politique de civilisation*, Paris, Arléa, 1997, p. 199-235.

NICOLESCU, Basarab, *La transdisciplinarité. Manifeste*, Monaco, Éditions du Rocher, 1996, 229 p.

PADIOLEAU, Jean-Gustave, «La gouvernance ou comment s'en débarrasser (stratégies de corruption)», *Espaces et Sociétés*, n°.101-102, 2001, p. 61-73.

PARIS, Robert, «Utopie et science dans l'imaginaire socialiste», *L'homme et la Société*, n°.132-133, avril-septembre 1999, p. 109-134.

PASSERON, Jean-Claude, «Statique et dynamique. Caractériser, expliquer, comprendre le changement», *Revue européenne des sciences sociales (Le changement dans les sciences de la société)*, Tome XXXVI, n°.110, 1998, p. 199-263.

PECQUEUR, Bernard, *Le développement local*, Paris, Syros, 2000, 130 p.

PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, 352 p.

PÉQUIGNOT, Bruno, «Marx et la critique des utopistes : entre politique et science», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 277-289.

PELTIER, Jacques, «Myrdal et les concepts imprégnés de valeurs», dans DOSTALER, Gilles et al. (dir), *Gymar Myrdal et son œuvre*, Paris-Sainte-Foy, Économica-PUL, 1990, p. 71-86.

PERROT, Etienne, «Utopies économiques», *Projet (Le déplacement des utopies)*, 253, 1998, p. 61-67.

PERROT, Marie-Dominique, «Du vrai/faux au virtuel : mondialisation culturelle et noé-utopie», dans RIST, Gilbert (dir.), *La mondialisation des anti-sociétés. Espaces rêvés et lieux communs*, Nouveaux cahiers de l'IUED, n°.6, 1997, p. 41-65

PESSIN, Alain, *L'imaginaire utopique aujourd'hui*, Paris, PUF, 2001, 217 p.

PESSIN, Alain, «Approche critique de la notion d'utopie», *Économie et Humanisme*, n°.354, octobre 2000, p. 15-20.

PESSIN, Alain, «Alternative et utopie dans la France contemporaine», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 135-144.

PESSIN, Alain, *La culture libertaire*, Lyon, ACL, 1997.

PETRELLA, Ricardo, «Sans titre», Texte d'une conférence prononcée à un séminaire organisée par la FTQ, 19 octobre 2000, 10 p.

POLÈSE, Mario, «Le développement local revu et corrigé : récit d'une douce illusion dangereuse», dans CÔTÉ, Serge et Juan-Louis KLEIN (dir.), *Le Québec des régions : vers quel développement?*, Rimouski-Chicoutimi, GRIDEQ-GRIR, 1996, p. 321-335.

PORTIS, Larry, «Éducation morale et ordre moral : la pérennité d'une sociologie durkheimienne», *L'homme et la société (Politiques des sciences sociales)*, n°. 131, janvier-mars 1999, p. 9-22.

PRÉPOSIET, Jean, «Sur l'apport positif des utopies», PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 247-257.

PROULX, Marc-Urbain, «La politique régionale au Québec», *L'action nationale*, Vol. LXXXVI, n. 2, février 1996.

QUÉRÉ, Louis, *La sociologie à l'épreuve de l'herméneutique. Essais d'épistémologie des sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1999, 216 p.

RADA-DONATH, Alejandro, «Prospective et territoire», *Revue Organisations et Territoires*, Volume 10, n°.2, printemps-été 2001, p. 15-23.

RADA-DONATH, Alejandro, «Vers la démocratie informationnelle», dans KLEIN, Juan-Luis *et al.* (dir.), *Les régions après l'État : Chili, Pologne, Québec, Chicoutimi*, GRIR-UQAC, 1993, p. 81-99.

RAMONET, Ignacio, «Besoin d'utopie», *Le monde diplomatique*, Mai 1998, p. 9.

RANCIÈRE, Jacques, «Politique/polémique/possible» dans Rencontres de Châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*. Paris, Arléa, p. 84-92.

RAYNAUD, Philippe, «Les nouvelles radicalités. De l'extrême gauche en philosophie», *Le débat*, Mai 1999, p. 89-116.

REVEL, Jean-François, *La grande parade. Essai sur la survie de l'utopie socialiste*, Plon, Paris, 2000, 342 p.

REVEL, Jean-François, (propos recueillis par Bernard Fauconnier), «Utopie et politique», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 36-39.

RICHARD, Lionel, «Plein feux sur l'utopie», *Le monde diplomatique*, Avril 2000, p. 29.

RICOEUR, Paul, *L'idéologie et l'utopie*, Paris, Seuil, 1997, 411 p.

RIST, Gilbert (dir.), *La mondialisation des anti-sociétés. Espaces rêvés et lieux communs*, Nouveaux cahiers de l'IUED, n°.6, 1997, 219 p.

RIOT-SARCEY, Michèle, «Préface», dans COLLECTIF, *Les utopies, moteurs de l'histoire?*, (Les Rendez-vous de l'Histoire, Blois 2000), Nantes, Éditions Pleins feux, 2001, p. 7-11.

RORTY, Richard, «Méthode, science sociale et espoir sociale», dans *Critique* (Michel Foucault : du monde entier), n°.471-472, août-septembre 1986, p. 873-897.

ROUILLÉ d'ORFEUIL, Henri, *Économie, le réveil des citoyens. Les alternatives à la mondialisation libérale*, Paris, La Découverte, 2002, 186 p.

SERFATY, Viviane, «L'internet : fragments d'un discours utopique», *Communication et langage*, n°.119, 1999, p. 106-117.

SERRES Michel, *Hominescence*, Paris, Le pommier, 2001, 339 p.

SERRES, Michel, *Atlas*, Paris, Julliard, 1994.

SERVIER, Jean, *L'utopie*, Paris, PUF, 1979, 124 p.

SLOTERDIJK, Peter, «L'utopie en chantier», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 54-57.

SMITH, Gordon et Moisés NAÏM, *Des États remaniés. Mondialisation, souveraineté et gouvernance*, Ottawa, Centre de recherche pour le développement international, 2000, 77 p.

STENGERS, Isabelle, «Les exigences de la réalité», dans Rencontres de Châteauvallon, *Pour une utopie réaliste. Autour d'Edgar Morin*. Paris, Arléa, p. 73-83.

TACUSSEL, Patrick, *Charles Fourier. Le jeu des passions*, Paris, Desclée de Brouwer, 2000, 252 p.

TACUSSEL, Patrick, «La sociologie interprétative. Un tournant postempiriste dans les sciences humaines en France», dans BERTHELOT, Jean-Michel (dir.), *La sociologie française contemporaine*, Paris, PUF, 2000.

TACUSSEL, Patrick, *Mythologie des formes sociales*, Paris, Méridiens Klincksieck, 1995, 306 p.

TACUSSEL, Patrick (dir.), *Le réenchantement du monde. La métamorphose contemporaine des systèmes symboliques*, Paris, L'Harmattan, 1994, 292 p.

TOWER-SARGENT, Lyman et Roland SHAER (dir.), *Utopie, la quête de la société idéale en Occident*, Fayard, BNF, Paris, 2000.

TROUSSON, Raymond, *D'Utopie et d'Utopistes*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, 233 p.

VALADIER, Paul, (entretien avec), «Le rêve démocratique», *Projet (Le déplacement des utopies)*, 253, 1998, p. 48-55.

VANIER, Martin, «Ce que la World Company ne comprend pas», dans ATTAC (coll.), *Agir local, penser global. Les citoyens face à la mondialisation*, Paris, Mille et une nuits, 2001.

VERRET, Michel, «L'utopie intérieure», », PÉQUIGNOT, Bruno (dir.), *Utopies et sciences sociales*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, p. 259-267.

VOYÉ, Liliane, «La société-monde: un défi pluriel pour la sociologie», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p.285-302.

WALLERSTEIN, Immanuel, «Le système-monde en désagrégation», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p. 35-44

WALLERSTEIN, Immanuel, *L'utopistique ou les choix politiques du XXI^e siècle*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2000, 139 p.

WALLERSTEIN, Immanuel et coll., *Ouvrir les sciences sociales*, Rapport de la Commission Gubenkian, Paris, Descartes et Cie, 1996, 111 p.

WALLERSTEIN, Immanuel, *Impenser la science sociale. Pour sortir du XIX^e siècle*, Paris, PUF, 1995, 318 p.

WALLERSTEIN, Immanuel, «Le développement du concept de développement», *Sociologie et Sociétés*, vol.XIV, n°.2, octobre 1982, p. 133-141.

WATIER, Patrick, «De l'objectivation à la subjectivation. Science et connaissance», dans TACUSSEL, Patrick (dir.), *Le réenchantement du monde. La métamorphose contemporaine des systèmes symboliques*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 51-64.

W.COX, Robert, «Structures sociales et autorités politiques: vers une nouvelle ontologie», dans MERCURE, Daniel (dir.), *Une société-monde? Les dynamiques sociales de la mondialisation*, Sainte-Foy-Louvain-la-Neuve, PUL-De Boeck Université, 2001, p. 65-71.

WINOCK, Michel, «Le grand rêve des utopistes. Le bonheur pour tous!», *L'histoire*, n°.237, novembre 1999, p. 76-83.

WUNENBURGER, Jean-Jacques, *Imaginaires du politique*, Paris, Ellipse, 2001, 109 p.

WUNENBURGER, Jean-Jacques, *L'utopie ou la crise de l'imaginaire*, Paris, Éditions Jean-Pierre Delarge, 1979, 232 p.

XIBERRAS, Martine, (dir.), *Cahiers de l'imaginaire (Épistémologie, éthique, politique)*, Paris, L'Harmattan, n°. 14-15, 1997, 199 p.

ZARIFIAN, Philippe, *Temps et modernité. Le temps comme enjeu du monde moderne*, Paris, L'Harmattan, 2001, 296 p.

ZARIFIAN, Philippe, *L'émergence du Peuple Monde*, Paris, PUF, 1999, 188 p.

ZIMMER, Fabrice, «www.utopie.com», dans Dossier «La renaissance de l'utopie», *Magazine littéraire*, n°.387, mai 2000, p. 58-61.